

Les difficultés économiques en Europe orientale

Répétition en Yougoslavie

L'arrêt du mouvement de grève sans précédent qui s'est développé en Yougoslavie au milieu du mois de mars ne doit pas faire illusion : la Fédération traverse actuellement l'une des crises les plus graves qu'elle ait connues. Jusqu'à quand va durer l'accalmie sociale ? Le gouvernement ayant annoncé qu'il ne reviendrait pas sur l'essentiel de la loi responsable des arrêts de travail - gel des salaires et reprise des augmentations accordées par les entreprises - pourquoi, les mêmes causes produisant les mêmes effets, les grèves ne reprendraient-elles pas lors de la distribution des prochaines feuilles de paie ? Ce serait pas compter avec la remarquable habileté des dirigeants à user tout à la fois de souplesse et de fermeté dans la gestion de ces conflits sociaux.

Souplesse : si le principe de la loi ne devrait pas être modifié, son application pourrait l'être. Ainsi la récupération des augmentations, que les salariés ont perdue comme une véritable diminution de leur paie, serait étalée dans le temps. Souplesse encore : certaines Républiques pourraient - sans le dire ! - prendre quelque distance avec cette nouvelle orthodoxie salariale. La fermeté est moins apparente mais tout aussi réelle.

Si les médias yougoslaves ont couvert les événements de ces dernières semaines avec une toute nouvelle objectivité - allant jusqu'à utiliser le mot « grève » interdit jusqu'à présent - ils n'ont pas rendu compte des nombreuses pressions exercées sur les grévistes : licenciement de certains d'entre eux, menace de faire appel aux forces de l'ordre lorsque les mouvements se prolongeraient, sans oublier le non-paiement des journées de grève.

En tout état de cause, une éventuelle accalmie sociale ne devrait pas masquer la zone de turbulences particulièrement périlleuse que traverse aujourd'hui le pays. La taux d'inflation, qui atteint maintenant des sommets « latino-américains » - près de 130 % - n'est que le symptôme le plus impressionnant de la mauvaise santé de l'économie yougoslave et de la crise de l'autogestion : baisse des exportations, hausse de l'endettement et du chômage, productivité du travail de plus en plus inexistante. Que va-t-il se passer si le gouvernement de M. Brezic décide d'appliquer son programme de redressement, et notamment de forcer à terme les entreprises non rentables ?

Au risque d'explosion sociale qui pourrait en résulter s'ajoutent - toujours présentes dans cette mosaïque - les menaces de désintégration régionale. Du Kosovo, cette province du Sud peuplée d'une majorité d'Albanais, jusqu'en Slovaquie, à l'extrême Nord, où la voix de liberté impressionnant qui s'est levée devrait tôt ou tard atteindre les dirigeants de Belgrade, en passant par l'aggravation des rivalités entre Serbes et Croates, la Fédération paraît tiraillée à hue et à dia. D'autant plus - l'histoire, ici, n'est pas un paradoxe près - que la « République » manifeste à Moscou une plus friable un des éléments de la nation : la crainte commune de l'URSS.

Logiquement, donc, ce faisceau d'éléments devrait laisser pressager une crise grave. On hésite pourtant à émettre de telles prédictions à propos d'un pays qui a tant de fois déjoué Cassandra.

Les Polonais subissent une forte hausse des prix

L'accélération de la croissance ne va pas sans poser de sérieux problèmes aux pays de l'Est. La Pologne, notamment, est éprouvée par de fortes hausses de prix alors que ses partenaires doivent tous tenir compte d'une détérioration de leur balance des paiements, si l'on en croit la dernière étude de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU).

Les distorsions entre l'offre et la demande ont amené les dirigeants polonais à décider un nouveau train de hausses des prix allant jusqu'à 51,9 % pour le charbon.

Cette décision, qui touche, dès le lundi 30 mars, pratiquement tous les produits de première nécessité, répond au souci des experts du Fonds monétaire international d'introduire une meilleure efficacité dans une économie paralysée par un lourd endettement comme par une industrie largement obsolète. Le rapport de la CEE-ONU reconnaît qu'en dépit d'une expansion de 5 % en 1986 le revenu national polonais reste inférieur de 10 % à son niveau de 1978.

Sans connaître une situation aussi préoccupante, les autres pays de l'Est ont découvert, l'an dernier, les limites d'une forte reprise de l'ordre de 4,3 % en moyenne, contre 3,5 % en 1985. Tous ont en effet enregistré une dégradation de leurs finances extérieures et un alourdissement de leur dette envers les pays occidentaux.

L'URSS a réussi à compenser un lourd déficit commercial avec l'Occident par une forte amélioration de ses échanges avec les « pays frères ». Mais ce type très particulier de compensation n'a pas empêché son endettement de pas-

ser de 24 à 38 milliards de dollars sans que la question fondamentale de la modernisation de ses équipements ait trouvé de vraies réponses.

(Lire nos informations pages 4 et 40.)



Le voyage du pape en Amérique latine

Jean-Paul II le médiateur

SANTIAGO de notre envoyé spécial

Le pape Jean-Paul II est attendu, mardi 31 mars, à Montevideo, première étape d'un voyage de treize jours qui doit, après l'Uruguay, le conduire au Chili, du 1^{er} au 6 avril, et en Argentine, du 6 au 12 avril, dimanche de Rameaux. C'est le trente-troisième voyage à l'étranger de Jean-Paul II et son huitième en Amérique latine. Voyage marathon : le pape doit parcourir 34 000 kilomètres et visiter dix-huit villes.

Il ne doit rester que seize heures en Uruguay, pays de forte tradi-

tion laïque où la séparation de l'Eglise et de l'Etat est inscrite dans la Constitution depuis 1917 et où le divorce est légal depuis 1907, sujet qui est également un thème de controverse en Argentine entre l'Eglise, très conservatrice, et le gouvernement radical de M. Alfonsín. L'Eglise uruguayenne est faible et divisée, ainsi que le reconnaît un récent document des communautés de base, et le Parti démocrate-chrétien a recueilli moins de 5 % des voix aux élections de 1984.

Pourtant, cette escale papale a été vivement souhaitée par le gouvernement de Montevideo, qui affronte la grogne des secteurs de

gauche hostiles à la loi d'amnistie. La grande messe en plein air que Jean-Paul II doit célébrer à son arrivée - « un événement historique », dit Mgr José Gottardi, archevêque de Montevideo - devrait être un moment de trêve sociale et politique. Au palais Taranco, les ministres des affaires étrangères du Chili et d'Argentine seront plus tard présents pour la cérémonie commémorative de l'accord de 1979 sur le canal de Beagle.

La médiation de Jean-Paul II qui a permis d'éviter un conflit armé entre le Chili et l'Argentine est, en effet, la première raison de ce nouveau voyage en Amérique latine. Le thème de la paix devrait

être au centre de la plupart des quelques cinquante-sept allocutions ou discours que le souverain pontife doit prononcer dans les trois pays du cône sud. Le pape s'est déjà rendu en Argentine en 1982, en plein conflit des Malouines, mais c'est la première fois qu'il visite le Chili. Et c'est à Punta Arenas, la plus australe des villes chiliennes, au bord du détroit de Magellan et en face de la Terre de feu, que Jean-Paul II doit, le samedi 4 avril, parler de la paix retrouvée entre le Chili et l'Argentine.

MARCEL NIEDERGANG. (Lire la suite page 5.)

Les relations entre les citoyens et les forces de l'ordre

Police sous contrôle à Chicago

CHICAGO de notre envoyé spécial

D'aussi loin qu'elle se souvienne, Julie B..., la trentaine, a toujours aimé la police. Elle rêvait même d'y entrer, de suivre la fillette qui aurait fait d'elle d'abord un simple flic de la rue, ensuite, peut-être, un détective, puis, qui sait... Il y a douze ans, alors modeste secrétaire au laboratoire de la brigade criminelle de Chicago, elle a lu, sur le panneau de service, une circulaire de recrutement des volontaires pour rejoindre les rangs d'une unité en cours de création, l'Office of Professional Standards (OPS) - c'était le nom du nouveau service, sorte de bureau de la déontologie professionnelle - recherchait des enquêteurs non spécialisés pour

étudier les bavures qui ravageaient les rangs de la police de Chicago.

Enquêteur : presque policier ! Julie B..., n'a pas hésité. Un an plus tard, elle avait viré sa cuti : « J'ai alors compris, dit-elle aujourd'hui, que je ne serais jamais flic. Ils étaient tellement corrompus, n'hésitaient jamais à tirer pour se faire justice eux-mêmes que j'ai pensé que je serais plus utile à tout le monde en continuant à enquêter sur les bavures. Ce métier doit pouvoir se faire proprement. »

Aujourd'hui Julie B..., est superviseur de l'OPS, c'est-à-dire adjoint au chef de service, David Fogel, professeur de criminologie à l'université de l'Illinois et ancien directeur de l'administration pén-

tentielle de l'Etat du Minnesota. La tâche de l'OPS : enquêter sur les violences, brutalités ou bavures policières qu'on lui signale, qu'il y ait ou non usage des armes. Signe distinctif de cette police des polices : bien qu'étant une direction à part entière de la police de Chicago, placée sous l'autorité directe de son superintendant (préfet de police), aucun des membres de l'OPS (à deux ou trois exceptions près) n'est policier. Cette particularité fait de l'OPS un exemple quasi unique aux Etats-Unis où les enquêtes menées sur des policiers demeurent presque toujours le privilège de collègues ou de magistrats.

GEORGES MARION. (Lire la suite page 12.)

L'AUTRE VISAGE DE MICHEL POLAC

MICHEL POLAC

HORS DE SOI

Débats

LE PAPE AU CHILI ET EN ARGENTINE

C'est le huitième voyage de Jean-Paul II en Amérique latine (31 mars-13 avril), mais, politiquement, peut-être le plus important. Une visite toute en contrastes, du fait de l'opposition idéologique entre les épiscopats du Chili et d'Argentine. Charles Antoine souligne les enjeux de cette double démarche, et Pierre de Charentenay la fragilité, mal connue, du catholicisme latino-américain.

Le silence ou la lutte

La passivité de la hiérarchie catholique dans l'Argentine des généraux contraste avec l'engagement de l'épiscopat chilien contre Pinochet

LA banalisation des voyages internationaux de Jean-Paul II dans les médias n'est pas — du moins pas encore — synonyme de baisse d'audience dans l'opinion publique. En chaque pays catholique visité, le pape continue de rassembler les multitudes ; sur la scène internationale, son leadership moral grandit (sauf en matière de sexualité).

Dans chacun des voyages du pape, on retrouve toujours deux éléments, indépendants l'un de l'autre mais imbriqués l'un dans l'autre : l'image médiatique comme cristallisation des foules et le discours comme objectif doctrinal.

Si l'on pense au discours, l'expérience montre que Jean-Paul II se fait généralement l'écho des préoccupations pastorales de l'épiscopat du pays visité. Quand cet épiscopat est soudé, la situation est simple pour le pape. On l'a vu, par exemple, lors de son voyage au Brésil en 1980, avec le soutien magistral apporté à un épiscopat largement critiqué par le gouvernement de l'époque ; on l'a vu aussi au Nicaragua, en 1983, au point que l'affrontement entre l'épiscopat (incarné par l'archevêque de la capitale) et le gouvernement sandiniste a pris la forme de l'incroyable chahut de la messe papale à Managua.

Quand l'épiscopat national est divisé, le pape se fait le reflet de la tendance à laquelle il est personnellement plus sensible. C'est ainsi, lors de son voyage de 1983 au Salvador, qu'il a conforté la « tendance Mgr Romero ».

Si cette règle d'interprétation est vraie, on peut penser qu'en dehors des problèmes typiquement pastoraux et internes à l'Eglise l'accent dominant des discours du pape devrait être mis, en Argentine, sur les valeurs morales dans la famille et dans la société ; tandis qu'au Chili il pourrait l'être sur la légitimité de l'engagement des chrétiens dans les problèmes de société.

par CHARLES ANTOINE (*)

En ce qui concerne l'Eglise d'Argentine, l'inconnue porte sur un traumatisme national non résorbé : la question des disparus sous la dictature militaire. On sait que l'épiscopat argentin s'est toujours refusé à prendre publiquement et fermement position sur ce problème douloureux ; ses rares allusions à la question ne sont pas de nature à exempter les évêques de leur lourde responsabilité d'un silence perçu par nombre d'Argentins comme scandaleux.

Risques d'usure

En matière de répression, l'Argentine se trouve à peu près à égalité avec le Salvador quant au nombre d'ecclésiastiques tués pour motif politique. Sous les généraux argentins, on compte en effet un évêque, onze prêtres et deux religieuses assassinés par les forces de l'ordre. Sur ce bilan macabre, l'épiscopat national n'a pas eu non plus le moindre mot.

Circonstance aggravante : par le biais de sa commission du culte, l'épiscopat argentin est le seul au monde à avoir censuré le Magnificat de son fameux verset : « Le Tout-Puissant renverse les puissants de leurs trônes, il élève les humbles... ». Et c'est une faculté catholique de ce pays qui a fait le célèbre Moon docteur honorer causa.

En Argentine, le pape évoquera-t-il le lourd contentieux sur les disparus, et de quelle façon ? Le pape part, la problématique ecclésiale argentine continuera-t-elle comme avant, c'est-à-dire l'une des plus en retard du continent dans l'aggiornamento conciliaire ?

Au Chili, la situation de l'Eglise est bien différente. Les chrétiens chiliens, sous l'impulsion d'une poignée d'évêques marqués par le catholicisme social, ont été parmi les premiers du continent à répercuter dans leur pays l'impulsion du concile Vatican II. L'épiscopat national, de sensibilité politique plutôt démocrate-chrétienne, s'est montré à la hauteur de ses responsabilités. Et sous la dictature du général Pinochet, la hiérarchie catholique a permis, tous comptes faits, que soit préservé à travers les structures d'Eglise un espace socio-politique de liberté. Une majorité d'évêques, de prêtres, de religieux et de militants laïcs ont contribué à sauver l'honneur d'une nation.

(*) DIAL (Diffusion d'informations sur l'Amérique latine).

Force et faiblesses du christianisme latino-américain

La moitié des catholiques dans le monde se trouvent dans le sous-continent. Sous cette apparente vitalité, d'importantes zones de fractures.

LES Européens se figurent facilement que l'avenir du christianisme est en Amérique latine, où vivent déjà la moitié des catholiques du monde. Ils y lisent une étonnante vitalité, résumée en quelques traits : solidarité et défense des droits de l'homme, promotion des communautés de base, vigueur de la réflexion théologique autour de la libération, remise en valeur de la religion populaire.

Ce dynamisme est en effet prometteur, mais cette image positive se reflète pas toute la réalité. Un examen plus approfondi du christianisme latino-américain révèle des tensions extrêmes et des fractures probablement irréparables. Il faudrait, en particulier, expliquer comment ces sociétés très chrétiennes ont été, ces dernières années, parmi les plus violentes du monde, ravagées par la terreur militaire et policière comme par les inégalités et la famine, malgré une nature élémentaire et plus que riche. Qu'en est-il alors de ce christianisme si vivant, de cet humanisme qui devrait inspirer toute la population ?

Trois données de l'histoire désignent les points de fragilité du catholicisme : l'esprit libéral, la sécularisation, un certain rapport au politique.

1) L'esprit libéral et positiviste de l'Europe du dix-neuvième siècle a très tôt pénétré ces terres lointaines. Dès 1849, le premier gouvernement libéral latino-américain arrive au pouvoir en Colombie. L'Argentine suivra en 1853, puis presque tout le continent au cours de la même décennie. C'est la nouvelle Amérique qui commence, l'Amérique libre de la tache de l'Espagne... et de l'Eglise.

Elle rejette son passé colonial et chrétien. L'élite au pouvoir est fondamentalement anticatholique, inspirée culturellement par la France et tech-

par PIERRE DE CHARENTENAY (*)

niquement par les Etats-Unis. Et cela pendant près d'un siècle. Des divisions, des guerres même y trouvent leur origine : telle la violence qui fit trois cent mille morts en Colombie, entre 1948 et 1958, une guerre civile entre conservateurs et libéraux qui était aussi un conflit entre cléricaux et anticléricaux. Cet esprit libéral, hérité des Lumières, force l'Eglise à respecter le principe du pluralisme religieux. Les chrétiens n'y sont pas toujours prêts, et leur foi s'en trouve facilement ébranlée. On est loin en tout cas du monolithisme catholique si souvent évoqué.

Monde sécularisé, modèles traditionnels

2) La sécularisation, plus récente, touche surtout, mais pas seulement, cadres, fonctionnaires, étudiants et universitaires. Urbanisation et société de consommation relativisent les traditions et bouleversent les échelles des valeurs. L'anonymat des villes décline les relations communautaires. La pratique religieuse est en baisse, même si les séminaires sont encore pleins. L'Uruguay, sécularisé et agnostique, est l'exemple extrême qui rejoint déjà la situation européenne. Le désenchantement du monde est en route en Amérique du Sud.

Certes, les communautés de base existent, et en grand nombre. Mais le groupe des chrétiens actifs ne représente qu'une minorité au sein de sociétés de moins en moins porteuses du religieux. Ce christianisme de transition rêve encore aux

(*) Jémié, rédacteur en chef des Cahiers de l'actualité religieuse et sociale.

modèles traditionnels, tout en adoptant les caractéristiques d'un monde sécularisé.

3) Le rapport de l'Eglise latino-américaine au politique, resté ambigu en bien des pays, ne facilite pas une adhésion claire à la foi. Héritière d'une longue histoire de puissance et de compromission, l'Eglise a du mal à prendre la distance nécessaire pour dire une parole qui interroge sur le fond. Elle n'a pas renoncé à être influente politiquement pour mieux le devenir dans les combats partisans, elle hésite à rester strictement sur le terrain des droits de l'homme, libertés publiques et besoins économiques essentiels, lieux de l'option pour les pauvres.

Lorsqu'elle a réussi cette séparation avec l'Eglise et la politique, comme elle y est parvenue au Brésil, sa parole reprend du poids et redonne vie. Un mouvement très net se dessine au Chili dans ce sens. Dans cette transition de la puissance politique à la primauté du rôle éthique et spirituel, l'Eglise latino-américaine passe par des divisions douloureuses.

Les initiatives, les découvertes et la vigueur de cette Eglise, son apport indiscutable à l'Eglise universelle, ne doivent pas masquer les épreuves qui la traversent déjà. L'Europe est passée par un tel chemin, mais en deux siècles. L'Amérique latine subira les mêmes secousses, à sa manière, en quelques années seulement.

Dans cette période d'épreuves, où les éléments de vie sont menacés par bien des facteurs de mort, ces chrétiens se trouvent devant la nécessité de clarifier ce que veut dire « vivre sa foi » dans un monde en développement, encore traditionnel, mais aspiré par notre modèle moderne et sécularisé.

« PEUT-ON MODERNISER LE CHRISTIANISME ? »

d'Olivier Rabut

La vie au-delà du dogme

PEUT-ON moderniser le christianisme ? Sans remonter à Augustin ou à Thomas d'Aquin, historiens, sociologues, théologiens, exégètes, se penchent, depuis plus d'un siècle au moins, sur cette question de l'affrontement entre l'« intrinsèque » de la doctrine chrétienne et sa nécessaire adaptation à la « modernité ».

Plus qu'un traité de théologie, Olivier Rabut, dominicain, polytechnicien et spécialiste de Teilhard de Chardin propose un guide de vie et de réflexion, voire une méthode intellectuelle pour parvenir à une compréhension renouvelée du christianisme.

Il part du scepticisme de l'homme d'aujourd'hui par rapport à toute religion fondée sur des vérités dogmatiques. Sans toucher au cœur même de la Révélation, des formulations réajustées du dogme chrétien sont possibles.

Mais l'écueil, fondé sur la critique historique du christianisme, serait de redéfinir une doctrine, en dehors de tout donné révélé, et, sous le prétexte d'un retour intégral à l'Evangile, à partir du seul vécu humain.

C'est ce dernier point de vue, selon l'auteur, qui justifierait les demandes révisionnistes touchant aujourd'hui, dans l'Eglise catholique, à la morale sexuelle et conjugale, à l'avortement, à l'eucharistie, à la collégialité, au sacerdoce des laïcs, à la théologie de la libération.

Pour « moderniser » le message chrétien, Olivier Rabut préfère partir des exigences intérieures de sens, de créativité et de dépassement chez l'homme contemporain.

Si le but de la vie sur terre est de participer à la création du monde, l'Evangile de Christ en montre le chemin : « Les béatitudes sont la voie du réalisme contre l'utopie d'une symbiose parfaite ». Ce qui veut dire que Dieu n'est pas le magicien résolvant toutes les contradictions de l'existence, mais qu'il crée l'homme capable, par ses actes libres, de « communiquer à la puissance du réel et à toute l'invention qu'il suscite en lui ».

Dans la plus pure tradition biblique, la foi est « fidélité » à l'Alliance avec Dieu. Elle est aussi « réceptivité » à toute proposition concrète de dépassement et de renouvellement. Le christianisme est l'une de ces formes, toujours actuelle, de conversion intérieure : « Il n'a pas réponse à tout, c'est cette conversion qui fonde sa supériorité sur le judaïsme, beaucoup plus attentif à l'observation des commandements extérieurs et des dogmes. Elle fonde aussi sa permanence : si Jésus-Christ n'était pas Dieu, le christianisme ne s'effondrerait pas pour autant ».

HENRI TINCQ.

★ Editions du Cerf, 112 pages, 65 F.

COURRIER DES LECTEURS

D'un livre à l'autre

M. Georges Hourdin, dans son article « Actif et passif » (*Le Monde* du 20 mars), évoque l'abbé de Tourville en lui attribuant le livre intitulé : *A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons*.

Ce livre n'a pas été écrit par l'abbé de Tourville, mais par Edmond Demolins. A la suite de ce

livre, qui eut effectivement un grand succès, il en fit paraître un autre intitulé, sans erreur, *l'Ecole nouvelle*, où l'auteur traçait les principes d'une méthode pédagogique propre à donner à nos enfants les traits de caractère qu'il enviait aux Anglo-Saxons.

A la suite de quoi l'Ecole des Roches fut fondée, qui existe toujours.

MICHEL TROCME (Montpellier).

"Le Point, je sais pourquoi je le lis."

Bernard Brochand, Président du groupe Eurocom.

"Je trouve que l'enquête menée cette semaine par *Le Point* sur l'affaire des Tunisiens est vraiment exemplaire. J'y ai appris avec beaucoup de curiosité comment la DST a pu démanteler ce réseau terroriste et qui en tirait réellement les ficelles. C'est très étonnant et vraiment inquiétant.

Et puis il y a l'interview de Gérard Longuet. Je dois dire que pour une fois, un homme politique choisit franchement et brutalement son candidat pour les prochaines présidentielles. On ne peut pas dire que c'est de la langue de bois.

A lire aussi dans *Le Point*, l'analyse de la débâcle de Kadhafi au Tchad. Quelle hécatombe ! Et quelle impressionnante prise de matériel par les troupes d'Hissène Habré.

Et puis, dans *Le Point* de cette semaine, il y a cette enquête sur les militants du PS qui sont, ni très féminins, ni très jeunes.

Et, il y a toujours ces fameux "confidentiels" sur lesquels je me jette chaque semaine, et qui sont toujours très intéressants. *Le Point*, je sais pourquoi je le lis."

LE POINT

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75421 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-33-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-45-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

Le Monde USPS 785-870 is published daily, except Sundays for \$ 480 per year by Le Monde c/o Speedpost, 45-46 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpost U.S.A., P.O. Box 45-46 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II. - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs en prévision : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TELEMATIQUE

Composé 36-15 - Tapes LEMONDE

Imprimé
à la « Monde »
7, rue des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

TCHAD: la reconquête du Nord par les forces de M. Hissène Habré

Le colonel Kadhafi souffle le chaud et le froid

Après la dernière défaite de ses troupes à Faya-Largeau, le colonel Kadhafi donne l'impression d'hésiter sur la conduite à tenir. A Tripoli, à l'occasion du dix-septième anniversaire de l'indépendance des bords libyens de Libye, le chef de la Jamahiriya a affirmé, dimanche 29 mars, que « la lutte se poursuivra jusqu'à ce que Goukouni Oueddei (qui se trouve à Alger), Acheikh Ibn Omar, [président du « néo-GUNT » pro-libyen] et leurs forces armées retournent à N'Djamena », ajoutant : « Tout régime antilibyen à N'Djamena doit être sûr qu'il ne pourra pas passer une nuit tranquille, et tout colonialiste à nos frontières doit savoir que nous l'affrontons avec toutes nos forces ; mais, pour le moment, nous posons nos conditions pour la fin de l'affrontement. » Déclarant que la Libye « ne veut pas la guerre », le colonel Kadhafi a souligné : « Mais, si elle accepte la fin, décidée la guerre et la mobilisation générale, ses milliers de chars et ses centaines d'avions seraient capables de libérer toutes les colonies françaises en Afrique, jusqu'à l'équateur. » Réaffirmant une nouvelle fois que ce sont « les forces du « néo-GUNT » qui se

battent sur le front est au Tchad et à Abéché, alors que les impérialistes prétendent que les forces libyennes s'y trouvent », le chef de la Jamahiriya libyenne a également affirmé que seules les forces tchadiennes se trouvent à Faya-Largeau depuis 1973, et que la guerre au Tchad se poursuivra jusqu'à ce que « les forces françaises quittent le pays ».

Parallèlement à ce discours, dans une interview accordée dimanche soir à Antenne 2, le colonel Kadhafi a indiqué qu'il était prêt à « accepter toute sorte de coopération internationale pour résoudre le problème tchadien ». Enfin, à la question de savoir si la Libye était prête à un affrontement direct avec les troupes françaises, il a répondu qu'il n'y avait « aucune justification » à un tel affrontement, tout en soulignant que les Tchadiens « poursuivront la lutte contre toute intervention étrangère dans leurs affaires ».

A PARIS, M. Girard, ministre de la défense, a déclaré qu'il y a encore « des opérations importantes qui vont se dérouler dans le Tibesti » (où les troupes libyennes qui ont évacué Faya-Largeau semblent

s'être repliées). Interrogé sur la situation de la bande d'Aozou, portion de territoire tchadien située à l'extrême nord et revendiquée par la Libye, M. Girard a indiqué qu'il ne voulait « s'avancer en aucune façon », ajoutant : « Les renseignements dont nous disposons ne nous permettent pas d'apprécier ce qui va se passer maintenant de façon précise. » Quant aux implications diplomatiques, a-t-il poursuivi, elles sont difficiles à prévoir. Le ministre de la défense a, d'autre part, catégoriquement démenti que des soldats français aient participé aux opérations militaires au nord du Sahara.

A N'DJAMENA, les autorités tchadiennes ont fait état de nouveaux succès militaires dans le Tibesti. Selon l'état-major tchadien, quatre-vingt-huit soldats libyens ont été tués, vendredi 27 mars, au nord-ouest de Zouar, et quatre autres ont été faits prisonniers. D'autre part, cent trois anciens combattants tchadiens du GUNT qui étaient en prison à N'Djamena ont été libérés dimanche.

A KHARTOUM, le premier ministre soudanais, M. Sadek El Mahdi, a affirmé dimanche que la question de la présence des troupes libyennes dans l'est de son pays « a été réglée », de « récents contacts avec le commandement libyen » ayant « mis fin militairement et politiquement à ce problème ». Curieusement, le ministre soudanais de l'Intérieur, M. Sidahmed El Houssein, a condamné samedi la présence libyenne dans le Darfour et demandé « un retrait immédiat de ces troupes », dont il a qualifié la présence de « totalement inacceptable ».

Le débat sur le démantèlement des euromissiles

MM. Mitterrand et Kohl sont tous deux favorables à une « détente contrôlée »

A l'issue de la conversation de plus de quatre heures qu'ils ont eue samedi 28 mars au château de Chambard, MM. François Mitterrand et Helmut Kohl ont indiqué qu'ils avaient harmonisé, cinq jours après avoir rencontré l'un et l'autre M. Thatcher, leurs positions sur la sécurité et la défense en Europe. Le chancelier ouest-allemand a estimé que « les points de vue communs entre Français, Allemands et Britanniques sont soutenus par les autres pays européens ».

Avant d'être Américains et Soviétiques négocient un accord sur l'option zéro qui éliminerait tous les missiles de portée intermédiaire du continent européen, M. Kohl a également affirmé qu'il est très important que l'Europe se fasse entendre. « Nous voulons le désarmement et la détente, mais contrôlés », a-t-il ajouté.

Interrogés pour savoir si Français et Allemands avaient le même point de vue sur les garanties qui devraient contenir un éventuel accord américano-soviétique sur les euromissiles, s'agissant en particulier des armes à plus courte portée, M. Mitterrand a répondu : « A ma connaissance, oui », et le chancelier : « Oui, nous sommes d'accord. » Pour M. Mitterrand, « il faut que, dans l'accord sur les forces nucléaires intermédiaires, soit prévu un encadrement du deuxième wagon, celui d'une négociation sur les armes à plus courte portée ».

Revenant sur la « relation privilégiée » entre Paris et Bonn, M. Kohl a déclaré : « Pour l'Allemagne, il n'y a pas d'autre solution que l'amitié franco-allemande et la construction européenne. Les problèmes de mon pays ne peuvent se régler que sous le toit de l'Europe. » M. Mitterrand a, de son côté, réaffirmé qu'il souhaitait un pouvoir politique central en Europe « pour que les Européens puissent additionner leurs forces, et pas seulement les juxtaposer au bénéfice de politiques différentes », afin de pouvoir « rapprocher leurs moyens militaires ». « Tant qu'il

n'y aura pas de vrai pouvoir politique, il n'y aura pas de défense européenne », a-t-il ajouté.

M. Jacques Chirac a, par ailleurs, déclaré dans une interview à l'hebdomadaire politique américain Time, publié lundi, qu'il était favorable à l'option zéro en cas d'accord entre les Deux Grands sur une limitation des missiles à courte portée. « La maintien de la dissuasion nucléaire (...) demeurera longtemps la seule garantie de paix en Europe », a-t-il affirmé. Mais il a précisé que l'option zéro pourrait constituer un élément positif d'accord américano-soviétique de désarmement, « tant qu'il existe, parallèlement, les grandes lignes d'un accord de principe en vue d'un équilibre des missiles à courte portée ».

Par ailleurs, M. Jack Matlock, nouvel ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, a estimé, samedi, dans une interview au Washington Post, que les Etats-Unis et l'URSS sont « très proches » d'un accord sur le démantèlement des euromissiles. Il a affirmé que les questions des vérifications et des missiles de courte portée « pourraient être résolues » si les Soviétiques voulaient véritablement parvenir à un accord.

Les ministres des affaires étrangères et de la défense de la CEE et de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), d'autre part, se réuniront simultanément les 27 et 28 avril prochain à Luxembourg. — (AFP, AP.)

● FRANCOPHONIE. — Le Journal officiel du 28 mars a publié le décret du premier ministre portant nomination de M. Bernard Billaud au poste de commissaire général de la langue française, en remplacement de M. Philippe de Saint-Robert (le Monde du 17 février et du 7 mars). Agé de quarante-quatre ans, ancien directeur de cabinet de M. Chirac à la mairie de Paris (1979-1983), M. Billaud est conseiller référendaire à la Cour des comptes.

Mise en garde iranienne au gouvernement français

L'Iran a mis en garde le gouvernement français après les commentaires « venimeux » de la presse française à son égard, à la suite de l'arrestation jeudi de six Tunisiens, indiquait samedi 28 mars l'agence de presse iranienne IRNA dans une dépêche datée de Paris.

En l'absence du chargé d'affaires, M. Gholam Reza Haddadi, actuellement à Téhéran, le premier secrétaire de l'ambassade d'Iran en France, M. Valid Gorji, a rencontré à ce propos M. Jean-Luc Sibille, sous-directeur pour le Golfe et la direction Afrique du Nord-Moyen-Orient du ministère français des affaires étrangères.

Dans sa réponse, selon IRNA, M. Sibille a fait valoir que les articles de presse ne reflètent pas les positions du gouvernement français. Il a également promis, ajoute

l'agence, de clarifier la position du gouvernement français dans les meilleurs délais.

L'agence officielle iranienne estime, par ailleurs, que le contre-espionnage français s'est déjà trompé dans ses investigations en matière de terrorisme, mettant gravement dans l'embarras le gouvernement français.

Enfin, IRNA, se référant à des observations politiques, doute de l'authenticité des accusations portées contre les Tunisiens.

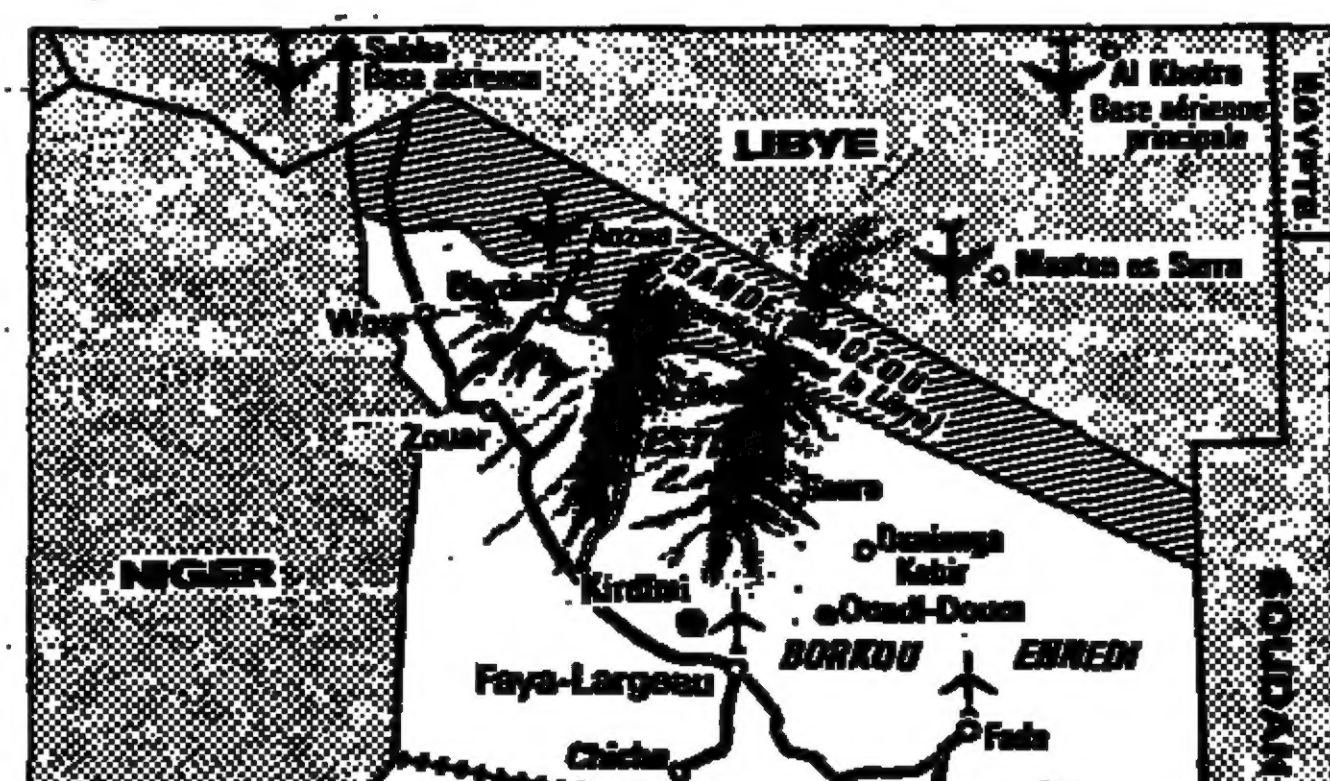
[Au Quai d'Orsay, on confirme que le diplomate iranien a été reçu vendredi par un fonctionnaire du ministère. Mais on s'abstient de donner des indications sur l'objet de ces entretiens ou de préciser si la rencontre a eu lieu à la demande du diplomate ou si celui-ci a été convoqué.]

La bande d'Aozou

De la querelle franco-italienne au différend tchado-libyen

D'une superficie d'environ 114 000 kilomètres carrés, située à l'extrême nord du pays, la bande d'Aozou est l'objet d'un différend frontalier entre Tripoli et N'Djamena depuis quatorze ans (elle fut occupée par les Libyens en 1973), après avoir été longtemps un sujet de frictions entre puissances coloniales, en l'occurrence l'Italie et la France. Ces dernières années, une sorte d'accord tacite prévalait : les belligérents semblaient considérer qu'il serait temps de s'occuper de ce problème une fois connu le destin de la guerre. C'est aujourd'hui le cas.

Le Tchad a toujours revendiqué la bande d'Aozou comme une portion de son territoire et le colonel Kadhafi rappelle récemment qu'il s'agit d'une « partie intégrante du territoire libyen » (le Monde du 6 février). La Libye soutient que, en 1973, le président tchadien de l'époque, François Tombalbaye, lui avait vendu, sous termes d'un accord secret, cette partie du territoire tchadien. Le fait que certains membres de l'opposition tchadienne aient repris cette thèse à leur compte ne lui confère aucun caractère de vérité : personne n'a jamais été capable de produire un document relatif à ce prétendu accord. Plus sérieusement, Tripoli fait référence aux « accords Laval-Mussolini » du 7 janvier 1935, qui, selon elle, concédaient la bande d'Aozou à la puissance administrant alors la Libye, l'Italie. Ce traité est en fait le traité de Rome qui n'était qu'un des éléments des accords Laval-Mussolini. Il prévoyait, en effet, un tracé de la frontière entre la Libye et l'Afrique occidentale française



et l'Afrique équatoriale française » passait au sud de ce qui est aujourd'hui appelé la bande d'Aozou (1). Les deux Chambres du Parlement français ont successivement adopté un projet de loi approuvant ce traité, et celui-ci fut publié au Journal officiel du 27 mars 1935. Le Parlement italien fit de même.

La thèse libyenne se fonde sur ces votes pour revendiquer la bande d'Aozou. Or, comme le stipule l'article 8 de la loi constitutionnelle du 18 juillet 1875 (dont le texte, sur ce point, est repris dans les Constitutions de 1958 et 1962), c'est le président de la République [qui] négocie et ratifie les traités. L'article suivant rappelle que les traités qui comportent cession, échange ou adjonction de territoires » ne prennent effet qu'après leur ratification. A l'issue de l'approbation parlementaire, la procédure de ratification prévoit plusieurs étapes : 1) la ratification par le chef de l'Etat ; 2) l'échange des instruments de ratification ; 3) la publication du traité. Aucune de ces trois conditions n'a été remplie. Mieux, à la suite de la dégradation des relations entre la France et l'Italie, Rome, dans une note en date du 17 décembre 1938, annonça — contre le vœu des autorités françaises, — son intention de ne pas ratifier le traité, qui rendait caduc l'ensemble des accords de janvier 1935, et donc notamment la cession de la bande d'Aozou à la Libye. Les accords Laval-Mussolini n'ont donc aucune portée juridique.

Au-delà de ce débat un peu formel, la position de Paris sur cette question a été assez fluctuante. Le 16 décembre 1984, M. Mitterrand déclarait : « Cette petite zone-là (il montrait une carte), c'est la zone conquise par la Libye en 1972-1973 et qui appartient toujours au Tchad sur le plan international, mais qu'on oublie généralement. Dans les débats, on fait comme si

cela n'avait pas eu lieu, mais moi j'y pense toujours. Je dénonce cette occupation-là. » Pourtant, le 27 mars de l'année suivante, M. Henu, alors ministre de la défense, affirmait : « La bande d'Aozou est hors du Tchad, tout le monde en est d'accord, même le président Hissène Habré. C'est un fait qui date de 1934. »

Aujourd'hui, l'attitude du gouvernement ne semble pas arrêtée. Né le premier ministre, M. Chirac, ni le ministre des affaires étrangères, M. Raymond, ne se sont clairement exprimés sur cette question. Cependant, la position de certains membres du gouvernement français rejoint, apparemment, celle du président sénégalais, M. Abdou Diouf, pour qui le sort de la bande d'Aozou doit être réglé par la Cour internationale de justice de La Haye (le Monde du 24 mars). On rappelle, de sources gouvernementales, que la France a toujours soutenu le principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation — qui est l'un des fondements de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), — ce qui signifie que la bande d'Aozou est bien une « partie intégrante » du territoire tchadien. Cette position rejoint évidemment celle du président Hissène Habré : à ceci près que l'intégrité paraît vouloir montrer qu'il a, des « instruments » de ratification, une conception beaucoup plus militaire que juridique...

LAURENT ZECCHINI.

(1) Lire, à ce sujet, le livre très documenté de Bernard Lame, Tchad, Libye : la querelle des frontières, éd. Karthala, 1982.

Des missiles SA-10 récupérés à Ouadi-Doum ?

Les forces régulières tchadiennes auraient récupéré à Ouadi-Doum quatre batteries de missiles SA-10 au milieu du lot important des armements pris à l'armée libyenne. Si cette information, révélée par l'ambassade du Tchad à Paris, est exacte, la prise de SA-10 devrait justifier une inspection, sur place, des équipes techniques de l'armée française dans le cadre du plan « Espévier ».

C'est la première fois, en effet, à en croire les Tchadiens, qu'un tel

matériel serait tombé aux mains de techniciens d'un pays étranger qui ne soit ni l'allié ni le client de l'Union soviétique.

A l'heure actuelle, le SA-10 équipe l'armée rouge et, à la connaissance des experts occidentaux, il ne figure dans l'arsenal d'aucun autre Etat. On ignorait jusqu'à présent qu'il ait pu être livré à la Libye.

Le SA-10 a commencé d'apparaître dans les unités soviétiques de la défense aérienne en 1961, et on en compterait aujourd'hui environ sept cent trente-cinq exemplaires, répartis en moins d'une centaine de sites de lancement, à la périphérie de l'URSS et, surtout, à proximité de Moscou, où il a reçu une mission de défense stratégique de la capitale (avec, probablement, une tête nucléaire).

Le SA-10 peut engager (c'est-à-dire suivre et détruire grâce à des radars multiples) plusieurs agresseurs en même temps, à n'importe quelle altitude. Sa portée serait de l'ordre de 100 kilomètres. Une version mobile a été mise au point. Mais, là où il est installé, autour des centres de commandement et de contrôle des activités militaires ou des complexes militaires-industriels conçus pour ravitailler l'armée rouge durant un conflit, le SA-10 offre la particularité de pouvoir neutraliser des missiles de croisière ou des avions à basse altitude.

Si tel est le cas, le SA-10 tendrait à être une réponse à l'apparition des missiles de croisière américains en Europe, du modèle des GLCM (Ground Launched Cruise Missile) en cours d'implantation dans certains pays alliés de l'OTAN et, éventuellement, objet de la négociation entre Washington et Moscou sur les euromissiles.

L'intérêt des Occidentaux

On comprend dès lors tout l'intérêt que certains experts portent à un tel matériel en Occident, et la capture de SA-10 annoncée par les Tchadiens à Ouadi-Doum est l'objet de conséquences.

Dans l'évaluation des forces libyennes avancées par les services spécialisés français, le SA-10 ne figurait ni dans la panoplie de l'armée de terre libyenne ni dans l'arsenal défensif de l'armée de l'air.

Dans les forces terrestres libyennes, en effet, on dénombrait jusqu'à présent des batteries de missiles sol-air soviétiques SA-6 (Gainsol), SA-7 (Grail), SA-8 (Gecko), SA-9 (Gaskin) et SA-13 (Gopher). Dans l'armée de l'air libyenne, on a décelé la présence de missiles sol-air SA-2 (Griddle), SA-3 (Goa), SA-5 (Gammon) et SA-6.

LA RECHERCHE

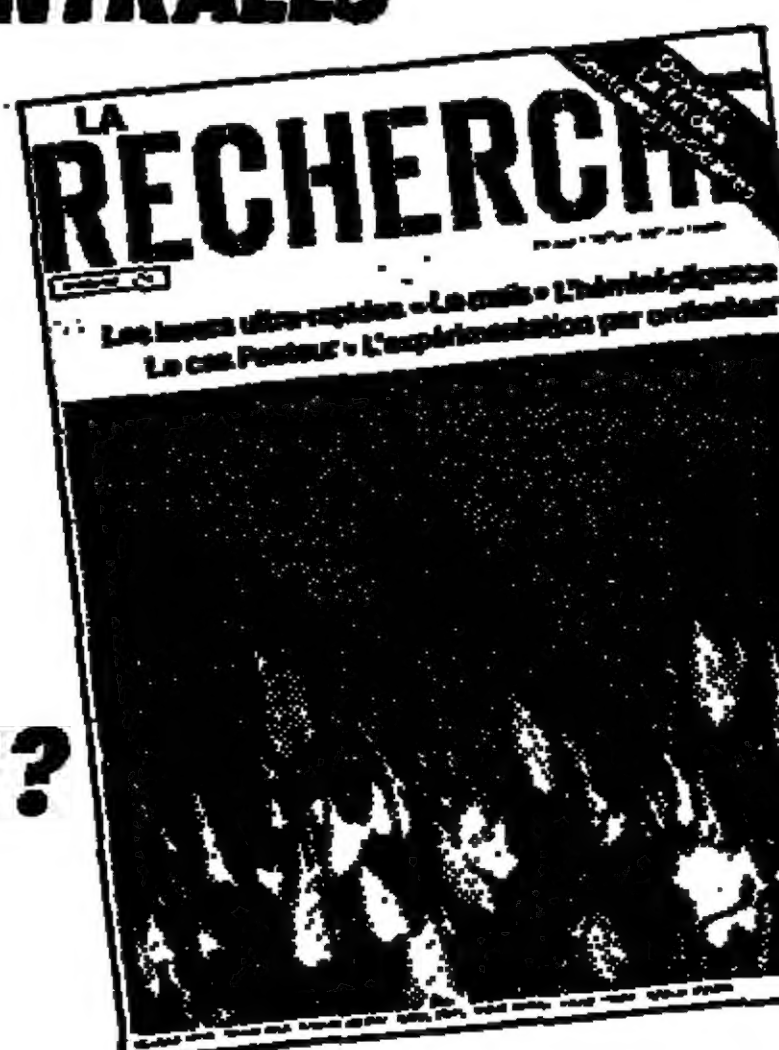
57, RUE DE SEINE 75006 PARIS

LA FIN DES CENTRALES NUCLEAIRES

par P. Tanguy

DÉBAT : LA SCIENCE EXISTE-T-ELLE ? LE CAS PASTEUR

par P. Thuillier



en avril

L'HÉMINÉGLIGENCE
par G. Gainotti
L'EXPERIMENTATION
NUMERIQUE
PAR ORDINATEUR
par J.-F. Colonna et M. Forge
LA RUMEUR
par J.-N. Kapferer
LES LASERS
ULTRA-RAPIDES
par A. Migus, A. Antonetti
et A. Orszag
LE MAÏS
par J.-P. Gay
ETC.

27 F N° 187

Diplomatie

Le différend gréco-turc en mer Egée

La pression des alliés occidentaux a contribué à écarter les risques de conflit

La tension entre la Grèce et la Turquie est retombée samedi 28 mars après les déclarations modérées faites par les chefs de gouvernement des deux pays. Le navire turc *Sismik-1*, objet immédiat du conflit, n'a pas franchi la limite des eaux territoriales turques. La Grèce a informé, samedi 28 mars, les États-Unis qu'elle était revenue sur sa décision de suspendre les activités de la base américaine de Nea-Makri en raison de la crise. Elle a invité la Turquie à

ANKARA
de notre correspondant

Au mess des officiers d'une ville de province, vendredi 27 mars, les conversations n'évoquaient même pas l'affaire de la mer Egée et n'étaient en rien celles d'une armée se préparant à l'attaque. Le commandant nous précisait : « Si la Grèce persiste dans son projet de transformer la mer Egée en lac grec, alors seulement nous intervenons ». Il résumait ainsi la position de la Turquie et laissait prévoir le dénouement de la crise, la plus grave entre les deux pays depuis l'occupation, en 1974, du nord de Chypre par l'armée turque, à la suite du coup d'État visant à rattacher l'île à la Grèce.

La crise avait commencé avec l'annonce, le 24 février, par un consortium pétrolier dont la Grèce décline des parts qu'elle cherche à rendre majoritaires, de son intention de procéder, au plus tard le 28 mars, à des forages à 10 milles à l'est de l'île de Thasos, dans le nord de la mer Egée (1). Pour Ankara, cette décision était la goutte d'eau qui faisait déborder le vase à la suite d'une série de violations par la Grèce du traité de 1976 par lequel les deux pays, et par lequel la Grèce s'engageait à ne pas prospecter dans les eaux contestées de la mer Egée : étant donné le nombre de îles grecques et leur proximité des côtes turques, l'extension des eaux territoriales de 6 milles à 12 milles marins demandée par Athènes ferait de fait la mer Egée à la navigation turque.

Ankara est resté d'autant plus attentif aux activités du consortium pétrolier que, à partir de février 1982, celles-ci se sont éten-

dues au-delà des 6 milles dans les eaux litigieuses. En septembre 1986, Athènes, qui avait dès l'arrivée de M. Papandréou au pouvoir, rompu les pourparlers sur la délimitation du plateau continental prévus par l'accord de 1976, faisait savoir qu'il ne considérait plus ledit accord comme valable « puisque les pourparlers étaient interrompus ».

Désireux de montrer son refus de la politique du fait accompli, Ankara avait, en réponse à la dernière décision du consortium, autorisé le *Sismik-1*, un bateau de prospection plus symbolique que performant, à entreprendre des recherches au large de l'île de Samothrace dans les eaux internationales revendiquées par la Grèce. L'État-major annonçait vendredi que des

attaques contre les bateaux de guerre accompagnant le *Sismik-1* seraient un casus belli », avant d'inviter la presse à utiliser ces propos avec retenue.

La tension a commencé à retomber vendredi soir avec l'affirmation à Londres par le premier ministre, M. Özal, que « le *Sismik-1* resterait dans les eaux territoriales turques tant que les bateaux grecs resteraient dans les leurs ». A la suite de l'annonce par le consortium qu'il n'entreprendrait pas de prospection dans les eaux contestées, le navire a bifurqué samedi vers les côtes turques.

Le rôle des alliés occidentaux a été décisif dans ce dénouement : les États-Unis avaient, dès vendredi, appelé les deux pays membres de l'OTAN à la retenue et leur demandaient, dimanche, d'accepter l'offre de tous offices de lord Carrington, secrétaire général de l'OTAN. M. Özal a contesté l'utilité d'une médiation et appelé à une négociation bilatérale pour un « partage juste et honnête » des richesses du plateau continental, sans évoquer la proposition grecque de recourir à la Cour internationale de La Haye : pour Ankara, le problème particulier représenté par la mer Egée et son archipel ne peut être réglé par les textes existants. M. Özal a vu dans la crise une manœuvre grecque pour empêcher le vote des crédits américains à la Turquie prévus par l'accord de défense et de coopération économique récemment signé.

Sans triomphalisme excessif, la presse saute ce dénouement comme une « victoire du bon sens ». L'opinion n'a pas cru à la possibilité d'une guerre. Prompte à épouser la thèse du complot antitürk, elle partage le point de vue de nombreux commentateurs qui voient dans cette affaire intervenant en même temps que la reprise du terrorisme aux frontières et peu après les manifestations de réactions religieuses une vaste entreprise visant à empêcher la Turquie d'avancer vers la stabilité et le développement qui lui permettraient d'adhérer à la CEE.

MICHEL FARRÈRE.

(1) Dans les milieux autorisés d'Athènes, on se déclarait surpris dimanche à propos des déclarations turques faisant état de recherches pétrolières grecques en mer Egée qui devaient commencer le 28 mars. On rappelle que la Grèce avait interdit les recherches prévues à cette date par la Compagnie des pétroles du nord de la Grèce (un consortium composé de firmes canadiennes, américaines, suédoises et grecques). — NDLR.

Retour triomphal de M. Özal à Ankara

ANKARA
de notre correspondant

Tout décoré de rubans et de médailles, le président de la République, M. Özal, est rentré à Ankara, dimanche 28 mars, après une absence de près de deux mois aux États-Unis où il a subi un triple pontage coronarien, n'a pas craint d'affronter la tradition en demandant la limitation du nombre des bêtes sacrifiées.

Le premier ministre, détendu et ému, a parcouru les 25 kilomètres séparant l'aéroport

d'Ankara, au milieu de plusieurs centaines de milliers de personnes venues de tous les coins du pays accueillir avec des vœux de bon rétablissement le « petit papa », le « sultan des barbares », le « père des municipalités », allusion aux réalisations économiques et législatives du gouvernement. Le convoi s'arrête pour les danseurs folkloriques et repart sous les jets d'eau de rose. Des majorettes applaudissent du haut de l'autobus de l'ANAP (Parti de la mère patrie, au pouvoir), qui diffuse la chanson de bienvenue composée pour la circonstance. Dans cette foule joyeuse, aucun slogan, aucune banderole n'évoquant la crise avec la Grèce.

M. F.

URSS : la visite du premier ministre britannique

M^{me} Thatcher a pris un « bain de foule » à Moscou

Le premier ministre britannique, M^{me} Margaret Thatcher, arrivée le samedi 28 mars pour une visite officielle de cinq jours en URSS, a pris deux fois, dimanche, un « bain de foule », à la surprise des Soviétiques, peu habitués à voir d'annuel près un dirigeant occidental. C'est, semble-t-il, la première fois qu'un dirigeant d'un pays de l'Ouest se mêle ainsi à la foule en URSS, une pratique que le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a mis récemment en vogue lors de ses visites hors de Moscou.

MOSCOU
de notre correspondant

Permanente impeccable et sourire omniprésent, M^{me} Thatcher a serré les mains des habitants de l'arrondissement de Krylatskoe, une circonscription de la banlieue ouest de Moscou, conféré avec des « travailleurs » (qui, ce dimanche, se reposaient) et visité un appartement de quatre pièces au dixième étage d'une tour. M. et M^{me} Lizbimenko ont été ravis d'accueillir le premier ministre dans leur « home ». Le maître de maison, un fonctionnaire, parlait opportunément anglais. M^{me} Thatcher a bavardé avec eux du temps qu'il faisait (plutôt gris et pluvieux), et leur a offert une énorme boîte de chocolats et un service en porcelaine.

Le premier ministre a ensuite parcouru les rayons d'un grand magasin du quartier qui, aux yeux d'un visiteur occidental, peut paraître pauvrement fourni, mais dont l'approvisionnement, inhabituellement varié et abondant, avait déclenché quelques heures auparavant un certain émoi dans la population locale et suscité une file d'attente considérable. On lui a enfin montré un stade voisin où

se déroulait une séance d'entraînement cycliste. « Je n'ai jamais vu un stade aussi remarquable », a-t-elle déclaré avec enthousiasme.

Auparavant, M^{me} Thatcher avait assisté à un office religieux à Zagorsk, célèbre monastère situé à environ 70 kilomètres au nord-est de Moscou, où elle avait tenu des propos beaucoup plus sérieux. « J'espère que les principes de la liberté de croyance et de culte se développent davantage ici et que ceux qui sont emprisonnés pour leur foi seront libérés. (...) J'ai allumé un clergon en communion avec les espoirs, les craintes, les angoisses et les prières de milliers d'individus anonymes, mais importants. (...) Cette petite flamme va pour l'avenir, et j'espère que ma visite en Union soviétique aidera la cause de la paix dans la liberté et la justice. Je prie à cette intention », a-t-elle déclaré lors d'un déjeuner offert en son honneur au monastère.

Ce repas était conforme aux fastueuses traditions d'hospitalité des moines de Zagorsk ; un peu de propagande ajoutait du piment de part et d'autre. Les responsables religieux du monastère, qui sont très contrôlés par les organismes ad hoc du parti et de l'État, ont invité M^{me} Thatcher à faire davantage pour la paix dans le monde. Le premier ministre britannique leur a répondu qu'il n'y avait pas de paix sans liberté ni justice.

Dans la soirée, M^{me} Thatcher a assisté à une représentation du Lac des cygnes au Bolchoï, en compagnie de M. Gorbatchev et de son épouse, qui l'avaient accueillie à son arrivée à l'aéroport. Les entretiens proprement dits devaient commencer lundi 30 mars au Kremlin.

D. Dh.

Europe

ITALIE

Le terrorisme d'extrême droite, Stefano Delle Chiaie, a été arrêté à Caracas

L'un des plus célèbres terroristes d'extrême droite, Stefano Delle Chiaie, impliqué dans l'attentat à la gare de Bologna en 1980, a été arrêté vendredi 27 mars à Caracas. L'Italie a demandé son extradition.

Surnommé l'homme aux mille visages pour son habileté à se déguiser, le fondateur du mouvement néofasciste Avanguardia Nazionale, responsable de nombreux assassinats, recherché depuis dix-sept ans, a été arrêté, sans qu'il oppose de résistance, à l'indiqué le directeur de la police politique vénézuélienne (DISIP), Porfirio Valera.

Il est à l'heure actuelle accusé, en Italie, d'être l'auteur direct d'un moins deux attentats sanglants d'extrême droite. Le premier est celui commis le 12 décembre 1969 à la Banque de l'agriculture de Milan.

Bilan : 16 morts et 87 blessés. En juillet 1986, Delle Chiaie et un néofasciste incarné en Italie, Massimo Fecchi, ont été inculpés par le juge d'instruction Emilio Ledonne, qui les estime « responsables directs du massacre ».

L'autre attentat dans lequel est impliqué Delle Chiaie, et le plus sanglant, est celui qui fit 85 morts et 200 blessés, le 2 août 1980, en gare de Bologna, un jour de grands départs en vacances. Delle Chiaie est inculpé d'association subversive aux côtés de Licio Gelli, le grand maître de la loge secrète P2 (en fuite lui aussi), de l'escroc Francesco Pazienza, de deux hauts responsables du SISMI (services secrets militaires, aujourd'hui dissous) et de six terroristes de droite. — (AFP.)

POLOGNE

Forte augmentation du coût de la vie

Varsovie (AFP). — Les autorités polonaises ont annoncé une vague de hausses des prix — la plus forte depuis 1982 — qui touche, dès lundi 30 mars, pratiquement tous les produits de première nécessité. Les augmentations les plus spectaculaires concernent l'énergie — notamment le charbon (51,5 %), l'électricité et le gaz (30 %), essence, toujours rationnée (25 %) — tandis que les produits alimentaires connaîtront une hausse moyenne de 9,6 %, selon le communiqué du ministère des finances, qui ne fournit pas de moyenne globale des hausses.

Selon les estimations de l'AFP, cette vague des étiquettes entraînera une hausse du coût de la vie supérieure à 30 %. Il s'agit de l'action sur les prix la plus importante depuis le

début 1982 lorsque, dans la foulée de la proclamation de « l'état de guerre », le coût de la vie avait plus que doublé en Pologne. Cette hausse concerne aussi les produits alimentaires très sensibles comme la viande (10 %), le beurre (25 %), la farine (18 %). La longue liste des hausses dans le logement touche aussi des services comme les tarifs postaux (jusqu'à 100 %) et les transports (30 % en octobre). On peut s'attendre à de nouvelles hausses induites qui rendent improbable la réalisation de l'objectif de 13 % de hausse moyenne pour 1987 prévu dans le plan.

Lech Walesa, qui, dès janvier, avait appelé les Polonais à se mobiliser contre la politique gouvernementale de « hausse des prix et de blocage des salaires », a estimé samedi soir que ces augmentations sont « tragiques car elles n'apporteront rien, sauf un approfondissement de la crise ». Malgré leur ampleur, ces hausses ne devraient pas entraîner à court terme de troubles sociaux importants. Solidarité, qui n'a pas lancé de mot d'ordre avant ces hausses, n'apparaît en effet pas actuellement en mesure de provoquer une mobilisation coordonnée dans les entreprises importantes sur le plan national.

Les nouveaux syndicats officiels (OPZZ), de leur côté, cohabitent parfaitement avec le pouvoir qui les a mis en place en 1982, même si la base proteste parfois contre l'alignement de ses dirigeants. L'OPZZ avait ainsi manifesté son opposition aux projets gouvernementaux pour arriver ces derniers jours à un « compromis » sur les hausses dans lequel, selon l'agence officielle PAP, il n'y a « ni victoire ni victoire ». Ce train de hausses fait partie intégrante d'un plan d'austérité préconisé par le Fonds monétaire international (FMI), que la Pologne a rejoint en juin 1986 après trente ans d'absence et qui doit prochainement discuter avec Varsovie l'établissement d'un calendrier de négociations pour l'octroi de crédits (lire aussi en rubrique économique le rapport de la CEE sur l'économie de la Pologne et des autres pays de l'Est).

PATRICE DE BEER.

GRANDE-BRETAGNE

Les travaillistes mortifiés par l'échec de la visite de M. Kinnoch aux États-Unis

LONDRES
de notre correspondant

Comme beaucoup le prévoyaient de part et d'autre de l'Atlantique, le voyage de M. Neil Kinnoch à Washington et sa rencontre avec le président Reagan ont été un échec. Le premier ministre britannique, M. Margaret Thatcher, a souligné ce revers, certains commentateurs parlant même d'« humiliation » pour le dirigeant du Parti travailliste. En essayant d'expliquer une nouvelle fois aux Américains sa politique de défense « non nucléaire », M. Kinnoch espérait lever une hypothèque. Il n'y est pas parvenu. L'incompréhension rencontrée à Washington risque plus que jamais de peser très lourd dans la prochaine campagne électorale en Grande-Bretagne.

De retour à Londres samedi, M. Kinnoch n'a rien voulu dire aux journalistes qui l'attendaient. Dimanche, le porte-parole du Labour pour les affaires étrangères, M. Denis Healey, qui avait accompagné M. Kinnoch, a estimé que le parti était victime d'une « méfiance systématique » de la part de Washington et que M. Reagan avait été « mal préparé » à l'entretien — qui n'a duré que vingt minutes. Il a reproché aux journaux américains et aux conseillers du président d'avoir auparavant « grossièrement déformé » la politique travailliste et, ensuite, d'avoir fait un compte

rendu partiel de la discussion en mettant l'accent sur les critiques depuis longtemps formulées par l'administration américaine, selon lesquelles l'Union soviétique face aux Soviétiques dans les négociations sur le désarmement. « Le président Reagan ne s'est livré à aucune dénonciation spécifique de notre politique », dit-on au Parti travailliste.

Seul motif de sourire pour M. Healey : M. Reagan a encore commis l'un de ces impairs dont il est coutumier. Il a pris M. Healey pour l'ambassadeur de Grande-Bretagne, qu'il devrait pourtant connaître pour l'avoir déjà reçu une douzaine de fois.

L'échec de la mission de M. Kinnoch risque d'accroître, dans les sondages, le recul actuel du Parti travailliste, qui se trouve rattrapé et dépassé par l'Alliance centriste. Mais les amis du Labour ne font pas vraisemblablement l'affaire des conservateurs. La sensible remontée de l'Alliance laisse en effet planer la crainte d'un Parlement « en suspens » (hung Parliament). C'est-à-dire que, d'après trois sondages publiés la semaine dernière, les conservateurs sont loin d'être assurés d'avoir la majorité absolue qui leur est nécessaire pour éviter une éventuelle coalition de gouvernement travailliste-centriste. Du coup, dans les États-majors du parti de M^{me} Thatcher, on se montre soudain moins pressé de provoquer des élections anticipées avant l'été.

FRANCIS CORNILL.

Asie

CHINE

M. Zhao Ziyang restera premier ministre jusqu'au congrès du PC

PÉKIN
de notre correspondant

M. Zhao Ziyang continuera de cumuler ses fonctions de premier ministre et de secrétaire général par intérim du Parti communiste chinois jusqu'au treizième congrès, prévu pour l'automne, a annoncé, samedi 28 mars, le vice-premier ministre, M. Yao Yilin, au cours d'une conférence de presse ouverte aux journalistes étrangers. Au cours de cet inhabituel « show » télévisé de deux heures, M. Yao et deux des cinq autres vice-premiers ministres, MM. Li Peng et Tian Jiyun, se sont efforcés, en répondant à toutes les questions, même les plus délicates, de redonner de la Chine une image de calme et de responsabilité.

M. Yao a nié que le départ de M. Hu ait été provoqué par un « coup d'État légal » et assuré que tout s'est passé en conformité avec

les statuts du parti. Il a déclaré « souhaiter qu'il continue d'apporter sa contribution ».

Ce sera au comité central issu du treizième congrès de se donner un nouveau secrétaire général, a encore dit M. Yao. Au cas où M. Zhao serait candidat à sa propre succession et parviendrait à résister à la furia des conservateurs, il devrait alors, au nom de la séparation entre le parti et le gouvernement, abandonner son poste de premier ministre. Bien que M. Li Peng, s'en soit publiquement défendu, la prééminence et l'autorité dont il a fait preuve sur ses deux collègues à l'occasion de cette apparition publique confirment qu'il est le candidat le mieux placé pour prendre la direction du gouvernement.

Certains pensent même qu'une des raisons de cette manifestation était de tester la réaction de l'étran-

ger face à cet homme qui passe pour plus conservateur et plus prosoviétique que la plupart des dirigeants chinois.

M. Li s'est, certes, défendu de cette réputation : « Je suis membre du PC et du gouvernement chinois et j'applique fidèlement leur politique », a-t-il assuré. Cependant, ces déclarations destinées à la consommation étrangère, tout comme les propos de M. Yao sur MM. Zhao Ziyang et Hu Yaobang, ont été passés sous silence par la presse et la télévision chinoises. Cette prestation s'inscrivait dans les efforts effectués par la direction chinoise pour rattraper les dégâts causés à l'étranger par les propos de M. Li Peng échoquant à la mi-février l'annulation possible de certains contrats avec des firmes étrangères (le Monde du 19 février).

PATRICE DE BEER.

ÉDITIONS DU MUSÉE RODIN

CORRESPONDANCE DE RODIN
Tome 2, 1900-1907, broché, 155 x 240, 78 illustrations, 296 pages, prix : 150 F.

INVENTAIRE DES DESSINS
Tome 2, inv. D. 1500-2998, 210 x 270, for original, relié pleine toile sous jaquette rhodod, 378 pages, 1587 illustrations dont 16 couleurs, prix : 650 F.

En vente au musée RODIN, 77, rue de Varenne (7^e), tél. : 47-05-01-34

مكتبة الأمل

Amériques

ÉTATS-UNIS : M. Jacques Chirac en visite officielle

M. Jacques Chirac est arrivé, dimanche 29 mars, à New-York, pour une visite de quatre jours aux États-Unis. Le désarmement, les relations Est-Ouest et l'économie domineront son séjour (le Monde daté 29-30 mars). Le premier ministre français est accompagné du ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, et d'une délégation de onze personnes. Il devait prononcer lundi deux discours, devant des

chefs d'entreprise, et à la Harvard Business School, sur la situation économique française et internationale, et être reçu par le maire de New-York, M. Edward Koch. Dans une interview au magazine américain Time, M. Chirac s'est, d'autre part, déclaré « confiant dans la capacité du président Reagan à surmonter » la crise provoquée par l'affaire de l'« Irangate ».

Le « reaganisme », une page désormais tournée

WASHINGTON
de notre correspondant

Le président américain, avec lequel M. Chirac devait s'entretenir, mardi matin 31 mars à la Maison Blanche, dérive désormais moins dans cette tempête politique qui le secoue depuis bientôt cinq mois — et vraisemblablement pour longtemps encore.

La période du complet désarroi, d'abord, est maintenant révolue, et l'actualité quotidienne n'est plus nourrie de complots florissants dans l'entourage présidentiel, aujourd'hui profondément remanié. M. Howard Baker, le nouveau secrétaire général de la Maison Blanche, a réussi à remettre l'exécutif en marche et continue à bénéficier d'une sympathie du Congrès et des éditorialistes. Dans l'attente des auditions des commissions d'enquête spéciales de la Chambre des représentants et du Sénat, c'est dans l'accolade, et M. Reagan la met à profit pour se montrer dans l'exercice de ses fonctions.

Déjà assuré de tous les regards du premier ministre d'une puissance alliée et au chef de file d'une majorité conservatrice dont la Maison Blanche ne peut que se sentir proche, M. Chirac n'aurait en conséquence aucune raison de douter de la qualité de l'accueil qui lui sera réservé. Rien n'a été, ni ne sera, ménagé pour l'honneur, mais le paradoxe de la situation est que ce futur statut d'hôte privilégié n'est pas sans plus sans inconvénients pour un futur candidat à l'élection présidentielle française.

Car si le reaganisme, jusqu'au-delà des frontières américaines, a certainement été une valeur portante, il prend maintenant — plus nettement encore dans ce calme soudain que dans la furie d'hier — un

goût prononcé de page tournée à laquelle on n'a plus envie de revenir. Ce n'est plus seulement que M. Reagan a perdu son aura en même temps que la majorité au Sénat : c'est tout le paysage politique qui semble d'un coup se modifier.

Les deux spectacles qui font courir l'Amérique sont ainsi Platoon et les Misérables. A mille lieux du militarisme américain de Rambo, le premier donne à voir en images violentes et glacées comment est décapée l'horreur d'une guerre quand la nation qui la mène n'en comprend ni les tenants ni les aboutissants. Adaptation musicale du roman de Victor Hugo, le second bat tous les records d'entrée à Broadway en chantant les laïcs-pour-compte contre les nantis et l'ancien bagnard contre le commissaire de police.

Qualités artistiques et hasard de programmation ? Peut-être, mais en même temps qu'elle fait ces deux succès, l'Amérique commence à regarder en face des réalités non pas ignorées ou cachées, mais jusqu'à présent dédaignées au profit de la communion dans la fierté nationale d'une confiance retrouvée.

En quelques mois, le sort de ces familles entières de sans-abri dont le nombre s'est lourdement accru depuis six ans, les tensions raciales latentes, ou la transité encore d'opérations de réconciliation immobilière qui chassent les démunis pour faire place aux bien-payés, la misère et l'injustice, en un mot, sont redevenus des sujets pour la presse et des préoccupations dans l'opinion.

On en parle, comme on parle désormais moins de la baisse du chômage que de la multiplication des emplois à salaire minimum, moins du relatif maintien de la croissance et plus des déficits du commerce extérieur et du budget, moins de la baisse des impôts et plus de la dégradation de l'éducation et des systèmes de protection sociale.

Le vent tourne, et alors que M. Reagan avait assis le triomphe du reaganisme sur la dénonciation du poids de l'État et de ses dépenses, un sondage de Time révélait la semaine dernière que 60 % des Américains seraient aujourd'hui favorables à une augmentation des dépenses sociales, même au prix d'une augmentation d'impôts. Plus de 70 % d'entre eux estiment notamment que devraient être augmentées l'aide médicale aux personnes âgées, les crédits de défense de l'environnement et l'aide aux sans-abri. Seulement 23 % d'entre eux voudraient, en revanche, voir allouer plus d'argent à l'initiative de défense stratégique.

Tout se passe comme si l'heure était au changement, et le monde politique table chaque semaine de plus en plus sur la victoire d'un démocrate en 1988. Partiellement raisonnable, le pari n'est pourtant pas gagné d'avance, tant les démocrates manquent de véritables propositions et d'un candidat qui s'impose naturellement.

Le républicain qui monte depuis décembre dernier est le chef de la minorité du Sénat, M. Robert Dole, qui n'est certes pas un libéral mais encore moins un néoconservateur et auquel une vie parlementaire d'un quart de siècle a appris la modération. Côté démocrate, la question des pelotons à moins de cinquante ans, et si les profils varient beaucoup, tous les candidats recensés à ce jour se réclament d'un pragmatisme combinant les idéaux de justice sociale et les exigences de la rigueur économique.

Ce n'est pas le retour à l'État-providence mais la fin du « Vive les riches, à bas les pauvres ! » qui retentissait sourdement dans les dénonciations de l'État. Le reaganisme se meurt en Amérique.

BERNARD GUETTA.

Jean-Paul II le médiateur

(Suite de la première page.)

Autre prise de position attendue : sur la dette extérieure de l'Amérique latine. Jean-Paul II visite trois pays qui ont, ensemble, une dette de 70 milliards de dollars alors que le Vatican a publié, en janvier dernier, un texte qualifié de « considération délicate », sur la dette qui recommandait une plus grande solidarité des pays industrialisés, proclamait le principe de la corresponsabilité et demandait aux pays pauvres de réfléchir sur les causes intenses de leur endettement. Un texte, qui se terminait par une injonction : « Que notre appel soit entendu avant qu'il ne soit trop tard ! ». Une médiation du pape dans le débat entre nations industrialisées et pays endettés ? Certains ne l'écarteront pas et insistent d'autre part sur la nette évolution du Vatican à propos des thèses de la théologie de la libération.

Si le voyage en Uruguay semble favoriser une parenthèse de concorde nationale, il n'en est pas de même en Argentine et au Chili, où les tensions entre Église et État sont ravivées. A Buenos-Aires, le gouvernement Alfonsín redoute que la hiérarchie catholique n'exploite le séjour papal. Il a pris ses distances en qualifiant la visite de Jean-Paul II de « pastorale avant tout ». La mise au point du meeting, à Buenos-Aires, où le pape rencontrera le monde du travail et les dirigeants de la CGT, en particulier M. Saul Ubaldini, parfois qualifié au Vatican de « *Walesa argentin* », a fait grincer les dents à la Casa Rosada. Le 12 avril, Jean-Paul II doit terminer son voyage en Argentine par une messe des rameaux sur l'avenue du 9-Juillet, la plus grande avenue du monde.

Au Chili, l'étape manifestement la plus politique, la préparation du voyage a également mis en évidence les tensions entre une Église catholique de nouveaux plus en avant pour la défense des droits de l'homme et un gouvernement Pinochet qui attend une consécration internationale du passage à Santiago de Jean-Paul II. Trois jours dans la capitale chilienne : la rencontre avec les habitants des quartiers populaires, tout de suite après l'entretien privé avec le général Pinochet, le 2 avril, et, dans la soirée, le salut aux jeunes dans le stade national de Santiago.

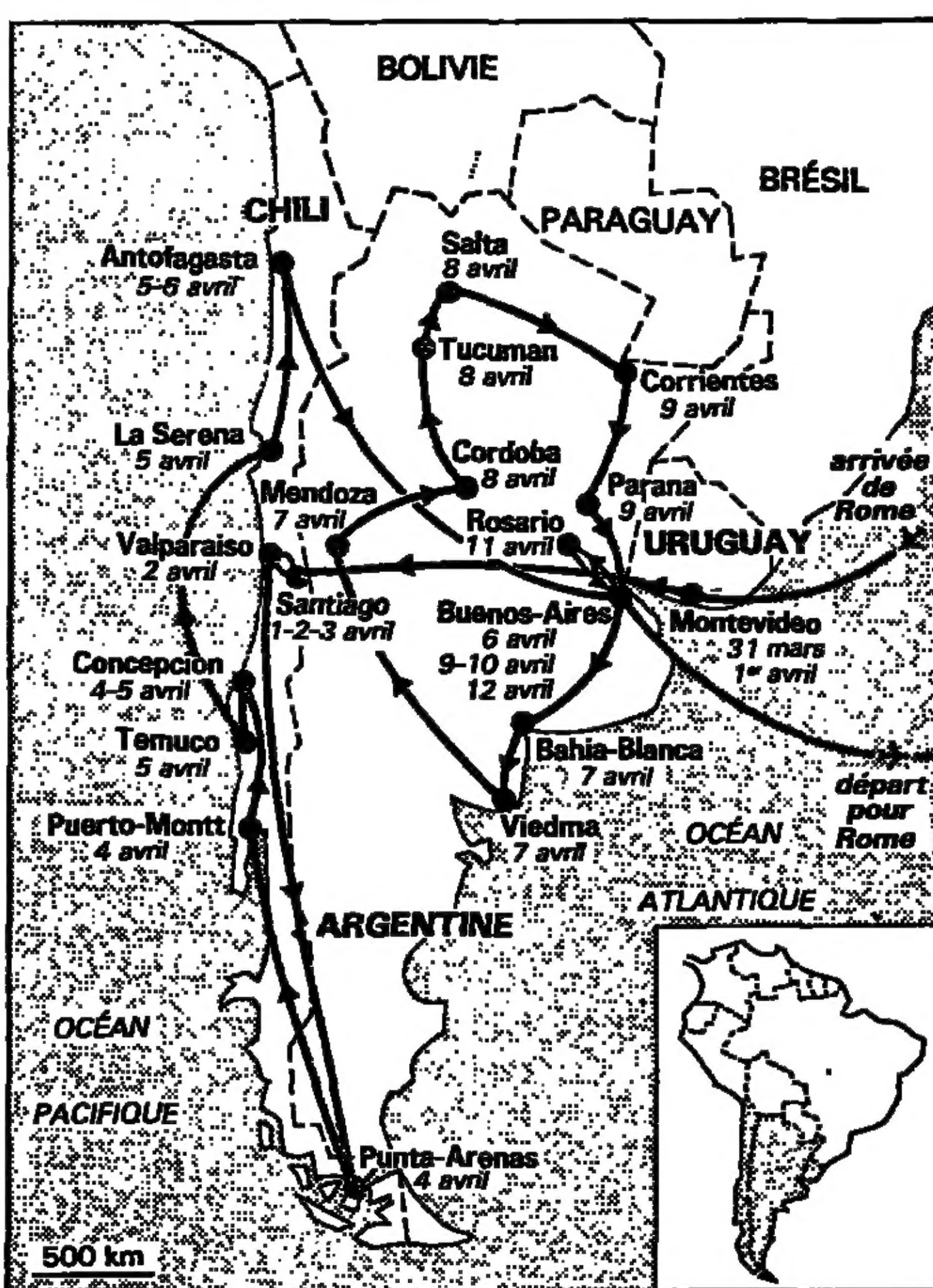
Dernier temps fort : le rassemblement populaire au parc O'Higgins, le vendredi 3 avril, particulièrement redouté par les responsables de la

sécurité. A cette occasion, Jean-Paul II doit consacrer la béatification de Soeur Thérèse des Andes, considérée comme la première sainte chilienne. Après Santiago et Valparaíso (où le souverain pontife doit se rendre en voiture couverte, les autorités s'étant opposées à un transfert en hélicoptère), Jean-Paul II doit parcourir près de 4000 kilomètres en avion pour se rendre dans l'extrême Sud chilien, à Punta-Arenas, puis à Puerto-Mont, capitale d'une région agricole et maritime, à Concepcion, proche des mines de charbon de Lota et de Coronel, à Temuco, à la rencontre des derniers Indiens Mapuches, à La Serena, au nord de la capitale, et enfin à Antofagasta, d'où il doit par-

tir pour l'Argentine après avoir visité la prison de la capitale du « Grand Nord » chilien.

Quinze mille policiers mobilisés, des mesures de sécurité exceptionnelles, les rues de Santiago pratiquement interdites à la circulation, 150 kilomètres de cordons et de barrières pour contenir les foules : les autorités chiliennes ont pris toutes les précautions possibles. Mais personne dans les milieux du gouvernement comme de l'opposition ne se hasarde à affirmer que tout risque de débordement est totalement exclu. Des trois étapes, celle du Chili est évidemment la plus spectaculaire et la plus attendue.

MARCEL NIEDERGANG.



Ne restez pas
dans le flou pour
récupérer
vos impayés.

SCRL

Les impayés grèvent la rentabilité de votre entreprise. Pour les recouvrer, SCRL a des solutions efficaces et rapides.

En 1986, SCRL a récupéré 380 millions de francs de factures impayées. C'est le n° 1 contre les impayés. 280 000 dossiers ont été confiés cette année.

SCRL met en œuvre pour chaque cas l'action la plus appropriée par ses 17 centres de recouvrement informatisés proches de vos débiteurs et ses correspondants judiciaires dans toute la France. Bénéficiez d'une information sur nos services en écrivant :

2, quai Henri IV,
75004 Paris.
Tél. : (1) 48.04.79.83.



SCRL:
N°1 contre les impayés

Proche-Orient

M. Arafat annonce la prochaine libération, grâce à la Syrie
des quatre otages détenus par le Jihad islamique

Le département d'Etat a affirmé, dimanche 29 mars, ne rien savoir quant à une prochaine libération grâce à la Syrie de trois professeurs américains et d'un de leurs collègues indiens détenus au Liban par le Jihad islamique pour la libération de la Palestine. « J'espère que c'est vrai », a déclaré un porte-parole du département d'Etat, M. Bruce Ammerman, qui a précisé qu'il n'était pas du tout au courant d'un accord entre Washington et Damas qui serait à l'origine de ces prochaines libérations.

M. Arafat avait dimanche, dans une déclaration faite à l'envoyé spécial de l'A.P.P., affirmé que la Syrie s'apprêtait à libérer les trois professeurs américains — MM. Alann Steen, Robert Polhill et Jesse Turner, ainsi qu'un de leurs collègues indiens, M. Mithleshwar Singh, enlevés le 24 janvier dernier à Beyrouth. « Les Syriens préparent un grand spectacle pour la libération de ces quatre otages enlevés par leurs alliés, les gangsters d'Amal. Ces otages sont maintenant sous leur contrôle », a dit M. Arafat, ajoutant : « Cette libération est en préparation. Ils choisiront un moment opportun, peut-être pour couvrir de nouveaux crimes. » Le

chef de l'OLP a affirmé par ailleurs que l'intervention syrienne à Beyrouth-Ouest « ne s'est pas faite sans l'accord de l'administration américaine et du gouvernement israélien, sous la forme d'un marché avec Washington sur la libération des otages et avec l'Etat hébreu sur l'élimination des Palestiniens ».

M. Arafat a indiqué en outre qu'il venait de lancer un nouvel appel à la communauté internationale pour que soit levé le siège des camps palestiniens de Beyrouth où est commis un « véritable génocide ». Il a ajouté que le camp de Chatila n'avait plus d'essence pour faire fonctionner les pompes à eau et que trois femmes avaient été tuées dimanche matin en tentant de manifester pour réclamer de la nourriture.

Evoquant la convocation, le 20 avril à Alger, du Conseil national palestinien, le président du conseil exécutif de l'OLP a précisé que cinq organisations avaient fait connaître leur intention d'y participer et que des négociations étaient en cours à Tunis, Alger et Tripoli pour assurer la participation du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habbache, remerciant à

cette occasion le colonel Kadhafi « pour son soutien à notre peuple face à l'agression et pour son rôle visant à consolider les organisations installées à Damas de participer à notre réunion d'Alger ».

A Beyrouth-Ouest, l'attentat à la voiture piégée à la lisière de la zone de sécurité créée par les soldats syriens autour du siège des observateurs de Damas a fait, selon un bilan encore provisoire, au moins huit morts — tous libanais — et douze blessés, dont cinq soldats syriens. Les observateurs syriens ont fait cependant savoir que cet attentat n'avait pas fait de victimes parmi les militaires de Damas. — (AFP.)

EN BREF

• Huit morts à bord du pétrolier Sedra. — L'attaque du pétrolier Sedra battant pavillon de Singapour a fait, samedi 28 mars, huit tués, un blessé et un disparu parmi les membres de l'équipage. Selon des sources maritimes à Doubaï, l'attaque a eu lieu au large de Charjah et a été menée par une vedette iranienne. Les attaques contre les pétroliers au sud du Golfe sont généralement attribuées à l'Iran. — (AFP.)

• PAKISTAN : remaniements ministériel et militaire. — Le premier ministre, M. Mohsin Khan Junejo, a procédé, dimanche 29 mars, à un remaniement technique de son gouvernement, qui avait été formé le 22 décembre dernier après les émeutes interethniques de Karachi. Parmi les nouveaux ministres figurent M. Mehboob ul Haq, un économiste qui prend le portefeuille du commerce et de la planification, et M. Haji Mohammed Saifullah, qui appartenait jusqu'à la semaine dernière à l'opposition parlementaire et a obtenu le ministère des affaires religieuses et des minorités, après avoir rejoint la Ligue musulmane, parti du premier ministre. D'autre part, le général Akhtar Abdul Rehman Khan, ancien chef des services de renseignements de l'armée, a pris dimanche la présidence du comité interarmes des chefs d'état-major, et a été nommé au ministère de la défense. — (AFP.)

ISRAËL

M. Shamir est reconduit à la tête du Hérout

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le Hérout serre les rangs. Il y a un an, lors de sa quinzième convention, la principale formation de la droite israélienne avait offert un piètre spectacle. Au terme d'une réunion chaotique, ponctuée d'insultes et de coups de poing, les militants du parti s'étaient séparés dans le désordre et sans prendre aucune décision (le Monde du 14 mars 1986). Plus jamais cela ! avaient juré les héritiers de Menahem Begin. Ils ont tenu parole. Le seizième congrès du Hérout s'est tenu à Tel-Aviv dimanche 29 mars dans la cohésion retrouvée.

La discordie de l'an dernier résultait à la fois du choc des ambitions personnelles et d'une querelle de générations sur fond de rivalités ethniques. Unis par une alliance de circonstance, MM. David Levy et Ariel Sharon avaient vainement tenté de déboulonner M. Itzhak Shamir, chef du parti depuis la retraite de M. Begin, en août 1983.

Les clans Lévy-Sharon et Shamir-Arens n'avaient pu se départager.

Cette fois, la donne était nouvelle. MM. Lévy et Sharon faisaient cavalier seul face à M. Shamir, dont le retour à la tête du gouvernement, il y a cinq mois, a nettement renforcé l'autorité. Enterrant la hache de guerre, M. Lévy, quarante-huit ans, a accepté que M. Shamir, soixante-trois ans, soit formellement consacré « patron » du Hérout. Les quelques deux mille congressistes l'ont élu à la quasi-unanimité président du parti, un poste resté vacant après la démission de M. Begin.

En échange, le bouillant porte-parole des juifs orientaux a obtenu que les trois autres postes-clés fussent l'objet d'une compétition ouverte et d'un vote à bulletin secret. Il espérait ainsi pouvoir montrer sa force. L'opération a eu partie échouée, car si M. Lévy a bien été élu vice-président du parti, ce fut seulement avec 55 % des suffrages. Ses deux rivaux, MM. Ariel Sharon et Moshe Arens, ont fait un meilleur score (65 % des votes favorables). Ils ont été désignés respectivement

président du comité central et président du secrétariat.

M. Lévy se considère néanmoins plus que jamais comme le numéro deux du parti et comme le mieux placé pour en prendre la tête le jour où s'ouvrira l'inévitable guerre de succession. M. Shamir fera tout pour contrarier ce projet, car il a attendu, les deux hommes avaient intérêt à se réconcilier. On a donc entendu le premier ministre lancer un vibrant appel à l'unité du Hérout avant de donner l'accolade à son rival, gratifié d'un « Mon cher David ».

Le combat des chefs n'ayant jamais mis à mal leur consensus idéologique, le programme du Hérout fut adopté sans peine. Le parti réaffirme son attachement aux accords de Camp David comme cadre de règlement du problème palestinien et son hostilité à une conférence internationale de paix. Les congressistes ont aussi décidé la fusion organique entre les deux branches du Likoud, le Hérout et le Parti libéral.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

ÉGYPTE

L'équipage d'un hélicoptère libyen
demande le droit d'asileLE CAIRE
de notre correspondant

Trois militaires libyens ont fait défection, dimanche 29 mars, à bord d'un hélicoptère et ont demandé le droit d'asile à l'Égypte. Selon des sources militaires au Caire, l'hélicoptère, qui venait de Libye, a demandé à atterrir dimanche après-midi sur une base égyptienne du désert occidental, située non loin de la frontière avec la Jamahiriya. L'équipage de l'appareil de type Chinook — un commandant, un lieutenant et un sous-officier de l'armée de l'air libyenne — a demandé le droit d'asile politique en Égypte. Les trois militaires ont été transférés

vers une base égyptienne de la banlieue du Caire. Le commandant libyen, qui a été interviewé par la télévision caennaise, visiblement décontracté, a déclaré être heureux d'être en Égypte. Aucune précision n'a été donnée sur la mission du Chinook, qui est un hélicoptère de transport lourd pouvant, par exemple, servir à l'évacuation des troupes libyennes du Tchad.

C'est la seconde fois en moins d'un mois que des pilotes libyens font défection avec leur appareil et demandent le droit d'asile en Égypte. Le 3 mars, un avion de transport militaire de type C-130 avait atterri à l'aéroport d'Abou-Simbel, à l'extrême sud de l'Égypte,

alors qu'il était chargé d'une mission logistique au Tchad. Pilote et copilotes avaient demandé le droit d'asile à l'Égypte, tandis que trois sous-officiers libyens qui étaient à bord avaient demandé à être rapatriés.

Ce nouvel incident va sans doute accroître encore la tension entre l'Égypte et la Libye, d'autant plus que, si l'on en croit le journal d'opposition *Al Wafd*, les autorités égyptiennes détiennent toujours le C-130 libyen et les trois sous-officiers qui voulaient revenir en Jamahiriya. Selon *Al Wafd*, Le Caire exige en contrepartie la libération de deux soldats égyptiens détenus en Libye.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

PEUGEOT 309, 19 VERSIONS 3 ET 5 PORTES, LA GTI EN TÊTE



Darl'mat

DARL'MAT
CONCESSIONNAIRE
PEUGEOT TALBOT
446 Bd DE GRENELLE
75015 PARIS ☎ 45 75 62 80

L'ÉVÉNEMENT

L'espace promotionnel privilégié
des partenaires du marché public
■ 5000 décideurs attendus
■ 130 grandes entreprises
exposantes. Parc paysager de
La Courneuve - Fête de l'Humanité
- 12-13 septembre 1987.

LE C.I.P.
L'ESPACE
COLLECTIVITÉS

AGENCE
CENTRALE
DE PUBLICITÉ

EDIMAGE

هنا ان الأمل



“E
su
la
de
le
et
qu
av

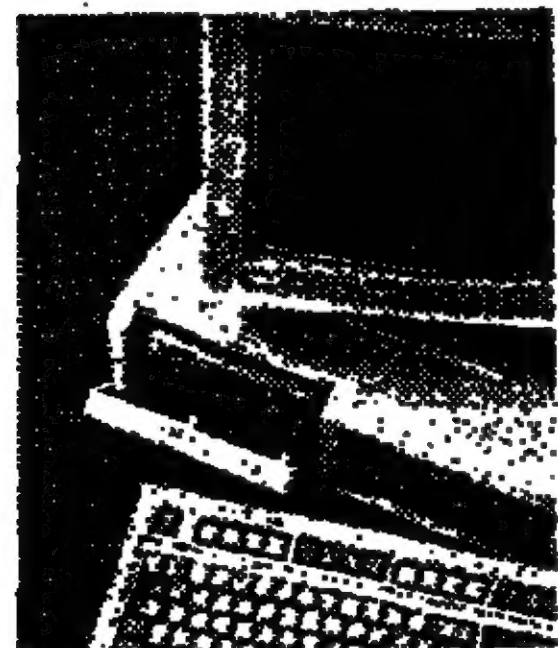
24990
nouveau Vx
n'en croit pa
ce prix-là.
micro très j
grande cap



هكذا امن الأمل

“Et nous retenons sur votre salaire la différence de prix entre le Victor PC3/286 et le [REDACTED] que vous avez choisi”

24990 F*. Voilà le prix du nouveau Victor PC3/286. [REDACTED] n'en croit pas ses yeux... Car pour ce prix-là, vous disposez d'un micro très puissant, avec une grande capacité de stockage et, bien sûr, le microprocesseur 80286** ainsi que le système d'exploitation MS-DOS** 3.2.



* Prix public, hors taxes conseillées. ** Marques déposées.

Mais, mieux encore, et là c'est très dur pour [REDACTED]; le nouveau VPC3/286 offre, en standard et complètement intégrée à l'unité centrale, une interface pour disque de sauvegarde enfichable "ADD-PAK" de 30 Mo. Vous avez bien lu : l'interface est intégrée au matériel.

Et cela, c'est une différence originale, d'un concept nouveau

et forcément inestimable.

Avouez que pour 24990 F*, on se demande vraiment pourquoi certains s'acharnent encore à préférer [REDACTED].

Le VPC3/286 sera au Sicob, mais rassurez-vous : si vous n'avez pas le temps de vous y rendre, les 650 revendeurs agréés Victor se feront un plaisir de vous le montrer.

VICTOR

Comme [REDACTED] moins cher



Victor Technologies BP 209 - 92502 Rueil-Malmaison Cedex.
Tél. : (1) 47.52.22.22.

Nom : _____
 Société : _____
 Adresse : _____
 Ville : _____
 Application : _____
 Code postal : _____
 Tél. : _____
 Fonction : _____
 14M/89/2

Politique

Les déclarations de M. François Mitterrand à TF 1

(Suite de page 7.)

le plus grand soin et le plus grand scrupule. Bref, je ne suis pas favorable à ce que se développe ce genre de chose, et je pense que le ministre de l'intérieur est de mon avis puisqu'il a confié à une commission le soin de mettre un terme à ce différend momentané.

« L'OPTION ZÉRO. — C'est en 1979 que l'ensemble des Occidentaux réunis dans l'OTAN ont proposé l'option zéro (...). A Reykjavik, M. Reagan et M. Gorbatchev avaient parlé de tout, ils avaient prévu même de supprimer la totalité de leur arsenal nucléaire stratégique. Ils se sont arrêtés à un moment donné.

« La suppression de 50 % de leur arsenal stratégique, je l'aurais acceptée avec la plus grande joie; parce qu'il faut savoir que l'Union soviétique dispose de plus de 10 000 charges nucléaires, qui peuvent traverser l'Atlantique et naturellement aussi tout l'Occident de l'Europe; et les États-Unis en disposent de 13 000, alors que la Grande-Bretagne en a je ne sais pas combien. Actuellement, 90, 100, et que la France en a environ 150, qui seront 300 ou 400 au bout de quelques années (...). Mais ne parlez pas à la France et à la Grande-Bretagne de diminuer leur arsenal nucléaire tant que vous ne serez pas arrivés à un chiffre raisonnable.

« LE DÉCOUPLAGE ENTRE L'EUROPE ET L'AMÉRIQUE. — Vous savez, le découplage, la séparation des pays alliés de l'atlantique de l'ouest de l'Europe et des États-Unis d'Amérique, c'est dans les idées. Ou bien le président américain, le gouvernement et le peuple américain sont disposés à respecter toutes les données de l'alliance atlantique, qui est une sauvegarde mutuelle, et les Européens de la même façon, ou bien ils ne sont pas disposés. S'ils ne sont pas disposés, il faut qu'ils sachent qu'une guerre nucléaire, cela ne se coupe pas en petits morceaux.

« L'AVENIR DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE. — Le principe du référendum n'est contesté par personne. Ce qui compte, c'est de savoir ce qu'il y a dedans et dans quelles conditions il se déroule.

« J'ai exprimé des réserves sur ce référendum. Je pense qu'il est sage d'y procéder plus tard, parce qu'il faut que les différentes ethnies qui participent à la vie communautaire en Nouvelle-Calédonie : les Canaques, les descendants d'Européens ou de Français, puis ceux qui sont venus d'ailleurs, les Vietnamiens, les Polynésiens, les Wallisiens, etc., se sentent en confiance entre eux, parce qu'il ne faudrait pas que le référendum cristallise une situation qui serait explosive.

« J'ai le plus grand souci de ce que vous appelez les calchocis. Simplement, je constate, aujourd'hui, que les Canaques ont perdu beaucoup de pouvoir dans les régions où ils avaient eu la chance de pouvoir assurer l'administration. Cela les intéresse.

« LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE. — Je crois que de ces expériences, on tirera la conclusion qu'on aurait tort d'accuser quelqu'un de celui-là d'être à l'origine d'une aggravation du chômage, sauf, bien entendu, ceux qui négligent le développement de l'économie, le développement de la croissance — dans des conditions raisonnables — ou qui ne pensent pas à accumuler les moyens de résoudre les problèmes par d'autres moyens que l'industrie et, sur le plan industriel, qui ne pensent pas à mettre l'accent sur la formation et la capacité des hommes et des femmes à se mobiliser par les commissions et par le savoir sur les nouveaux métiers.

« Je pense que ceux qui gouvernent doivent avoir cette pensée là comme une pensée majeure.

« Mais, moi, je ne veux accuser personne. J'ai quelquefois souffert d'être accusé en sens contraire. C'est

vrai que, au cours d'une émission, j'ai dit, comme un reproche, à M. Giscard d'Estaing : si vous continuez votre politique en 1985, il y aura deux millions et demi de chômeurs, comme l'ont prévu les commissions du Plan.

« Mon raisonnement avait quelque chose qui semblait dire que si nous faisons une autre politique, nous aurons beaucoup moins de chômeurs. Cela ne s'est pas produit. Donc, j'ai eu tort de dire cela. Mais c'est la seule fois.

« Ce qui est vrai, c'est qu'il faut penser notre société autrement quant à la durée du travail, quant aux façons de travailler, quant à la formation des jeunes, quant à la retraite, quant, aussi, dans l'aspect économique, aux modes de croissance.

« LE DÉFICIT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE. — Il faut parler de choses claires. La Sécurité sociale était excédentaire en 1983, était excédentaire en 1984, était excédentaire en 1985, elle est devenue déficitaire en 1986. Je ne vais pas dire que c'est la faute du gouvernement, je ne me permettrais d'ailleurs pas de le dire, mais c'est la réalité des chiffres. Alors, à ce moment-là, est-ce que nous ne devrions pas, tous ensemble, veiller davantage à maîtriser les dépenses — je pense en particulier aux dépenses hospitalières — et veiller à ce que ne soit pas les petites gens qui paient l'effort ? Nous sommes tous d'accord pour sauver la Sécurité sociale, mais il faut que la Sécurité sociale soit sauvée dans le respect du droit et, disons, de la normale égalité des citoyens, c'est-à-dire que les plus pauvres et les moins aidés doivent être en mesure de se tirer d'affaires.

« FÉCONDATION ARTIFICIELLE ET INTERDIT DE L'ÉGLISE. — Je ne me permets pas de juger l'Eglise. Je connais le pape actuel, et je ne vais pas entrer dans ce qui touche à la définition de la morale par cette institution. Mais j'étais étonné pour préparer mon baccalauréat dans une institution religieuse, à Angoulême, en Charente, la différence entre le précepte et le conseil.

« L'Eglise disait aux femmes et aux hommes : « Eh bien, voilà, je vous conseille, si vous voulez tout à fait en harmonie avec votre religion, ses exigences, l'enseignement du Christ, je vous conseille de vous refuser à vous-même, sur le plan de l'amour en particulier, telle ou telle attitude. Et puis, de temps en autre, je vous ordonne, je vous commande, si vous voulez rester à l'intérieur de notre foi... »

« Eh bien, je pense qu'il faudrait employer davantage le conseil et un peu moins le précepte (...).

« Sur le SIDA, je pense que l'action menée pour informer, l'action menée pour prévenir, la prévention par des moyens mécaniques, souvent, mais aussi par l'information, la meilleure, c'est quand même une très bonne chose, c'est même une nécessité.

« LE RÔLE DE LA CNCL. — C'est moi qui ai décidé qu'il y ait, non pas la privatisation, je suis plutôt hostile aux privatisations, en particulier dans le domaine de l'audiovisuel, — mais qui ai décidé, parce que c'était un monopole public avant, qu'il devait y avoir des radios et des télévisions privées; c'est moi qui l'ai décidé. Ce n'est pas moi qui vais maintenant plaider contre.

« (...) Le pluralisme de l'information, à la télévision, à la radio aussi, c'est une garantie fondamentale de la liberté. S'il n'y a pas de pluralisme, il y a à moins de liberté, et à la limite, il n'y en aurait plus du tout.

« Ce que je constate — et là, je vais me dégager de tout jugement de valeur, — c'est qu'à l'issue des travaux de cette commission (la CNCL), ce n'est pas le pluralisme,

L'éventualité d'un échange entre Anis Naccache et les otages français

M. Mitterrand est-il encore disposé à user de son droit de grâce en faveur d'Anis Naccache, le chef du commando qui a tenté d'assassiner l'ancien premier ministre iranien réfugié en France, M. Chirac ? On avait cru comprendre que non, dans deux circonstances récentes. Le président de la République avait déclaré, lors du déjeuner organisé par l'Association de la presse diplomatique, le 10 mars à Paris : « Je ne pourrais pas donner un assesseur contre un innocent (...). On ne peut pas traiter avec le terrorisme ou avec ses délégués »; et, après avoir rappelé qu'il avait malgré tout envisagé d'échanger Anis Naccache contre l'ensemble des otages, il avait paru convaincu qu'une telle transaction n'était pas possible.

De même à la télévision espagnole, à l'occasion du sommet de Madrid, le lendemain : « J'ai bien dit, il y a quelques mois, que

si j'avais pu obtenir que l'on restituât à la France la totalité des otages (...), j'envisagerais, si le gouvernement me le demandait, une grâce (...). Cette ouverture n'a pas été saisie, elle est donc maintenant derrière nous. C'est après cette déclaration que l'O.J.R. avait menacé d'assassiner Jean-Louis Normandin dans les quarante-huit heures si M. Chirac ne « clarifiait » pas les propos présidentiels sur le sujet (ainsi que sur l'aide française à l'Irak).

Interrogé par Anne Sinclair, M. Mitterrand a au contraire insisté sur le fait que l'échange était toujours envisageable. Après avoir rappelé les épisodes précédents, le président de la République a en effet déclaré : « Bien entendu, si je peux aider d'une façon ou d'une autre, acceptable, contribuer à ramener les otages — les gouvernements s'y sont beaucoup consacrés — je le ferai, mais je ne vois pas comment je pourrais aller plus loin. »



c'est l'uniformité ! Donc, je commence à me demander ce que la liberté pourrait devenir.

« UNE NOUVELLE CANDIDATURE. — Anne Sinclair rappelle à M. Mitterrand la petite phrase qu'il a prononcée à Chambord : « L'année prochaine, j'aurai beaucoup plus de temps pour me promener. »

« Vous me demandez si je veux « repiquer » ? Ce n'est pas mon intention. Je suis un responsable politique et je veux ce qu'il y a de bon et d'utile à faire pour défendre l'idée que je me fais de la République; mais ce n'est pas du tout mon intention. Il existe assez de candidats de valeur, représentant vraiment les différentes fractions de l'opinion publique, et j'ajoute quelque chose de capital, Anne Sinclair : aucun Français ne doit sentir dans le président de la République, au-delà de ses convictions — mes convictions sont socialistes — un ennemi politique.

« Je suis garant des libertés de tous, mais aussi de ceux qui me combattent... Et les autres, ils sont candidats, ce n'est pas la même chose... Je n'ai pas l'intention de me présenter. J'ajoute, je l'ai toujours dit. — Vous avez dit : j'irai. — Voilà, c'est encore plus simple.

Une indulgence ironique

DE son éducation religieuse, M. Mitterrand a retenu la différence enseignée par les bons Pères entre le « précepte » et le « conseil ». Il a fait état de ce souvenir à propos des interdits formulés à Rome sur la fécondation in vitro, car il est en désaccord avec l'Eglise sur ce point. Jean-Paul II devrait s'en tenir, selon lui, au « conseil » plutôt qu'à l'« interdiction » en la matière des commandements.

M. Mitterrand semble avoir pour règle de conduite celle qu'il devrait adopter le pape de son cœur. Il conseille fermement, parfois avec sévérité, même ceux qui ne sont pas ses fidèles disciples. Mais, jamais, assure-t-il, il ne se mettra d'ordonner, de condamner, de jeter l'anathème sur ce qui regarde le gouvernement, et lui seul. Du moins le chef de l'Etat s'est-il efforcé d'en donner l'impression. Il ne faut pas trop s'y tromper : paternel sur la forme, il ne cède rien sur le fond.

« Bravo » à MM. Pasqua et Paredon pour leur lutte contre l'insécurité; M. Chirac agit bien dès lors qu'il réduit le crime; M. Chaboud est sage à approfondir ses réflexions sur le code de la nationalité; M. Séguin, qui est un homme tout à fait capable, saura bien trouver sans doute pour la Sécurité sociale les solutions propres à combler les déficits; M. Barzach a pris d'excellentes initiatives pour alerter l'opinion « sans lui faire peur » sur le SIDA. Le gouvernement ne supprimera pas la retraite à 60 ans et d'ailleurs « entre honnêtes gens, on doit pouvoir s'entendre ». Le président « s'accuse per-

sonne » quand il remarque que le chômage continue de s'étendre. Il n'a pas un mot de trop pour M. Balleur qui lui fait pourtant des mièvreries avec le Grand Louvre, bien qu'en petit comité, il juge sévèrement sur ce sujet le ministre d'Etat. Et même M. Léotard, qui fut naguère sa tête de turc, a eu droit de cité.

Et pourtant, que de réserves et de désaccords exprimés nettement ou à demi-mot ! La Nouvelle-Calédonie, à propos de laquelle M. Mitterrand évoque « de Gaulle et la décolonisation », le code de la nationalité, les privatisations, et ainsi de suite. TF 1. Mais chacune de ses mises en garde a été formulée sans agressivité. Tout au plus avec une forte ironie, sur le pluralisme de l'information et la CNCL qui, plutôt que de garantir la diversité des opinions s'attache, selon lui, à l'« uniformité ».

Un seul de ses adversaires a été frappé d'une peine de purgatoire. Il est vrai qu'il n'est pas au gouvernement. Mais c'est justement parce que M. Barre ne pouvait pas ne pas se défendre — en fin de compte, il refuse toute idée de cohabitation que le tonnerre lui est tombé sur la tête, sans qu'il soit nommé président. Le président de la République n'avait, le 16 mars 1986, ni à se soumettre, ni à se démettre : ceux qui ont bâti cette théorie, estime-t-il, c'est « la confrérie des gens pressés d'occuper le pouvoir à la place des autres. Que les gens pressés apprennent à attendre le temps qu'il faut ».

Le gouvernement de M. Chirac serait-il donc devenu merveilleux ?

Non pas, c'est la cohabitation qui fonctionne ainsi qu'elle le doit. Voilà tout. Le chef de l'Etat a livré de l'équilibre des pouvoirs et de son rôle institutionnel une analyse plus étoffée et plus active que jamais. A la charge qui lui est traditionnellement reconnue d'assurer la continuité de l'Etat et de garantir l'indépendance nationale, M. Mitterrand ajoute le respect des grands principes qui fondent la République : autant dire qu'il peut intervenir, ou évoquer tout sujet de son choix. Pour le reste, le gouvernement conduit la politique de la nation (art. 20).

Ainsi, selon ce constat, le président et le premier ministre joueraient-ils, l'un et l'autre, parfaitement le jeu d'une cohabitation nécessaire, inscrite dans une Constitution qui en règle le fonctionnement. Puisque la partie est empruntée d'un fair-play souligné avec insistance, M. Barre n'est pas loin d'apparaître comme une sorte de franc-tireur sans foi ni loi. M. Mitterrand donne ainsi un petit coup de main au camp adverse contre l'ennemi commun. A charge pour M. Chirac d'éviter les dérapages préjudiciables à l'harmonie du couple exécutif et même, si possible, d'en rajouter un peu dans la bonne entente. M. Barre, dont la popularité se nourrit pour partie des scènes de ménage au sommet de l'Etat, retrouverait comme au bon vieux temps de l'état de grâce cohabitationniste, le méchant de service. Il y va de l'élection présidentielle !

JEAN-YVES LHOMEAU.

La préparation du congrès du PS

La composition du comité directeur concrétise l'axe Jospin-Mauroy

La conférence nationale de motion du PS, réunie le dimanche 29 mars à Paris, a composé la liste du comité directeur qui sera soumise à l'approbation du congrès de Lille, les 3, 4 et 5 avril. Conformément aux accords passés lors de la signature d'une motion de synthèse, le 8 février dernier, c'est la règle du statu quo qui a été appliquée pour la représentation des différents courants. Le nouveau comité directeur

comptera, comme l'actuel, 131 titulaires et 70 suppléants. Le courant AB, résultant de la fusion des courants A (mitterrandistes) et B (mauroyistes), détient la majorité absolue du comité directeur, avec 75 titulaires et 40 suppléants. Les ex-courants A et B gardent inchangée leur représentation à l'intérieur du nouveau courant majoritaire : 56 titulaires, 31 suppléants pour les A, 19 titulaires et 9 suppléants pour les B.

Le courant C (rocardiens) reste à 37 titulaires et 20 suppléants. Le courant E (Socialisme et République, ex-CERES) garde ses 19 titulaires et ses 10 suppléants. Le comité directeur sera probablement modifié « à la marge », ne serait-ce que parce que quelques postes de suppléants restent en balance pour améliorer la représentation féminine.

Faire « monter » les anciens ministres; réajuster les cadres. Tel a été l'impératif commun à tous les courants pour la constitution du comité directeur du PS. La première préoccupation est particulièrement sensible à l'intérieur du courant AB (mitterrandistes-mauroyistes) : le bureau exécutif et le secrétariat national du PS sont constitués en puisant dans le vivier du comité directeur. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, devait donc disposer, dans cette instance, des anciens ministres dont les noms circulent (MM. Michel Delebarre, Jack Lang, Henri Nallet, etc.) pour constituer la nouvelle direction qu'il formera à l'issue du congrès.

La conférence de motion a constitué une nouvelle étape de la mise à l'écart de M. Jean Poperen, actuel numéro deux du PS. Dans la journée de dimanche, M. Jospin, pour la première fois publiquement, a affirmé que M. Poperen ne gardera pas le poste de numéro deux. Néanmoins, cette information était déjà connue, et le différend entre les deux hommes va plus loin.

Les étudiants n'ont pas été oubliés dans la composition du comité directeur. M^{lle} Isabelle Thomas, M. Jean-Christophe Cambedella, qui ont joué un rôle dans le récent mouvement étudiant, entrent au comité directeur comme suppléants. En revanche, les transcurants sont les perdants de l'affaire : à l'exception de M. Jean-Pierre Mignard (présent sur le contingent des rocardiens), ils ne seront pas représentés. M. Jacques Delors avait demandé à M. Jospin deux postes (en dehors du sien propre) : un pour M. Pascal Lamy, son principal collaborateur, l'autre pour M. François Hollande, l'un des fondateurs des transcurants. M. Jospin s'y est refusé. Comme le note amèrement l'une des victimes, la synthèse préalable dispense les courants constitués de courtoiser les minorités.

Le tourage de M. Rocard craint d'ailleurs un « coup fourré » de la part de M. Mauroy : par exemple faire applaudir par une foule en délire l'idée de la candidature de M. Mitterrand. C'est pourquoi, l'ancien premier ministre ayant jugé, jeudi dernier sur TF1, lors de l'émission « Questions à domicile », que la plupart des socialistes souhaitent que M. Mitterrand soit candidat, il s'est attiré une vive réplique de M. Jean-Pierre Sueur, député rocardien du Loiret et porte-parole officieux de M. Rocard, qui y a vu un accord à la synthèse.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

M. Gilbert Mitterrand réunit son OPA en Gironde

BORDEAUX De notre correspondant

M. Gilbert Mitterrand sera premier secrétaire de la fédération socialiste de la Gironde. Le fils du président de la République et ses alliés, l'ancien président du conseil général, M. Philippe Madrelle, et l'ancien président de la communauté urbaine bordelaise, M. Michel Sainte-Marie, l'ont emporté en congrès, le samedi 28 mars, sur la direction fédérale sortante, soutenue par l'ancien ministre M^{me} Catherine Lalumière.

Paris n'ayant pas souhaité trancher la querelle, les Girondins ont innové dans l'art de résoudre la crise. Ils ont dû recourir, pour la première fois de leur histoire, à une primaire à l'intérieur du courant A (mitterrandiste) pour départager les deux listes de candidats à la commission exécutive, présentes l'une par la direction fédérale, l'autre par M. Gilbert Mitterrand et ses amis. Le fils du président de la République, qui se présente cependant comme un rassembleur « dans l'esprit de la synthèse des courants A et B », a observé une grande réserve. Il a laissé M. Madrelle à l'intérieur du courant A et M. Sainte-Marie, au courant B, gérer une opération qui peut aussi s'interpréter comme un prélude à la bataille des investitures qui précède les législatives.

G. de MATHA.

M. Rocard craint un coup fourré

Par ailleurs, interrogé par l'hebdomadaire *Le Point*, daté 30 mars, sur l'éventualité que M. Rocard ne tente une OPA sur le PS s'il est candidat, M. Jospin répond : « Qui vous dit qu'il sera candidat ? De toute façon, le PS n'est pas une société anonyme. On ne peut pas en prendre le commandement comme avec un paquet d'actions. Il faut avoir pour cela les idées nécessaires, les hommes et les idées nécessaires. Le parti a une identité, un centre de gravité où se situe cette identité. Quels que soient le respect ou l'indépendance que l'on a des idées de M. Rocard, je ne crois pas qu'il puisse incarner le Parti socialiste dans sa globalité ni dans sa durée. »

Le premier secrétaire du PS entend sans doute rassurer ceux des mitterrandistes qui craignent qu'en soutenant M. Rocard (en cas où M. Mitterrand ne serait pas candidat) on ne lui offre le parti « sur un plateau ». Une semaine avant le congrès de Lille, M. Jospin veut aussi, sans doute, rappeler que M. Rocard n'est pas encore le candidat socialiste pour 1988, afin que ce congrès ne tourne pas à la marche triomphale pour l'ancien minist-

Pour le moral, le sondage IPSOS-*Le Point* révèle que les militants socialistes sont confiants dans les chances de leur parti pour la course aux présidentielles de 1988 (78 % estiment le PS bien armé) et ils sont 90 % à se féliciter de la synthèse réalisée entre les différents courants avant le congrès de Lille. Ils sont toutefois satisfaits, à 77 %, de l'existence de ces courants.

Selon un sondage IPSOS-« Le Point »

Les militants plébiscitent la synthèse

Quel est le portrait-type du militant socialiste à la fin des années 80 ? Selon un sondage IPSOS-*Le Point* réalisé le 14 et 15 mars auprès d'un échantillon de 504 adhérents, le militant socialiste qui va prendre dans quelques jours le chemin de Lille est un quadragénaire (77 % d'hommes, 45 % de militants ont de trente-cinq à cinquante ans, il y a seulement 12 % de moins de trente-quatre ans) qui a adhéré au PS après le congrès d'Epiney (69 %).

Pour compléter la fiche signalétique, il faut encore savoir qu'il a de fortes chances d'être d'origine modeste (47 % des militants avaient un père agriculteur, vicaire ou ouvrier), d'avoir eu un père socialiste (45 %) tout en recevant une éducation catholique (74 %). Plutôt diplômé (36 % de bacheliers, 16 % de licenciés, 14 % de doctorats et grandes écoles), il travaille dans le secteur public (54 %) ; ce dernier trait place le PS en décalage par rapport à la population active française qui ne compte que 27 % de salariés travaillant dans le secteur public, 73 % dans le secteur privé. Des chiffres qui renforcent l'image du PS parti de fonctionnaires. Voilà pour la carte d'identité.

Pour le moral, le sondage IPSOS-*Le Point* révèle que les militants socialistes sont confiants dans les chances de leur parti pour la course aux présidentielles de 1988 (78 % estiment le PS bien armé) et ils sont 90 % à se féliciter de la synthèse réalisée entre les différents courants avant le congrès de Lille. Ils sont toutefois satisfaits, à 77 %, de l'existence de ces courants.

الأمم المتحدة

Parti com

Re

Les prix

Jacques V

Jean DUBREY

1986

COLLE

Le ministre chargé de la sécurité à Troyes

Deux projets de loi sur les polices municipales

Le gouvernement envisage de déposer deux projets de loi sur les polices municipales, a annoncé M. Robert Pandraud : l'un, dès la prochaine session parlementaire, pour consacrer leur existence et définir leur mission générale, l'autre, à la session d'automne, afin d'étendre leurs compétences. Le ministre délégué chargé de la sécurité, qui s'exprimait vendredi 27 mars à Troyes

(Anbe) devant les congressistes de la Fédération nationale de la police municipale — présidée par M. Georges Martin, — a également précisé que le rapport de la commission installée en octobre dernier et présidée par M. Louis Lalanne (le Monde du 4 novembre 1986), afin de réfléchir à ce « cadre juridique nouveau », serait rendu public prochainement.

Disparité des tâches et des missions, armements et uniformes hétéroclites, concurrence avec la police et la gendarmerie, diversité des effectifs d'une ville à l'autre : le problème d'une mise en ordre des polices municipales est posé de longue date. Face aux quelque vingt mille policiers municipaux en exercice — dont la FNPM assure représenter 80 % — et aux cent sept mairies qui disposent ainsi d'une police concurrençant directement la police d'Etat, le gouvernement a préféré commencer par une mise à plat.

Ainsi, la commission Lalanne, qui groupe des élus d'horizons politiques divers et qui est appuyée par l'Association des maires de France et par l'Association des maires des grandes villes, a procédé à de nombreuses auditions. Les maires de Toulouse, de Bordeaux, de Lyon, de Rennes, de Clermont-Ferrand et de Lille ont été invités à donner leur avis, de même que les organisations professionnelles de policiers municipaux et les syndicats de la police nationale.

Son rapport, adopté à l'unanimité de ses membres, vient d'être remis à M. Pandraud, mais ne bénéficiera « d'une large diffusion » que « dans les prochaines semaines ». Sans en

détailler les conclusions, le ministre chargé de la sécurité a tracé les grandes lignes de l'orientation gouvernementale en ce domaine. Si le gouvernement assure que « la sécurité est une des attributions essentielles de l'Etat », il estime que « le moment est venu de prendre acte de l'existence des polices municipales en reconnaissant le rôle qui peut être le leur au service de la sécurité ».

Pas d'étatisation

« Je n'ai pas souhaité ouvrir un nouveau débat sur les principes, a expliqué M. Pandraud, mais bien plutôt tirer les conséquences d'un double constat : les polices municipales existent, de par la volonté de maires toujours plus nombreux, et leur étatisation envisagée à plusieurs reprises dans le passé est une perspective qui est chaque jour de moins en moins réaliste. » Refusant donc l'étatisation, le gouvernement raisonne en termes de « complémentarité » entre l'action des policiers municipaux et celle des policiers et des gendarmes.

Sans remettre en cause les prérogatives de la police et de la gendarmerie nationales, il envisage de

« clarifier les compétences » et d'« élargir les missions » des polices municipales. Celles-ci pourraient « dresser de façon complète des procès-verbaux de contravention », « constater par procès-verbal toutes les contraventions au code de la route », ainsi que celles qui visent les réglementations concernant les nomades, marchands ambulants, forains, ou relatives à l'urbanisme et au bruit. En revanche, les autres infractions dont elles « peuvent avoir connaissance de façon incidente » resteraient du « domaine d'action » exclusif de la police et de la gendarmerie.

Promettant aux policiers municipaux une amélioration de leur recrutement et de leur formation, M. Pandraud a précisé : « Une réglementation précise devra être adoptée au sujet des matériels mis à votre disposition et en particulier de votre armement : il faut à la fois qu'il ne puisse y avoir aucune confusion dans l'esprit de nos concitoyens entre les personnels de la police nationale et les policiers municipaux et que vous ayez les moyens d'exercer de manière efficace les pouvoirs qui vous seraient reconnus. »

« J'ai travaillé pour mon pays »

déclare M. J.-P. Mazurier ancien avocat d'Abdallah

M. Jean-Paul Mazurier, ancien avocat de Georges Ibrahim Abdallah, a justifié dimanche 29 mars sur TF 1, les informations qu'il avait données sur son client aux services de renseignements français.

C'est après avoir été remis en liberté par M. Michel Légrand, juge d'instruction chargé du dossier sur les attentats parisiens de septembre 1986, que M. Mazurier, qui venait de passer vingt-quatre heures en garde à vue, a déclaré : « J'ai travaillé pour mon pays ; je suis fier d'avoir mené ce combat, quelles qu'en soient les conséquences. Je l'ai fait pour éviter des bains de sang, pour éviter que des attentats ne se produisent. »

M. Mazurier a également précisé que l'initiative de cette démarche lui revenait et qu'il n'avait ni « trahi » ni « violé le secret professionnel ».

« Une protestation des avocats des deux Italiens expulsés, a-t-il déclaré, a été faite par M. Jean-Paul Mazurier, ancien avocat de Georges Ibrahim Abdallah, et de Paolo Neri, expulsé de France vers l'Italie, vendredi 27 mars, ont élevé une vive protestation contre ce qu'ils considéraient comme une « extradition policière exécutée en toute illégalité et au mépris de nos institutions judiciaires ».

« Elections professionnelles : percée du Syndicat des commandants et officiers. — Les dernières élections professionnelles du corps des commandants et officiers de la police nationale, qui groupe mille six cent quarante fonctionnaires, ont marqué une nette percée du Syndicat des commandants et officiers (SCO), organisation proche de la majorité, au détriment du Syndicat national des officiers (SNO), adhérent de la FASP.

Le SCO a obtenu 62,59 % des voix (49 % aux élections précédentes), contre 31,69 % seulement au SNO (44 % aux élections précédentes). De son côté, FO n'a atteint que 5,71 % des suffrages.

FAITS DIVERS

« Une jeune femme se noie dans la propriété de M. Lecanuet. — Une jeune femme, M^{lle} Liliane Duhamel, trente-cinq ans, retrouvée noyée, samedi 28 mars, dans un étang de la propriété de M. Jean Lecanuet à Breux-sur-Avre (Eure), serait morte victime d'hydrocution, selon les premiers éléments de l'enquête confiée à la gendarmerie. Liliane Duhamel, qui avait été invitée pendant le week-end par M. et M^{me} Lecanuet, aurait glissé sur le bord d'une mare assez profonde en essayant de porter de la nourriture à une petite cane en train de couvrir.

Samedi après-midi, la jeune femme était allée se promener dans le parc de la propriété que le président de l'UDF, sénateur de Seine-Maritime et maire de Rouen, possède à Breux-sur-Avre. Vers 18 heures, ne la voyant pas revenir, M. et M^{me} Lecanuet seraient allés à sa recherche et ne l'auraient trouvée que vers 21 heures.

RELIGIONS

La béatification de trois carmelites divise l'opinion en Espagne

Cité du Vatican. — Au cours d'une cérémonie à la basilique Saint-Pierre, le dimanche 29 mars, en présence de six cent trente prêtres, trente-quatre évêques et six cardinaux espagnols et latino-américains, Jean-Paul II a béatifié trois religieuses carmelites espagnoles, pour avoir été assassinées, au début de la guerre civile, « par haine de la foi catholique ».

Fusillées le 24 juillet 1936 à Guadalajara, les sœurs Maria Pilar, Maria Angela et Teresa avaient été les premières victimes religieuses d'une guerre qui a fait un million de morts parmi lesquels plusieurs milliers d'ecclésiastiques.

Ces béatifications ont été mal accueillies par toute une partie de l'opinion espagnole. En signe de mécontentement, le gouvernement

de M. Felipe Gonzalez n'a envoyé à Rome pour la cérémonie qu'un personnel de second rang, M. Leopoldo Torres Boursault, vice-président de la chambre des députés.

Devant l'afflux de demandes, Paul VI, en 1964, avait décidé de bloquer l'introduction des causes de béatification. Après la mort de Franco, en 1976, alors que l'Espagne cherchait à panser définitivement les plaies de la guerre civile et à prendre le chemin de la démocratie, le pape avait même interrompu le processus de béatification des trois carmelites. Jean-Paul II, en 1983, avait relancé la procédure, décision accueillie avec joie par la droite et avec consternation par la gauche. — (Reuter, UPI.)

L'Italie demande au Vatican l'extradition de Mgr Marcinkus

Le Vatican a été saisi d'une demande italienne d'extradition de Mgr Paul Marcinkus et de deux autres dirigeants de l'Institut pour les œuvres de la religion (IOR) impliqués dans le scandale du Banco Ambrosiano. Un mandat d'arrêt avait été lancé contre eux par deux juges d'instruction de Milan il y a un mois.

Le porte-parole du Vatican a cependant refusé de confirmer, le samedi 28 mars, l'arrivée de cette demande d'extradition. Il n'existe aucune convention d'extradition entre l'Italie et le Saint-Siège. Celui-

ci se déclare prêt à collaborer pour faire éclater la vérité, mais se fonde sur l'article 11 des accords du Latran pour refuser toute « ingérence » de l'Italie dans ses affaires intérieures.

Les magistrats italiens se fondent, quant à eux, sur l'article 22 du même traité stipulant que le Vatican doit remettre aux autorités italiennes « toute personne réfugiée dans son territoire et accusée d'actions commises sur le territoire italien, actions considérées comme délictueuses par les deux Etats ».

MÉDECINE

« SIDA : 11 % des prostituées américaines séropositives. — Selon une étude américaine effectuée sous l'égide du Centre for Disease Control (CDC) d'Atlanta, 11 % des prostituées américaines seraient infectées par le virus du SIDA. Sur les huit cent trente-cinq prostituées chez lesquelles un test de dépistage a été effectué, quatre-vingt-dix-huit étaient séropositives. Les taux d'infection variaient selon les villes : à Las Vegas, aucune des quatre-vingt prostituées testées n'était infectée, tandis que dans le New Jersey trente-deux prostituées sur cinquante-six étaient séropositives. A noter que la séropositivité survient souvent dans un contexte de toxicomanie.

« Cent vingt cas de SIDA aux Antilles et en Guyane française. — Cent vingt cas de SIDA ont été déclarés au 31 décembre 1986 dans les trois départements français de la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique. La Guyane vient en tête avec soixante-huit cas recensés, suivie de la Guadeloupe avec trente-huit cas et la Martinique avec quarante cas. Dans ces départements, le taux global est de cent soixante cas par million d'habitants, soit sept fois plus qu'en métropole. En Guyane, le taux est de six cent quatre-vingt cas par million d'habitants, soit autant qu'à New-York. La répartition des cas, touchant en majorité la population hétérosexuelle, est comparable à la situation d'Haïti et de l'Afrique centrale.

Le Monde dossiers et documents

Hors-série TRENTA ANS DE COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE L'histoire, les hommes, les institutions, les finances et la monnaie, la politique agricole commune, les réalisations et les biens industriels, les réseaux et les communications, la libre concurrence, la défense... avec cartes, tableaux et graphiques. Chez notre marchand de journaux du 25 mars 1987 - 20 F.

Police sous contrôle à Chicago

(Suite de la première page.)

Aucune police au monde n'apprécie la curiosité des « étrangers à la famille ». Aussi la création de l'OPS n'a-t-elle pas soulevé l'enthousiasme dans les rangs de la police de Chicago. Aujourd'hui encore, l'unique syndicat des policiers du cru, le Fraternal Order of Police (FOP) n'a pas de mots assez durs pour critiquer cette institution. Son représentant détaché aux problèmes juridiques, le sergent Wally Siemieniak, colosse presque aussi large que haut, bureau orné d'une dizaine de photos de John Wayne, vitupère sans complexes l'intrusion de ces « amateurs qui ne connaissent rien au boulot de flic. Ils enquêtent comme des pieds, et, par-dessus le marché, nos gars

quelques poignées-dix enquêtent », « civils » recrutés après une rapide formation et travaillant dans un service ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre, trois cent soixante-cinq jours par an avec un budget de plus de 2 millions de dollars, ont traité, en 1986, 1 904 dossiers représentant autant de plaintes de citoyens accusant ses policiers de violences.

Depuis 1974, l'OPS n'a pas ménagé ses efforts pour se faire connaître. A Chicago, la police des polices n'hésite pas à « faire de la pub », distribuant dépliants et brochures à travers le réseau des associations civiques qui parsèment la ville. « Notre service est organisé pour développer des relations confidentielles entre les citoyens et la police », assure l'un

laquelle l'OPS garde de bonnes relations, possède ses propres procédures, indépendantes des procédures administratives.

Les enquêtes que mène l'OPS ne sont pas toujours des affaires d'une grande importance, mais la logique d'un tel service impose d'examiner chaque plainte, aussi futile qu'elle semble. Faute de quoi, la crédibilité de l'OPS, principal objectif des autorités de la ville, serait réduite ; de fait, chaque plainte est examinée.

Le 1^{er} avril 1986, à peine relâché, un homme interpellé quelques heures plus tôt en possession de marijuana est ainsi allé se plaindre. Un dossier portant le numéro 150153 a été ouvert à son nom. Motif, tel qu'il a été inscrit sur la fiche : « Deux policiers, de sexe masculin et de race blanche, se sont assis sur mon dos pour me passer des monnaies trop serrées. » Le 15 août 1986, le « verdict » est tombé : accusations infondées. D'autres enquêtes sont parfois plus graves, comme celle qui a visé deux policiers accusés d'avoir torturé un jeune Noir dans un appartement désaffecté. Reconnu coupable, l'un des deux s'est finalement retrouvé dans un pénitencier fédéral.

Mais c'est en matière d'utilisation des armes que l'OPS est particulièrement sensible. Aucun policier de Chicago ne peut tirer un coup de feu, qu'il s'agisse d'un acte délibéré, d'un accident ou d'un suicide, sans que la police des polices en soit avertie et une enquête ouverte. Paradoxe majeur, dans un pays où les armes peuvent s'acheter au drugstore du coin, que de voir, à chaque coup de feu d'un policier, se déplacer l'enquêteur de l'OPS flanqué souvent de son chef, l'envoyé du représentant, le district attorney, le lieutenant et le sergent de police du district, deux détectives, le chef de patrouille et, bien sûr, le représentant du syndicat.

Le résultat est là : en 1974, date des premières statistiques, cent trente-six dossiers, pour usage des armes, concernant cent trente-trois victimes, dont seize décédées avaient été ouverts. En 1986, ils ne sont plus que cinquante-trois, totalisant quarante-quatre victimes, dont quatorze sont mortes.

GEORGES MARION.

Paradoxes

Un policier commet une faute d'ordre privé aussi bénigne, par exemple, que de ne pas payer son terme à l'heure, et sa hiérarchie le sanctionne durement, beaucoup plus que ne le serait l'importation quel qu'elle soit dans la même situation. Mais si le même policier se rend coupable d'une bavure qui relève des poursuites judiciaires, sa hiérarchie le couvre, peu ou prou. Tel est l'un des paradoxes qu'ont tenté d'éclaircir les participants d'un récent colloque à Paris consacré à « la police de la République », par l'association Droit et démocratie, en présence de plusieurs hauts magistrats, avocats, policiers et hauts fonctionnaires.

L'un des thèmes du colloque, « police et citoyens », s'est, en fait, transformé en débat sur les moyens qui concourent au contrôle de l'activité policière. L'enchaînement des différentes « bavures » des derniers mois (mort d'ailleurs récent par l'un des policiers présents qui lui préfère la dénomination juridique de « délit » ou « crime »), les critiques portées à l'intervention policière lors des manifestations étiennes de décembre 1986 ont été longuement analysées par les participants. « Si la police s'installe en pouvoir, devait affirmer M. Jean-Yves Laborgne, c'est qu'elle n'est limitée par aucun pouvoir. »

G. M.

Fautes professionnelles

Compétent pour tout ce qui vise les violences commises par des policiers, l'Office of professional standards (OPS) laisse opérer un autre organisme, l'Internal Affairs Division (IAD) dès qu'il s'agit de fautes professionnelles ou de la violence n'intervient pas. A l'IAD, on est entre soi : rien que des policiers, une centaine environ, qui, sous la direction d'un « deputy supervisor » Joseph Shugart, occupent le deuxième étage du siège de la police de Chicago.

La grosse affaire de l'IAD, c'est la corruption. « Dans cette ville, dira un policier, la corruption est certes étendue, mais beaucoup moins importante en volume que dans d'autres villes. » Principale accusée : Miami, où le trafic de la drogue a profondément secoué la police.

De ce point de vue, Chicago ne semble pas trop touchée. Les « flics » qui s'y font « épurer » acceptent plus souvent un billet de cent dollars pour fermer les yeux sur un excès de vitesse que n'aident les trafiquants de drogue à écouler leur marchandise.

L'IAD dispose néanmoins de grands moyens. Comme dans le film de Sydney Lumet *Serpico*,

l'IAD emploie une quarantaine de policiers spécialisés dans les déguisements et l'approche par surprise de leurs collègues. L'infiltration d'un agent de l'IAD dans une unité anticrimine est récemment parvenu à démasquer un détournement de policiers qui s'étaient spécialisés dans le racket. Equipé d'un magnétophone dissimulé, le policier infiltré a recueilli, à leur insu, les confidences de ses camarades, puis a livré la bande magnétique à la justice.

Seule consolation de ces policiers, piégés : ils ne sont pas les seuls à subir les foudres de la justice. Depuis 1978, mais certainement à l'insu du FBI, une longue enquête a conduit devant la justice une soixantaine de juges et de procureurs accusés et condamnés pour corruption. Le président du tribunal de simple police, Richard Lefevre, a ainsi été condamné à quinze ans sur la foi du témoignage de son propre cousin. Complice du racket dans lequel était impliqué le magistrat, le témoin, comme la loi américaine l'y autorise, a répondu sous impunité en échange de ses révélations au tribunal.

G. M.

ne font plus leur boulot car ils ont toujours peur de se retrouver avec une enquête au cul ! ».

Il est amer, Siemieniak, mais il n'a pas le choix. Si son organisation n'a jamais demandé la suppression de l'OPS, c'est, dit-il, « parce que nous n'avons pas ce pouvoir ». Surtout — mais là, le sergent est plus discret, — c'est que l'OPS est populaire auprès des citoyens. Lorsque le maire de Chicago, Richard Daley, crée l'OPS en 1974, cela fait plusieurs années que les habitants de sa ville, surtout s'ils sont noirs ou hispaniques, se plaignent de la façon expéditive dont les « cops » règlent leurs différends avec les citoyens. Depuis une célèbre convention démocrate, en 1968, au cours de laquelle la police locale s'est montrée d'une rare brutalité à l'égard de manifestants venus protester contre la poursuite de la guerre au Vietnam, la renommée des policiers de Chicago dépasse d'ailleurs la frontière de l'Etat de l'Illinois.

Quelques bavures supplémentaires maladroïtement étouffées et suivies d'une campagne de presse feront exploser la marmitte : le maire qui tient à sa réélection est obligé de donner un gage et annonce la création de l'OPS, malgré les mises en garde des politiciens et, surtout, les fortes oppositions au sein de la police locale. Le maire, « un dictateur qui lui seul était capable de les envoyer patte », reconnaît un de ses collaborateurs d'alors — passe outre.

de ces prospectus. « Connaître l'existence de l'OPS vous sera utile. Cela nous aidera aussi à vous servir avec plus d'efficacité. » Le même document décrit ensuite la procédure à suivre si l'on veut porter plainte : il suffit d'envoyer une lettre ou de téléphoner (suit le numéro de téléphone) et quelqu'un sera désigné qui entamera aussitôt une enquête.

« La plupart des enquêteurs parlent deux langues », précise, à l'adresse du lecteur appartenant à l'une des nombreuses minorités linguistiques de Chicago, l'un de ces dépliants. A moins d'encombrer une grave sanction administrative, aucun policier visé par une plainte, fondée ou non, n'oserait ne pas répondre aux questions d'un enquêteur de l'OPS. « Ils ne nous parlent pas toujours de bon cœur », précise l'un de ceux-ci, mais ils n'ont pas le choix. »

Examen de chaque plainte

De fait, les enquêteurs peuvent non seulement interroger chacun des douze mille cinq cents policiers de Chicago, mais ils ont, de plus, accès à leurs dossiers administratifs individuels et à tout ce qui peut permettre l'identification d'un fonctionnaire de police impliqué dans un quelconque acte de brutalité (photos de tous les policiers conservés dans un fichier spécial, fichiers des numéros matriciels des voitures de service, planning des rondes, etc.), ou, encore, à toute logique policière pour mener à bien l'enquête (matériels de transmissions, laboratoires de la police, examens médicaux, fichiers anthropométriques, etc.).

L'enquête bouclée, ses résultats sont répartis en quatre catégories : accusations infondées, violences légitimes, manque de preuve, violences illégitimes. Dans ce dernier cas, le dossier est alors transmis, avec suggestion de sanction, au préfet de police. C'est lui qui décide en dernier ressort. La justice, avec,

Publicité

Il faudra plusieurs années pour que le nouveau service fonctionne convenablement, surtout, pour qu'il soit pris au sérieux par les policiers comme par les plaignants, persuadés dans un premier temps que l'OPS n'était rien d'autre qu'un gadget électoral sans pouvoirs. Les chiffres aujourd'hui démentent le pronostic.

هناك انا انا

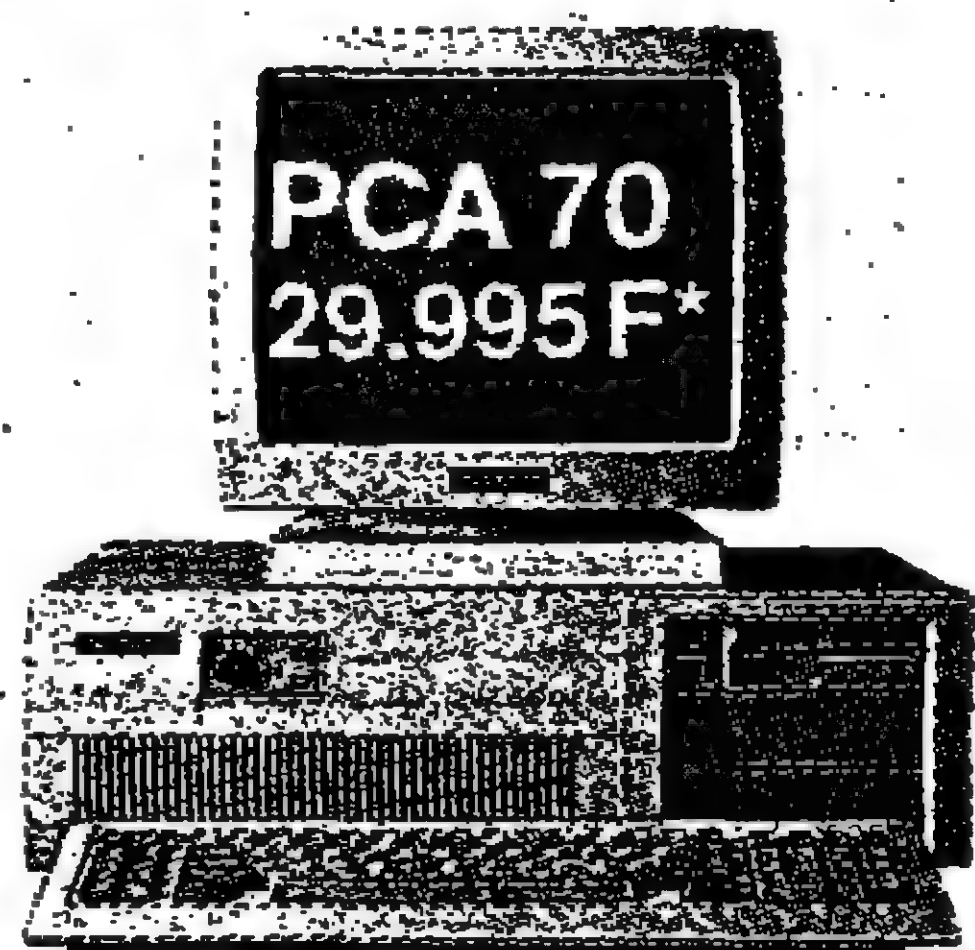
P
M
L
D
Ex
199
pour recevoir g
ondon S.A. ou
bresse
Code postal :
SICOB : H

كلنا من الأصل

... Le Monde • Mardi 31 mars 1987 13

Chicago

PC: TANDON MONTE LA GAMME D'UN CRAN.

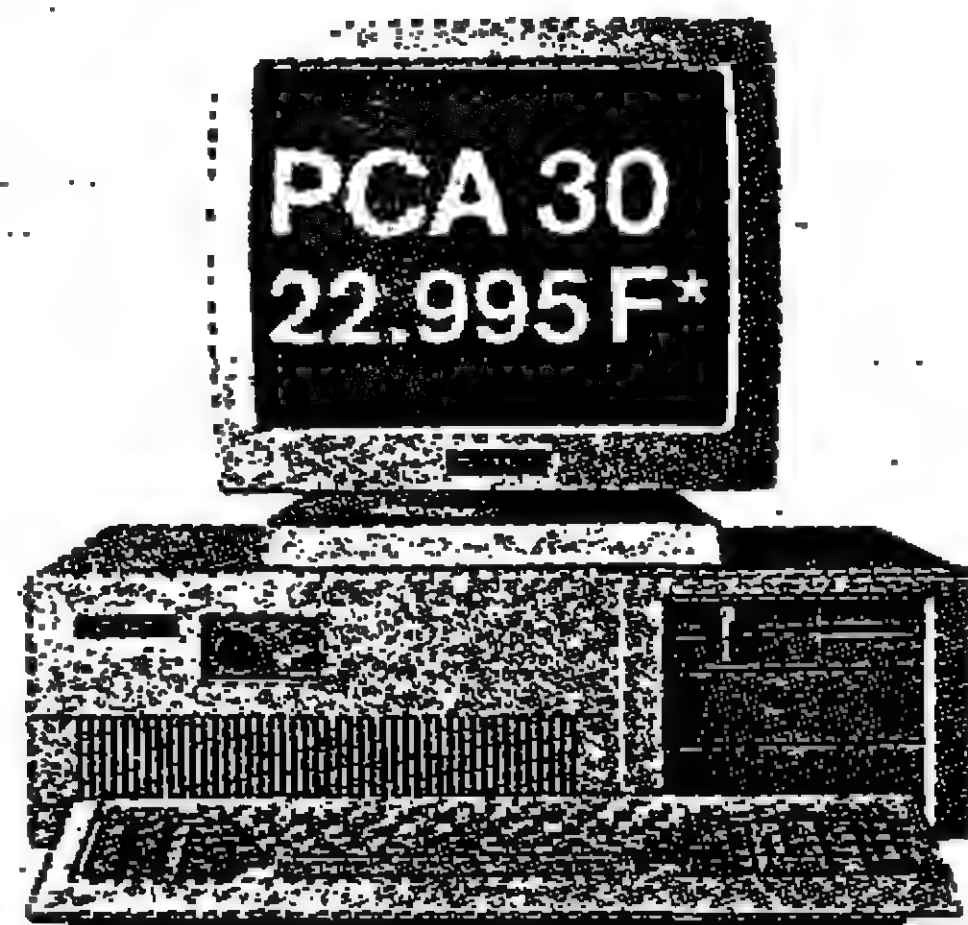
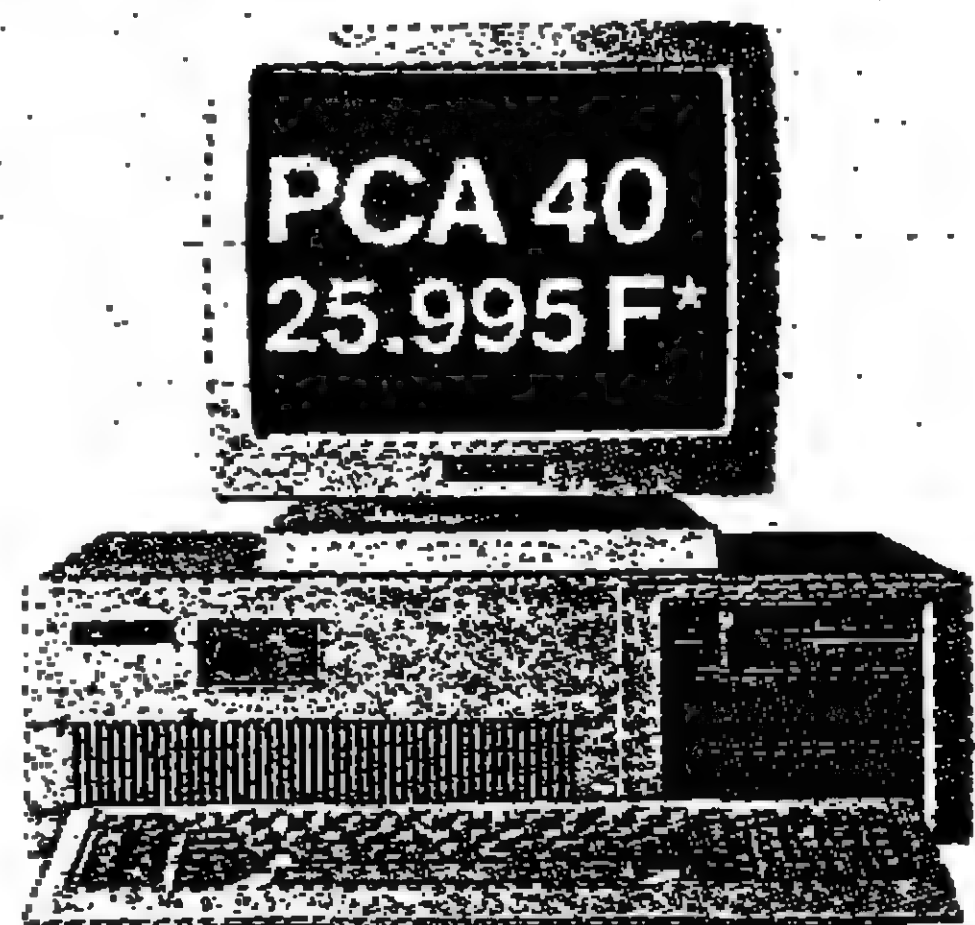


Ce n'est pas parce qu'on est haut
de gamme qu'on ne peut pas aller plus haut.

La preuve: vos besoins augmentent, la

gamme Tandon s'enrichit encore

avec le nouveau PCA 70 compatible.

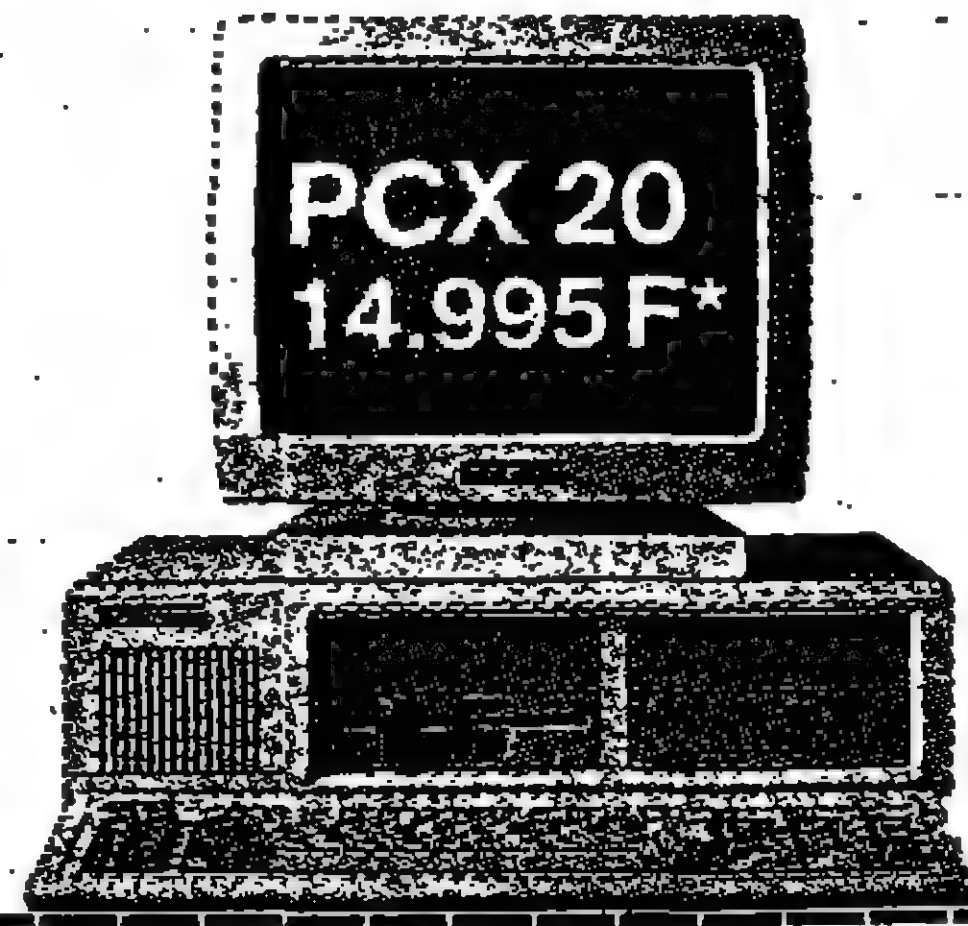
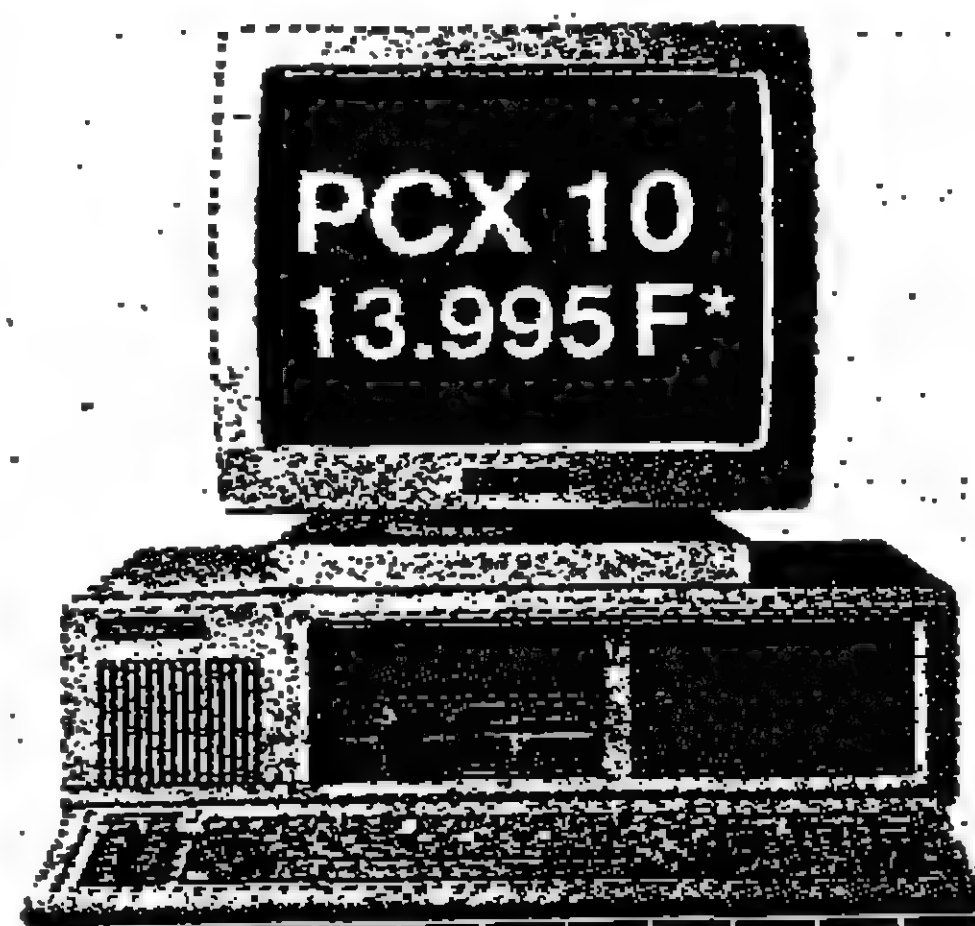


Choisir Tandon, c'est

toujours s'assurer

du meilleur

rapport qualité/prix.



*Prix de vente conseillés au 30.3.87

Pour recevoir gratuitement notre documentation, renvoyez ce coupon à:
Tandon S.A. ou téléphonez au: (1) 47.60.19.00.

Nom: _____ Société: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Ville: _____ Tél: _____

SICOB: HALL 5 STAND 5C5071

Tandon
Computer S.A.

165, boulevard de Valmy, 92706 Colombes.

JUDO : championnats de France

Richard III

Le médecin chargé du contrôle antidopage s'impatiente : « Alors, Melillo ? » Penaud, le champion de France des légers (moins de 71 kg) tête encore le goulot d'une canette de bière, la deuxième ou la troisième depuis une demi-heure ! Mais rien à faire, le Marseillais ne parvient pas à uriner suffisamment. « Et me voilà beurré maintenant dit-il d'une voix un peu pâteuse. - Je vais être propre pour faire la fête... »

Ses camarades de l'ACBB l'attendent, en effet, pour célébrer comme il convient le troisième titre de Richard Melillo : il est monté sur la plus haute marche du podium avec une broche et deux agrafes dans l'articulation du genou droit. Il y a sept mois, l'ancien champion d'Europe (1983) pensait finir ses

Pour la première fois, les championnats de France de judo masculin et féminin ont eu lieu de concert les 28 et 29 mars au stade Conbertin à Paris. L'essai a été réussi dans la mesure où la participation des filles n'a pas souffert - bien au contraire - de la combinaison avec celle des garçons.

Il n'a pas été transformé parce que la dispersion des combats dans trois salles a rendu proprement incompréhensibles les éliminatoires. Quant aux résultats sportifs, ils ont mis dans l'embarras les sélectionneurs qui devaient former des équipes en vue des prochains championnats d'Europe disputés à Paris du 7 au 10 mai : près de la moitié des titulaires ont été battus.

Jours boiteux. « C'était le 27 août dernier, à Varsovie. Je disputais le premier combat du tournoi contre un Soviétique. Une attaque, un contre, j'ai voulu tourner. Le pied est resté au sol, le genou a vrillé. Arrachement total des ligaments. »

Deux jours après, il était à l'hôpital Saint-Louis. Le professeur Sédol opérait. Il n'était pas sûr que l'articulation retrouverait un jour toute sa souplesse. En tout cas, Melillo ne devait pas faire de judo au mieux avant un an. Autant dire que c'était la fin de sa carrière. A vingt-sept ans, sa principale ambition était de participer aux Jeux olympiques de Séoul. Douze mois d'inactivité l'auraient écarté de la liste des sélectionnables.

Mais l'ancien agent de sécurité de la Société marseillaise de crédit, qui a désormais un poste au service des relations extérieures de la banque, n'a pas renoncé. Pendant les sept semaines où le genou est resté plâtré, Richard Melillo a fait quotidiennement de la musculation pour entretenir le haut du corps. Puis il

est parti deux mois et demi dans un centre de rééducation à Magnicourt où sont déjà passés nombre de champions de judo. « J'étais interne. C'était comme à la caserne. » Travail intensif avec Marie-Christine Combet, la kinésithérapeute de l'équipe féminine. Fin décembre, il peut faire du ski de fond. Mi-janvier, il renfile son kimono à l'ACBB : « C'était l'enfer. Je n'avais plus aucune sensation. J'ai souvent eu envie de tout arrêter. »

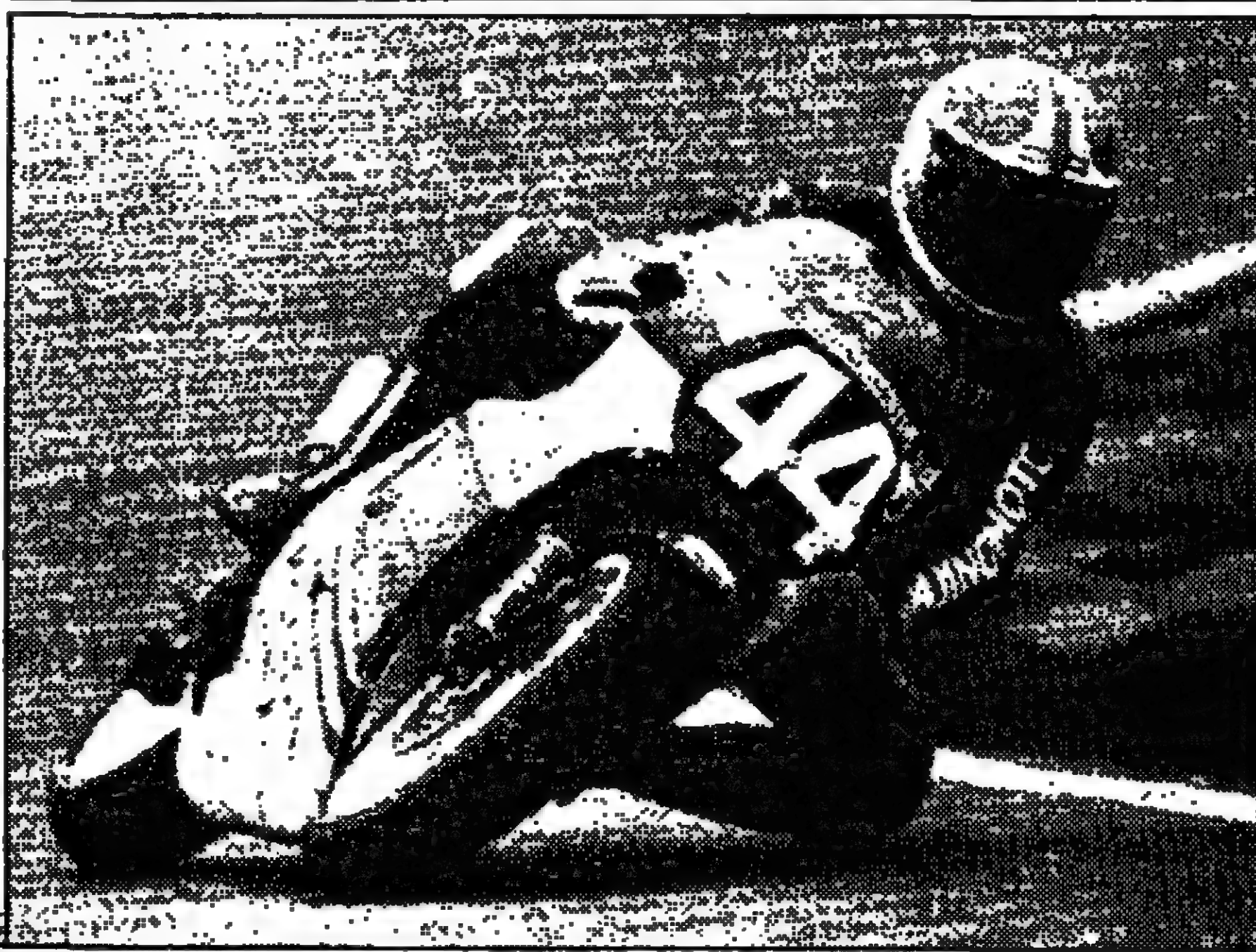
Pourtant, il s'est accroché. Grâce au soutien de son employeur, Jean-Paul Escande. Grâce à la Fédération de judo qui lui a maintenu sa confiance, grâce au dévouement de son épouse Nathalie qui a accepté de le voir seul pendant les week-ends. Au cours des six semaines qui ont précédé les championnats de France, Melillo n'a mis que deux fois les pieds sur les tatamis à l'Institut national du sport et de l'éducation physique. « J'appréhendais de me blesser à nouveau, mais il fallait que je me situe par rapport aux autres. » Test positif. Il peut donc tenter de défendre son titre national. « J'avais une

sérieuse motivation pour cela. Marc Alexandre, qui a été champion d'Europe et médaillé olympique en moins de 71 kg. Il a gagné le tournoi de Paris. C'est un combattant de valeur. Il était impératif pour moi de montrer que j'étais la plus forte et je voulais conserver mes chances d'aller à Séoul. »

C'est d'ailleurs Marc Alexandre qu'il domine dimanche en finale. « Ce fut un combat tactique. Ni l'un ni l'autre nous ne voulions nous découvrir. J'ai profité d'une petite ouverture. » L'entraîneur de l'ACBB, Jean-Pierre Gilbert, ancien international, a su apprendre au Marseillais à domestiquer opportunément son tempérament de feu. Mais son judo reste heureusement prêt à s'emballer comme la garrigue en août. Le Lillois, Serge Caytan l'a constaté à son détriment en demi-finale. Pour avoir bousculé Melillo un peu sèchement, il s'est retrouvé quatre fois de suite au tapis avant d'être définitivement retourné comme une crêpe.

En dépit des quelques grammes de métal qu'il conserve dans l'articulation - « Je les ferais enlever en juillet, après les championnats de France par équipes » - Richard Melillo semble avoir retrouvé la fougue qui lui avait permis de gagner son premier titre européen. C'était à Paris il y a quatre ans. Les sélectionneurs ne l'ont pas oublié au moment de donner une nouvelle chance européenne au Marseillais.

ALAIN GIRAUDO.



MOTOCYCLISME

Victoires japonaises

Sur les six kilomètres du circuit de Suzuka au Japon, le pilote Masaru Kobayashi (Honda) s'est imposé. 250 centimètres cubes devant quatre-vingt-dix mille spectateurs. Pour le grand retour du champion du monde de vitesse au Japon, Kobayashi remporte son premier grand prix à la moyenne de 138,39 km/h. Dans la catégorie 500 centimètres cubes, l'Américain Randy Mamola (Yamaha) n'a éprouvé aucune difficulté pour remporter une course disputée sous une pluie battante.

SKI ARTISTIQUE

La finale de la Coupe du monde Cabris français

Durant une semaine, les skieurs artistiques français ont rivalisé d'adresse pour terminer en beauté la Coupe du monde, dont la dernière étape avait lieu à La Clusaz (Haute-Savoie) du 24 au 28 mars. Résultats : beaucoup de skieurs tricolores sur les podiums. De l'or pour Raphaëlle Monod, championne en bosses, pour Christine Rossi, reine du ballet, et pour Eric Laboureur, toujours premier en combiné ; de l'argent pour Eric Berthon en bosses, et du bronze pour Didier Méda et Catherine Lombard en saut. Une belle moisson pour l'équipe de France au terme d'une saison qui doit réjouir Marcel Rossi, le président de la commission ski artistique au sein de la Fédération française de ski, et diminuer ses craintes. Avec de tels résultats, les pouvoirs publics et la fédération ne risquent pas d'ignorer plus longtemps une discipline qui sera reconnue à part entière aux Jeux olympiques de 1992.

LA CLUSAZ de notre envoyé spécial

Eric Berthon est opposé à Eric Laboureur. Deux français s'affrontent, mais amicalement, le deuxième Eric, qui vise le titre en combiné (ensemble des points obtenus aux trois épreuves), laisse gagner son camarade pour se contenter de la sixième place. Étonnante finale que cette épreuve de bosses, l'une des trois disciplines du ski artistique.

Eric Berthon, « le Grand Dadaïche », comme l'appellent familièrement ses camarades de l'équipe, n'a pourtant pas réussi sa dernière descente en parallèle de la piste bossolée. Malgré ses belles envolées, les juges lui ont préféré son concurrent de toute une saison de la Coupe du monde, le Finlandais Martti Kellomäki. « Récemment, à la Plagne, pour le titre européen je l'ai battu. Aujourd'hui, il prend sa revanche », explique l'Alsacien de vingt-cinq ans. Son manque de rapidité, due sans doute à l'émotion provoquée par cette finale, lui a fait perdre quelques points. Troisième dans cette épreuve, Eric Berthon se classe cependant deuxième au palmarès mondial 1986-1987 grâce aux scores qu'il a réalisés un peu partout dans le monde depuis le mois de décembre.

Légèrement amer, mais heureux tout de même des bonnes places occupées par ses camarades de l'équipe tricolore, Eric jure qu'il prendra sa revanche la saison prochaine. Car sa haute silhouette cache à peine les espoirs qui sautent derrière lui, comme Edgar Grosjean, qui, en s'adjudiquant la seconde place en bosses, assure la relève.

Tout juste dix-huit ans, et une étonnante agilité dans les sauts, voilà « Gagar », le gamin qui effectue des hélices (mouvements rotatifs lors d'un saut) sans dévier de sa trajectoire. Pour sa troisième prestation dans une épreuve mondiale, le jeune Savoyard a rivalisé avec les spécialistes confirmés des bosses.

En compagnie de Raphaëlle Monod, encore une fois première et championne de la Coupe du monde chez les dames, il s'entraîne à ses figures et étend à La Clusaz. Dans cette station de mille sept cents habitants sédentaires, il existe en effet une infrastructure exceptionnelle. « Des parents de skieurs ont souhaité, en liaison avec les entraîneurs, créer une école originale qui permette aux jeunes de suivre sur place une scolarité normale, tout en restant disponibles pour pratiquer au maximum leur sport », assure Jacques Regard, directeur du club des sports, l'un des premiers de France (vingt-quatre mille membres). Une douzaine de cours, filles et garçons ayant déjà réalisés de bonnes performances en ski alpin ou artistique, suivent ainsi les cours du Centre national d'études par correspondance (CNEC) avec l'aide de deux professeurs permanents, assistés de vacataires pour l'enseignement des langues.

Une initiative privée possible grâce à une subvention de 30 000 francs du club des sports, une cotisation de 6 000 francs par famille et l'aide de bienfaiteurs. « Une formule souple », selon Jacques Regard, qui permet l'adaptation permanente de l'emploi du temps scolaire aux contraintes des compétitions ou des entraînements, parmi lesquels le ski artistique attire de plus en plus d'adeptes.

Une expérience qui sourit à Raphaëlle, championne des bosses, même si la jeune fille blonde reconnaît que maintenant, la saison d'hiver terminée, elle va devoir se plonger dans ses cahiers. Avec Edgar et des espoirs de l'équipe de France de ski alpin, Régine Cavaignac (septième jeudi 26 mars en Norvège lors de la descente dames des championnats du monde juniors), comme Marie Giroud, l'« artiste », va préparer son baccalauréat. En attendant Calgary, et surtout les Jeux olympiques d'Albertville où son ski préféré sera enfin une épreuve à part entière.

SERGE BOLLOCH.

RUGBY : France-Angleterre juniors

Les « petits » Fouroux

L'équipe de France junior de rugby a battu, le samedi 28 mars à Tours, son homologue anglaise par 18 points à 7. Un score sans appel pour une équipe dont le style n'est pas sans rappeler celui de son aîné.

TOURS de notre envoyé spécial

Il s'agit entre dix-sept et dix-neuf ans. Le grand public ne les connaît pas encore, mais tout laisse penser que c'est parmi eux qu'il faut aujourd'hui chercher les Blain, Bonnevill, Sella ou Champ de demain. « La détection des meilleurs commence au niveau des cadets lors des coupes intercomités, explique M. Serge Dijon, directeur technique national de la Fédération française de rugby (FFR). Nous résumons les joueurs dans des stages de perfectionnement technique. De la même manière, chez les juniors, chaque match intercomités est supervisé par un sélectionneur. Nous constituons ainsi une équipe qui joue chaque année contre les juniors gallois et anglais, ainsi que contre la plupart des équipes juniors européennes. »

Vivier des futurs internationaux, l'équipe de France junior est aussi un champ clos où l'on se refuse à « pousser » un joueur, quelles que soient ses qualités, vers un rugby trop adulte pour lui. C'est ainsi que l'on se refuse, au sein de la Fédération française de rugby, à former une équipe nationale de cadets, conscient des risques musculaires et psychologiques qu'il y aurait à constituer une élite trop précoce.

Parmi les juniors actuels, ils ne sont que six à jouer en première division. Tous ou presque sont lyonnais ou toulonnais. Si leur jeu prête encore à bises critiques, il recèle aussi de nombreuses potentialités. Le match de Tours a, par ailleurs, montré à quel point le « style Fouroux » s'est imposé à eux, depuis le lancer en touche

effectué par le demi de mêlée jusqu'aux lignes arrières animées par Rigal (Narbonne) à l'ouverture, Berden (Toulouse) à l'ailé gauche et Marty (Graulhet) à l'arrière.

Après avoir battu les Gallois le 14 mars dernier, les juniors tricolores, comme ils le font maintenant depuis près de dix ans, ont dominé sans mal (trois essais contre un) leurs homologues anglais, pourtant dotés d'un pack très volumineux.

JEAN-YVES NAU.

SPORTS ÉQUESTRES : une nouvelle fédération

Cheval de trois

La Fédération française d'équitation (FFE) est née le samedi 28 mars à Paris. Après l'Association nationale pour le tourisme équestre (ANTE) et le Poney Club de France, la Fédération équestre française (FEF) a approuvé au cours de son assemblée générale la création de cette nouvelle fédération, qui regroupe désormais les trois grandes disciplines du cheval au sein d'une seule structure de type confédératif. Le polo et le horse-ball avaient déjà rejoint le giron de la FEF ; l'attelage et les raids d'endurance ne devraient plus longtemps faire cavalier seul. Grâce à ce regroupement, la FFE devient la cinquième fédération sportive française avec plus de deux cent mille licenciés. M. Jean-François Chary, président de la FEF, qui est à l'origine de cette unification, semble le mieux placé pour assurer la présidence de cette nouvelle fédération.

Les résultats

9 Nantes, 30 ; 10 Laval et Lens, 29 ; 12 Brest, 28 ; 13 Lille, 27 ; 14 Le Havre, 26 ; 15 RC Paris, 24 ; 16 Toulon, 23 ; 17 Saint-Etienne et Sochaux, 22 ; 19 Nancy, 21 ; 20 Rennes, 17.

Deuxième division (vingt-deuxième journée)

GROUPE A
*Tours et Guingamp 2-2
*Beauvais b. Abbeville 2-0
*Angers b. Dunkerque 2-2
*Red Star b. Strasbourg 1-0
*Saint-Dizier b. Caen 3-2
*Amiens et Orléans 1-1
*La Roche et Nîort 0-0
*Quimper b. Reims 1-0
*Valenciennes b. Mulhouse 1-0
Classement : 1. Nîort, 43 pts ; 2. Caen et Mulhouse, 37 ; 4. Reims, 32 ; 5. Quimper, 30 ; 6. Guingamp, Tours et Beauvais, 27.

GROUPE B
*Lyon b. Ajaccio 2-0
*Cannes b. Montpellier 1-0
*Martigues et St-Etienne 0-0
*Bastia b. Ales 2-1
*Montpellier et Quimper 0-0
*Bourges et Le Puy 1-1
*Béziers et Limoges 2-1
*Thonon et Cusazeau-Loubans 1-1
Classement : 1. Lyon, 37 pts ; 2. Montpellier, 36 ; 3. Ales, 35 ; 4. Cannes, 34 ; 5. Nîmes et Bastia, 30.

Basket-ball

NATIONALE 1 MASCULINE GROUPE A

(deuxième phase, dixième tour retour)
*Orléans b. Limoges 90-85
*Villeneuve b. Tours 104-91
*Moussy b. Racing 93-92
*Antibes b. Vichy 79-70
*Lorient b. Mulhouse 93-90
*Saint-Etienne b. Châlons 106-93
Classement : 1. Orléans, 57 pts ; 2. Monaco, 55 ; 3. Limoges, 53 ; 4. Villeneuve, 50 ; 5. Racing, 49 ; 6. Antibes, 46 ; 7. Lorient, 36 ; 8. Tours, 35 ; 9. Châlons et Mulhouse, 33 ; 11. Vichy, 32 ; 12. Saint-Etienne, 25.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE Première division (vingt-neuvième journée)

*Lille et Monaco 1-1
*RC Paris et Toulouse 0-0
*Auxerre b. Nantes 1-0
*Metz b. Brét 3-0
*Sochaux b. Le Havre 2-1
*Bordeaux b. Nancy 4-2
*Rennes et Paris-SG 0-0
*Toulon et Lens 0-0
*Marseille b. Saint-Etienne 1-0
Classement : 1. Bordeaux et Marseille, 42 pts ; 2. Toulouse, 36 ; 4. Auxerre, 35 ; 5. Monaco, 33 ; 6. Metz, 32 ; 7. Paris-SG et Nice, 31 ;

CYCLISME : le Critérium international

Tandem irlandais

Les Irlandais continuent d'exprimer leur supériorité dans les épreuves par étapes et de dominer le cyclisme. Ainsi, le résultat du Critérium international qui s'est déroulé le samedi 28 et le dimanche 29 mars autour d'Antibes, a confirmé celui de Paris-Nice : Sean Kelly a obtenu un nouveau succès aux dépens de son compatriote Stephen Roche.

Favoris logiques de cet omnium en trois manches dont un final contre la montre de 13 kilomètres, les deux coureurs avaient été surpris (+ 95 kg) ; Del Colombo (toutes catégories) ; Dupont (-48 kg) ; Bruns (-52 kg) ; Arnaud (-56 kg) ; Gérard (-61 kg) ; Lisonnet (-66 kg) ; Banaï (-72 kg) ; Piquen (+ 72 kg).

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE Composition des huitièmes de finale :

Hyères-Toulon ; Béziers-Lourdes ; Bagnères-Montferrand ; Tarbes-Agen ; Le Crésus-Brive ; Bourgoin-Ransac CP ; Valence-Graulhet ; Dax-Toulouse.

Les matches aller sur les terrains des clubs nommés en premier seront disputés le 5 avril et les matches retour le 12 avril.

Tennis

TOURNOI DE NANCY

Demi-finales. - Cash (Aut.) bat Krishnan (Ind.), 7-5, 6-3 ; Masur (Aut.) bat Drewett (Aut.), 6-4, 7-6.

Finale. - Cash bat Masur, 6-2, 6-3.

TOURNOI DE BRUXELLES

Demi-finales. - McEnroe (EU) bat Jarryd (Sud.), 6-3, 6-3 ; Wilander (Sud.) bat Swenson (Sud.), 6-3, 6-2.

Finale. - Wilander (Sud.) bat McEnroe (EU), 6-3, 6-4.

هناك ايام الاصل

MUSIQUES

Le « Tchaïkovski » de Nina Berberova

Martyr et médiocre

Voici exactement, en deux cent vingt pages serrées, ce qui manquait au film interminable et raté de Ken Russell : la férocité, Piotr Ilyich Tchaïkovski fut un minable, un vrai. Telle sont les conclusions, éminemment recevables, de Nina Berberova dans sa biographie parue il y a quelques années en Union soviétique et entièrement réécrite pour la toute récente édition en français. D'écriture, en effet, il faut parler. Car seule une vraie romancière pouvait faire du « vieux pleuricheur » — c'est ainsi que lui-même se désignait — ce héros masqué, asséni, terrassé par l'alcoolisme et les convulsions comme un personnage de Dostoïevski, rôdant à la sortie des écoles comme M le Mandit, mis au bord de la mort par la seule présence d'une femme, fustigé, humilié par tout ce que la musique russe comptait à l'époque de révolutionnaires, de nationalistes, d'antididactes de génie — lui, l'héritier des classiques, l'Européen, le trop bon ouvrier.

Il n'est pas, à part Chopin, de figure plus figée, plus aplatie par la renommée, que celle de Tchaïkovski. Seule de toute une lignée de biographes (dont Vladimir Volkoff, peut-être le meilleur), Berberova lui donne des traits surréels, méchamment soulignés, grossis jusqu'à la monstruosité, d'un individu entièrement fictif. On ne se demande plus si le Tchaïkovski de la réalité ou de cette peau flaque, ce corps indicé dans des robes de chambre parfumées, cette faculté de se sonner et de haïr en secret, une angoisse si baroque que toute main tendue le faisait sangloter. L'histoire de la *Dame de pique* fut ce schématisé, on est prêt à le jurer. Comme à en trouver mille preuves dans sa musique. Et tant pis si tous les détails de telle ou telle scène ici narrée — il en est de savoureuses — ne sont pas historiquement attestés.

Berberova, on la connaissait par *l'Accompagnatrice* : une longue nou-

velle, solitaire et musique mêlée, l'humanité sous son jour le moins gai. La professe récente (la vieille dame vi d'ailleurs aux États-Unis) au Tchaïkovski est, elle, d'une parfaite méchanceté. Sous prétexte d'énumérer ses sources et de débouter ses contradicteurs (Volkoff en particulier ?), l'auteur règle leur compte à une petite dizaine de témoins douteux, Glazounov entre deux vins, Pania (la maîtresse d'Anton Rubinstein) encore toute ravie d'avoir « piqué un amant à Tchaïkovski », ou le très proxénète Argon, nouveau grand amour du musicien. Peut-on, semble-t-elle suggérer, faire confiance à ce ramassis de vanités ?

Elle est pourtant ferme sur deux points : Tchaïkovski, dont Glazounov devait dire qu'il avait son

secret, fut dans l'ensemble de peu recommandable amant ; il mourut du choléra et ne s'est pas suicidé. Il y a bien un suicide, au milieu du récit de Berberova, lorsque le musicien, qui s'était marié pour faire taire les mauvaises langues, et pour avoir la paix, découvre dans quelle impasse il s'est lui-même piégé. « Tout à coup, il voit clairement ce qu'il doit faire : ne pas s'opposer, mais entrer dans l'eau jusqu'à la poitrine... ». L'immolation échoua, bien sûr, dans la médiocrité. Et Berberova ose cette phrase assassine : « Si tu n'es qu'un petit homme, pourquoi nous donner de tels forfaits ? ».

ANNE REY.

★ *Tchaïkovski*, par Nina Berberova. Actes Sud, 220 pages, 79 F. La biographie de Vladimir Volkoff a été publiée en 1983 aux éditions L'Age d'homme.

THÉÂTRE

L'invasion de la marionnette

Longtemps la marionnette a été associée à l'enfance. Elle sort à présent de ses frontières, et les festivals se multiplient.

A Chaillet, le caistelet dessiné par Yvan Kukulka accueille des spectacles à l'ancienne — après *Grain de sel en mer*, de Pierre Blaise, d'après Eugène Ionesco, *Les Voyages de M. Costic*, de Daniel Soulier raffiné dans la virtuosité : batailles navales sur plusieurs plans, à deux à plusieurs, association de marionnettes à tige, à fil et à gaine dans les matras les plus nobles.

Pourtant, l'art de la marionnette tend à se dégarer partout de l'enfance, à rappeler qu'en Orient elle relève du sacré et qu'elle fut, en Occident, politique, satirique et grivoise. La marionnette veut aussi échapper à l'histoire de la tradition et de l'artisanat. En Italie, aux Pays-Bas, aux États-Unis, en France surtout, les marionnettistes sont en train d'accomplir une vraie révo-

lution. Le caistelet volé en éclats, mettant directement en rapport de jeu dialectique le manipulateur et la marionnette, on préfère en Italie parler de théâtre d'objets, en Allemagne de « figures ». Pas un mois qui ne se passe sans nouveau festival, de Sarrebruck à Florence, de Zagreb au Canada ou à Paris. Partout cet art prétend minor d'imposer en force et en démarches originales.

A Charleville vient de se créer la première école nationale de marionnettistes. Du 29 janvier au 18 février ont eu lieu à Strasbourg les Giboulées de la marionnette qui, par leur programmation poétique, s'imposent en France comme une manifestation importante. On a pu y retrouver le Théâtre écarlate avec *Grandit*, où la marionnette est présente à un jeu des comédiens éblouissant avec une maîtrise qui suggère de vastes espaces réels et imaginaires. Avec la révélation du Teatro del Carretto de Lucques, on a pu apprécier la conjonction de raffinements dignes de la Renaissance et d'une violence toute moderne à travers la relecture du *Conte de Blanche-Neige*.

Dans la *Méthode rose* du Jabl-gon, Marie-Hélène Dupont joue avec des poupées immobiles aux très beaux masques et engage avec elles le dialogue avec les fantômes de l'enfance perdue. Ailleurs, le marionnettiste retrouve la magie des maîtres-verriers et des montreurs d'ombres (*La tragédie destin d'un héros de verre*, par Amoros et Augustin).

Par le désir sans doute de renouer avec ses festivals, Nancy vient de présenter à son tour une biennale de la marionnette (du 25 février au 21 mars) en mettant l'accent sur l'égal besoin de spectacles traditionnels comme le Théâtre royal de Liège et des créations plus inventives, déconstruisant même, comme celles du Théâtre au mains mes ou de Costumand.

Enfin, du 27 mars au 10 avril, se tiennent à Paris, à La Villette, les Semaines de la marionnette avec un éventail original de spectacles qui ont sollicité d'autres langages et d'autres arts ainsi *l'Histoire des contes fiers*, chorégraphie d'Alexandre Witzman où danseurs et pantins évoluent ensemble. A ne pas manquer, les spectacles hollandais du Triangel et de Jozef Van der Berg, ni le théâtre d'objets avec le Véo théâtre et les Théâtres de cuisine. Ni le *Clé*, par l'Arc en terre, ni *Désir perdue* de Philippe Genty.

BERNARD RAFFALLI.

★ Les semaines de la marionnette à La Villette. Renseignements : 48-03-34-66.

MODE

Azzedine Alaïa

Splendide raffinement

Les soies sombres, les cambrures accentuées par de savantes découpes, les vestes à basques courtes, les robes trépan, les bodys allongés : Azzedine Alaïa. On se fait pénétrer pour pouvoir assister à ses défilés — il reçoit chez lui — et on ne le regrette pas. Surtout pas cette saison. L'automne-hiver 87 Alaïa, c'est la splendeur du raffinement, au-delà même des fourrures luxueuses qui se croisent sur les caleçons et les tuniques, se nouent en écharpes-boléros et laissent à nu des coins de peau, ou s'accrochent au gris feutré d'une robe extrêmement fine.

De gris anthracite au bleu pétrole, du beige au vert amande, les couleurs jouent les nuances, sans une seule tâche vive, sinon le blanc d'une fourrure, et c'est le noir qui fait vibrer la lumière. Le noir des courtes jupes tourbillonnantes, des fourrures au décolleté largement ouvert. Les tailles s'affinent, marquées par de hautes ceintures-courset, le tissu colle au corps, soulignant la courbe des cuisses — c'est une question de coupe miraculeuse.

Les tricots ont des grosses côtes, et de grands cols pour y enfouir tranquillement le visage, ils sont travaillés en raies verticales ou obliques, les manteaux sont moles ou portés vagues, ils sont indifféremment longs — avec des soutiens-plats — ou courts, accompagnés de très hautes talons. Les vestes font le buste en amphore, sont arçées d'un double boutonnage, vestes de groins sérieux et gracieux, suivies par des ballerines à multiples jupes grises, transparentes, virevoltantes... Des robes pour Cardin ou au bal de prince.

COLETTE GODARD.

Deux créations de Michel Decoust à Radio-France

Un lyrisme épanoui

En lisant le catalogue des œuvres de Michel Decoust distribué lors de la journée « Perspectives vingtième siècle à Radio-France », qui lui était consacrée, on ne compte pas moins de vingt-huit partitions, et certaines fort importantes, composées entre 1983 et 1986 contre une vingtaine de 1967 à 1981. Un tel surcroît de fécondité a sans doute plusieurs causes difficiles à déceler. Ce qui est sûr, c'est que, depuis six ou sept ans, l'esthétique de Michel Decoust n'est plus en butte au vent contraire dominant.

Il y a quinze ans, de la gravitation suspendue des mémoires, pour grand orchestre, créé samedi soir, sous la direction de Marcello Panni, par le Nouvel Orchestre philharmonique, se serait heurté à une fin de non-recevoir qui aurait barré la route à la partition avant même qu'elle arrive sur les pupitres des musiciens. On en aurait peut-être parlé comme de la musique de « prix de Rome » : Michel Decoust (qui est né en 1936), à ou son prix en 1963. A présent, il sait qu'il peut affirmer plus haut les tendances qu'il a toujours cultivées dans ses œuvres, et il est juste d'avouer que, la sensibilité ayant évolué, bien des préjugés étant tombés, nous sommes mieux à même d'apprécier l'épanouissement de son évolution et la qualité intrinsèque de ses compositions.

Parmi les œuvres de référence données au cours de la journée figurait le *Concerto pour hautbois* n° 2, de Bruno Mader (1920-1973), médi-

atement servi par Jacques Vandeville. Dans cette partition écrite en 1967 éclate en effet un lyrisme peu courant à l'époque, et prémoniteur. Mais on aurait pu présenter aussi une œuvre de Hans-Werner Henze qui, dès le milieu des années 50, a ouvert la voie dans laquelle beaucoup de compositeurs se trouvent aujourd'hui. Inégale il est vrai, son abondante production contient quelques œuvres majeures condamnées en France pour excès de lyrisme, absence d'orthodoxie atonale, goût prononcé pour les phénomènes de tension et de détente, mélodisme hors de saison.

En écoutant *Je qui d'autre*, de Michel Decoust, pour soprano, ténor, baryton et treize instruments (interprété par I. Jarsky, B. Brewer, B. Fabre-Garrus et l'ensemble l'itinéraire, sous la direction de D. Cohen) comment ne pas songer, esthétiquement, à la *Kammermusik* 1938 de Henze, aussi méconnue qu'exemplaire ? Il est intéressant de voir à sa source le courant dans lequel les œuvres s'inscrivent.

Comme la nouveauté n'a jamais pu constituer un critère d'appréciation bien sérieux, ni surtout durable, on peut dire que ces deux œuvres, celle pour grand orchestre surtout, captivent davantage par le souffle lyrique qui s'y manifeste, par le plaisir de suivre aisément les intentions de l'auteur et les divers paysages où il nous conduit, que par le sentiment d'aller à l'aventure, d'ouvrir les portes de l'inconnu.

Seul l'avenir dira si des pages qui parlent aussi directement à la sensibilité actuelle n'en resteront pas premières — du moins auront-elles trouvé un écho à un moment donné. Mais, parmi leurs gages de survie, il faut placer la qualité exemplaire de la facture, qu'il s'agisse de l'écriture instrumentale, de la manière de mettre les voix en valeur ou de faire sonner les timbres les uns par rapport aux autres, de ménager les contrastes et de maîtriser la durée. L'accueil enthousiaste et unanime d'un public qui comptait dans ses rangs un certain nombre de compositeurs de tendances très diverses est un signe qui ne trompe pas.

Pour illustrer le concert, le Centre de documentation pour la musique contemporaine (1) a organisé dans le hall d'entrée une belle exposition sonorisée de partitions et de photographies de Michel Decoust tandis que les éditions ACTES-SUD-Radio France y mettaient en vente le premier des « Cahiers Perspectives », qui, sous le titre « Sommes-nous modernes ? » réunit des textes significatifs et partisans de H. Halbreich, J.-N. Van der Weid, A. Féron, P. Schaeffer notamment et des déclarations de M. Decoust (70 pages, 50 francs. Diffusion FUF).

GÉRARD CONDÉ.

(1) CDMC, 225, avenue Charles-de-Gaulle à Neuilly-sur-Seine. Tél. : 47-47-56-60.

« Eugène Onéguine » par le Conservatoire de Moscou

Loin du Bolchoï

Favoriser les échanges entre les conservatoires de Moscou et de Paris, pourquoi pas ? Chacun a sans doute des engagements à puiser dans la tradition de ces vénérables maisons. Mais envoyer les stagiaires de l'Ecole d'art lyrique de l'Opéra donner en concert *Pelléas et Mélisande* (les 23 et 25 mai) et accueillir le rétrospectif *Eugène Onéguine*, chanté par de grands élèves moscovites, ne semble pas présenter d'intérêt très particulier, sinon touristique.

Qu'avons-nous entendu salle Favart ? Ce que l'on pouvait imaginer : des chanteurs solides aux voix

bien formées avec une gestique de concert fort conventionnelle, une interprétation vigoureuse sous la direction de Leonid Nikolaev, menant sagement l'Orchestre des élèves du Conservatoire de Paris, qui ne brillait ni par sa sensibilité ni par la qualité sonore.

Excellente mention pour les chœurs du Conservatoire de Paris, préparés par Serge Zapolsky. On n'était pas au Bolchoï, mais cette honorable audition n'aurait pas été déplacée à l'Opéra de Volgograd ou de Novosibirsk.

J. L.

Tina Turner à Bercy

Le parcours d'une combattante

Bottines aiguilles et robe verte à volants griffes par Alaïa, elle a commencé raisonnablement au-dessus du genre. Ensuite le ton est monté, cependant que, de mini-cuir noir vif, le décolleté est descendu. Elle a terminé, spencer et bottes noirs, en pantalon ! Dès la fin du premier morceau, le dimanche 29 mars à Bercy, Tina a demandé : « Êtes-vous prêts pour moi ? ». Évidemment du public, manifestement prêt à tout. Puis elle a ajouté : « Parce que, moi, je suis prête pour vous... ». Hurlements d'adieu.

Elle aime ça : la scène, les spots, mais surtout son public. Et il le lui rend bien. Il ressemble à tout le monde et à personne, le public de Tina : il a toutes les tailles, tous les âges, tous les styles et tous les goûts. Son seul dénominateur commun, justement, c'est elle, comme si elle faisait partie du décor, sa photo accrochée dans un cadre à la maison.

La crinière montée en hérisson, la lippe vertigineuse, les pommettes saillantes, les formes resplendissantes, animale et sauvage. On sent que, d'une année sur l'autre, du Zénith à Bercy, il n'y a pas de surprise mais à chaque fois pourtant elle réussit à nous étonner. Jambes à l'écart et muscles tendus, généreuse de son corps et de sa voix, elle arpente les planches sans relâche, « sexuelle » plus que sensuelle. Effrayante d'énergie. Derrière, son groupe joue à la diète, efficace et sans nuances, le mauvais goût en

amorces : elle a besoin de ça, de cette déflagration qui la soulève du sol et qu'elle transcende de cette voix hors gabarit qui représente à elle seule trente ans de blues, de soul et de rock'n'roll. Une voix qui peut tout se permettre, chanter les plus grands, d'Otis Redding à Bruce Springsteen et des Beatles aux Rolling Stones, en leur offrant une nouvelle dimension. Tina Turner triomphe aujourd'hui d'un parcours du combattant dont elle a surmonté, un à un, tous les obstacles, dont seize années d'humiliation au service de son maquereau d'époux, Ike Turner, enchaînés sur sept ans de traversée du désert. Au total, quarante-huit printemps avancés et racontés dans son autobiographie *Mot, Time*, publiée aux éditions Carrère-Lafont.

Multimillionnaire en ventes de disques, Anna Mae Bullock nous vient cette année en Pepsi-Tina, flanquée de la puissance de communication de la boisson gazeuse qui, après s'être associée à Michael Jackson et à Lionel Richie aux États-Unis, se lance avec elle dans la traversée de l'Atlantique en sponsorisant sa tournée pour tenter de détrôner, en Europe aussi, son concurrent direct, Coca-Cola. Les trois concerts qu'elle donne au Palais omnisports de Bercy s'offrent complet depuis longtemps. Ça gaze !

ALAIN WAIS.

★ Les 30 et 31 mars, à 20 h 30, à Bercy. Disques Pathé-Marconi.

Semaine du mélomane

Le printemps sident, le mélomane, qui s'est épris d'un ténor, lui propose un plan concert d'été. « Super branché », lui dit-il d'un air entendu, l'été raconte pas... Lundi, soirée Donatoni à Radio-France (auditorium 100), à 18 h 30 : *Alte, l'Ultima Sera et Clair*, avec l'ensemble Alternance : à 20 h 30 : *She et Arpeggios* et une œuvre nouvelle de Nunes : *Omens* 2, par l'ensemble Contrachamps (entrée libre).

Mardi, à 20 h 30 : *Chant de Nyandarus*, de J.-L. Florentz, *Sonate pour violoncelle*, de Ligeti, *Quatuors*, de Debussy et Bartok (r. 5), par le Quatuor Arcana, à l'Auditorium des Halles (tél. : 45-62-67-57).

Mercredi, concerts de l'itinéraire, au Centre Pompidou, à 18 h 30 : mélodies de Debussy, Weber et Messiaen, par T. Solers et J. Koerner ; à 20 h 30 : jeunes compositeurs anglais, G. Benjamin, S. Bainbridge, J. Harvey et R. Barret.

Judi, à 18 h 30 au Centre Pompidou : les solistes de l'Ensemble Intercontemporain interpréteront des œuvres de T. Baird, E. Nunes et G. Kurtag (tél. : 42-78-79-92).

Vendredi, à 20 h 30, au Centre Pompidou : l'Ensemble 2e2m propose quatre créations de J.-C. Adam-Weiland, C. Grizard, C. Roque-Alema et G. Trimbley (tél. : 47-06-17-16).

Dimanche 5 avril, de 15 heures à 19 heures, le Centre musical Eric-Satie, 71, avenue Charles-Floquet, au Blanc-Mesnil, organise une journée Bussotti, en présence du compositeur (tél. : 48-65-69-93).

Surprise mais non séduite par le mélomane, la jeune oiselle répond qu'elle doit d'abord en parler à sa mère et la plante là. Il va se consoler chez les Musiciens Amoureux. Lundi 30 mars, à 20 heures, à la Comédie des Champs-Élysées : *Quintette*, de F. Schmitt, *Sonate*, de Dukas, mélodies de Roussel et Ravel avec J.-F. Heisser, le Quatuor Flammery, B. Antoine... (tél. : 45-04-12-15).

G. C.

RENCONTRE DU 2^e TYPE!

MES deux HOMMES

UN FILM DE DORIS DORRÉ

Culture

DANSE

Maurice Béjart au Théâtre musical du Châtelet

Un habit pour Alexandre

Comme chaque année, le Ballet du vingtième siècle s'est installé pour un mois au Théâtre musical du Châtelet, où Maurice Béjart vient présenter ses dernières créations.

Fin le psychodrame, les diatribes contre l'Opéra de Paris : le chorégraphie a retrouvé sa sagesse quasi-orientale. Bondé, rassuré par un séjour en Inde, il apporte au public ce que celui-ci attend, de la belle danse et de beaux danseurs.

D'abord sa propre troupe, une nouvelle vague de jeunes, supercatraïnés, et un plateau d'invités de haut vol, les Béjart's Friends, venus se frotter à un style qui les dépasse.

Alors, qu'importe le contenu des ballets ? Leur auteur n'a plus à convaincre. Il suffit que paraissent ses archanges bondés, torse bombé, pantalons flottants, s'exaltant dans une compétition virile sur les rythmes alertes des danses grecques, pour que la salle croule de plaisir. Qu'importe le genre hybride de *Light* (version remaniée), puisque ce collage sur des musiques de Vivaldi, du groupe Tuxedomoon et des cris d'enfants offre à Grazia Galante l'occasion de montrer sa sensibilité grave et à Lynnes Charles

(Américaine transfuge du Ballet de l'Opéra de Hambourg) de développer sa virtuosité implacable.

Maurice Béjart aime bien jouer le cotardier des vedettes de la danse. Après Plissetskaia, Vassiliev, Patrick Dupond, il habille Fernando Bujones. Pour la star de l'American Ballet Theater, il a imaginé *Trois études pour Alexandre*, une œuvre progressive de l'état de danseur (sublimement classique), au personnage mythique du conquérant. Une réverie narcissique que Bujones vit de l'intérieur comme si les tambours de Burundi réveillaient en lui des pulsions afro-cubaines.

Maurice Béjart a toujours été fasciné par le thème de la marionnette. Manipulateur super-donné, il en présente une version hoffmannesque avec *Mephisto-Walzer*, où Lynnes Charles joue les Eve futures face à Gil Roman, l'arroseur arrosé. Dans *Vie et mort d'une marionnette humaine*, le vieux Jorge (Dom), minci et rajeuni, se taille un beau succès. Vêtu de superbes voiles par la grâce du Japonais Isse Miyaki, il se transforme en un pitoyable clown félin dans un parcours mental

qui est l'antithèse de celui de Kazuo Ohno.

De même que le ballet *Les Chaises* (1980), interprété par Marcia Haydée et John Neumeier, tributaire du texte de Ionesco, ramène irrésistiblement — ne serait-ce que par contraste — à l'angoisse brute de *Café Müller*, de Pina Bausch.

Certains « Béjarts » sont des chefs-d'œuvre déjà inscrits dans l'histoire comme *Le Chant du compagnon errant*. A la création, Rudolf Noureev lui donnait une dimension intérieure. Richard Cragun, superbe bête de scène, n'a pas le sens du tragique, ce qui empêche son partenaire, Eric Va An, de donner sa mesure.

MARCELLE MICHEL

★ *Trois études pour Alexandre* est programmé avec *Light*, les 2 et 3 avril et, avec *Le Baiser de la fée*, le 1^{er} avril (20 h 30), et les 5 et 4 avril, à 15 heures.

★ *Féminin-masculin, Vie et Mort d'une marionnette humaine, Danse grecque, Les Chaises, Le Chant du compagnon errant, Mephisto-Walzer*... composent le programme de gala, seconde représentation, du samedi 4 avril, à 20 h 30.

CINÉMA

« Le Grand Chemin », de Jean-Louis Hubert

L'enfance retrouvée

Enfin un cinéaste qui ose rire et pleurer des événements en apparence les plus quotidiens de l'enfance.

Elle et lui, lui et elle : deux mômes de neuf et dix ans, Martine l'ainée, fillette défilée pour qui la campagne et le monde des adultes n'ont plus aucun secret, Louis, le petit citadin débarqué de Nantes tout proche alors que sa mère se prépare à accoucher d'un second garçon. Marcelle, une copine de collège de Claire, héberge le gosse pour trois semaines. Martine, la jeune voisine, se met aussitôt en peine de dégoûter Louis, l'introduit dans un arbrisseau prodigieux, à la fois refuge, cachette, observatoire, où l'on peut tout voir, tout entendre, sans être remarqué. L'arbre, comme la maison, jouxte le cinéaste. Derrière la peur naturelle face à la mort omniprésente, explose, irrésistible, la joie de vivre, de découvrir, de se mettre à l'unisson de la nature qui étincelle en plein été.

Le père de Louis, comme celui de Martine, a depuis longtemps déserté le foyer. Apprivoisé successivement par Marcelle et son mari Pato, l'enfant apprend à débiter la réalité derrière les apparences rugueuses, les rapports hétéroclites de ce couple où, visiblement, quelque chose ne va plus. La tragédie affleure quand le gosse, prenant conscience que son père l'a oublié, tente de se suicider sur le toit de l'église. Le metteur en scène prépare admirablement la scène, la traite une première fois sur le registre bouffon, puis l'écoute quand elle va tourner à l'air.

Antoine Hubert, le propre fils du cinéaste, joue Louis à la perfection. Les acteurs adultes sont bons, surtout Anémone, la maman de la campagne. Richard Bohringer, son mari, sauve un rôle difficile. Raoul Jullery est un curé comme on n'en avait jamais vu même chez Renoir ou Pagnol. Vanessa Guedj (Martine) une super-Zazie.

Mais le plus fort du film, outre le courage de jouer l'émotion sans rougir et un dialogue qui fait tilt, c'est l'exactitude de la reconstitution historique, quand la campagne était encore la campagne, que la télévision n'avait pas accompli son œuvre de nivellement. L'autobus semble dater de l'immédiat après-guerre, l'intérieur du couple Marcelle-Pato, celui-là même où vécut Jean-Louis Hubert gamin, à la simplicité confondante d'une époque révolue : cette société de pré-consummation, où le luxe consistait en une vieille Singer à pédale et un poste de TSF en bois...

LOUIS MARCORELLES.

Oscars, jour J

Paul Newman meilleur acteur dans *La Couleur de l'argent*, ou William Hurt dans *Les Enfants du silence*, ou James Wood dans *Salvador*, le film d'Oliver Stone, le mieux placé des réalisateurs, surtout avec Platoon, qui selon la rumeur hollywoodienne va rafler une brassée d'Oscars...

C'est ce lundi soir, à l'heure de Los Angeles, qu'aura lieu la remise des récompenses les plus importantes de l'industrie cinématographique — retransmise par la 5, mardi 31 mars, à 22 h 5.

Tous les ans, fin janvier, sont proclamées les nominations aux Oscars. Dans chaque catégorie, les cinq finalistes sont élus par leurs pairs, exception faite pour les candidats étrangers, choisis dans leur pays même.

Bien avant les nominations commencent les campagnes promotionnelles. Les placards fleurissent dans les deux grandes revues corporatives, le *Hollywood Reporter* et *Variety* — qui ainsi, en deux mois, recueillent une partie non négligeable de leur budget. Les petits films indépendants, qui n'ont pas les moyens de s'offrir des doubles pages et de la quadrichromie, sont les grands perdants du système.

L'Académie a besoin qu'on lui rafraîchisse la mémoire : votre film est sorti il y a dix mois ? Autant dire dix ans. Certains sont repris en catastrophe, mais le nombre de salles est limité, et les places sont chères.

Pour tenter d'obtenir une nomination, toutes les manipulations sont permises, y compris le « déclassé » d'un acteur. Ce fut le cas il y a quelques années pour Georges Burns dans *The Swansong*, déclassé second rôle parce, cette

année-là, la catégorie était assez faible et que, pour le même film, Walter Matthau pouvait briger l'Oscar du rôle principal. D'autre part, Georges Burns a quatre-vingt-dix ans, et tout le monde l'adore.

La cible de cette campagne : quatre mille trois cent cinquante-cinq votants, membres de l'Académie. Entrés sur titre — films auxquels ils ont participé — ils sont nommés à vie, d'où une moyenne d'âge assez élevée qui définit une certaine échelle des valeurs. L'unique nomination de *Blues Velvet*, le film ambigua de David Lynch, ne s'explique pas autrement.

Passons sur les Oscars techniques — son, montage, effets spéciaux — où la plupart des membres n'y connaissent rien, le mot d'ordre est « ça m'a plu, je vote pour ». De toute façon, chacun votant pour toutes les catégories, le choix final, conditionné par le sentiment, est donc irréaliste. Mais l'impact est colossal : remporter l'Oscar signifie dès le lendemain un box office qui part en flèche et, pour vous, environ cinq films qui vont suivre...

HENRI BÉHAR.

LA MORT DU COMPACT DISC ?

Le disque compact contre la DAT : ce n'est pas une BD, mais ce pourrait être une révolution pour la musique enregistrée. La cassette numérique va-t-elle détrôner le disque compact au bout de trois ans de règne ? Un banc d'essai. Prospectif.

En ce début de printemps, Alfred Brendel sera l'hôte de la salle Pleyel pour quatre récitals consacrés aux derniers opus de Schubert. Nous l'avons rencontré ; il parle de Liszt et de ses transcriptions. Extrait.

De Pollini à Lupo, ils sont nombreux les pianistes dont nous admirons le talent. Mais que pensait-on d'eux lorsqu'ils avaient à peine vingt ans ? Nadia Boulanger, pédagogue mondialement admirée, fut souvent l'invitée des grands concours internationaux. Le Monde de la Musique publie les notes qu'elle a prises pendant les épreuves. Prophétique.

La rencontre de Mozart, Sade et Sollers. Détonnant.

Le Monde de la Musique
d'avril. 24 F. Chez
votre marchand de journaux.



Communication

Dans une « convention » destinée à Hachette et à Bouygues

Les journalistes de TF1 demandent à être consultés sur les postes hiérarchiques

Promesses et discours sur trame de « continuité, de transparence et de concertation » ne suffisent pas aux journalistes de TF1. Ils veulent que les deux groupes candidats à la reprise de la chaîne, Bouygues et Hachette, apportent « une preuve tangible de leurs bonnes intentions ».

Présidé par M. Bruno Masure, le conseil d'administration de la Société des journalistes a donc élaboré une « convention type » déontologique et vient de l'adresser à M. Gabriel de Broglie, président de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL). Il prie ce dernier de demander, « en séance publique », aux repreneurs « s'ils sont prêts à signer » un tel accord et de « motiver leur réponse ».

Cette convention type, que M. Masure a également transmise aux deux candidats, est rédigée sur le modèle de celle en vigueur, avec succès, depuis six ans à RTL. Elle comporte quatre articles. Le premier se réfère au « respect » de l'éthique professionnelle des journalistes et porte que « l'information sur les antennes de TF1 (...) constitue d'être indépendante de tout groupe de pression et de tout pouvoir ». Le même article précise que « tout manquement à cette obligation librement consentie, toute entorse aux règles déontologiques (...) doivent être signalés par l'une ou l'autre des parties signa-

taires ». Si de « tels incidents » devaient survenir, les responsables de la chaîne devraient « s'engager, avant que toute décision soit prise », à consulter la Société des journalistes de TF1.

Le second souci des journalistes de la chaîne est de « ne pas se laisser imposer » des responsables hiérarchiques sans être associés aux options prises. C'est l'objet de l'article 2 du projet de convention, qui stipule : « Toute nomination de titulaires aux postes de directeur de l'information, de rédacteur en chef ou de chef de service existants ou à créer sera précédée d'une consultation de la Société des journalistes ».

Le document aborde aussi les conditions dans lesquelles se feraient d'éventuels licenciements ou mises à la retraite anticipée.

C'est la deuxième fois depuis le début du processus de privatisation de TF1 que la Société des journalistes entreprend une démarche officielle et publique. La précédente avait été faite auprès de la commission spéciale du Sénat chargée d'étudier le texte de la loi Léotard. A l'époque, M. Masure avait demandé (et obtenu) que le législateur comble les lacunes du projet de loi d'où était absente l'obligation d'un minimum de programmes consacrés aux journaux télévisés, magazines et documentaires (le Monde du 11 juillet 1986).

Aujourd'hui, le conseil d'administration de la Société des journalistes — qui représente 85 % de la rédaction de TF1, soit un peu plus de deux cent cinquante salariés (pigistes permanents et journalistes-reporters-images compris — estime que « la France étant un pays de droit écrit, il n'est pas inutile de « codifier » les futures relations » avec la direction de la chaîne. Une manière, aussi, pour la Société des journalistes, de rappeler aux repreneurs qu'« elle existe », et qu'il faudra compter avec elle.

ANITA RIND.

La CFTC journalistes de TF1 appelle à la grève jeudi 2 avril. — Le syndicat des journalistes CFTC de TF1 (majoritaire) a déposé un préavis de grève de vingt-quatre heures, reconductible, à partir du jeudi 2 avril. Le syndicat entend ainsi protester contre une note de la direction. Selon le syndicat, cette dernière a fait savoir aux journalistes, que leurs jours de vacances non pris devaient être utilisés avant la privatisation de la chaîne ou abandonnés. La CFTC fait valoir que beaucoup de journalistes ont de nombreux jours à récupérer mais que l'importance de la privatisation ne leur permet pas de le faire, et, de toute façon, désorganiserait la rédaction. Le syndicat demande que ces jours non utilisés soient payés.

Changement des responsables, journaux nationaux et reportages locaux, décrochage par satellite

La « petite révolution » contestée de RFO

Le nouveau PDG de RFO, la radio-télévision de service public outre-mer, ne veut pas d'une « fousse » décentralisée, d'une « décentralisation de façade ». Traditionnellement, constate-t-il, Paris envoie par satellite dans les DOM-TOM des extraits de reportage que les équipes sur place, « peu nombreuses » et « loin de l'actualité mondiale », remettent en forme dans des conditions « relevant plus de la pagaille que d'autre chose ».

M. Jean-Claude Michaud entend donc faire réaliser à Paris des journaux « tout faits » sur la vie internationale et métropolitaine et diffusés en direct outre-mer, les journalistes des DOM-TOM se consacrant exclusivement aux informations locales. Cette « petite révolution » est entrée en vigueur lundi 30 mars pour les programmes radio de la société. Elle s'étendra l'automne prochain à la télévision, quand RFO disposera à Paris du studio et du présentateur qui lui font défaut.

Le PDG dénonce par avance la « démolition » de ceux qui l'accablent de pratiquer une centralisation d'un autre âge, et souligne que son projet ne rencontre pas d'opposition dans les départements et territoires concernés, sauf « peut-être à la Réunion ». Pourtant, au sein de la

société, certains qualifient de « prétexte » les raisons invoquées par M. Michaud, et voient dans ces bouleversements le souci de « parachuter une politique de reprise en main entendue avec le remplacement de certains directeurs de stations outre-mer et de la plupart des chefs de bureau d'information ». N'est-il pas plus aisé de contrôler des travaux réalisés dans la capitale plutôt que des initiatives prises à des milliers de kilomètres de là ?

A l'appui de leur détermination, ces sceptiques rappellent aussi les licenciements, embauches et mutations intervenues au siège parisien depuis la nomination du nouveau PDG, le 3 décembre dernier, et parlent même d'« infiltration RPR ». Cognac-Jay brail des incidents quotidiens émaillant le choix des reportages — télévisés ou sonores — envoyés dans les DOM-TOM par satellite. Documents à l'appui, on y montre que tel déplacement du président de la République, transmis dans la matinée vers l'île de la Réunion, n'a pas trouvé place dans le « conducteur » du soir destiné aux Antilles... Et l'on y rit encore de cette mise au point du ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, envoyée à des départements où l'on n'avait rien su de la polémique concernant la censure des magazines dits pornographiques.

Nier les changements de responsables ? M. Jean-Claude Michaud n'y songe pas. Il s'est agi à ses yeux de compenser des recrutements effectués de 1981 à 1986 sur « des critères plus politiques que professionnels ». Mais il affirme n'avoir jamais été informé des autres incidents. « Les rumeurs parvenues, cela ne concerne pas mon action », précise-t-il. La classe politique d'outre-mer, toutes tendances confondues, ne s'est jusqu'à présent jamais plainte de notre objectivité.

An contraire, le PDG estime avoir trouvé à son arrivée « une maison souffrante d'une certaine désorganisation », et se fait fort de lui « redonner une âme avec un plan d'entreprise et des projets ». Parmi ces derniers figure en bonne place la retransmission dans les départements et territoires éloignés du programme de Franco-Inter, à côté de

celui qui est spécifiquement réalisé par RFO. Une offre nouvelle qui permettrait au service public de mieux affronter, selon lui, la concurrence du privé.

Bientôt deux programmes

Le raisonnement vaut aussi pour la télévision. La société rediffuse actuellement — hors quelques programmes propres et locaux — des émissions puisées dans les stocks des chaînes de service public. Une redistribution qui se fait encore souvent grâce à des cassettes archaïques par avion, donc avec un certain décalage dans le temps, que M. Michaud veut réduire. « D'abord, parce que l'outre-mer vit au rythme de la métropole. Ensuite, parce que nombre d'émissions distrayantes sont ancrées dans l'actualité ». C'est pourquoi les retransmissions par satellite seront portées d'abord de trois à cinq heures par jour, le 1^{er} avril.

L'an prochain, le PDG de RFO espère en effet disposer des moyens nécessaires pour retransmettre par satellite les programmes complets de deux chaînes (RFO dispose de deux canaux dans les DOM). Dans son esprit, la première ne pourrait être qu'Antenne 2, chaîne de « référence » de l'audiovisuel public. Mais, pour la seconde, il penche pour une télévision privée — la 5 ou M 6 — sur les programmes de laquelle viendraient se greffer des décrochages locaux assurés par RFO. Une hypothèse qui, pour voir le jour, devra encore recevoir l'aval des pouvoirs publics et de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL).

La solution peut paraître séduisante, puisqu'elle répond partiellement au vœu de M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, de voir privatiser le deuxième canal de RFO. Mais elle pourrait engendrer une concentration des moyens d'information dans les îles si la 5 de M. Hérault — seul intéressé, semble-t-il, actuellement — devait l'emporter. Ce dernier ne contrôlerait-il pas déjà l'essentiel de la presse aux Antilles ?

PIERRE-ANGEL GAY.

Patrice Duhamel est nommé directeur de l'information de la 5

Patrice Duhamel (quarante et un ans) vient d'être officiellement nommé directeur de l'information de la 5, contrôlée par MM. Robert Hersant et Silvio Berlusconi. Directeur général adjoint de RMC depuis septembre 1986, Patrice Duhamel faisait partie, avec Philippe Ramond, actuel directeur délégué de la 5, et Jean-Marie Cavada, devenu depuis directeur de l'antenne

d'A 2, de l'équipe dirigeante formée par M. Robert Hersant pour son projet de télévision, TVES.

Jacques Hébert (quarante et un ans), lui aussi passé par RMC, est nommé rédacteur en chef chargé de l'actualité, tandis que Patrick de Carolis (trente-trois ans), est rédacteur en chef chargé des magazines et des documentaires.

La du won sho réduction 30% CRETE 48 99 94 58

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi.

Lundi 30 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20.35 L'avenir du futur : La dernière vague ■■ Film australien de Peter Weir (1977). Avec Richard Chamberlain, Olivia Hammett, David Gulpilil, Vivien Gray, Nandjwarwa Amangula.
22.15 Débat : Il n'y a plus de saisons. Avec Claude Loriaux, directeur de recherches au CNRS, Ichtiague Rasool, spécialiste des télécommunications, Christian Pfister, historien-géographe, Jean Labrousse, ingénieur général de la météorologie.
23.30 Journal.
23.50 Magazine : Première page.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20.30 Série : Les cinq dernières minutes. Histoire d'un téléfilm de Jean-Jacques Goron.
22.10 Documentaire : La croix et le bannière. 3^e partie : États-Unis, ces catholiques rebelles.
23.15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20.35 Cinéma : Partir, revenir ■■ Film français de Claude Lelouch (1984). Avec Annie Girardot, Jean-Louis Trintignant, Richard Anconina, Evelyne Bouix, Michel Piccoli, François Fabian, Erik Berchot, Charles Gérard, Jean Bouise.
22.35 Journal.
23.00 Documentaire : La bataille de l'Atlantique. Dernière émission : La descente aux enfers.
23.55 Prélude à la nuit. Premières proses (poème à quatre mains), de Germaine Tailleferre, par Philippe Corré et Edouard Esplan.

CANAL PLUS

20.35 Electric Dreams ■■ Film anglais de Steve Barron (1984). 22.05 Flash d'informations. 22.10 Etudes et buts. 22.40 Les drilles de Canal Plus. 23.40 Banques professionnelles. 1.10 Cinéma : La Forteresse noire ■■ Film américain de Michael Mann (1983).

LA 5

20.30 Feuilleton : Pierre le Grand (3^e épisode). 22.05 Série : 118 Street Blues. 23.00 Série : L'inspecteur Derrick. 0.05 Série : Mission impossible. 1.00 Série : Supercopier. 1.50 Série : Jai-jai.

M6

20.30 Cinéma : Les Collines de la terreur ■■ Film anglo-américain de Michael Winner (1972). 22.25 Série : Chair de l'âme. Règlement de comptes. 23.25 Magazine : Club 6. 0.00 Flash d'informations. 0.05 Musique : 6 Nuits. 0.15 Flash d'informations. 0.20 Musique : 6 Nuits. 0.30 Flash d'informations. 0.35 Musique : 6 Nuits.

FRANCE-CULTURE

20.30 La peau de chagrin, d'Honoré de Balzac. 21.30 Musique : Latitudes. Musique, jeux de la toison et de la tige. 22.30 La nuit sur un plateau. Spécial Gilles Aillaud.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Récital de piano par Apollon. Concert (donné le 5 septembre 1986 à Lucerne) : Ouverture tragique en ré mineur, op. 81, de J. Brahms ; Lieder de Mahler ; Symphonie n° 7, de Henze, par la Junge Deutsche Philharmonie, dir. Charles Dutoit ; sol. Brigitte Fassbender, alto ; à 22.20, l'œuvre écrite au XX^e siècle ; à 23.00, feuilleton : Symphonie n° 7 (1^{er} mouvement), de Mahler ; à 23.30, Compositeur, grand violoniste, père de chef d'orchestre : Jan Kubelík. 24.00 Nuits parallèles. La musique contemporaine, c'est facile...

ZENITH 19h15 SPÉCIAL MICKEY ROURKE

Ca soir, Mickey Rourke reçoit Mickey Rourke, à l'occasion de la prochaine sortie d'Angel Heart, un film d'Alan Parker.

CANAL+

LA TÉLÉ PAS COMME LES AUTRES EN CLAIR

Mardi 31 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

14.45 Feuilleton : Cœur de diamant.
15.15 Ravi de vous voir.
16.02 Série : Alfred Hitchcock présente...
17.00 Variétés : La chance aux chansons.
18.00 Feuilleton : Huit, ça suffit.
19.10 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.40 Cocorococoboy.
20.00 Journal.
20.35 Feuilleton : Dailies.
21.15 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
22.20 Documentaire : Nouveaux mondes. L'Alaska : série de trois émissions de François-Marie Ribaud.
23.20 Journal.
23.40 Magazine : C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

14.45 Magazine : Ligne directe.
15.40 Feuilleton : Rue Carnot.
17.35 Récré A2.
18.30 Magazine : C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.40 Le nouveau théâtre de Boulevard.
20.00 Journal.
20.30 Cinéma : Tranches de vie ■■ Film français de François Leterrier (1985). Avec Laura Antonelli, Michel Bonjean, Jean-Pierre Cassel, Christian Clavier, Marie-Anne Chazel. Dix sketches sur la mélancolie, la haine, l'obsession du sexe dans les mœurs modernes, d'après les bandes dessinées de Loulou.
22.05 Ça va faire beau. Un divertissement de Louis Bérét. Avec Michel Galabru, Roger Carel, Claude Piéplai, Jacques Legras, Maurice Risch, Jacques Martin, Yves Lecoq et la participation de Simone Veil et Alain Carignon. Une comédie burlesque dans laquelle le ministre de l'Environnement et la présidente du Comité français pour l'environnement jouent leur propre rôle.
23.10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

15.00 Feuilleton : Un journaliste un peu trop voyant. Les médias d'avenir.
16.50 Les circuits de l'intelligence.
18.00 Documentaire : Les grandes villes. Paris.
17.00 Feuilleton : Demain l'amour.
18.00 Feuilleton : Edgar, détective cambrioleur.
18.57 Juste ciel, Petit horoscope.
19.00 La 19-20 de l'information.
20.05 Jeux : La classe.
20.35 Cinéma : Top secret ■■ Film anglais de Blake Edwards (1974). Avec Julie Andrews, Omar Sharif, Anthony Quayle, Daniel O'Hedra, Sylvia Syms, Oscar Homolka. La secrétaire d'un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur britannique rencontre, en vacances, un attaché militaire soviétique de l'ambassade de Paris. Les services secrets des deux pays s'intéressent beaucoup à cette idylle.

Audience TV du 29 mars 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA T.V. (en M)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	54.3	16.2	10.2	6.1	6.1	10.2	5.1
19 h 45	55.4	23.9	19.3	2.0	5.8	6.1	1.5
20 h 15	55.5	27.9	16.8	9.1	6.1	6.1	0.5
20 h 41	57.0	34.0	12.2	4.1	6.1	7.1	2.0
22 h 05	61.4	37.6	6.6	3.6	5.6	5.6	1.5
22 h 44	52.3	36.6	3.0	5.6	1.0	4.8	0.5

Programmes du dimanche 29 mars, à 20 h 30, TF1 : Le Bon Plaisir (film) ; A2 : Les enquêtes du commissaire Maigret (série) ; FR3 : Les glorieux de la musique (cycle Georges Solli) ; Canal Plus : Conseil de famille (film) ; LA 5 : Pierre le Grand (feuilleton) ; M6 : Le droit à la justice (téléfilm).

VIE QUOTIDIENNE

Le guide des aînés

Quelles sont les allocations, les aides en nature et les services dont les vieux Parisiens — les aînés, comme dit Jacques Chirac — peuvent bénéficier ? La liste détaillée et commentée de ces avantages figure dans un guide que la Ville vient d'éditer à des milliers d'exemplaires. Ces avantages sont particulièrement nombreux dans la capitale qui, depuis longtemps, se préoccupe du sort des gens du troisième âge. Mais ceux-ci, par pudeur ou par ignorance, n'en profitent pas toujours.

Retraite, pension, minimum vieillesse, allocation spéciale Ville de Paris (vingt trois mille bénéficiaires), exonérations fiscales, le guide traite d'abord des questions d'argent. Au chapitre du logement sont examinés les aides aux personnes âgées et les allocations auxquelles les aînés ont droit pour renouveler leur logis, y faire installer le téléphone ou un verrou de sécurité. Le guide explique les conditions dans lesquelles on peut accéder aux quatre foyers, résidences, ateliers d'artistes, hospices et maisons d'accueil qui hébergent actuellement à Paris plus de sept mille trois cents retraités.

Il faut savoir encore que les personnes âgées peuvent être assistées par des aides ménagères à domicile et prendre leur repas dans l'un des cinquante-cinq restaurants du bureau d'aide sociale. Ils ont la possibilité de se faire examiner dans l'un des vingt-cinq dispensaires répartis dans les arrondissements, de se faire soigner chez eux et de bénéficier d'une garde-malade. Enfin, pour leurs déplacements et leurs loisirs, les aînés ont droit à une carte de transport gratuit (cent dix mille bénéficiaires) à des tarifs spéciaux sur les chemins de fer ainsi que dans les musées, à des spectacles gratuits et aux nombreuses animations proposées par les deux cent soixante clubs du troisième âge fonctionnant dans la capitale. Toutes ces informations et ces adresses figurent dans les quatre-vingt-cinq pages illustrées du précieux Guide pour les personnes âgées à Paris. Il est disponible dans toutes les mairies d'arrondissement.

★ Renseignements : AFMR, 47-65-20-00 et Commissariat général, 42-80-17-60.

● La notoriété des associations. — Le Centre national d'aide à la vie associative (CNAVA) organise à Paris, le samedi 4 avril prochain, un stage sur les associations et la communication. Il sera animé par Hervé Collet, journaliste, auteur de l'ouvrage Et la presse associative, publié par le Centre Georges Pompidou. La notoriété des associations, le marketing social, la rédaction, la diffusion des messages et les relations avec la presse y seront, notamment, abordés.

★ Renseignements : CNAVA, 50 rue Monnaie, 75002 Paris. Tél. : 43-72-13-31.

● COLLOQUE. — Les sectes en France. — Il y a en France environ 500 000 personnes appartenant à l'une des trois cents sectes existant dans le pays, des groupes religieux minoritaires, marginaux, parfois dangereux. Qui entre dans ces groupes, et pourquoi ? Des pressions s'exercent-elles ? Peut-on quitter facilement une secte ? Comment ce phénomène est-il perçu par l'opinion publique, les médias et les églises ? Le Centre culturel « Les Fontaines » à Chantilly organise, les samedi 4 avril et dimanche 5 avril, un colloque sur « les sectes en France aujourd'hui » avec le Père Pierre Le Cabellier, auteur d'ouvrages sur les Témoins de Jéhovah et sur la secte Moon, et le Père Yvon La Mince, spécialiste des mystiques orientales.

★ Inscriptions : « Les Fontaines », BP 205 60501 Chantilly Cedex. Tél. : 44-57-24-60.

SUR MINTEL

Prévisions complètes
Météo marine

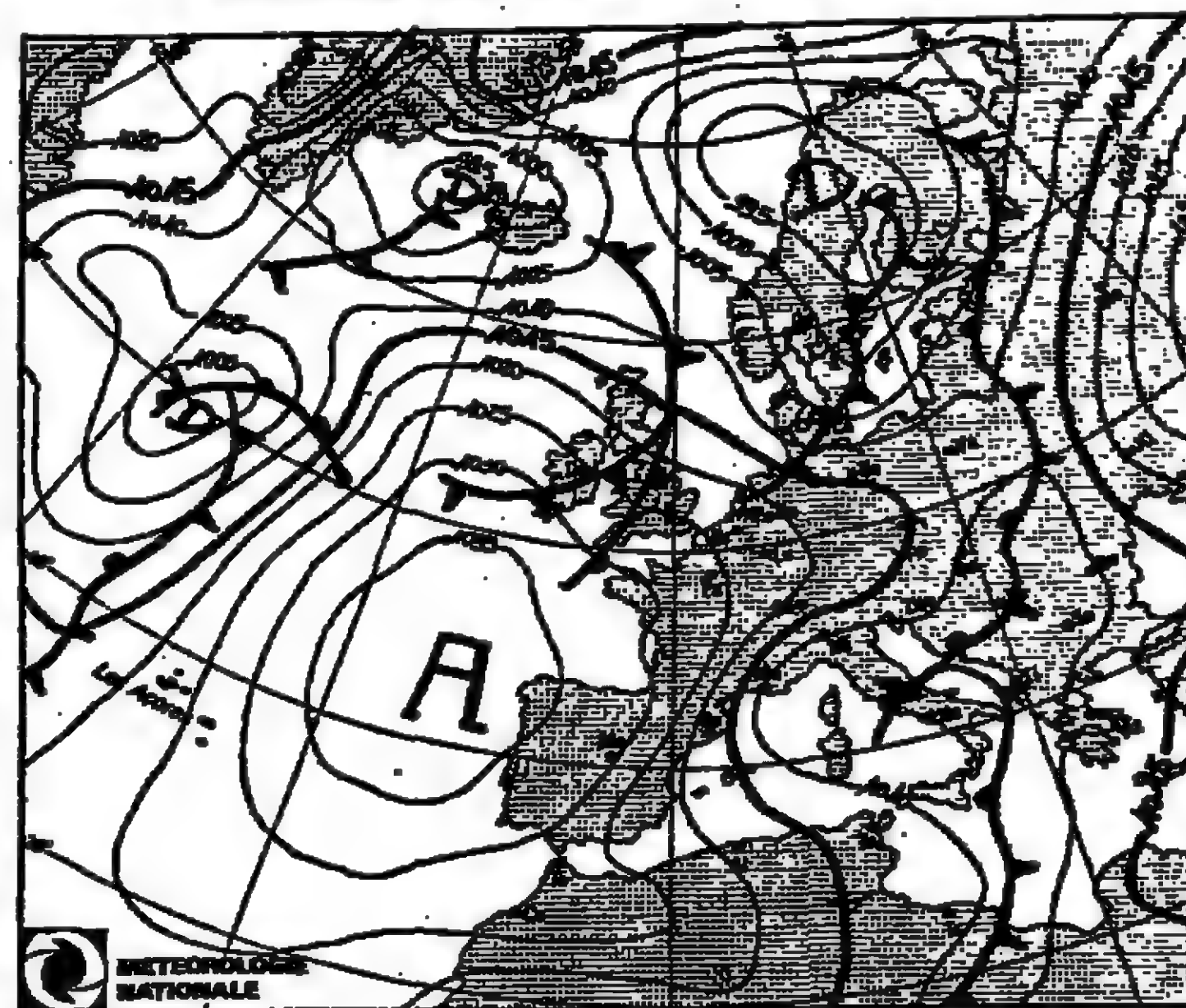
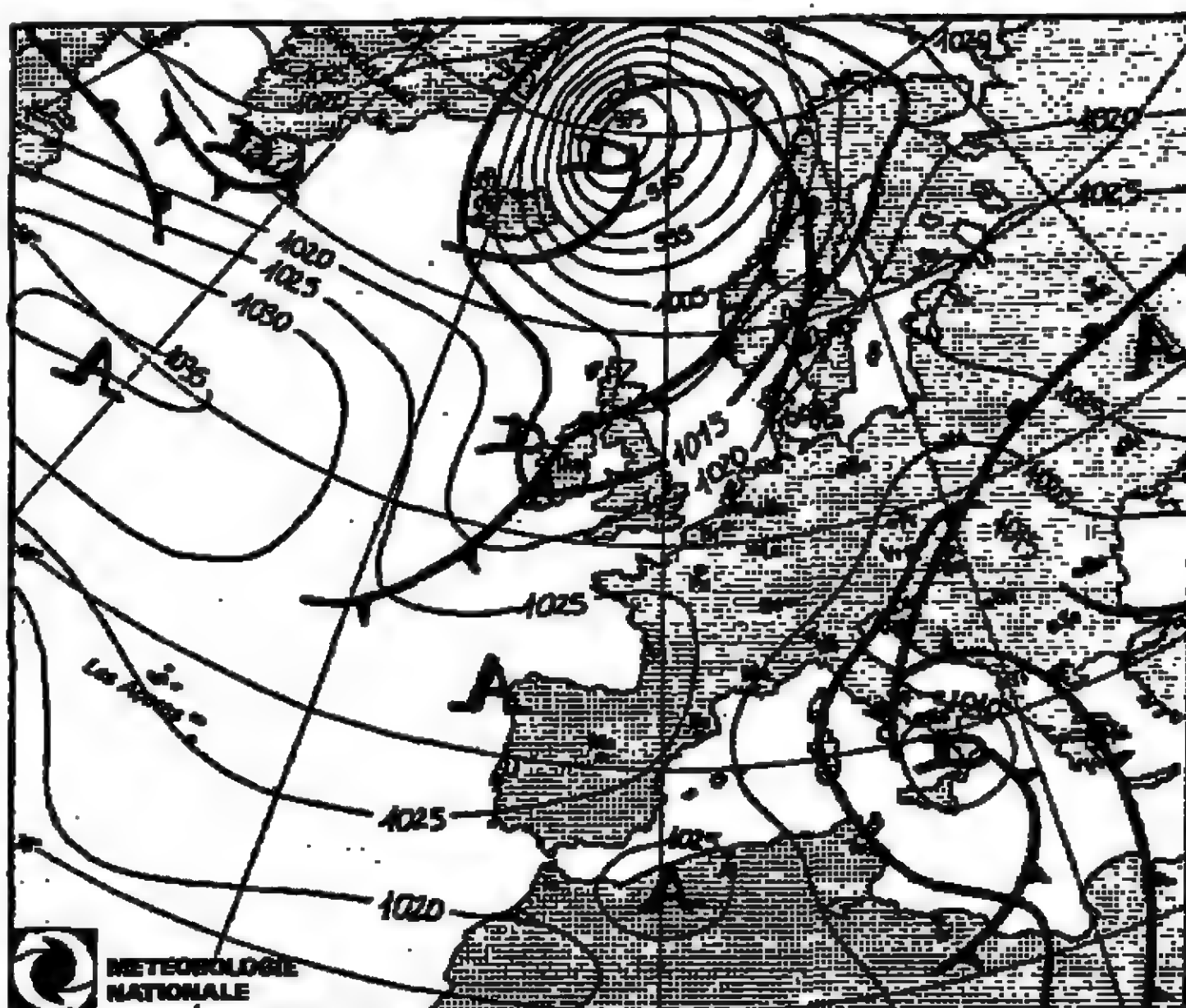
Temps observé Paris,
province, étranger

36.15 Tapez LEMONDE
puis METEO

Informations

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 30 MARS 1987 À 0 HEURE TU

PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} AVRIL À 0 HEURE TU

Évolution probable du temps en France entre le lundi 30 mars à 0 heure et le mardi 31 mars à 24 heures.

Le champ de pression va laisser par l'ouest, tandis que la dépression du golfe de Gènes se décalera vers le sud de l'Italie. De ce fait, l'instabilité va progressivement s'atténuer.

Mardi : de la Bretagne au Cotentin, le ciel sera nuageux. De faibles pluies sont possibles dans l'après-midi.

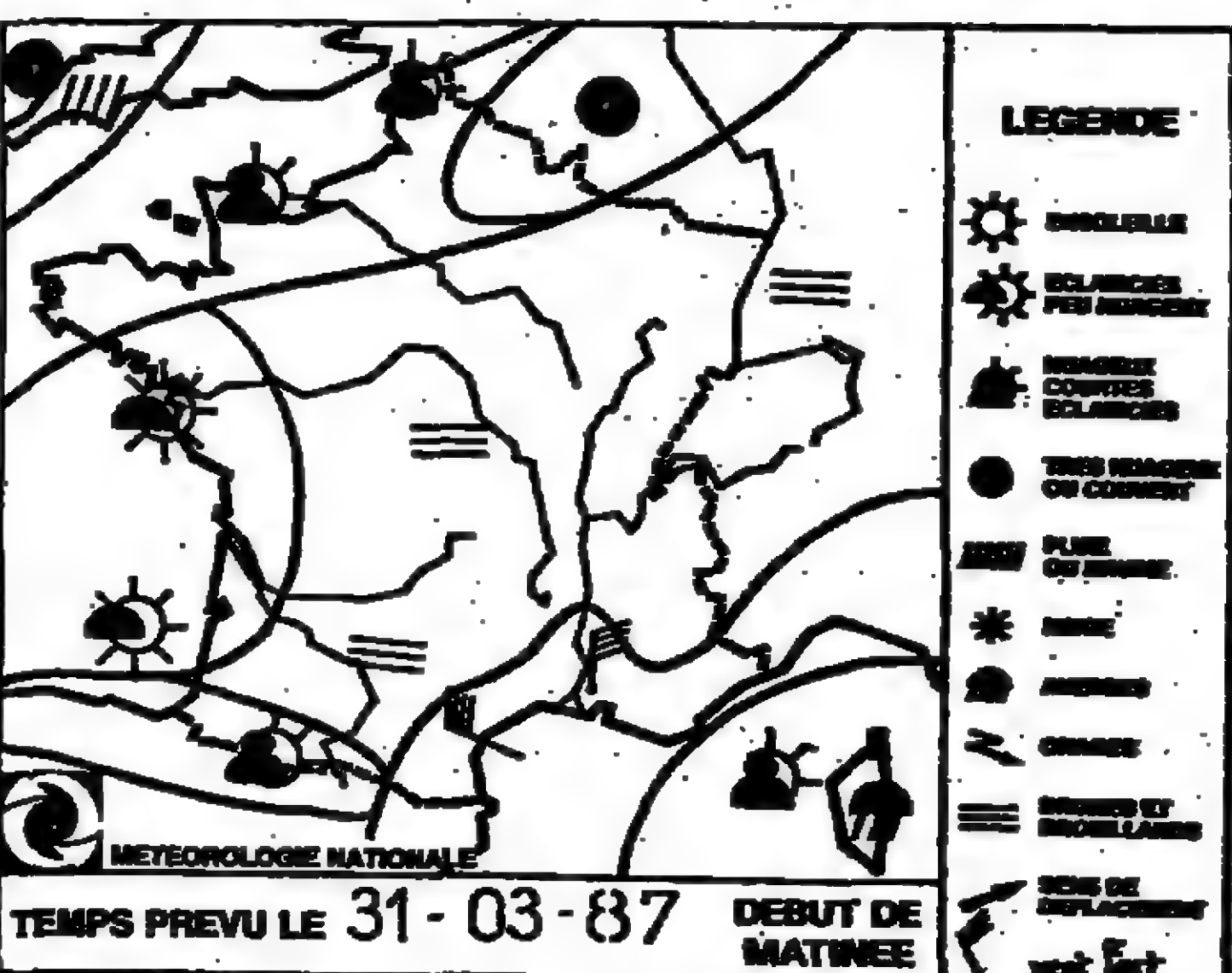
De Nord aux Ardennes et aux pays de Loire, le temps sera assez ensoleillé mais le ciel se voilera en cours de journée.

En Corse, l'instabilité sera encore marquée, avec de fréquentes averses

localement orageuses. Sur le reste du pays, la journée sera ensoleillée après la dissipation rapide des bancs de brume matinaux. Toutefois, près des Pyrénées, la couverture nuageuse sera abondante le matin et quelques gouttes de pluie ne sont pas à exclure.

Le sud-est et la transmontagne souffleront fortement.

Côté températures, il fera moins frais. Au lever du jour, elles seront voisines de 0 degré dans l'intérieur avec de faibles gelées sur l'est du pays. Près des côtes et des Pyrénées, elles seront de 3 à 5 degrés. Les températures maximales auront de 9 à 11 degrés sur la moitié nord, de 12 à 15 degrés sur la moitié sud.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 29-3 à 6 h TU et le 30-3-1987 à 6 h TU

FRANCE	TOURS	1-1	C	LOS ANGELES	24 10	C
AMCOT	14 3	A	10	D	16	3
BARCELONE	9 3	A	10	D	16	3
BORDAUX	9 1	D	10	D	16	3
BREKES	6-2	D	10	D	16	3
BREST	8 2	D	10	D	16	3
CAEN	7 2	C	10	D	16	3
CHERBOURG	6 4	C	10	D	16	3
CLERMONT-FERRAND	8-2	D	10	D	16	3
DIJON	8-1	D	10	D	16	3
GENÈVE	9 3	C	10	D	16	3
LYON	7-1	N	10	D	16	3
MARSEILLE	9 2	C	10	D	16	3
NANCY	13 5	D	10	D	16	3
NANTES	8-1	D	10	D	16	3
NIJME	8 0	N	10	D	16	3
PARIS-MONTAIGNE	15 7	C	10	D	16	3
PARIS-MONTAIGNE	8 1	D	10	D	16	3
PERPIGNAN	10 4	D	10	D	16	3
RENNES	8 0	A	10	D	16	3
STRASBOURG	6-1	C	10	D	16	3
STRASBOURG	9 1	N	10	D	16	3
TOURS	15 6	C	10	D	16	3
VALD'AUZ	10 1	N	10	D	16	3
VERDUN	10 1	N	10	D	16	3
WATFORD	10 1	N	10	D	16	3

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

service
la météo
OFFICE
CROISÉS
JEL
LO
Tirage des
du Dimanche 29
Le
Pour votre
3615

« services »

La météorologie nationale ira à Toulouse

Les services centraux de la Météorologie nationale déménageront en partie pour s'installer à Toulouse. La décision a été prise par le gouvernement : M. Jacques Douffiaques, ministre délégué chargé des transports, l'a annoncé le vendredi 27 mars.

L'idée de transférer de Paris à Toulouse certains services de la Météorologie nationale a été lancée il y a près de quinze ans. Mais, jusqu'ici, seule l'école nationale de la météorologie, l'établissement d'études et de recherches météorologiques et le Centre national de recherches météorologiques se sont installés dans la capitale régionale de Midi-Pyrénées. Vont y rejoindre le Service central d'exploitation de la météorologie et le Centre de recherche en météorologie dynamique. Resteront à Paris les services de la direction et, à Trappes, le service des équipements et techniques instrumentales. Le sort des services de la documentation et de la climatologie n'est pas encore décidé.

Quatre cents personnes, au moins, sont concernées par ce déménagement. Mais ces transferts se feront sur la base du volontariat.

Avec l'Aérospatiale, Airbus, Matra et Dassault, Toulouse est déjà un pôle d'activités liées à l'atmosphère. Mais la Météorologie nationale utilise le très puissant ordinateur Cray-2 installé à Palaiseau, son démontage suppose la présence, à Toulouse, d'un ordinateur au moins aussi performant. Les utilisateurs potentiels pouvant se partager les services d'un tel centre de calcul ne manquent pas. Dans quelques années sera donc installé à Toulouse l'ordinateur le plus puissant qui existait à ce moment-là.

M. Douffiaques a aussi insisté sur le haut niveau scientifique et technique de la Météorologie nationale qui joue un rôle important dans les programmes et les organisations européennes et mondiaux. Mais les connaissances acquises doivent être mieux diffusées et mieux utilisées.

La Météorologie nationale ne changera pas de statut : elle restera une des directions du ministère des transports. Malgré la facturation de services particuliers, 90 % de son budget (751,5 millions de francs en 1987) viennent en effet des crédits de l'Etat.

V.R.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 29 mars 1987 :

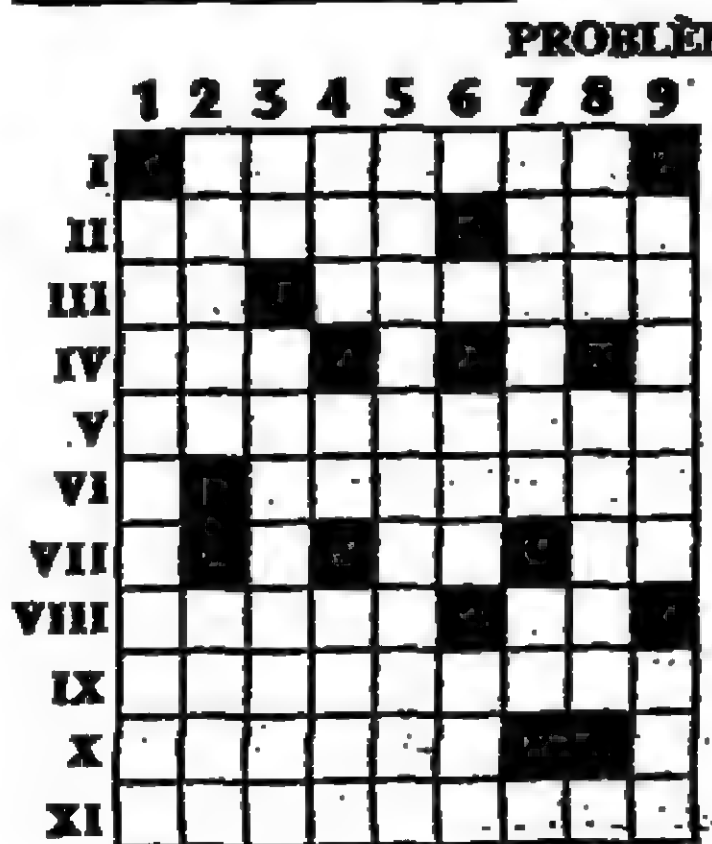
DES DÉCRETS

• N° 87-204 du 27 mars 1987 modifiant le décret n° 73-250 du 7 mars 1973 portant création de

l'établissement public foncier de la métropole lorraine.

• N° 87-206 du 27 mars 1987 modifiant le code de la sécurité sociale et pris pour l'application de certaines dispositions de la loi n° 86-1037 du 29 décembre 1986 relative à la famille.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
1. « Note » de musique. — II. Sortir de leur passivité avant de retrouver une certaine réserve. Pour faire des « plats » à l'ancienne. — III. Pique fort. Place de menuisier offrant une certaine stabilité. — IV. Mesures de couturières. — V. Un but pour des passionnés de ballon. — VI. « Abandon » de famille. — VII. Règle à suivre. Le cœur à rire. — VIII. Recrues mais pas fraîches. Le patron, en l'air. — IX. Un chaud partisan de la bombe. — X. Se laisser endormir sans la moindre résistance. — XI. Ont donc tendance à s'orienter vers la gauche.

VERTICALEMENT
1. Légion d'honneur. — 2. Qualifie des gens sans gêne. Ne passe pas

PROBLÈME N° 4452
insipide. — 3. Patron. Séparation de corps. — 4. Portée à l'oreille. Préposition. La première chose à payer par un « débiteur ». — 5. Bricreux de foyers. — 6. Fleuve. Un « possesseur ». — 7. La remise des prix. En condition. — 8. Langue à l'ancienne. Nous chauffes les oreilles. — 9. Laisser une marque de griffe. Déserts.

Solution du problème n° 4451
Horizontalement
I. Adiantum. Fumée. — II. Plaine. Eden. Ru. — III. La. Orientation. — IV. Art. Essaim. Sep. — V. Item. Is. Ros. — VI. Né. Orbes. Plâtre. — VII. Ciel. Sil. Et. — VIII. Son. Etalage. — IX. Volée. An. Té. Usé. — X. Il. Amica. Réa. — XI. Refus. Tentation. — XII. Cité. Léna. — XIII. Ultimatum. Tiers. — XIV. Un. Lâ. Edenté. — XV. Embarcable. Ara.

Verticalement
1. Plaine. Virgule. — 2. Alerte. Soleil. — 3. De. Té. Col. Féna. — 4. Ino. Moineau. Iso. — 5. Aéré. Ré. Eris. — 6. Nuisible. Talc. — 7. Tresse. Tait. Téo. — 8. Naissance. 9. Méis. Il. Amica. — 10. Dam. Plat. Té. De. — 11. Fêtera. Géranie. — 12. Uni. Oua. Etain. — 13. Ossa. Sual. Eta. — 14. Erne. Réis. Orner. — 15. En. Prête. Nasse.

GUY BROUTY.

LE MONDE sur minitel

MESSAGES

Pour écrire au Monde. Pour dialoguer. Pour réagir.

36.15 TAPÉZ **LEMONDE**

AUTOMOBILE

Citroën AX Sport

Une petite nerveuse

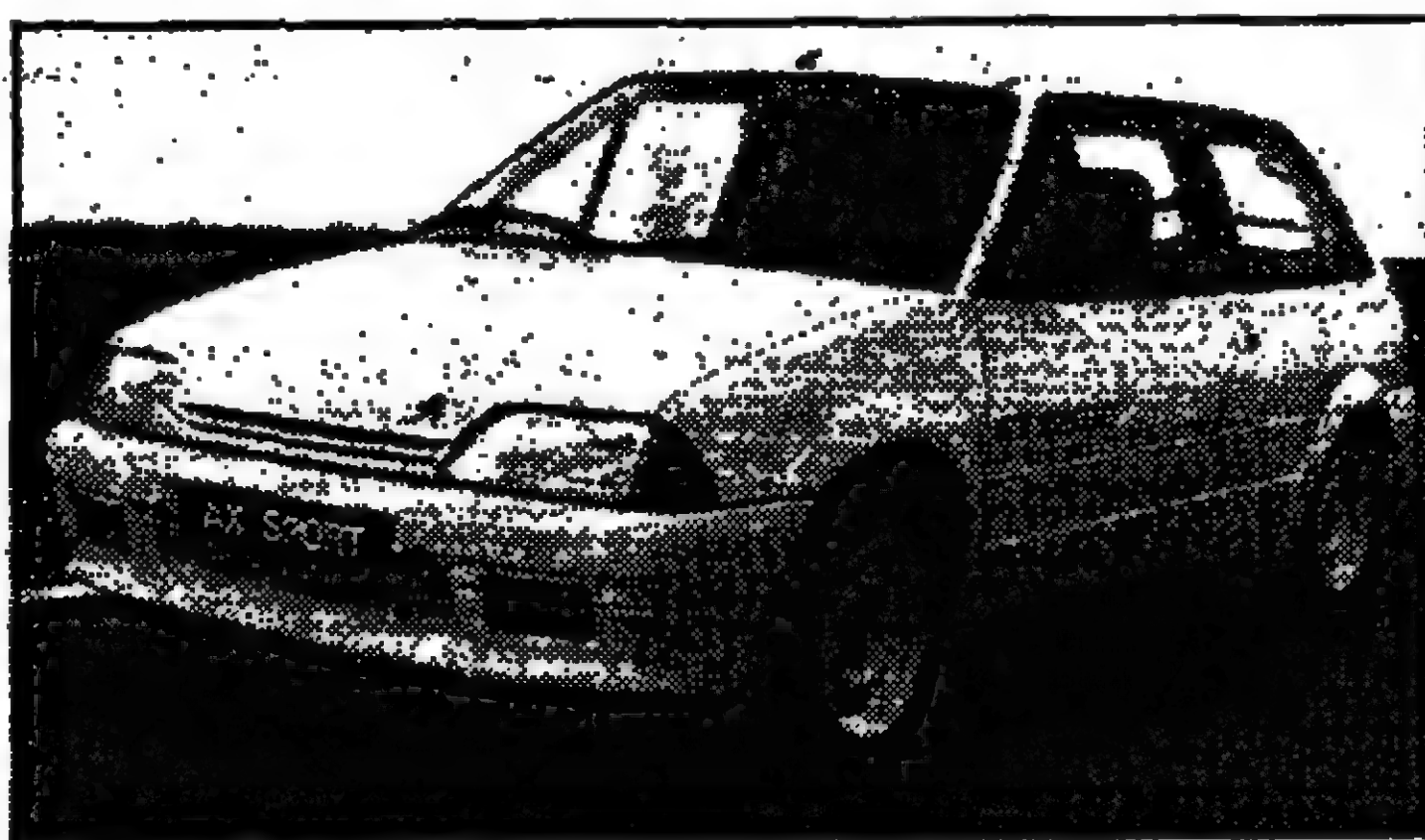
Aucun constructeur ne peut de nos jours se passer d'un modèle sportif dans une gamme de voitures. PSA en sait quelque chose qui, avec sa 205 GTI déclinée en 105, 115 et maintenant 130 chevaux au moteur, a fait et fait toujours un malheur sur le marché. Les petites Peugeot jouent avec enthousiasme leur rôle de locomotive. On ne s'étonnera donc pas que Citroën, de PSA aussi, ait mis à son tour sur les routes, dix mois à peine après le lancement de sa gamme AX, une version sportive.

Commercialisée ces jours-ci uniquement en blanc — l'AX Sport ne manque pas de séduction. Bou-

715 kilogrammes, est pour le moins honorable. L'alimentation est assurée par deux carburateurs horizontaux, double corps. Si on ajoute à tout cela une boîte de vitesses à rapport de pont court, tout est là pour la fête. Et quelle fête !

Comme on trouve les chevaux en haut des cadrons et le couple maximum (effort de traction) aux environs des 5000 tours (11,5 mkg), la fête est aussi sonore. Autre raison pour ne pas passer inaperçu.

Aucun reproche en outre à faire à une suspension qui voit arriver à l'arrière une barre antidevers —



clier avant et arrière, ailes et bas de caisse élargis, le petit bolide ne risque pas de passer inaperçu. Ces modifications de ligne donnent à l'ensemble une silhouette plus compacte que celle des AX de série, sans pour autant sacrifier à l'agressivité.

A l'intérieur tout est noir, avec quelques filets rouges disposés sur les sièges, sur le volant et le pommeau du levier de vitesses. Le tout est sobre, élégant, distingué malgré les chevrons peints sur le capot et un monogramme « sport » racoleur sur les portières.

Le moteur est un 1.294 cm 3 à arbre à cames en tête de quatre cylindres, posé transversalement. Il sort 95 chevaux à 6.800 tours (pour 7 CV fiscaux) soit 73 chevaux au litre, ce qui pour un véhicule pesant

absente sur les autres modèles de la gamme. Bien que l'on ait encore deux tambours à l'arrière, le freinage n'en souffre pas et l'ensemble en conduite rapide et en circuit torueux révèle combien l'absence de rouille est une bonne chose dans une petite voiture très nerveuse (31 secondes au kilomètre arrêté). Observation que l'on ne peut pas faire pour les autres versions de la gamme, et notamment pour la 65 chevaux (AX 14).

Le prix de vente de l'AX Sport a été fixé à 67.000 F. Un tarif que Citroën estime convenir à la cible visée : de sexe masculin, jeune, citadain, cultivé et... sensible aux joies de la conduite automobile.

CLAUDE LAMOTTE.

RÉGIONS

Paris annexera-t-il la banlieue ?

Pour se « donner de l'air », la municipalité de Paris devra-t-elle recommencer l'opération d'annexion des banlieues, réalisée en 1860 sous le Second Empire ?

Interrogé par l'Agence centrale de presse, M. Jean Tiberi, RPR, premier adjoint de Jacques Chirac, est d'avis « qu'il faudra poser un jour le problème de l'intégration à Paris de la Petite Couronne, car la place finira par manquer pour construire des logements ».

De son côté, M. Georges Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, a indiqué que son parti n'avait pas déformé de cette question, mais qu'à titre personnel il était favorable à une extension de la capitale. « Il est vrai que Paris est trop petit, a-t-il ajouté, mais les communes regroupées généralement à fusionner. Ce sera donc long et délicat, car il faudra un consensus politique ».

ARCHÉOLOGIE

• Découverte d'une bibliothèque babylonienne en Irak. — Une bibliothèque composée de huit cents tablettes d'argile en parfait état de conservation a été découverte dans les fouilles de Sippar (en Irak, au sud de Bagdad). Les tablettes ont été écrites vers 1800 avant Jésus-Christ, c'est-à-dire au temps où Hammourabi régnait à Babylone. — (AFP.)

SCIENCES

A Genève Une conférence sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire

GENÈVE
de notre correspondant

Les travaux de la conférence des Nations unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, qui se sont ouverts le 22 mars au Palais des Nations, se dérouleront jusqu'au 10 avril. M. Mohamed Shaker, ambassadeur d'Égypte à Vienne, a été élu président de la réunion.

La trame de discussion sera fidèle à la résolution n° 32/50 de l'Assemblée générale des Nations unies. Celle-ci indique entre autres que « tous les États ont le droit (...) de mettre au point leurs programmes d'utilisation pacifique des techniques nucléaires » et « doivent avoir accès aux techniques, aux matériels et aux matières nécessaires ». Elle précise que la coopération internationale dans ce domaine sera contrôlée par l'Agence internationale de l'énergie nucléaire. Les trois semaines de débats montreront dans quelle mesure les États techniquement avancés et ceux qui désirent le devenir vont mettre ces beaux principes en application.

ISABELLE VICHNIAC.

• Bonn et Moscou vont coopérer pour la protection de l'environnement. — Après cinq jours de négociations à Bonn, Soviétiques et Allemands ont conclu un accord de coopération, samedi 28 mars, pour la protection de l'environnement. Cet accord, qui sera signé prochainement, porte sur la sécurité des réacteurs nucléaires, la qualité de l'air, la protection des sols et de l'eau. Il prévoit l'échange de chercheurs et des programmes de recherche commune. Les industriels allemands, associés à ces négociations, prévoient notamment de partager leur savoir-faire pour l'épuration des fumées industrielles et le pilotage des réacteurs nucléaires. La firme allemande Kraftwerk Union (KWU), filiale du groupe Siemens, a déjà fourni aux Finlandais du matériel de contrôle pour leurs réacteurs de fabrication soviétique. KWU espère voir s'ouvrir à son tour le marché soviétique. — (AFP.)

Le Carnet du Monde

Naissances

— Geneviève et René MOUCHOTTE, Guillaume et Cyril, ont la joie d'annoncer la naissance de Capucine, à Bordeaux, le 26 février 1987.

— Roger-Fol DROIT et Fabienne DROIT-GALIMARD ont la joie d'annoncer la naissance de Marie, le 27 mars 1987, à Honfleur.

« La Margot », 48, rue Daubigny, 14113 Villerville.

Décès

— Mont-Saint-Sulpice. On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

M. Georges COTTET, docteur en droit, ancien élève de l'Ecole nationale de la France d'Outre-mer,

survenu le 25 mars 1987, muni des sacrements de Notre-Sainte-Mère l'Eglise.

De la part de sa famille. Mont-Saint-Sulpice, 89250 Seignelay.

— C'est avec une profonde émotion que la direction de la société General Motors France nous prie d'annoncer le décès de son collaborateur,

Jean FEIGNAC, survenu accidentellement au nord de la Seine, le 16 mars 1987, à l'âge de quarante-six ans.

Elle s'associe à la peine de sa famille et lui témoigne sa profonde sympathie.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 31 mars, à 14 heures, en l'église Saint-Hilaire, 35000 Rennes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Simon LIBESKIND, son épouse, M. et M^{me} Jean-Louis Libeskind et leur fille Karine, M. et M^{me} Yves Libeskind et leur fils Nicolas, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} David Rapoport et leurs enfants, M. et M^{me} David Libeskind, leurs enfants et petits-enfants, ses frères, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Simon LIBESKIND, née Théo Rapoport, survenue le 27 mars 1987, à l'âge de soixante et onze ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

118, rue de Turin, 75003 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Maurice LITVAC, née Suzanne Créange, survenue le 22 mars 1987, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

De la part des familles Créange, Lehmann, Spingarn.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} François Masnait, Claire et Jean-Baptiste, M^{me} Marie Sauvage, M. Maurice Labourette, M^{me} Françoise Labourette, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère et sœur

Marguerite MATTARELLI, née Labourette, survenue le 29 mars 1987, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 31 mars 1987, à 15 h 30, en l'église Saint-Michel de Dragnignan, sa paroisse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue du Chef-Saint-Jean, 78400 Chailly, 332, chemin de Billotte, 83300 Dragnignan.

— Les membres du conseil de la Semaine de boné ont le très grand regret de faire part du décès de leur présidente d'honneur, la

comtesse Roger de RENUSON d'HAUTEVILLE, née Béatrix de Pourtalès, survenue le 24 mars 1987, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La Semaine de boné, 175, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.

— M^{me} Sidonie Zabda-Quitman, son épouse, Sonia et Ariane, ses filles, Philippe, son fils, Les familles Quitman, Bulver, Bricmont, Valentine, M^{me} Marie-Aline Ledosky et ses filles, Les parents et alliés, ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Pierre ZABDA-QUITMAN, directeur général du centre hospitalier régional de Fort-de-France, conseiller général, premier adjoint au maire de Lamentin, président de la Matuelle des fonctionnaires et agents des collectivités locales de la Martinique, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 28 mars 1987, à l'âge de soixante-trois ans.

La levée du corps aura lieu le jeudi 2 avril, à 9 heures, au funérarium du Mont-Valérien, 42, chemin des Condres, à Nanterre (par le pont de Suresnes).

Les obsèques seront célébrées en l'église du Lamentin (Martinique), le samedi 4 avril.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, boulevard Kellermann, 75013 Paris. Centre hospitalier de Fort-de-France, BP 632, 97200 Fort-de-France.

Avis de messes

— Le samedi 25 avril 1987, à 11 heures, en l'église Saint-Louis-d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris-9.

La famille et les amis du colonel François de la ROCQUE feront célébrer une messe à sa mémoire, à celle de

ses fils, morts pour la France, à celle de

Jean MERMOZ et Noël OTTAVI, et de tous ses amis disparus.

Les participants qui le désireront pourront se réunir après la cérémonie.

Messes anniversaires

— Pour le quatrième anniversaire du rappel à Dieu de

M^{me} Etienne DELLA SUDDA, née Geneviève Billon, une messe sera célébrée le lundi 6 avril, à 18 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides.

Communications diverses

— Grands chantiers. — On en sort les grands chantiers du président, quel est leur effet sur la vie des quartiers parisiens ? Sur ce thème trois personnalités s'exprimeront mardi 31 mars, à 18 heures, dans les salons Pernod, 90, avenue des Champs-Élysées, à Paris : M^{me} Yves Dauge, président de la mission Grands travaux, François Chastin, rédacteur en chef de la revue Architecture, de Bernard Rocher, adjoint de Jacques Chirac, chargé de l'aménagement urbain. Cette réunion-débat organisée par l'association Ile-de-France-Avenir est ouverte au public. Entrée gratuite.

— La quatrième conférence-débat organisée par l'INTD-ER aura lieu le mercredi 1^{er} avril 1987, à 14 h 30, 292, rue Saint-Martin, amphithéâtre, d'honneur, sur le thème : « La constitution de l'information scientifique et technique. Aspects épistémologiques ». Conférencier : M. Jacques, de l'université Paris-III.

— « Les privatisations. Bilan et perspectives », thème d'un colloque organisé par l'association Dauphine-Agrifibus (DESS 224), le mercredi 1^{er} avril, à 17 h 45, à l'université Dauphine, place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny à Paris-16, salle Raymond-Aron. Participeront à ce colloque M^{me} Tournier, Homolle, Moreau, Goyon-Besuchamps et Perquel.

Soutenances de thèses

— Université Paris-VII, mercredi 1^{er} avril, à 9 h 30, tour 25 R.C., M. Alexandre Vladimir Marinov : « La psychanalyse et son double romanesque. Analyse psychanalytique de Crime et châtiment ».

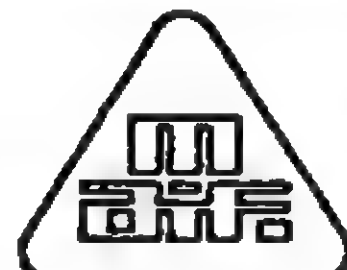
— Université Franche-Comté, U.F.R. des sciences du langage, de l'homme et de la société (faculté des lettres et sciences humaines), salle Frodin, 20, rue Chiffet, 1^{er} étage, le mercredi 1^{er} avril, M^{me} Colette Jourdain-Annequin : « Héroclès en Occident. Mythe et histoire ».

— Université Paris-IV, samedi 4 avril, à 9 h 30, centre XVII-XVIII, salle 326, M^{me} Dominique Lamarchal : « Contribution à une redécouverte de l'œuvre de Ford Madox Ford (1873-1939) : Les écrits autobiographiques ».

Université Paris-IV, samedi 4 avril, à 13 h 30, salle Louis-Liard, M^{me} Raphaëlle Costa de Beauregard : « Le portrait étiologique dans l'œuvre de Nicholas Hilliard ».

Le Monde CADRES

Responsable communication interne H/F



La MAIF (Mutuelle Assurance des Insureurs de France) rassemble près de 1.300.000 sociétaires et compte 3.200 salariés, répartis entre son siège de Nantes et ses structures départementales et régionales. L'établissement mutualiste qui justifie son existence et son développement confie une importance particulière à la fonction communication, tant avec les adhérents qu'avec les membres du personnel et les animateurs de ses délégations départementales. Venant renforcer une structure qui dispose de moyens importants, le responsable recherché aura, après sa période d'adaptation, à proposer les lignes directrices d'évolution de la politique de communication interne et à mettre en œuvre les options retenues (conception et réalisation du journal d'entreprise, notamment). Ce poste s'adresse à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 3 ou équivalent, avec spécialisation dans les sciences et techniques de la communication) aux qualités humaines affirmées : dynamisme, esprit d'initiative et de responsabilité, sens des contacts et du travail en équipe. Il justifiera, par ailleurs, d'une expérience attestant une réelle maîtrise des concepts et des outils de communication interne d'entreprise, qu'il aura à développer et à diversifier. Écrire à S. BAQUENO en précisant la référence A/1451M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

1, rue Deguac - 44000 NANTES - Tél. 40.48.48.52

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chargée de recherche

PA Conseil en recrutement, filiale française du groupe PA (2.500 personnes dans le monde, 80 bureaux dans 23 pays), développe ses activités dans le domaine de l'approche directe de cadres et dirigeants, et recherche une "researcher" ou chargée de recherche. Travaillant en liaison permanente avec les consultants, elle participera aux différentes étapes de missions de recherche, depuis l'étude du poste à pourvoir jusqu'à l'identification des candidats potentiels correspondant au profil recherché. Ce poste de jeune cadre ne peut convenir qu'à une diplômée de l'enseignement supérieur, ayant déjà exercé des fonctions similaires ou dotée d'une première expérience professionnelle lui ayant permis de développer des qualités de rigueur et de contact, notamment une grande aisance au téléphone, et motivée par un travail très autonome au sein d'une petite équipe. Écrire en précisant la référence A/062RM. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

LOCAFRANCE leader sur le marché du financement d'équipements professionnels recherche

ORGANISATEUR H/F

Nous vous proposons de prendre en charge des missions de conception et de réalisation d'organisation auprès des différents services du groupe.

Une capacité relationnelle certaine et une aptitude au travail en équipe avec les services utilisateurs et l'informatique sont nécessaires pour tenir cette fonction.

Après formation de type supérieur (École de Commerce, d'Ingénieurs...) vous souhaitez valoriser, dans le cadre de notre développement, une expérience réussie de quelques années dans le domaine de l'organisation.

Merci d'adresser votre lettre de motivation avec C.V., photo et prétentions s/réf. 3 LOCAFRANCE - Département Recrutement/Carières - 43-47, av. de la Grande Armée-75116 PARIS.

Locafrance

UN INGENIEUR POUR NOTRE DIRECTION LOGISTIQUE

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

C'est la croissance de notre organisation logistique que nous vous confions tout d'abord en diversifiant nos capacités de stockage, en améliorant nos méthodes et nos systèmes, en nous équipant plus rationnellement. Votre champ d'action : 3 entrepôts de 24 000 m², 26 magasins (40 dans 3 ans), 150 000 m³ de volume chargé, de nombreuses références très variées. Ingénieur de formation, vous avez développé vos capacités d'organisation et vos connaissances en manutention-stockage dans un contexte analogue. Vous êtes avant tout un concepteur pragmatique et un réalisateur entreprenant et positif. Filiale française d'un Groupe International leader dans l'équipement de la Maison, notre taille (950 personnes, 800 MF), notre expansion soutenue et les moyens mis à votre disposition vous permettront de réussir cette première mission et d'évoluer ainsi vers des responsabilités accrues dans le domaine de l'exploitation. Pour ce poste basé en grande Banlieue Nord-Ouest, nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous référence O/D/L/M, à notre Conseil Didier LESUEUR qui vous garantit une totale discrétion.

habitat

PEUGEOT S.A.

recherche pour son département MARKETING plusieurs chargés d'

ÉTUDES DE MARCHÉS

Travaillant au niveau du Groupe, au sein d'une équipe pratiquant les techniques les plus évoluées, ils devront présenter :

- Une formation supérieure comportant une spécialisation en Marketing ou en statistique ;
- une expérience d'enquêtes (conception, réalisation, analyse, présentation de résultats) de trois ans minimum, si possible en institut ou analogue.

Il leur sera offert un développement de carrière dans un groupe dont le projet est ambitieux.

Les candidatures sont à adresser à PEUGEOT S.A.
Gestion du personnel
75, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS

Inspecteur des ventes

Villeneuve sur Lot

180-210 000 F



S.A. LARROCHE Frères, leader sur le marché de la conserve alimentaire maïs, haricots verts, (CA : 300 MF), nous recherchons un Inspecteur des Ventes pour le secteur «Ouest - Sud-Ouest». Rattaché au Directeur Commercial et basé à Villeneuve sur Lot, où se trouve notre Siège et notre principale unité de production, vous :

- réalisez et faites appliquer sur votre secteur notre stratégie en matière de prix, remises, promotion, animation sur les produits ;
 - conseillez et mobilisez notre réseau d'agents auprès de la distribution moderne et des grossistes traditionnels.
- Agé d'au moins 28 ans, de formation commerciale ou technique (agro-alimentaire), vous nous apportez la preuve de votre réussite dans la vente et l'animation en milieu «Distribution alimentaire». Une voiture vous sera fournie.

Gilbert Raynaud, vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'il traite confidentiellement, sous la référence M 8706.

GRP

Gilbert Raynaud & Partners

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

7 rue de Monceau 75008 Paris. Tél. : 42 89 10 25.

Dans le cadre de son développement, Legal & General (France), filiale du groupe britannique Legal & General, leader international dans le domaine de l'Assurance Vie, de la gestion de l'Épargne et des Fonds de Retraites recherche un :

Jeune chargé d'études en organisation

Votre fonction Prendre une part importante au développement de notre système d'information en élaborant les cahiers des charges destinés au Département Informatique et en concevant et réalisant vous-même certaines applications micro-informatiques.

- Conduire des missions d'organisation : diagnostic, projet, mise en œuvre de procédures optimisées.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, prétentions) sous réf. JPB à Legal & General, Département du Personnel, 58, rue de la Victoire, 75009 PARIS.

Legal & General

REUTERS

Leader mondial dans le domaine des services d'information on-line

REUTERS A PLUS DE 100 000 TERMINAUX INSTALLÉS DANS LE MONDE

CHEF DE PRODUIT MARCHÉS FINANCIERS

Ce poste offre une ouverture internationale : basé à Paris, le chef de produit aura la responsabilité du marketing de nos services monétaires pour le Benelux, la France, l'Espagne et le Portugal.

L'opportunité d'un très fort potentiel de développement de carrière et d'un salaire très motivant répondra à vos ambitions.

Dynamisme, esprit d'équipe et créativité seront nécessaires pour concevoir, réaliser et mettre en place nos nouveaux services monétaires.

Formation : X, Centrale, HEC, ESSEC, ESCP... Anglais courant indispensable.

Expérience professionnelle : cambiste, chef cambiste, avec une expérience sur les futures ou les options.

Veuillez adresser vos candidatures à :

REUTERS EUROPE WESTERN REGION
M. Bataille, 29, rue de la Bienfaisance, 75008 PARIS.

مكتبة الأمل

Importante Charge d'Agents de Change

Nous recherchons notre

RESPONSABLE ADJOINT DU SERVICE DES TITRES

Vous aurez pour mission

- de seconder le chef de service dans toutes les dimensions du poste.
- d'organiser et de former le personnel (45 personnes) de votre service en maintenant son niveau opérationnel.
- d'étudier et de formaliser les procédures existantes, de les modifier, de les améliorer, et de tout mettre en œuvre pour une meilleure circulation de l'information.

Votre culture économique est excellente, votre expérience professionnelle acquise de préférence dans le service des titres d'un établissement bancaire est d'environ 10 ans et, bien sûr, vous maîtrisez parfaitement l'ensemble des opérations sur titres et des mécanismes boursiers.

Les perspectives d'évolution au sein d'une Charge performante et le caractère motivant de la rémunération, sont de nature à susciter les candidatures de personnes ambitieuses.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf. MT3 à notre conseil :

ORSI

13, place Kossuth - 75009 PARIS
qui vous garantit la plus totale discrétion

Comment, à Paris Ouest, nous comprenons le métier d'Ingénieur conducteur de travaux neufs

Je m'appelle Bruno MOISSINAC. Je dirige l'activité «entreprise» de PARIS-OUEST, un groupe constructeur qui a réussi ce pari de regrouper, sous une direction unique, une variété de compétences qui couvre tout le domaine de la construction.

En entreprise générale, nous traitons des chantiers de bureaux, logements de standing, le plus souvent avec nos propres équipes pour tous les corps d'état. Ainsi les ingénieurs conducteurs de travaux et leurs hommes se connaissent bien, s'apprécient et leur efficacité en est décuplée. Bref nos affaires vont bien. J'apporte donc à un ingénieur conducteur de travaux, tout de suite des responsabilités sans doute plus complètes, à terme des chances plus larges d'un développement personnel. J'attends de lui le diplôme (TP, AM...), le «métier» (une dizaine d'années de bâtiment, et sur des chantiers comparables) et le même attachement que nous aux exigences professionnelles que nous nous fixons et qui ont fait notre réputation.

J'ai demandé à notre Conseil SEFOP de répondre à vos premières questions et de nous mettre en contact. Je vous remercie de lui adresser votre dossier sous référence PO 367 M.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris
MEMBRE DE SYNTIC



CHEF DE PRODUITS

Senior

Aujourd'hui, leader sur le marché des Arts Graphiques et du Dessin Technique, nous recherchons pour étoffer notre équipe Marketing un CHEF DE PRODUITS SENIOR.

A 30 ans environ, vous avez une formation supérieure type Sup de Co et vous parlez couramment anglais. Une seconde langue serait un atout supplémentaire. Une expérience réussie d'environ 4 ans en marketing opérationnel a également fait de vous un spécialiste de l'animation, de la gestion et de la recherche de lignes de produits telles que les fournitures de bureau et bureautique.

Dépendant du Directeur France, vous assurerez la mise en place du département produits d'équipements légers ainsi que la mise à disposition à la vente de ces nouveaux produits.

Nous vous offrons une rémunération de nature à motiver un candidat de valeur et de réelles perspectives d'évolution au sein de notre groupe. Ce poste est à pourvoir au Perray-en-Yvelines - 20 minutes de Versailles. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt à MECANORMA Service du Personnel - M. DEVAUD - 14, route de Houdan - 78610 PERRAY-EN-YVELINES.

Le département du Val-de-Marne

recrute

par voie de détachement ou par voie de contrat

3 ANALYSTES PROGRAMMEURS CONFIRMÉS

pour les Services Départementaux du Val-de-Marne
- Service Informatique.
- Arrondissement Fonctionnel de l'Eau et l'Assainissement.

Conditions :

- ★ Etre fonctionnaire titulaire du grade d'Attaché option : Informatique.
- ★ Etre diplômé de l'Enseignement Supérieur.

Bonne Maîtrise des :

- ★ COBOL, IQS, IDS 2.
- ★ Maîtrise de :
- ★ BULL DPS 7 sur G COS 7
- ★ DPS 6 sur G COS 6

Traitements des candidatures comprenant :

- ★ Une demande motivée.
- ★ Un curriculum vitae.
- ★ La photocopie des diplômes ou la copie du dernier arrêté de promotion.
- ★ Une photographie d'identité.
- ★ Deux enveloppes timbrées portant vos nom et adresse.

Au plus tard le 30 AVRIL 1987.
Le cachet de la poste faisant foi :
L'Hôtel du Département du Val-de-Marne
Direction du Personnel Départemental
Bureau du Recrutement, Pièce 404,
Avenue du Général de Gaulle, 94000 CRÉTÉIL.
Tél. : 48-99-94-00, poste 2458.



Leader de la dissuasion contre le vol par marquage crée le poste de

CHEF DE PRODUIT ASSURANCES

chargé de créer, suivre et développer des relations privilégiées avec les précommissaires, siège et réseau, négocier les contrats, faire évoluer le « produit » et les services qui l'accompagnent.

Une formation économique (ESG, Sciences Eco), et une première expérience professionnelle (de préférence marketing de services aux entreprises).

Rémunération (fixe + intéressement aux résultats) de l'ordre de 200 000 F.

Merci d'adresser votre candidature à notre conseil Alain SARTON, sous réf. 818 M - 10, rue du Mail - 75002 PARIS.

plein emploi
Conseil en ressources humaines



L'univers des matériaux
L'avenir des biotechnologies

Un des leaders de l'industrie française (ciments, matériaux, biotechnologies), présent dans le monde entier (2/3 du chiffre d'affaires et la moitié de l'effectif à l'étranger), renforce sa vocation internationale et étoffe ses équipes.

● Pour "LAFARGE COPPEE RECHERCHE" nous recrutons

Deux jeunes ingénieurs ou universitaires

désireux de soutenir une thèse de Doctorat sur un sujet à objectif industriel dans les domaines Ciments Alumineux et Plâtres de plâtre ; chacun en collaboration avec un laboratoire de grande école ou universitaire. Cette mission s'inscrit dans le cadre d'un contrat à durée déterminée de 2 à 3 ans, pouvant commencer en septembre prochain.

Lieu de travail : laboratoire extérieur en France ou à l'étranger.

réf. WP 362 AM

● Pour "LAFARGE FONDU INTERNATIONAL" Premier producteur mondial de liants alumineux, nous recherchons un

Ingénieur Mines, ECP, AM...

débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience acquise de préférence dans une industrie de process et désireux d'acquies nos techniques dans notre usine "phare" de Dunkerque. La solide formation, l'expérience enrichissante qu'il aura acquises, associées à ses qualités d'animateur, son goût pour la technique lui permettront d'évoluer vers des responsabilités opérationnelles importantes en France ou à l'étranger.

réf. YR 363 AM

Ecrire en précisant la référence. Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



ASSOCIATION RECHERCHE Candidat(e) prospecteur en entreprises

pour reclassement professionnel de handicapés adultes, qu'ils soient handicapés et de rééducation, handicapés et de rééducation. Lettre manuscrite et CV : EPSRI S.P. 549 74014 ANNÉCY Cedex.

Directeur juridique

Secteur tertiaire

Paris

Une importante entreprise internationale (plus de 2000 personnes), cotée en Bourse et en développement permanent, recherche son Directeur Juridique.

Dépendant de la Direction Financière et Administrative, il prendra en charge, en tant que responsable du service juridique (4 personnes), l'ensemble des activités juridiques. Il jouera notamment un rôle de conseil auprès des différents services ou sociétés filiales, et plus particulièrement auprès du Président et de la Direction pour tous les aspects juridiques liés aux opérations de fusions, acquisitions, absorptions de sociétés, etc. Il sera l'interlocuteur privilégié des avocats et des conseils extérieurs.

Agé de 40 ans environ et de niveau Docteur en Droit, il a impérativement une solide pratique de plusieurs années du Droit des Sociétés et du Droit contractuel, acquise de façon opérationnelle au sein d'une grande entreprise. Homme de "terrain" et de communication, il a de réelles qualités relationnelles, une grande disponibilité d'esprit lui permettant de traiter plusieurs problèmes en parallèle, ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais. Indispensables pour ce poste aux fonctions multiples et variées. Salaire très motivant pour candidat de valeur.

Merci d'adresser votre C.V. et lettre manuscrite sous réf. G020/M à Danièle FOSSAT, SEMA-SELECTION, 16, rue Barbès 92126 MONTROUGE

SEMA-SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

ingénieur études logistiques

Notre société (CA 530 M, 900 personnes), leader sur son marché, recherche un jeune ingénieur chargé de conduire des actions d'organisation dans le domaine logistique, aussi bien au niveau des flux physiques (stockage, transport, manutention) que du système d'information.

Le candidat retenu devra faire preuve de capacité de dialogue avec les informaticiens et avec les hommes de terrain qu'il aura à former aux nouvelles procédures. Une première expérience en logistique et en micro-informatique sera appréciée.

Le poste se situe au sein du service logistique et est basé en région lyonnaise.

Envoyer lettre manuscrite et CV détaillé (+ photo) sous réf. 23393 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui ti.

INRS

LE CENTRE DE RECHERCHE DE L'INRS.

recrute un

INGENIEUR H/F

(Grande Ecole)

ou un universitaire titulaire d'un doctorat pour prendre la responsabilité d'une petite équipe de recherche principalement orientée vers la mécanique des fluides et la ventilation industrielle.

Il ou elle devra utiliser différentes techniques de mesures (tracage, anémométrie, visualisation...) et des calculs, définir les plans des expérimentations réalisées en laboratoire ou sur site industriel et assurer la diffusion des résultats sous forme de publications. Il ou elle bénéficiera d'une large autonomie dans le cadre des objectifs visés.

Une expérience de plusieurs années en recherche exigée.

Faire parvenir les candidatures avec CV détaillé à :

INRS, Avenue de Bourgogne, B.P. 27, 54501 VANDEOEUVRE CEDEX, à l'attention de Monsieur LEMAITRE Chef du Personnel.

CAMBISTE

S/DMK

Dans le cadre du développement important de notre salle des Marchés, nous recherchons un spécialiste du comptant Dollar/Mark.

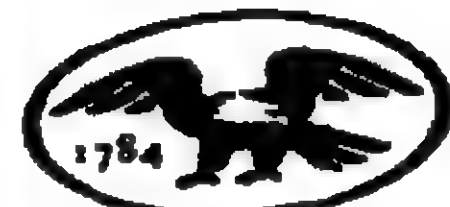
Une solide expérience de l'arbitrage et un anglais courant sont nécessaires pour assumer cette responsabilité.

Vous souhaitez rejoindre une banque performante où votre compétence technique donnera toute sa mesure au sein d'une équipe qui a toujours mis en avant le potentiel de ses collaborateurs.

Le niveau de votre rémunération sera lié à la qualité de vos performances.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à :

Jacques Roussel,
The First National Bank of Boston,
104, avenue des Champs-Élysées,
75008 PARIS.



BANK OF BOSTON

Le Monde CADRES

Participer en Normandie au développement d'un centre européen de production

Leader mondial dans les secteurs hygiène-beauté, pharmacie grand public, colle et bricolage (CA de + de 20 milliards de francs, 33 000 personnes dans le monde), notre Société a décidé de développer son centre de production européen implanté en Normandie. Elle renforce ses structures en recherchant

Jeune ingénieur

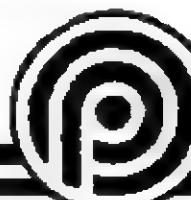
Diplômé d'une ENSI (physique ou chimie) ayant peut-être une première expérience en usine, passionné par les questions d'organisation et de méthodes, il aura en charge sous l'autorité du Directeur de Production le suivi des chaînes de fabrication et de conditionnement, le respect des process et l'animation directe du personnel de production. (Réf. S/M/LM)

Microbiologiste

De formation supérieure (Ecole d'Ingénieur ou Faculté), il participera à la création à l'intérieur de l'usine du service contrôle-qualité et mènera à bien les protocoles d'analyses qui auront été élaborés. (Réf. S/M/LM)

Pour ces deux postes, l'usage courant de l'anglais est nécessaire.

Si vous souhaitez saisir l'opportunité de carrière que représente chacun de ces deux postes, envoyez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence choisie, à notre Conseil, Denis SESBOUE, qui vous garantit toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

ingénieur d'affaires contre mesures "terre"

LACROIX
LES ARTISANS S.A.

Le Groupe LACROIX, 600 personnes, à MURET (31), conçoit, fabrique et commercialise des Produits de PROTECTION CIVILE et MILITAIRE.

Rattaché au Directeur de la Division Contre Mesures, l'ingénieur d'affaires est chargé de la prospection, du développement des ventes, de la recherche de nouveaux marchés en recueillant les besoins exprimés sur les produits. Il négocie les contrats avec les interlocuteurs de la Délégation Générale pour l'Armement. Il agit en étroite collaboration avec les ingénieurs de Projets, et assure toutes les liaisons avec les différents Clients.

Pour mener à bien cette mission commerciale, nous souhaitons rencontrer un INGENIEUR diplômé Grande Ecole, négociateur et technicien, justifiant d'une connaissance opérationnelle des milieux "terrestres", ainsi que d'une première expérience d'ingénieur d'affaires.

Nous vous remercions de nous faire parvenir un courrier manuscrit, CV détaillé (photo) + salaire actuel, réf. M 7042, à Marie-Françoise LAUTREC LEPY, Division Recrutement, 35, rue des Cordeliers, 31000 TOULOUSE. Téléc. 56.00.00.

marie-francoise lautrec lepy

Conseiller d'entreprise, Toulouse

JEUNE DIRECTEUR DU PERSONNEL

PARIS-
OUEST

Nous sommes filiale d'un important groupe international et distribuons sur l'ensemble de la France des biens d'équipement (Bureautique). Nous recherchons un Responsable du Personnel de plus de 30 ans, formation E.S.C. ou I.E.P., actuellement responsable de la fonction soit d'une unité de production importante soit d'une société dont l'effectif dépasse 350 personnes (il peut aussi être l'adjoint direct et polyvalent dans une société de 1000 personnes).

Adressez votre dossier sous n°927

GABRIEL MARCU
154, Bd Malesherbes, 75017 PARIS.



Débuter votre carrière dans une compagnie aérienne... à Montpellier

350 000 passagers transportés annuellement, 38 lignes exploitées, 30 villes européennes reliées journalièrement... ces quelques chiffres situent notre Compagnie AIR LITTORAL - CAL. Nous sommes actuellement le second transporteur régional français. Si la taille de notre entreprise est de 310 personnes, 350 millions de Frs de CA, le plus important est sans doute notre taux de croissance : + de 40 % l'an depuis plusieurs années. Nous devons afin de poursuivre notre "ascension" intégrer à notre équipe de jeunes talents qui monteront avec nous...

Chargé d'études marketing

120 +

Rejoignant notre Département Développement, vous avez en toute autonomie la responsabilité de l'ensemble des études qui soutiennent nos orientations stratégiques. En un mot un poste large et passionnant qui débouche sur des décisions opérationnelles et des nouveaux produits pour lesquels vous saurez faire preuve de créativité et de conviction.

Vous sortez d'une Ecole de Commerce mais vous n'en êtes pas moins déjà rodé aux techniques marketing... parce que vous avez eu par exemple au travers de stages ou d'une junior entreprise plonger dans le monde professionnel...

réf. 4139

Trésorier

120 +

Rattaché à notre DAF, vous gérez nos plans financiers et optimisez notre trésorerie. Vous entretenez nos relations avec les banques et négociez nos lignes de crédit. Vous avez aussi au sein de notre équipe financière à concevoir et mettre en œuvre les procédures qui permettent la gestion rigoureuse de nos encours à partir de nos prévisions.

Voilà en quelques mots ce que vous ferez avec nous, pour débiter une vie professionnelle que vous voulez orienter finance... et pour laquelle vous avez reçu une formation supérieure adéquate Bac + 4 (Ecole de Commerce ou Université).

réf. 4138

Tête surtout bien faite, personnalité et implication, vous ferez réussir dans notre équipe qui vit au bord de la piste de l'aérodrome de Montpellier, une formidable aventure d'entreprise... Merci de nous adresser, lettre, CV, photo, sous référence choisie - 24, rue Eugène Flachat - 75017 Paris. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec



VOTRE MISSION : Organiser le futur

Professionnels de l'Organisation, les A.G.F., 2^{ème} Compagnie Française d'Assurances vous offrent de participer aux grandes orientations du Groupe, en imaginant et définissant les structures d'organisation et les grandes lignes des systèmes d'information.

Ingénieurs, Grandes Ecoles Scientifiques, votre solide expérience en organisation (4 à 5 ans) acquise dans une grande entreprise ou dans un cabinet de conseil, associée à votre esprit de synthèse, votre pouvoir de conviction et vos idées novatrices, nous intéressent.

Au sein de la Direction DEVELOPEMENT et ORGANISATION, rattachée à la Direction GENERALE, le Département Organisation vous propose de rejoindre une équipe de professionnels passionnés par la perspective de préparer les A.G.F. aux grandes mutations de demain. Avec nous, relevez le défi du tertiaire, en adressant votre dossier de candidature motivée, sous référence MDO aux A.G.F. Secteur Gestion de l'Emploi - 33, rue La Fayette - 75009 PARIS.

Paris

Deux filiales d'une des premières banques françaises, établissements financiers spécialisés, partagent un besoin commun : soucieux d'apporter à leurs collaborateurs le plus haut niveau de professionnalisme, une attitude et des comportements volontaristes pour gagner sur un marché concurrentiel, elles ont décidé de créer un centre de formation autonome.

Dans cette perspective, nous renforçons sa structure en intégrant :

Deux animateurs de formation

Réf. 1877

Ce sont des hommes d'avenir : ils s'intéressent aux besoins futurs, participent à la définition de nouveaux métiers, construisent des programmes de formation qui vont garantir l'adéquation homme/poste. Ce sont des créatifs qui recherchent et mettent au point de nouveaux outils pédagogiques et enfin, ils savent faire passer des messages, animer des groupes, créer une « dynamique de la formation » tant au niveau des sièges que dans les réseaux.

Homme ou femme de communication, votre sensibilité aux problèmes humains, vos talents d'animateur et votre goût pour la formation, vous les avez mis en pratique dans un établissement financier ou dans une entreprise à vocation commerciale.

Un gestionnaire de formation

Réf. 1878

Il/elle aura pour missions : le suivi administratif des actions de formation, la mise en place de tableaux de bord, la réalisation des études administratives. Il/elle collabore avec le responsable du centre à l'élaboration du plan et du bilan de formation.

Vous possédez une expérience d'un service formation, éventuellement d'un service administratif de préférence dans le tertiaire. Vous y avez mis en valeur votre sens poussé de l'organisation et vos capacités relationnelles.

Marine HAUTEKIEF traite confidentiellement votre candidature et vous remercie de lui écrire en rappelant la référence du poste qui vous intéresse.



DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS

PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

Formation

Cet organisme paritaire, collecteur des fonds de la formation professionnelle, étend son activité sur l'ensemble du territoire. Les relations avec les entreprises sont assurées par une vingtaine de conseillers en formation.

Pour animer ce réseau et optimiser son action (prospection, conseil, diagnostic des besoins de formation, recherche des organismes, recherche des financements complémentaires...), la direction crée la fonction de :

RESPONSABLE DU RESEAU ADJOINT DU DIRECTEUR

Ce cadre, diplômé de l'enseignement supérieur (université ou grande école), est un manager indiscutable, qui a dirigé avec succès une équipe.

Il connaît bien la réglementation de la formation professionnelle. Son expérience lui a appris à gérer, organiser, contrôler.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle, sous référence 610008/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 Paris.

PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN

SAGEM, recherche pour son Siège Social Paris 16^e :

JEUNE CADRE FONCTION PERSONNEL

Au sein de la Direction du Personnel et des Relations Sociales, il rejoindra l'équipe chargée des Etudes Juridiques, de la Réglementation Sociale et du Contentieux.

En outre, il interviendra en tant que conseil auprès des Chefs du Personnel des différents établissements.

Nous souhaiterions rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (Maîtrise de Droit + DESS, CIPFOP) ayant acquis une première expérience de 3 à 5 ans dans une fonction similaire.

Les qualités de rigueur et de communication permettront à un candidat de valeur d'évoluer, à terme, vers des responsabilités plus larges.

Merci d'adresser vos motivations (lettre + C.V. + photo) à :
SAGEM
Services du Personnel
B.P. 215
92000 NANTERRE CEDEX



l'arme de votre réussite

Dans le cadre de son développement en France et à l'étranger

LE GROUPE E.S.C.P.

recherche des

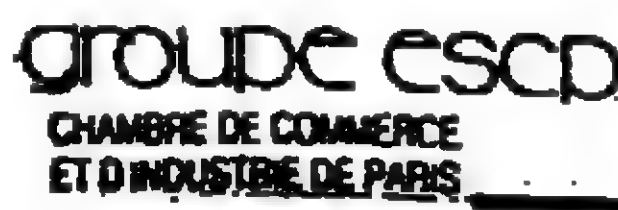
Professeurs permanents

ayant une expérience académique confirmée

ou

Jeunes assistants

désireux de développer une carrière d'enseignants chercheurs dans une grande école à vocation internationale.



Adressez lettre de candidature et C.V. à :
Jacques PERLIN - Directeur du Groupe ESCP
Ecole Supérieure de Commerce de Paris
79, avenue de la République, 75643 PARIS Cedex.

هذه امان الاصل

BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE
recherche
POUR ASSISTER LE DIRECTEUR RESPONSABLE
DE L'INFORMATION INTERNE
ET DE LA COMMUNICATION EXTERNE
AU SEIN DE L'ÉTABLISSEMENT

ASSISTANT(E)
DIPLOMÉ(E) ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
(Sciences Po, etc.)

30/35 ans environ.
● Excellentes qualités rédactionnelles impératives tant en français qu'en anglais.
● Parfaite maîtrise de la langue anglaise.
● Expérience de 5 années minimum indispensable.
Le candidat effectuera principalement des travaux de rédaction à dominante économique et financière.
Envoyer curriculum vitae et prétentions à :
B.A.I.I.
12, place Vendôme, 75001 PARIS.

PARACELUS KLINIK FRANCE

avec actuellement 5 cliniques en France et faisant
partie d'une chaîne de 50 cliniques en Europe et
aux États-Unis, ayant plus de 5.500 lits

cherche
pour ses implantations dans la région parisienne

UN DIRECTEUR

40 ans environ, expérience similaire dans la fonction d'une
clinique importante, dynamique, prêt à coopérer avec le
corps médical, prêt à s'intégrer dans une équipe de profes-
sionnels.

Sous les candidats pouvant justifier d'une expérience
solide seront retenus.

Prévoir d'adresser votre C.V. à l'adresse suivante :
PARACELUS KLINIK FRANCE S.A.R.L.
à l'attention de M. U. SCHEWING P.D.O.
19-21, avenue du Bois d'Amour, 93700 DRANCY.

**LA CAISSE REGIONALE
DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL
DE LOIRE-ATLANTIQUE recherche**

**UN CADRE (H/F)
POUR SON UNITE "CARTES"**

Il est chargé de l'animation d'une unité de travail de 7 personnes assurant
la gestion des traitements informatiques et comptables du domaine
monétaire.
- les relations avec les structures internes et externes nécessaires par ces
traitements.

Agé de 27/30 ans, de formation supérieure type E.S.C. ou équivalent, il
justifie d'une première expérience dans un poste à responsabilité orienté
vers la gestion, l'organisation et l'informatique.

Il est méthodique, rigoureux et possède d'excellentes qualités relationnelles.
De réelles perspectives d'évolution existent pour un candidat désireux de
s'ouvrir aux techniques bancaires nouvelles.

Rémunération : 130 000 F. +

Les candidatures sont à adresser avec lettre manuscrite, CV et photo d'iden-
tité à : C.R.C.A.M. de LOIRE-ATLANTIQUE
Monsieur le Chef du Personnel
La Garde - Route de Paris
44076 NANTES CEDEX



Le bon sens en action.

**RÉGISSEUR SUPPORT
PRESSE SPÉCIALISÉE**
en décoration-illustration
RECHERCHE

1 CHEF DE PUBLICITÉ
expérimenté

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions, réf.
Écrire sous le n° 7040
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

DUT gestion du personnel
développez l'utilisation de
nos systèmes informatiques



2300 personnes en France - 3 usines - plusieurs
filiales : une société performante, en progression,
qui a un projet d'entreprise ambitieux dont une
politique du personnel privilégiant la communication, la créativité, l'initiative et
la productivité.

Pour étoffer l'équipe chargée du personnel, nous recherchons un jeune DUT Ges-
tion du Personnel, ayant de préférence une première expérience de 2 à 3 ans et
intéressé par l'informatique (connaissance du logiciel "PACHA" appréciée).

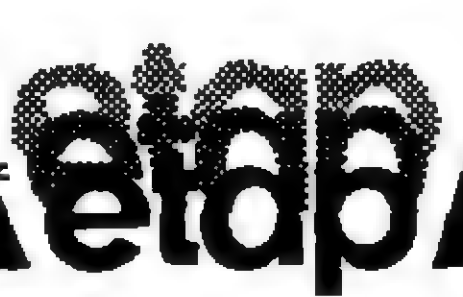
Sa mission :

- effectuer l'expertise des outils de gestion du personnel,
 - analyser les besoins des utilisateurs,
 - développer les systèmes d'information correspondant à ces besoins.
- La réussite dans ce poste implique rigueur, capacités de dialogue, esprit d'initiative
et de progrès.
Possibilités d'évolution dans le groupe pour candidat de valeur.

Écrire sous réf. ZG 364 AM
Discretion absolue

Membre du Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Cadre de personnel

Une importante société faisant partie d'un des premiers groupes industriels fran-
çais recherche un jeune Cadre pour intégrer à son département du "Personnel".

Sous la responsabilité du Chef de Département, il sera chargé de la préparation des
négociations sociales, du suivi de la réglementation, de l'information des Res-
ponsables d'établissement, du suivi des contentieux. Il participera aux opérations de
recrutement du personnel.

La réussite dans ce poste implique une formation Maîtrise de Droit (avec de préfé-
rence une spécialisation en droit social), une première expérience d'environ 2 ans,
des qualités marquées de contact et de rigueur.
Possibilités d'évolution pour candidat de valeur.

Poste à Paris-La Défense.

Écrire sous réf. CV 367 AM
Discretion absolue.

Membre du Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



**Responsable gestion
et administration usine**

Le Directeur d'un établissement industriel (230 personnes; 170 millions de CA)
doté d'équipements de production performants, recherche son bras droit pour lui
confier l'ensemble de la fonction gestion et administration de l'unité.

Il aura pour missions essentielles :

- d'améliorer les procédures et circuits internes pour optimiser les coûts et les
délais depuis la prise en compte de la commande jusqu'à la livraison au
client;
- de superviser le service Achats;
- d'animer les collaborateurs chargés des opérations comptables décentrali-
sées sur le site et participer à la mise en place d'une nouvelle comptabilité
analytique;
- d'assurer la direction pour la gestion du personnel.

Le candidat d'une trentaine d'années minimum possédant une expérience confir-
mée et polyvalente (gestion, organisation et administration) acquise dans une
unité de production (l'expérience primera sur le diplôme). Pragmatique et ouvert, il
disposera de bonnes capacités d'animation et de persuasion.

Poste petite ville sud-ouest de la France.

Ordre de grandeur de rémunération : 250.000 F/an

Écrire sous réf. VO 361 AM
Discretion absolue

Membre du Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



**Le recrutement... un tremplin
pour une carrière évolutive
dans notre groupe.**

Grande entreprise de forte renommée (3 000 personnes, CA 3,5 milliards,
plusieurs établissements), rattachée à un puissant groupe financier, étaye
la structure de son département central recrutement et gestion de
personnel.

Dans cette perspective, une opportunité de valoriser une première expérience
réussie de 2 à 3 ans acquise de préférence en entreprise est offerte.

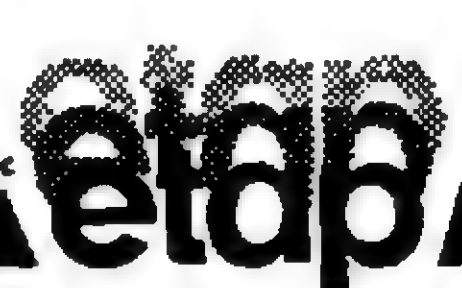
Le titulaire du poste devra :

- prendre en charge l'ensemble des missions de recrutement qui lui seront
confiées (analyse de poste, choix des méthodes, sélection, intégration),
 - participer à la gestion prévisionnelle des effectifs et des carrières.
- De formation Sciences Po, Ecole de Commerce, Psychologie, Droit... (une forma-
tion complémentaire ou optionnelle en Sciences Humaines serait appréciée).
La réussite à ces fonctions ouvre de réelles perspectives d'évolution de carrière
dans la société dans des postes fonctionnels (service du personnel) ou opération-
nels (poste d'encadrement).
Poste à Paris.

Écrire sous réf. RK 358 AM
Discretion absolue.

Membre du Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Contrôleur de gestion

Une importante société chimique, filiale d'un grand groupe indus-
triel français, recherche un Contrôleur de Gestion.

Il sera rattaché à un contrôleur de gestion central et son action concernera une
partie des activités de la société correspondant à un CA de 750 M.F.

Il sera chargé de participer :

- à l'élaboration des budgets (industriels et commerciaux) et d'en assurer
l'analyse et le suivi;
- à l'évaluation de projets;
- à l'élaboration du tableau de bord de l'entreprise.

Ce poste conviendrait à un candidat, formation ESSEC, ESCP, ESC (+ DECS appré-
ciée), ayant environ deux ans d'expérience en contrôle de gestion acquise impérati-
vement en milieu industriel, témoignant de qualités de rigueur associées à un sens
marqué des relations humaines.

Connaissance de l'anglais appréciée.
Réelles possibilités d'évolution de carrière.

Poste : Paris-La Défense

Écrire sous réf. BN 305 AC
Discretion absolue

Membre du Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



MATIERES PLASTIQUES

**Jeune ingénieur
"commercial de talent"**

Nous sommes un groupe pétrochimiste international et nos activités sont particu-
lièrement développées dans le domaine des matières plastiques.

Pour intégrer à l'une de nos équipes de ventes, nous recherchons un jeune
diplômé grande école (débutant ou ayant une première expérience profes-
sionnelle), persuadé que la vente est un métier noble, ayant le mordant pour y réussir,
le potentiel pour y progresser et l'envie pour être l'interlocuteur de nos
clients :

- il maintiendra un contact permanent avec les clients et les circuits déci-
sionnaires de chaque composante du marché;
- il anticipera les besoins et leurs évolutions et il proposera des plans d'action
de ventes et de développement technique pour y répondre;
- il négociera les contrats de ventes.

Réelles perspectives d'avenir pour un candidat de premier plan.

Maîtrise de l'anglais indispensable.

Poste : Paris-La Défense, avec nombreux déplacements.

Écrire sous réf. DW 368 AM
Discretion absolue

Membre du Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



OTIS
L'ASCENSEUR

Filiale française du groupe international
américain, leader sur son marché, recherche
pour une agence parisienne de 400 p. à
vocation commerciale et clientèle un :

**Chef du
personnel**

Homme de terrain, ayant déjà réussi dans une fonction personnelle concrète,
votre rôle est de contribuer à la motivation du personnel en veillant à la
qualité du climat social dans notre agence.

Diplômé et ferme, c'est par une gestion souple et efficace, une aide sociale,
une bonne information générale que vous y parviendrez tout en respec-
tant les règles internes, la légalité, et la politique sociale de l'entreprise.

Animateur, vous devez faire vivre notre Projet d'Entreprise et être
impliqué dans la "Qualité" et notion du Service rendu au "Client".

Bien sûr, vous gerez en permanence un personnel adapté aux
besoins de l'agence, assurez toute la gestion administrative, ainsi que
les relations avec partenaires et organismes sociaux.

Si vous êtes de formation supérieure, option Gestion du Personnel,
avec une première expérience réussie dans la fonction ou stage
longue durée, venez démissionner une carrière OTIS en écrivant à
Ascenseur OTIS, Véronique PARAGES, 141 rue de Saussure, 75017 Paris,
en précisant la référence LM/47.

**SOCIÉTÉ JEUNE, A TRÈS FORT POTENTIEL
DE DÉVELOPPEMENT, SPÉCIALISÉE DANS LA
CONCEPTION ET LA COMMERCIALISATION
DE PRODUITS DE TÉLÉCOMMUNICATION**
recherche :

**1) DIRECTEUR DE FABRICATION
ET MAINTENANCE**

Ben animateur et homme de contact, vous possédez, outre
une forte personnalité, de solides qualités d'organisateur
afin de structurer et d'animer les services suivants :

- suivi de la production et achats;
- qualité;
- S.A.V.

Vous avez entre 30 et 35 ans environ, une formation d'ingé-
nieur et surtout une vocation d'entrepreneur et de meneur
d'hommes.

Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

**2) RESPONSABLE
SERVICE ACHATS**

Rattaché au directeur de la fabrication, vous assurerez une
petite équipe et assurerez la responsabilité des achats
(sous-traitance incluse).

Vous avez un bon bagage en électronique et un carnet
d'adresses bien rempli.

Vous avez entre 30 et 35 ans environ, une forte person-
nalité et un goût très prononcé pour la négociation.

Envoyez votre candidature à : M^{me} KETTY COHEN
138, avenue Jean-Jaurès, 93500 PANTIN.

Aéroports De Paris

**INGENIEUR
ELECTRICIEN/
ELECTROMECHANICIEN**

Nous sommes un établissement public qui construit, exploite
et développe les aéroports. Nous recherchons aujourd'hui
pour notre division technique et industrielle un INGENIEUR
ELECTRICIEN/ELECTROMECHANICIEN.

De formation supérieure, vous justifiez d'une première expérience pro-
fessionnelle, vous possédez des qualités confirmées dans la gestion et
l'animation d'une équipe.

Vous serez chargé de la maintenance des équipements électro-mécani-
ques et de la distribution électrique. Vous effectuerez également les
études nécessaires à l'adaptation et au renouvellement des équi-
pements.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à Alain MARTIN - ADP
Service Recrutement - 291, boulevard Raspail - 75675 PARIS Cedex 14.

Le Monde
CADRES

Informaticien, aimez-vous l'argent?

L'une des premières S.S.I.I. françaises souhaite aujourd'hui offrir à sa clientèle bancaire de nouveaux services et ouvre sur Paris, le Département «Ingénierie carte bancaire». Le premier lien avec les banques sera un :

Consultant en monétique

Vous pourriez venir d'une école de commerce, mais apporterez une compétence générale des thèmes majeurs de l'informatique acquise en 5 à 8 ans (O.S., bases de données, architectures, réseaux).
Si vous êtes ingénieur, vous serez un spécialiste émanant de l'encadrement de projets ou de services informatiques ou responsable d'un atelier «méthodes». Votre compétence s'affirme sur AXIAL ou MERISE et sur la philosophie des O.S. IBM ou BULL (MVS, MVS/CA, COS, etc.).
Vous dialoguez aisément sur les bases de données et les réseaux (SNA, DSA, X26).
Homme de communication de haut niveau, vous saurez organiser le travail d'équipes, apprécier moyens et outils, budgéter et planifier.
Votre activité tournée vers la clientèle nécessitera des connaissances bancaires ou monétiques.
Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo et rémunération) sous réf. CPV/CM/LY à Didier VANDAMME qui vous assurera conseils et discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

M Faire conjuguer l'esprit de compétition,
de qualité, de développement, au quotidien...

free time

Paris

La trentaine environ, de formation Supérieure Commerciale et Marketing, maîtrisant l'anglais, vous avez une expérience confirmée et réussie de 5 ans mini dans une fonction d'encadrement impliquant gestion et animation humaine et économique telle que Superviseur ou Directeur Régional responsable de plusieurs Unités opérationnelles soit dans la Restauration, soit dans la grande Distribution.
Notre Groupe (400 MF CA - 1000 personnes - 50 enseignes), dont la philosophie en matière de restauration rapide s'appuie sur la synergie tonique issue de la qualité de nos produits et de la personnalité de notre image, et de nos restaurants, recherche près de sa Direction Générale, le **DIRECTEUR OPERATIONNEL**, plus précisément appelé **NATIONAL MANAGER**, dont la mission consiste à faire évoluer, expliquer, et faire appliquer, par les différents Managers régionaux, Formateurs, Managers Restaurants et Leader Qualité, les principes, règles et procédures de gestion et d'animation définies dans la "bible".
Animateur, "Communicateur", il conjugue au quotidien dans l'éthique Free Time, la motivation des Hommes, le maintien et le développement commercial, assure la croissance (+ 30 % l'an), met en œuvre les actions commerciales nationales, développe l'esprit qualité, etc...
Merci d'adresser CV manuscrit et détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 8745 FTM à notre Conseil - 58 avenue de Wagram - 75017 Paris
17 rue Courmeaux - 51054 Reims cedex

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE
DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

MORENO CONSULTANTS REIMS - PARIS - LYON

EXPLOITANTS

FAITES FRUCTIFIER VOS ACQUIS !
Si vous êtes âgé d'environ 26 ans,
si vous possédez une formation universitaire supérieure ou un diplôme d'une école de Commerce (un diplôme bancaire, type I.B., serait un plus),
si vous justifiez d'une expérience confirmée dans une Banque comme Exploitant Commercial,
Alors notre banque la B.P.R.O.P. (Banque Populaire de la Région Ouest de Paris), située au 3^e rang du groupe des Banques Populaires (avec un chiffre d'affaires de 800 millions de francs et plus de 200 000 clients) est prête à vous accueillir et vous faire confiance.
Nous vous offrons : « l'opportunité de faire carrière dans notre Banque en plein développement qui vient de mettre en place une nouvelle architecture de son réseau pour affronter les mutations de demain,
« l'assurance de profiter d'une politique active de décentralisation et de mobilité fonctionnelle.
Vous voulez, plus qu'autre chose, faire fructifier vos acquis ? Un coup de fil vous mènera au bon long C.V. ! Téléphonez aux collaborateurs d'ALLO-CARRIÈRES. Elles vous informent et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion (du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ou (1) 45.02.15.74 - Précisez la référence 520). Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, sous la référence 520/LM, à ALLO-CARRIÈRES - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

ALLO-CARRIÈRES
Banque Populaire
UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

(1) 45.02.15.74

PRAGMA

Management et ressources humaines

souhaite s'adjoindre un

JEUNE CONSULTANT

pour faire face à son expansion

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (école supérieure de gestion DESS - DROIT - PSYCHO/INDUS).
Vous disposez d'une réelle aptitude à l'analyse, au travail en équipe, vous avez le souci de la rigueur et de l'efficacité, vous justifiez d'une première expérience significative dans la Fonction Personnel.

ALORS
prenez contact avec nous en nous faisant part de vos motivations et en joignant votre C.V. à l'adresse suivante :

PRAGMA-S.A.
22-28, rue Henri-Barbusse, 92110 CLICHY.
Tél. : 42-70-45-42.

Groupe industriel de presse périodique recherche

INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE

pour diriger les services de nuit ayant expérience en industrie graphique, industries papeterie ou industries connexes.

Lieu de travail : banlieue proche de PARIS.
Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 8457 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

PREMIER GROUPE FRANÇAIS D'ASSURANCE
PRESENT DANS 60 PAYS,

vous, qui avez réussi un BAC "Scientifique" (C, D, ...) prolongé par deux années d'études supplémentaires, qui êtes libéré des obligations militaires, qui pratiquez couramment une langue étrangère et qui êtes intéressé(e) par :

l'informatique et les Réseaux de Télécommunications :

L'UAP VOUS OFFRE LES MOYENS DE VOTRE FORMATION ET UN EMPLOI

Pour obtenir les modalités de votre inscription, envoyez CV à : U.A.P. MME SEBASTIEN 20 ter, rue de Bezons 92411 COURBEVOIE CEDEX

CABINET LEADER DE L'OUTPLACEMENT

(conseil en réorientation de carrières)
intensifie son activité en région Rhône-Alpes et s'implante en région Provence - Côte d'Azur.

Il recherche :

2 CONSULTANTS (LYON, AIX-EN-PROVENCE)

- personnalités affirmées
- 40 ans minimum
- parfaite connaissance du tissu économique régional
- totallement autonomes
- sans aigu de la performance

ils devront :

- développer notre service dans leur région respective selon une démarche de haut professionnalisme et dans un souci permanent de qualité et de représentativité
- mener les actions commerciales et relations publiques adaptées
- réviser les missions individuelles et collectives de réorientations de carrières
- veiller à la qualité de la logistique locale

La rémunération est attachée au niveau d'activité et ne saurait être inférieure à 350 Kf.

Merci d'adresser lettre de motivation manuscrite, C.V. et photo à M.P.A. n° 7 1228, 86280 Lyon cedex 02.

URGENT
PRODEST ETT recherche pour Paris-Genève

INGÉNIEUR SYSTÈME

EXPLOITATION QUALIFIÉE
Hardware, BULL DPS 8 GCUS 8
Minitel SR 2300 édition 4
Tél. : 42-85-18-62.

Importants sociétés de négoce international (Quartier Exotic) recherche un

JEUNE DIPLOMÉ

LICENCE OU MAÎTRISE DE GESTION

Avec 2 à 3 ans d'expérience en gestion. Bonnes bases comptables acquises. Anglaise lu couramment. Restaurant d'entr. Avantages sociaux.

Adress. lettre manusc. CV, photo et prétent. sous réf. D/LM à Media System 2, rue de la Tour-des-Dames, 75008 PARIS, qui transmet.

Comité départemental de la vie associative

recherche

DIRECTEUR

- Formation supérieure.
- Expérience de la vie associative.
- Généraliste.
- Compétences informatiques et moyens modernes communication appréciés.

Renseignements et candidatures à :
C.D.V.A. - 29, avenue Sarrail, 90000 BELFORT.
Tél. : 84-21-32-63. Date limite le 4 avril 1987.

Diriger une usine en Afrique

Un puissant groupe industriel recherche le directeur d'une usine de traitement de minéral (400 personnes).
Les équipements de cette usine de construction récente, sont à la pointe de la technologie en mécanique, électricité, électronique, automatique...
La mission du directeur sera d'optimiser cet outil de production principalement en organisant, réalisant et contrôlant un entretien permanent.
C'est un ingénieur diplômé d'une grande école, spécialiste de l'électromécanique et possédant une dizaine d'années d'expérience de grands ensembles industriels : traitement de minéral, cimenterie, ...
C'est un patron qui sait organiser, gérer et dont l'autorité est sans conteste. La rémunération est très motivante, les conditions de séjour agréables, le climat sain.
Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle, sous la référence 703 136/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 Paris.

IBARD

Gentilly 250 000 +

Jeune Directeur de Personnel

Votre meilleur atout : la communication

Un des que vous avez largement mis à profit au cours de votre première expérience dans la fonction personnel : formation ou communication par exemple.
Le Laboratoire IBARD est filiale d'un groupe américain de 7000 personnes. Nous diffusons des matériels et produits cardio-vasculaires. Effectif : 120 répartis entre le siège (Gentilly) et l'usine (Antibes).
Votre mission de Directeur du Personnel - toute nouvelle dans l'entreprise - consistera dans un premier temps à mettre sur pied l'ensemble d'un service. Puis, vous vous attacherez plus particulièrement à traiter les questions de communication interne et externe, formation, mutation/promotion. Vous serez l'interlocuteur privilégié et immédiatement reconnu pour tous les aspects de la Fonction Personnel.
Conditions requises : formation supérieure, 30 ans expérience, qualités relationnelles incontestables. La connaissance de l'anglais connaît une importance, celle du droit social un atout.
Adressez votre dossier de candidature complet aux Laboratoires IBARD - 102, rue Gabriel Péri, 94250 Gentilly.

ACTION JURIDIQUE ET FISCALE

Dans une grande banque située à Paris, proche de sa clientèle, nous souhaitons intégrer un collaborateur de premier plan soucieux d'un avenir de qualité.

A 30 ans environ, vous avez une formation supérieure et une expérience fiscale acquise en entreprise du secteur tertiaire ou en tant qu'auditeur.

Votre sens du dialogue, votre agilité d'esprit et votre ouverture à la comptabilité vous permettront de prendre en charge le droit des affaires et la fiscalité.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à l'Agence Anne Perre Conseil 3, rue de Liège 75009 Paris sous réf. 983.

AGENCE SPECIALISEE EN COMMUNICATION SOCIALE

Rédacteur-Concepteur

Bonne plume et créatif, vous êtes débutant ou avez 2-3 ans d'expérience en communication.
Votre formation supérieure, votre culture générale vous ont sensibilisé à notre environnement économique et social.
Rigueur, organisation, rapidité, esprit d'équipe... sont votre pain quotidien.
Pour nous rencontrer, adressez votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à M^{me} D. GURDJIAN 1, rue Kléber - 78150 Le Chesnay, qui vous garantira l'entière confidentialité.

Le Conseil général de la Loire RECRUTE

par voie de détachement ou de mutation

UN INSPECTEUR PRINCIPAL ou ATTACHE PRINCIPAL

pour

SA DIRECTION DE LA PROTECTION SOCIALE

L'intéressé(e) assurera le suivi de l'ensemble des actions menées par les Services de l'Aide Sociale à l'Enfance. Il supervisera, en outre, la coordination interne des services à travers le Plan de Formation.

Les dossiers de candidatures devront parvenir au plus tard le 4 MAI 1987, à l'adresse suivante :

HOTEL DU DEPARTEMENT DE LA LOIRE
Service du personnel
2, rue Charles-de-Gaulle
42022 SAINT-ETIENNE cedex 1
(tous renseignements complémentaires pourront être obtenus au 71-33-42-45, poste 3243).

مكتبة الأمل

Le Monde
CADRES

UN GRAND DU TRANSPORT

recherche pour son siège social BANQUE D'EST

COMPTABLES QUALIFIÉS

Niveau de formation DECS comptable. Bonnes notions informatiques. Déplacements à prévoir. Si vous êtes intéressés par cette annonce, veuillez adresser votre C.V. et références sous n° 26.000, 14, à porter sur enveloppe à La Poste Française, 22-27, avenue de Neuilly, 75116 PARIS, qui transmettra.

Magazine "ENTREPRENDRE" red. SECURIT. DE REDACTION. Env. C.V., photo, prêt à l'envoi. PRENDRE, 22, rue de Cléry, 75002 Paris.

NOVACOM

Les spécialistes de tous les nouveaux moyens de communication (téléphonie, vidéo, etc.)

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL

(Ecole d'ingénieurs + Ecole de commerce) même débouché comme « CHEF DE PROJET »

Envoyer en envoi C.V. NOVACOM, 7, r. de la République, 75002 Paris.

VILLE DE ROUBAIX

102.000 habitants

CADRE A

Selon profil de candidat sélectionné.

- Dans le cadre de la mise en place d'une cellule chargée de gestion et d'organisation et méthodes.

- Associé à la réalisation d'un audit des services municipaux en collaboration avec un consultant externe.

PROFIL : Formation universitaire et/ou expérience professionnelle dans la fonction. Passion pour la remise en cause des idées reçues et des habitudes.

Adresser candidature avec C.V. et M. le directeur général de la Ville de Roubaix, 8, rue de la République, 59000 ROUBAIX CEDEX 1.

Tél. : (03) 61-87-06-32.

BANQUE ESPAGNOLE

recherche pour son siège de Roubaix M.E.

CLASSE V-VI

ayant une bonne connaissance générale.

GRADE CLASSE III

pour non service étranger. Expérience 2-3 ans exigée.

DACTYLOS BILINGUES ESPAGNOL-FRANÇAIS

Adresser C.V. et photo sous n° 8455 M. LE MONDE PUBLICITÉ, 5, r. de Montmoy, Paris-7.

SOCIÉTÉ RECHERCHE COMPTABLES

Exp. des entreprises. Postes motivants. Ec. av. C.V., photo et prêt, n° 8557, 18, r. d'Alsace, 75008 PARIS.

GESTIONNAIRE COMPÉTENT

- Suivi des investissements. - Conseil Assemblées générales. - Comptabilité. - Séminaires de motivation. Tél. : 48-21-02-70.

COMITÉ D'ENTREPRISE R.A.P.

Recherche pour son VILLAGE DE VACANCES de 1200 logements.

DES GESTIONNAIRES DES RESPONSABLES D'ACTIVITÉS

Sélectionner pour 3 à 5 mois par 6 semaines formées et expériences indispensables.

PROPOSE Gestion libre de 3 places au sein de 3 structures de 700 à 1.000 lits sur 3 à 6 mois. Demander manuscrit et C.V. à LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montmoy, 75007 PARIS.

P.M.E. leader sur le marché national dans le domaine des huiles d'aviation militaire

recherche

UN(E) TECHNICIEN(NE) CHIMISTE

Possédant solide expérience en synthèse organique acquise dans l'industrie chimique ou pharmaceutique. La connaissance et l'utilisation des méthodes classiques de séparations et des physicochimiques est indispensable. Ce poste nécessite une certaine autonomie de travail et une grande part d'initiative personnelle.

Il ou elle dépendra du responsable de la recherche.

Ce poste s'adresse à des candidats possédant soit un B.T.S. ou D.U.T. avec 5 années d'expérience minimum ou Bac F6, 8 années minimum.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo et prêt à : M.B. LESCHER - Société NYCO, 1, rue L.M.-Deltour, 78700 CONFLANS-SAINT-HEONORINE.

VAL-D'OISE

LE CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-D'OISE

RECRUTE

par voie de détachement

Des cadres administratifs

de catégorie A, pour les services des affaires sanitaires et sociales

Les candidatures comprenant :

- une demande écrite sur papier libre mentionnant la situation administrative actuelle ;
- un curriculum vitae.

Pour être adressées à :

Monsieur le directeur des affaires sanitaires et sociales, Conseil général, 2, avenue de la Palette, 95011 CERGY CEDEX.

Pour tous renseignements complémentaires téléphoner au : 30-30-94-40, poste 21.12.

HEBDOMADAIRE ECONOMIQUE ET FINANCIER

recherche

JEUNE SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTISTE

2 à 3 ans d'expérience, initié aux nouvelles techniques.

JEUNE COLLABORATEUR SERVICE COMMERCIAL

pour service publicité : passionné par les marchés financiers. Connaissances informatiques appréciées.

RESPONSABLE DU SERVICE DIFFUSION (vente-abonnements)

expérience similaire appréciée.

Adresser C.V. + photographies + photo sous n° 23604 à : LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montmoy, 75007 PARIS.

RÉGISSEUR SUPPORT PRESSE SPÉCIALISÉE INFORMATIQUE

RECHERCHE

1 CHEF DE PUBLICITÉ

expérimenté

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, photographies : LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montmoy, PARIS-7.

Assistance Publique Hôpitaux de Paris

Recherche

CADRE RESPONSABLE DES APPROVISIONNEMENTS MÉDICAUX

MISSION : Remplir les Services centraux d'approvisionnement, ce cadre sera responsable des marchés de biens consommables médicaux (1,2 milliard de francs en 1986).

PROFIL : Diplômé d'une école de commerce, avec 3 à 5 ans d'expérience, le candidat aura de préférence une bonne connaissance du milieu de l'industrie bio-médicale et un goût affirmé pour la négociation et la culture technique.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et rémunération actuelle à : MONSIEUR JEAN-YVES TEXIER - ASSISTANCE PUBLIQUE, DIRECTION DU PERSONNEL, 4, RUE SAINT-MARTIN - 75004 PARIS.

MUTUELLE EN CRÉATION

RECHERCHE

SON DIRECTEUR

Il devra assurer le lancement de la mutuelle dans le domaine du logement.

Promotion, administration, relations POUR ÊTRE CANDIDAT

Il faut une bonne connaissance du public jeune, des problèmes du logement, une compétence financière et budgétaire, avoir le goût des contacts de haut niveau.

- Etudes supérieures requises (maîtrise minimum).
- Ouverture d'esprit à l'aspect social et à l'écologie humaine.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et photographies à : LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montmoy, 75007 PARIS.

Le recrutement et la gestion des cadres : une mission internationale pour évoluer chez BSN.



BSN Groupe, 35 Mds de francs de CA, plus de 100 sociétés, 43 000 personnes dont 4000 cadres, une politique humaine et sociale dynamique qui s'inscrit dans notre projet d'entreprise.

Responsable de recrutement

Premier groupe alimentaire français BSN se bat au 1^{er} rang pour développer ses parts de marché, accroître ses capacités financières, élargir ses compétences en mobilisant ses ressources humaines autour d'un projet commun.

Aujourd'hui plus que jamais le recrutement et la gestion des cadres est une des clés de notre réussite.

Avec beaucoup de professionnalisme l'équipe intervient pour l'ensemble des sociétés du groupe pour rechercher à l'extérieur et sélectionner les meilleurs candidats mais également valoriser les potentiels internes du groupe.

En toute autonomie, vous analysez avec le service demandeur ses besoins, vous définissez les moyens de votre recherche et mettez tout en œuvre jusqu'à la

recommandation finale d'embauche. Vous êtes bien sûr diplômé d'études supérieures et maîtrisez les techniques de recrutement, et vos 3 années d'expérience vous ont permis de travailler à l'étranger ou de recruter pour l'international (anglais courant et seconde langue souhaitée). Cette mission est pour vous l'opportunité d'élargir votre univers de compétences. Prêt à vous investir et à vous remettre en cause, vous intégrez une équipe animée par la passion de son métier et une perpétuelle envie de progresser. La richesse des contacts que vous développez dans cette mission vous ouvre de nombreuses portes pour construire votre carrière dans un groupe leader. Engagez avec nous l'avenir de BSN !



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. F 11 M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

Notre Garant des Systèmes et Procédures...

Notre Conseiller auprès des Etablissements...

Nous sommes une filiale importante (2100 p) d'un Groupe à forte notoriété du secteur de la Métallurgie. Nous souhaitons renforcer notre

Direction du Personnel

et accueillir, auprès de notre Directeur, un cadre expérimenté qui sera à la fois le garant des systèmes et procédures (application de nos politiques, tableaux de bord, interface informatique-comptabilité, ...), l'interlocuteur privilégié des Chefs du Personnel d'établissements (droit social) et qui assurera la préparation de nos rencontres avec les partenaires sociaux. Cette fonction peut vous intéresser si vous possédez une expérience concrète et opérationnelle de la fonction « Personnel » et avez envie, maintenant, de prendre du champ par rapport au terrain - tout en conservant votre sens des réalités... A bientôt.

Réfé. DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière et vos prétentions, sous référence V/DP/M.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Diversification... dans la Grande Distribution

DIRECTEUR DU MARKETING

Filiale d'un Groupe international, notre réflexion stratégique nous conduit à introduire dans la Grande Distribution l'un de nos produits diffusés jusqu'à présent dans un réseau sélectif. Réalistes et professionnels... dans notre domaine, nous souhaitons nous adjoindre les compétences d'un spécialiste de ce type de marché, pour prendre en main ce projet, encadrer notre Distributeur et développer une gamme de produits attendus par le grand Public. Diplômé d'une grande Ecole de Commerce vous occupez actuellement des responsabilités marketing ou vente en relations étroites avec la Grande Distribution. Nous vous offrons l'opportunité de développer un marché potentiel très important avec des moyens à la hauteur de nos ambitions... et des vôtres.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous réf. O/DIM/M, à notre Conseil Didier LESUEUR qui vous garantira une discrétion absolue.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

COURS SUBRA

COURS DE VACANCES par correspondance

CORRESPONDANTS PÉDAGOGIQUES

Toutes régions. Du C.P. à la terminale. Honoraires intéressants.

Envoyer C.V. aux Cours SUBRA, 7, boulevard Morland, 75004 PARIS.

TRANSTAIRE MARSEILLE

recherche

JEUNE COMMERCIAL

Dynamique pour PARIS. FOURNIR C.V. et lettre manuscrite à : S.P.T.T., 74, r. Perceval, 13008 MARSEILLE.

ADMINISTRATEUR I.F.

Un direct avec la direction artistique. Grande disponibilité. Anglais aisé.

Poste à pourvoir immédiatement. Env. C.V., photo et lettre manuscrite à : S.P.T.T., 74, r. Perceval, 13008 MARSEILLE.

secrétaires

Dynamique et méthodique, secrétaire de direction, 28 ans, anglais courant, 7 années d'expérience dans les domaines du marketing, commercial et de la communication, recherche emploi stable dans les secteurs presse, publicité, radio ou tous autres secteurs dynamiques. Tél. : 42-02-16-44 après 19 h.

PROJECT MANAGER (FUTUR DIRECTEUR GÉNÉRAL)

pour contribuer à la réussite d'un projet de création d'une ferme agricole (salmonides) dans le sud-ouest de la France.

Adresser C.V. + photo à : HMS Conseil, 9, rue Lincoln, 75008 PARIS.

Envoyer dossier de candidature à SIGMA FORMATION, Division Recrutement Conseil - Tour Iod-Pain 92, 65, rue du Général Gallieni 93000 MONTREUIL.

UN RESPONSABLE D'OPÉRATIONS

La mission sera d'assurer le montage et le suivi d'opérations d'aménagement urbain, notamment au plan juridique et économique, ainsi que la mise en place des modes de financement des équipements collectifs, logements, activités économiques.

Il aura une expérience attestée dans ce domaine, le goût du contact avec les collectivités locales, les agents économiques, les usagers, une capacité d'adaptation à la polyvalence des missions à assumer.

Envoyer dossier de candidature à SIGMA FORMATION, Division Recrutement Conseil - Tour Iod-Pain 92, 65, rue du Général Gallieni 93000 MONTREUIL.

Organisme Professionnel Paris-8

recherche

CONSULTANT(E) JURIDIQUE

Formation ICH ou équivalent. Impérativement : 1 ou 2 ans d'expérience dans l'immobilier.

C.V., photo et prétentions sous n° 8.454 M. LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montmoy, Paris-7.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et photographies à : LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montmoy, 75007 PARIS.

UNIVERS DE
LA GESTION

Notre laboratoire, pharmaceutique, mondialement connu pour ses réalisations scientifiques, bénéficie d'une excellente image de marque dans le domaine de la santé. Pour poursuivre notre croissance (350 MF de CA en 86), nous recherchons un

Contrôleur de gestion junior HF

Rattaché au Responsable Administratif et Financier que vous seconderez, vous créerez et mettez en place le Contrôle de gestion Siège, assurerez le suivi budgétaire, établirez le tableau de bord. Vous assisterez les opérationnels dans la prise de mesures correctives nécessaires et participerez au reporting vis-à-vis du Groupe.

Après une formation de type ESC, ESSEC ou équivalent, + DECS, vous avez une première expérience du contrôle de gestion, acquise de préférence dans le secteur pharmaceutique.

Vous souhaitez maintenant « créer » votre propre fonction à la mesure de votre compétence et mettre en place les outils d'aide à la décision que requiert notre développement.

Ce poste, situé dans la proche banlieue Ouest de Paris, nécessite l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., prétentions, photo), sous la référence L/CGJLM, à notre Conseil Thierry de Carné.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

BANQUE PARIS 8^e

recherche

JEUNE CADRE

FUTUR

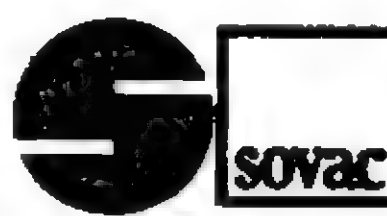
ADJOINT AU CONTRÔLEUR DE GESTION

• de formation supérieure (Grandes Ecoles Commerciales ou Ingénieurs), • première expérience bancaire, • motivé par l'utilisation d'outils informatiques, • disponible rapidement.

L'une des premières tâches qui lui seront confiées sera la réalisation pratique d'applications informatiques visant à produire : reporting mensuel, tableau de bord, analyses de coûts.

Poste évolutif pour candidat à fort potentiel.

Adresser lettre manuscrite et C.V., sous référence 229-M à MAMREGIES 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

Mathématiques et gestion

IMPORTANT GROUPE FINANCIER PRIVÉ (2500 personnes), spécialisé dans le financement des particuliers et des entreprises, nous occupons l'un des tout premiers rangs dans notre activité.

Nous recherchons pour notre Groupe ANALYSE STATISTIQUE DU RISQUE BANCAIRE deux

Jeunes diplômés

Au sein d'une petite équipe, après formation à nos outils et méthodes, vous serez chargés de mener des études d'évaluation statistique et mathématique du risque, dans des domaines très variés relevant des financements Entreprise, Automobile, Immobilier... La grande diversité des études que vous aurez à traiter vous amènera à être en contact avec de nombreux services et utilisateurs. Outre l'aspect purement technique, ces fonctions impliquent donc de réelles capacités relationnelles.

Vous avez une formation de base mathématiques et statistiques complétée par un DESS ou un 3^{ème} cycle de gestion. De larges perspectives d'évolution dans le groupe seront proposées à des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 70310 M à notre Conseil SENANQUE - 62 Avenue de Wagram - 75017 Paris.

Sénanque

Une des
premières sociétés
d'assurance-vie
recherche

**Comptable
organisateur**

Dans le cadre d'une décentralisation des activités comptables vers les départements opérationnels et la mise en place d'un nouveau système comptable, il prendra en charge pour la "Branch Group" :
- la mise au point détaillée de ce nouveau système (règles, procédures, etc.) ;
- la formation des utilisateurs aux nouveaux outils ;
- la supervision du démarrage de l'application.
Pour ce poste qui nécessite autant de sens de la négociation que de connaissance des comptabilités informatiques, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur titulaire du DECS (ou équivalent) ayant au moins 3 ans d'expérience pratique de la comptabilité, si possible dans le domaine des assurances.
Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 23279 à Connaissance Publique - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.



L'Équipement Automobile

Partenaire reconnu des constructeurs mondiaux
28000 personnes - C.A. 12 Milliards de Francs 45% réalisés à l'étranger
recherche pour

la Direction du Contrôle Financier de son Activité Essuyage à Issy Les Moulineaux

Jeunes Diplômés Grande Ecole de Commerce et/ou Expertise Comptable

possédant 2 ou 3 ans d'expérience en cabinet d'audit international ou en entreprise utilisant des méthodes de gestion anglo-saxonnes.

Chef Comptable

Vous serez responsable de la centralisation comptable, de l'arrêté des comptes, des déclarations fiscales de la société et utiliserez pour ce faire des méthodes de comptabilité en temps réel. Vous assurerez les relations avec les commissaires aux comptes et serez chargé de superviser vos correspondants dans les établissements pour la comptabilité fournisseurs et la gestion des immobilisations. Réf. 63847/1/M

Trésorier

Avec votre équipe, vous aurez pour mission, la gestion de trésorerie en France et devises la facturation et le recouvrement clients, la gestion du besoin en fonds de roulement et devrez pour ce faire, mettre en place les outils informatiques les plus adaptés. Réf. 63847/2/M

A partir de ces postes, vous pourrez à terme diversifier et élargir vos responsabilités à l'intérieur de la fonction Contrôle Financier au sein de notre Groupe à vocation internationale.

Merci de nous adresser (H/F) (lettre manuscrite, CV, prétentions et photographie) en indiquant la référence du poste choisi à Valeo Essuyage - Affaires Sociales - Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 21 boulevard Gambetta - 92130 ISSY LES MOULINEAUX

Organiser et contrôler un gros service Titres.

Titulaire confirmé, ayant exercé des responsabilités à un niveau élevé, ou organisateur ayant conduit des missions significatives dans ce secteur d'activité, vous avez vécu l'explosion de ces dernières années et acquis, dans des conditions parfois difficiles, une bonne maîtrise de l'ensemble des rouages d'un service administratif des Titres.

Puissant organisme financier, nous recherchons le responsable de la cellule "organisation et contrôle" de notre service Titres. Son objectif : auditer les circuits existants, cerner les coûts, concevoir de nouvelles procédures, moderniser en un mot. A la tête d'une équipe de 6 personnes, il devra appréhender des systèmes complexes, apporter des solutions efficaces, s'impliquer dans leur mise en œuvre.

Une mission passionnante qui devrait vous permettre de faire la synthèse de votre acquis professionnel et de vos qualités d'animateur et de formateur. Pour un premier contact, merci d'écrire sous référence 676 513 M aux Consultants du Cabinet SIRCA, 64 rue La Boétie - 75008 Paris, en précisant votre niveau actuel de rémunération.

**Sirca**

Membre de Syntec

**RESPONSABLE
DU MARKETING**

EXPLOREZ DE NOUVEAUX PRODUITS !

Nous sommes une importante BANQUE située à MARNE-LA-VALLÉE et nous recherchons notre RESPONSABLE DU MARKETING.

Notre idéal : Agé d'environ 30-35 ans, vous justifiez impérativement d'une expérience (5 ans environ) dans le marketing direct ou la V.P.C. (grande distribution...). Titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur, vous avez bien sûr de l'imagination et de la créativité ainsi qu'une bonne expression orale et écrite.

Votre idéal : Un double aspect dans votre fonction (en relation directe avec notre Directeur d'Exploitation) :
- vente et promotion des nouveaux produits (plaquettes, mailing...).

- étude de marchés et de clientèle (séparation financière).
Nos idées ne rejoignent !
Un coup de fil vaut mieux qu'un long C.V. !
Contactez les collaborateurs d'ALLO-CARRIERS au (1) 45.02.15.74. Elles vous informeront et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion (du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h - Précisez la réf. 521).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, sous la réf. 521/LM, à ALLO-CARRIERS - 71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

(1) 45.02.15.74

**Futur responsable du contrôle de gestion
d'une direction régionale**

Première filiale régionale du Groupe BOUYGUES - 1400 personnes - leader en Normandie-Picardie dans le domaine du BTP, nous avons triplé notre CA en 5 ans : 1,15 milliard de francs.

Diplômé d'une grande école de commerce ou de gestion, vous avez su valoriser votre formation au travers d'une première expérience en tant que contrôleur de gestion (2 à 5 ans).

Après une période d'adaptation, vous prendrez en charge le contrôle de gestion d'une région de production, représentant une activité d'environ 150 millions de francs.

Très rapidement, nous vous confierons également la responsabilité de former un ou plusieurs jeunes contrôleurs de gestion.

Vous avez des qualités de rigueur et curiosité, le sens du contact et souhaitez exprimer vos talents dans une entreprise prête à investir dans vos capacités de progrès.

Nous saurons bâtir avec vous un programme personnalisé d'intégration, de formation et de développement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Christophe DUBOULOUZ - QUILLE - Le Hastings - 2, Mail Pétissier, B.P. 1048, 78172 ROUEN Cedex.

QUILLE

Paris
Banlieue Sud-Ouest**Donnez-vous
le droit d'évoluer avec nous !**

La croissance industrielle et les performances de notre titre en bourse permettant à notre groupe de 4500 personnes de poursuivre son développement et la rénovation de ses structures. Cette réussite repose naturellement sur des investissements importants mais aussi et surtout sur l'implication des hommes. Pour poursuivre ce challenge et préparer l'avenir, notre Directeur Financier recherche un

Juriste fiscaliste confirmé

capable de prendre dans un avenir proche la responsabilité des services juridique et fiscal.

Conseil de notre Direction Générale et des filiales, apportez-nous une vision très dynamique du droit des sociétés et de la fiscalité. Vous intervenez aussi auprès des services commerciaux pour l'évaluation et la gestion des risques clients.

Votre niveau de compétence et vos qualités humaines et de dialogue sont vos meilleurs atouts pour réussir. Après une formation juridique de haut niveau (Docto-

rat, DEA, DESS...), vous avez si possible acquis une spécialisation en fiscalité et/ou gestion. Sept à huit ans d'expérience en entreprise ou en cabinet ont conforté vos connaissances mais surtout confirmé votre goût de l'action et le besoin d'inscrire la suite de votre carrière dans un poste évolutif.

Merci d'envoyer votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) à Dominique de VERNEUIL, sous référence 974.



68 rue Duquesne 69006 LYON.

**La Trésorerie...
Un Tremplin pour votre Avenir**

Notre groupe réalise un chiffre d'affaires de 11 milliards de francs dont 70% à l'étranger. Au sein du service "Gestion de Trésorerie" de notre Direction Financière, vous aurez à gérer les financements et les opérations de change, vous participerez à la gestion des risques de cours et de taux, au placement des excédents, vous assurerez l'équilibre quotidien de la position pour toute la France et contrôlerez les prévisions/réalisations de trésorerie.

Diplômé d'une école Supérieure de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP) ou bien ingénieur + formation complémentaire, vous avez obligatoirement une première expérience en Trésorerie, banque ou entreprise, vous parlez couramment l'anglais.

Cette fonction, riche de contacts et formatrice doit vous permettre d'évoluer rapidement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre et C.V.) sous référence 108/M à Claudine MAUSHART, Direction de l'Encadrement et de la Formation - 35, bd. des Invalides - 75007 PARIS.

ROUSSEL UCLAF

هذا هو الأصل

UNIVERS DE
LA GESTION

**Responsable
comptabilité
anglo-saxonne**

Banque - 200/250.000 F

Une banque internationale de premier plan, spécialisée sur le marché des grandes entreprises multinationales, recherche son futur responsable de la comptabilité anglo-saxonne. Placé sous l'autorité du directeur de la comptabilité générale, il établira le reporting (bilan, compte d'exploitation...) de la maison-mère selon les méthodes de la comptabilité anglo-saxonne. Il aura des connaissances de la fiscalité américaine et française, et évoluera dans un environnement très informatisé. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 25 ans minimum, de formation supérieure (ESG, DECS) ou à défaut BTS, DUT comptable, ayant une expérience d'au moins deux ans de la comptabilité anglo-saxonne acquise dans une banque étrangère, une entreprise multinationale ou un cabinet d'audit international. De solides bases en anglais sont nécessaires pour ce poste, très fortement évolutif pour un candidat de valeur. Ecrire à H. CÉLERIER en précisant la référence A/R 9232M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**Chef de service
recouvrement**

200/300.000 F

Sociétés financières - Ville universitaire située à deux heures de Paris - Un groupe de sociétés financières (encours de 35.000 contrats : crédit, crédit-bail, location financière...), filiale d'une très importante compagnie d'assurances, recherche son chef de service recouvrement. Basé au siège, il sera placé sous l'autorité immédiate du directeur central et animera une équipe d'une dizaine de personnes composée de personnel administratif sédentaire et d'agents de recouvrement. Responsable de l'ensemble des problèmes de gestion des impayés en phase pré-contentieuse, il optimisera les outils existants et donnera à sa mission une dimension véritablement commerciale. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre âgé de 30 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur, possédant une bonne connaissance de l'activité recouvrement dans un environnement similaire. Il sera doté d'un excellent salaire commercial et devra justifier d'une réelle expérience d'animation d'équipe. La rémunération annuelle brute sera fonction des compétences. Ecrire à M. de SOUZA en précisant la référence A/R 9244M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Contrôleur budgétaire

REUTERS rencontre en France un succès croissant et regroupe une clientèle importante (banques, brokers, instituts financiers...). Afin de mieux gérer ses services techniques en plein développement, elle crée un poste de contrôleur budgétaire. Rattaché au directeur technique et en liaison avec la direction financière, il participera à l'élaboration du budget des services techniques, établira les prévisions mensuelles puis analysera les variances. Il sera également chargé de conseiller les responsables techniques (service après-vente, opérations techniques, ingénierie...) dans la répartition de leur budget. Sa mission comprendra aussi la gestion des investissements (équipements et ordinateurs) et le suivi de l'évolution des coûts. Ce poste, basé à Paris, s'adresse à un candidat jeune, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce et possédant environ trois ans d'expérience en contrôle budgétaire. La pratique de la micro-informatique en tant qu'utilisateur est souhaitée. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable pour évoluer dans cet environnement international. La rémunération sera à la hauteur des compétences requises. Ecrire à A. DAVID sous référence A/D2840M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Notre métier... les loisirs.

Une passion... la mer

Filière d'un puissant groupe américain (5000 pers.), nous fabriquons et commercialisons en France et en Europe (CA 36 Mds dont 60% à l'export) divers matériels destinés à la navigation sportive. Notre fer de lance : le célèbre Can-Am léger catamaran célèbre pour sa maniabilité. Nous recherchons auprès de notre Directeur Général, un jeune

Directeur Administratif et Financier
Basé à Hyères (Var)

Il animera une petite équipe et exercera les responsabilités classiques attachées à la fonction : production du bilan social et fiscal, établissement du reporting mensuel, gestion de la trésorerie, exploitation et développement de l'outil informatique.

Le candidat, âgé d'environ 30 ans, possèdera une formation supérieure financière et comptable (ESG ou DECS) et justifiera d'une expérience d'au moins 5 ans de la fonction, acquise si possible au sein d'une PME filiale d'un groupe international.

Votre maîtrise de l'anglais et de la comptabilité anglo-saxonne, votre rigueur, vos qualités d'animateur font de vous le candidat que nous serons heureux de rencontrer, surtout si vous partagez notre passion pour les sports nautiques.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous réf. CO951 à Ernst & Whinney Conseil, 150 Bd Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

E&W Ernst & Whinney Conseil

**CONTROLE DE GESTION INTERNATIONAL
pour JEUNE HEC - ESSEC - ESCP ou équivalent**



THOMSON GRAND PUBLIC C.A. : 21 milliards de Francs - 60 % à l'étranger. Implantation internationale (une vingtaine de pays). Marques de qualité : THOMSON, TELEFUNKEN, SABA, BRANDT, NORMENDE... THOMSON GRAND PUBLIC occupe une place de choix sur le marché des produits électroniques. Sa DIVISION VIDEO a la responsabilité industrielle (3 sites en France, Allemagne, Angleterre) et commerciale de ses produits (CA 3,5 Mds F sur le marché européen). Dans le cadre de sa très forte croissance, elle recherche son

**CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIELLE
auprès du DIRECTEUR FINANCIER**

• Vous avez acquis impérativement une expérience de 3 ans minimum du contrôle de gestion en milieu industriel et vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

• Vous assumerez une double mission :
- établir le budget et le reporting de la Division VIDEO
- assister le Directeur Financier dans sa responsabilité de contrôle de gestion des établissements industriels et des directions commerciales.

Basé au Siège à Paris, vous êtes disponible pour de fréquents déplacements en France et à l'étranger. Votre réussite orientera votre évolution de carrière vers des fonctions à haute responsabilité au sein de THOMSON GRAND PUBLIC.

Merci d'écrire avec CV + prétentions + enveloppe à votre adresse, ss réf. G/LMI à MICHEL JOUHANNAUD CONSEILS - 182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS.

**THOMSON
GRAND PUBLIC**

**CA consolidé 750 millions, 2000 personnes,
5 usines et 4 filiales étrangères**

Nous sommes un groupe industriel intégré depuis peu en N°1 américain de notre secteur. Nous adaptons notre organisation en conséquence et recherchons notre nouveau

Chef Comptable

Basé à Paris 200/250 KF

Animant une équipe d'environ 5 personnes, il centralisera les informations comptables, établira le bilan et les diverses déclarations fiscales. Il sera étroitement associé à la mise en place de la comptabilité anglo-saxonne et d'un nouveau logiciel ainsi qu'à l'harmonisation des procédures avec celles de la société-mère.

Titulaire du DECS, vous justifierez d'une expérience de la fonction comptable d'environ 10 ans, acquise pour partie à un poste d'encadrement au sein d'une société industrielle. Vous maîtriserez parfaitement la comptabilité anglo-saxonne et au-delà de vos compétences techniques vous posséderez des qualités d'animateur, de disponibilité et pratiquerez l'anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence CO891 à Ernst & Whinney Conseil, 150 Bd Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

E&W Ernst & Whinney Conseil

JEUNES DIPLOMES

**X. HEC.
Mastères**

devenez l'interlocuteur privilégié de

**GRANDES ENTREPRISES
A VOCATION
INTERNATIONALE**

Banque de premier plan, spécialisée dans le financement du commerce international, nous développons nos activités et proposons des possibilités de carrières diversifiées au sein de notre groupe à de jeunes diplômés de haut niveau, maîtrisant parfaitement l'anglais et soucieux d'acquies une première expérience concrète dans un secteur en pleine évolution.

Au sein de notre Département TRESORERIE vous pourrez acquies rapidement, en tant qu'opérateur, une solide connaissance du marché monétaire et du marché des changes, ainsi que des nouveaux produits qui y sont liés.

Au sein de notre Direction EXPLOITATION parmi une équipe confirmée, vous prendrez rapidement en charge la négociation de crédits, l'analyse du risque et le montage d'opérations de financement de grandes entreprises.

Pour nous rencontrer, adressez votre dossier précisant le poste choisi, sous référence TEX, à notre Conseil, RESSOURCES & DEVELOPPEMENT 6, rue Casimir-Delavigne - 75006 PARIS, qui transmettra en toute confidentialité.

cde
COMPTOIR DES
ENTREPRENEURS

Notre établissement est l'un des plus importants organismes spécialisés dans le financement de l'immobilier (2.000 pers., plus de 600.000 comptes-clients). Nous recherchons, dans le cadre du développement de notre service

crédits promoteurs

chargé d'affaires

Paris

Débutant ou possédant une première expérience, de formation ESSEC, ESC, Sciences Po ou Sciences Eco, vous aurez pour mission de :
- prendre en charge les opérations de financement de la promotion immobilière (étude de demandes de crédits et mise au point des dossiers sur les plans technique, juridique, administratif et financier)
- développer le volume de nos affaires, en étroite liaison avec nos commerciaux.

Vous exercerez vos fonctions à Paris, avec déplacements sur le reste du territoire. La rémunération, fonction de l'expérience et du potentiel du candidat, ne sera pas inférieure à 140.000 F.
Une évolution de carrière intéressante est envisageable tant au sein du service que dans l'ensemble de la société.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. PAM. Discretion assurée.

cog hébert conseil

Poissonnière Commercial Building
11, rue de Flandre Poissonnière
75009 PARIS.



**Avis au novateurs
Venez créer nos produits IARD Particuliers**

Votre expérience - 5 ans - en assurance IARD comme concepteur de produits, inspecteur, responsable d'une unité de gestion nous intéresse.

Diplômé d'une Grande Ecole de Gestion ou d'Ingénieurs, rejoignez l'équipe du département RECHERCHE et DEVELOPPEMENT de la direction IARD des PARTICULIERS des AGF, 2^{ème} groupe français d'assurances. Votre mission sera de concevoir des nouvelles formules (contrats et tarifs) destinées à une clientèle diversifiée, et de participer à l'élaboration des instructions et documentations techniques.

Vous serez pour cela en relation étroite avec les départements Marketing et Statistiques. Votre fonction vous conduira à effectuer des déplacements à l'étranger, la maîtrise de l'anglais est donc indispensable.

Autonome, persévérant, toujours curieux et inventif, adressez votre dossier de candidature sous référence COM, à AGF - Département Ressources Humaines - Gestion de l'emploi 33, rue Lafayette - 75009 PARIS.

UNIVERS DE
LA GESTIONCHEF
DU
SERVICE AUDITRaymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARISPAR L'INTEGRITE DES CHIFFRES...
...VOUS DETENEZ NOTRE SECURITE

C'est parce que nous pensons que protéger physiquement nos biens ne suffit pas, que vous vous consacrez surtout aux autres éléments de notre sécurité : tous les phénomènes financiers, informatiques et logistiques. Des réconciliations financières les plus complexes aux procédures les plus simples, votre champ d'investigation est total, votre reporting au plus haut niveau et vos moyens d'action conséquents. Si vous trouvez par ailleurs que nos systèmes de protection physique sont améliorables, vos recommandations seront, à égalité, très écoutées... et suivies d'effets.

Votre intelligence, votre expérience confirmée de l'Audit et votre personnalité (ouverte et déterminée), vous donnant envie de nous répondre, notre Conseil Didier LESUEUR se tient à votre disposition pour en discuter avec vous en toute confidentialité dès qu'il sera en possession de votre dossier. (Réf. O/CSA/LM)

habitat

Jeune comptable, devenez l'adjoint
de notre responsable comptabilité

Le Groupe de la Compagnie Bancaire, recherche pour l'une de ses filiales spécialisées dans l'immobilier (encours de 3,5 milliards de francs), un adjoint au responsable de la comptabilité.

Le candidat que nous recherchons, de formation ESC, DUT option comptabilité complétée par un DECS, justifiera d'une première expérience de 3 à 5 ans en comptabilité générale. Au sein d'une petite équipe, il participera aux différentes tâches de la comptabilité générale et de la comptabilité des filiales dans un environnement informatisé. Ses qualités de contact lui permettront d'évoluer vers des responsabilités d'encadrement.

Une expérience de la comptabilité des opérations immobilières pourrait représenter un atout supplémentaire pour ce poste.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 382 LM à Marie-Christine BARJOLIN - 5 av. Kléber 75116 Paris.

groupe de la compagnie bancaire

UNE GESTION A L'ECHELLE INTERNATIONALE

Filiale d'un grand groupe européen de vidéo, notre société, située dans le Nord de la Bourgogne (TONNERRE), recherche pour collaborer avec son Directeur Financier, un jeune diplômé à fort potentiel.

ESC OU MAITRISE DE GESTION

Votre mission : après une période de formation, vous serez responsable de la gestion complète de la trésorerie sur un plan international (francs et devises).

Selecom
CONSEIL EN RECRUTEMENT

Vous interviendrez en véritable interface entre nos services

comptable, logistique, technique et les différentes banques. Votre pratique de la micro-informatique, votre maîtrise de l'anglais et votre sens des chiffres seront des atouts supplémentaires de réussite.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous réf. 87563/LM, à SELECOM - 226, rue du Fourbourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS.

Directeur Financier
d'une compagnie aérienne...

300 +

40 % de croissance annuelle moyenne, 60 millions de francs de coût unitaire pour un investissement courant, ces chiffres, à eux seuls, nous caractérisent... Notre Compagnie aérienne AIR LITTORAL CAL est le second transporteur régional français. Nous connaissons depuis plusieurs années un développement remarquable, et remarquable...

Aujourd'hui, au seuil d'une nouvelle étape de notre évolution, relevant de nouveaux défis, nous avons décidé d'intégrer le Financier qui saura rejoindre au plein sens du terme notre équipe. Chargé d'une mission large recouvrant les classiques de la fonction (comptabilités, contrôle de gestion, trésorerie et relations bancaires...), vous êtes l'animateur d'un groupe de 25 personnes ; vous aurez aussi et plus particulièrement à imaginer et négocier les montages destinés à financer nos achats d'avions. Dans ce dernier aspect essentiel, vous assurerez, notamment à de hauts niveaux, les contacts extérieurs et souvent internationaux. 35 ans environ, vous avez à l'évidence une formation supérieure gestion-finances (Ecole de Commerce ou Université, plus par exemple un DECS ou même l'expertise). Idéalement, après une expérience en cabinet d'audit, vous avez été DAF en moyenne entreprise et êtes à l'aise dans l'ingénierie financière touchant aux investissements lourds. Dernier détail : le poste est à pourvoir dans cette agréable ville universitaire du Midi qu'est Montpellier.

Merci de nous adresser, lettre, CV et photo, sous référence 3136 M - 24 rue Eugène Flachet - 75017 Paris. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

PRENDRE EN MAIN
LE CONTROLE DE GESTION ET L'ADMINISTRATION
D'UNE NOUVELLE STRUCTURE

La vente de produits OEM : composants semi-conducteurs, systèmes magnétiques et matériels périphériques divers est une des activités en développement de Sony France.

Aujourd'hui, nous souhaitons renforcer notre structure par un nouveau collaborateur(trice).

A 30 ans environ, diplômé(e) d'une Grande Ecole de commerce : Option Comptabilité ou Contrôle de gestion, vous avez une expérience de la fonction d'au moins 3 ans, si possible acquise dans une entreprise multinationale. Vous êtes donc familier de la comptabilité anglo-saxonne et parfaitement bilingue anglais.

Au sein d'une petite équipe stimulante, vos qualités de communication, d'organisation, d'autonomie et de précision sont primordiales. Vos responsabilités sont diverses et étendues. Vous assurez l'ensemble de la comptabilité et du Contrôle crédit, la gestion de la trésorerie, le suivi de l'activité Import-Export, le contrôle de gestion dans toutes ses facettes et la mise en place de l'informatique nécessaire à l'efficacité de ces missions. Ce poste clé, ouvert sur l'Europe, vous permet d'exprimer votre potentiel et de contribuer au succès de cette nouvelle structure.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, prétentions, à SONY FRANCE, Direction des Relations Humaines, 19/21, rue Madame de Sanzillon - 92210 Clichy, sous réf. M 972.

SONY.

Un important Groupe Industriel crée un poste de

TRESORIER

300 000 F

PARIS

Sous la responsabilité du Directeur Financier, il aura pour mission de gérer la trésorerie centralisée des filiales et des placements du Groupe (environ 1 milliard de francs).

Ce candidat âgé de 30 ans environ, de formation Supérieure (option finance), a une expérience de plusieurs années acquise en milieu bancaire et a déjà exercé la fonction au sein d'une compagnie d'assurances ou un groupe industriel.

Il maîtrise parfaitement les outils des différents marchés.

La connaissance de la langue anglaise est impérative. Le candidat devra développer la fonction considérée comme un véritable centre de profit.

Si cette opportunité vous intéresse, veuillez adresser C.V., photo et lettre de motivation manuscrite sous réf. BT/09 à notre conseil

RESSOURCES PLUS - BP 65
77301 FONTAINEBLEAU Cedex
qui vous garantira la plus grande discrétion.
Les candidats seront reçus à Paris.



CONTROLEUR DE GESTION

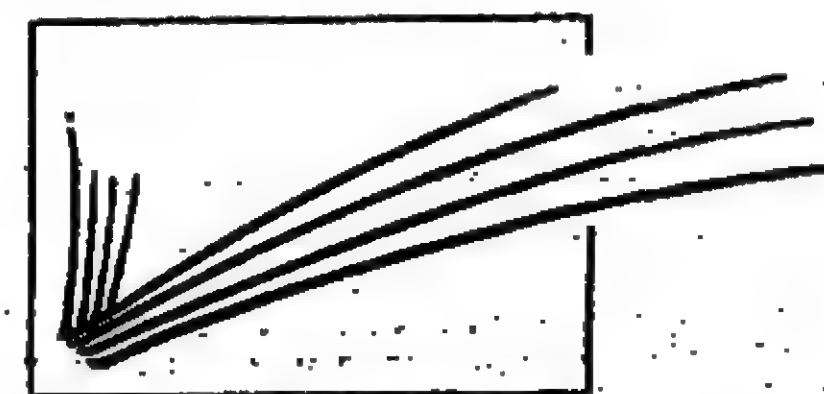
confirme

Disposant d'une large autonomie, vous encadrez une équipe de 5 personnes et aurez la responsabilité opérationnelle du contrôle de gestion de nos structures de production et de recherche.

Les missions principales sont : l'établissement des prévisions, le suivi budgétaire, le contrôle des coûts et des prix de revient, des études spécifiques pour la Direction Générale.

De formation Agro, Ecole de Commerce ou équivalent, vous souhaitez valoriser une expérience de 5 ans du contrôle de gestion et rejoindre un groupe dynamique.

Ce poste est basé en Auvergne, à proximité de CLERMONT FERRAND. Les dossiers (avec photo et prétentions) sont à adresser sous référence 377/M à : Groupe LIMAGRAIN - Département du Personnel - B.P. 1 - 63720 ENNEZAT.



Groupe Limagrain

Nous sommes un grand cabinet d'audit comptable et financier aux activités internationales avec 12 bureaux en Allemagne Fédérale et à Berlin-Ouest. Notre clientèle comprend des entreprises dans toutes les branches, moyennes et très grandes entreprises, aux formes sociales les plus diverses.

Nous offrons à nos clients une palette de services complète qui s'étend de l'expertise comptable au conseil économique et fiscal et en organisation.

Notre intégration au sein du groupe international BDO (Bücher Dörfler Otte) nous permet d'offrir nos services à l'échelle mondiale.

Nous recherchons pour notre Bureau de Düsseldorf un

DIRECTEUR DE MISSION

pour s'occuper des filiales de sociétés françaises en Allemagne et participer à l'examen de sociétés allemandes. Ce poste conviendrait uniquement à un jeune expert-comptable ou à un auditeur expérimenté disposant de très bonnes connaissances en allemand, d'une longue expérience en matière de comptabilité française, de pratique de l'audit et des connaissances de base des prescriptions comptables allemandes.

La prise en charge de cette importante responsabilité implique en outre, motivation, qualité de négociateur, une longue pratique de la culture française et une bonne compréhension du milieu allemand des affaires.

Ce poste offre des possibilités de carrière internationale dans un domaine technique en pleine croissance en offrant dans l'immédiat la possibilité d'acquérir des connaissances fondamentales dans la pratique de l'audit en Allemagne. Nous sommes conscients d'exiger une qualification particulièrement élevée et sommes prêts à offrir une rémunération en conséquence.

Veuillez envoyer votre candidature ou votre demande à :
DWT Deutsche Warentruhand-Aktiengesellschaft
Wirtschaftsprüfungsgesellschaft
Ferdinandstrasse 59
2000 Hamburg 1
Téléfon : 040/30 29 3 - 291

Après 5 à 10 ans
d'audit ou d'organisation?

NOUS VOUS PROPOSONS DE REJOINDRE
L'UN DES PREMIERS GROUPES D'ASSURANCE-VIE

Rattaché au Directeur du Département Finances-Comptabilité, votre mission consistera à concevoir et à mettre en place un nouveau système d'informations financières. Vous appuyant sur une équipe pluridisciplinaire représentant les différentes entités de ce département des flux financiers en relation avec la gestion trésorerie, de définir le traitement des flux financiers comptables, dans le cadre d'un nouveau système comptable, de développer la documentation concernant les circuits financiers et de développer les moyens modernes d'enregistrement et de paiement. Vous avez une formation supérieure en gestion doublée d'une expérience de 5 à 10 ans de l'organisation ou de l'audit, si possible dans le tertiaire financier.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 22280 à Connaissance Publique 20, avenue de l'Opéra, 75000 Paris cedex 01 ou par courrier.

Handwritten text in Arabic script: "مكتبة الأستاذ"

UNIVERS DE LA GESTION

Moët-Hennessy

recherche au sein de la
DIRECTION FINANCIERE DU GROUPE
à PARIS, la

contrôleur de gestion

Rattaché au Directeur Financier, il sera l'interlocuteur permanent des Contrôleurs de Gestion de chacune des filiales. Selon les caractéristiques propres à chaque société, il participera à l'élaboration des budgets, à leurs analyses et au suivi de la gestion de chacune des filiales. Intégré à l'équipe de Direction Financière du Holding, il travaillera en collaboration étroite avec les Services Comptables et le Responsable Etudes Financières. Enfin, il sera associé à l'étude des projets d'acquisitions du Groupe.

Ce poste, qui permet d'avoir une vision globale de la gestion du Groupe, ne peut convenir qu'à un CONTRÔLEUR DE GESTION déjà expérimenté, possédant un DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES (HEC, ESSEC, ESCP) éventuellement un DECS, et une expérience de 3 à 5 ans du contrôle de gestion acquise dans un grand groupe international. La pratique de l'anglais est indispensable.

Les dossiers de candidatures (avec photo) - sous réf. 3307/LM, à préciser sur l'enveloppe - seront traités par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

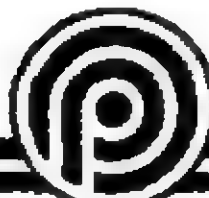
Nous accordons notre Crédit... Aux Jeunes !...

En effet, lorsque l'on est un Etablissement Financier de taille humaine (300 p, 80 agences), mais appartenant à un grand réseau national aux compétences nouvellement élargies, l'on se doit de confier son

Développement 280 000 F

à des jeunes, bien formés, exerçant leur activité dans le domaine bancaire et/ou financier, et déjà suffisamment aguerris, mais ayant conservé un enthousiasme intact et un goût du challenge certain. Plus que les titres ou le statut, c'est votre capacité à innover, convaincre et animer notre « force de vente » qui nous paraît primordiale. Dix parts de marché sont à gagner... Alors si vous souffrez dans les structures sclérosées ou si tout simplement le « trop-plein » actuel obstrue les « marches de la pyramide », nous sommes prêts à vous offrir un « podium » ! Rejoignez-nous vite. A bientôt.

René DAGRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous références V/DE/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

BANQUE PARIS-8

Filiale d'un groupe important recherche pour
renforcer ses structures

UN ATTACHE AU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (H/F.)

pour assurer notamment la mise en place des procédures comptables et l'audit interne de la Banque.

CE POSTE REQUIERT :

- une formation supérieure (école de commerce, IUT, CESA + DECS) ;
- une expérience de 4 à 5 ans acquise dans les services comptables et/ou d'inspection d'une banque active sur les différents marchés de l'épargne ;
- une très bonne maîtrise de la réglementation bancaire.

Pour ce poste à pourvoir très rapidement, veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. n° 1.597 à :

Centre de Psychologie et d'Efficacité
17, rue des Arcades - 75007 Paris

Contrôleur de gestion usine 3 ans d'expérience

Filiale française performante d'un puissant groupe international, leader dans le domaine de la transmission (automobile, TGV, VAL...) recherche le Contrôleur de gestion de son unité de production principale (plus de 1000 personnes) située près du Mans.

Directement rattaché au Directeur d'usine, il sera chargé, à l'aide d'une petite équipe, d'assurer le suivi économique de l'unité et notamment de :

- déterminer les coûts standards et analyser les prix de revient ;
- élaborer, de suivre et d'analyser les écarts de l'ensemble des budgets ;
- de participer aux études, au niveau société, impliquant les coûts de fabrication et les investissements ;
- de proposer, concevoir et mettre en place des systèmes permettant une meilleure connaissance des performances de l'usine.

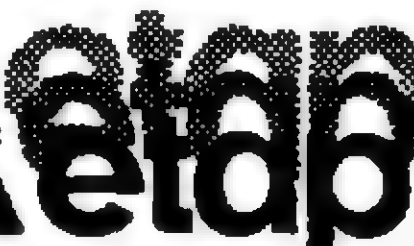
Le candidat retenu, de formation supérieure (ingénieur ou formation économique), possèdera une première expérience du contrôle de gestion acquise en milieu industriel de préférence. La connaissance de l'anglais facilitera l'évolution ultérieure du candidat dans cette société qui pratique la gestion des carrières.

Ecrire sous réf. SO 245 CM

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Votre compétence ...

... au service de la Charité

Un budget de 600 MF, 1 200 000 donateurs, 52 000 bénévoles, 900 salariés au service de 600 000 situations de pauvreté : tel est le SECOURS CATHOLIQUE qui recherche pour son Siège national à Paris son

Directeur financier et administratif

Directement rattaché au Secrétaire Général, vous aurez à animer et coordonner les Services Comptable (comptabilité générale et analytique), Financier et Administratif dont vous aurez la charge, le tout dans un environnement informatique IBM 4381 et PC décentralisés. La qualité et la rigueur de votre professionnalisme vous permettront de minimiser les frais de fonctionnement et d'optimiser le système de gestion de trésorerie déjà existant.

Agé de 40 ans minimum, vous avez acquis une expérience confirmée de la fonction et cherchez aujourd'hui à faire coïncider vos convictions personnelles et votre vie professionnelle dans un service d'Eglise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence O/DAF/LM, à notre Conseil Nicole LE BARTZ.



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Adjoint de direction

Vous prendrez en charge l'ensemble de la partie logistique commerciale de notre activité de distribution de produits très spécifiques.

En supervisant la comptabilité, vous mettrez en place un véritable contrôle de gestion de l'activité.

Progressivement, vous vous positionnerez comme l'Adjoint du Directeur de cette société qui emploie environ 40 personnes et réalise un C.A. de 600 MF.

A 32 ans environ, de formation ESCP, HEC ou équivalent, votre expérience vous a confronté aux problèmes de gestion et de service à la clientèle en milieu de distribution.

Excellent technicien (Audit, Compta, Logistique, Appros...), vous êtes à la fois négociateur, homme de rigueur et possédez un sens profond du travail d'équipe.

Cette petite structure rattachée à un groupe très important vous permettra de vous exprimer pleinement.

Le poste est à pourvoir en proche banlieue Sud parisienne.

Merci d'adresser C.V. complet, lettre manuscrite, sous réf. M 177 H, à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

GROUPEMENT DE BANQUES PARIS

recherche son

RESPONSABLE MOYENS DE PAIEMENT

Votre profil :
- vous êtes passionné par la télématique et les nouveaux moyens de paiement ;
- vous avez une bonne expérience des diverses interventions d'un centre de traitement de la carte bancaire ;
- vous justifiez d'une bonne pratique des opérations par cartes et des moyens de paiement électroniques ;
- vous possédez des qualités affirmées de contact car vous aurez pour mission :

- d'être notre interlocuteur auprès des Banques ;
- d'acquiescer le développement du produit cartes et de ses activités périphériques auprès de notre groupe ;
- de nous représenter dans les différents groupes de travail.

Salaire motivant pour candidat de valeur.

Merci d'envoyer rapidement lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 105/LM, à

OCBF SERVICES 74, rue Saint-Lazare - 75008 PARIS, qui transmettra.

Notre BANQUE (250 personnes, quartier Etoile) est renommée pour la qualité du service rendu à une clientèle exigeante d'entreprises et de particuliers. Dans le cadre de sa croissance, elle recherche

JEUNE COMPTABLE

HAUT NIVEAU

Profil : 24 à 27 ans, titulaire du DECS, débutant ou 1^{re} expérience (cabinet d'audit/EC ou entreprise). La connaissance du secteur tertiaire sera un atout supplémentaire.

Mission : sous la responsabilité de notre chef comptable, vous participerez à l'élaboration des procédures et aux différents travaux de la comptabilité générale conduisant à la production des bilans sociaux et fiscaux de notre banque et de ses filiales.

Nous offrons : salaire attractif, formation complémentaire et réelle possibilité d'évolution pour un candidat de valeur.

Ecrire avec C.V., prétentions + enveloppe à votre adresse, sous réf. 08/LM2 à

michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

PARIS recherche ANALYSTE FINANCIER

Bilingue espagnol, avec connaissance anglaise. Agé de 25 à 30 ans, de formation supérieure (DECS, DEA Finance), vous serez spécialisé(e) dans l'analyse de bilan.

Une première expérience professionnelle est souhaitée. La rémunération proposée sera fonction de l'expérience. Poste évolutif.

Adresser C.V., photo et prétentions, sous la référence 103/LM, à O.C.B.F. SERVICE - 66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS



La filiale d'une grande Banque européenne, implantation mondiale, en expansion.

recherche

CHARGÉ DE CLIENTÈLE INSTITUTIONNELLE/PRIVÉE

Si vous êtes un homme ou une femme de terrain, de formation supérieure, ayant acquis une expérience professionnelle au sein d'une banque ou d'une charge d'agent de change, complétée par une expérience de la prospection et une maîtrise totale de la langue anglaise.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe dynamique, et vous offrons des responsabilités en adéquation avec vos compétences et votre potentiel.

Cette opportunité vous intéresse ?

Merci d'adresser votre candidature (C.V., lettre + photo) sous n° 8.459 M

LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

Notre défi : la banque de demain ORGANISATEUR

Nous sommes une grande banque régionale implantée dans l'Est de la France. Déterminés à relever les défis de la banque de demain, nous recherchons des aujourd'hui l'efficacité de nos structures et de notre potentiel. Dans ce but, nous recherchons notre service Organisation et recherchons un jeune organisateur.

Opérationnel rapidement, il prendra en charge des projets dans le cadre de la mise en place de notre nouveau système d'information. En relation avec les différents services et le département informatique, il analysera l'existant et prendra en compte la transformation des besoins. Il révisera les procédures et les circuits de traitement des informations.

Nous recherchons un organisateur pragmatique ayant une formation scientifique supérieure (Bac + 4, école d'ingénieur) ou une formation commerciale supérieure. Sa tenacité, son sens de l'analyse, ses capacités d'écoute et son autonomie seront déterminants. Agé de 26 à 35 ans, il aura une première expérience de 3 à 5 ans dans ce domaine.

Nous lui proposons un travail passionnant dans un environnement jeune et dynamique. La fonction est évolutive.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 41/2032 A à :

EGOR BANQUES & SERVICES

19, rue de Berni - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN



Direction Comptable

Paris

± 350 000 F

Diplômé d'une grande école de gestion, pourvu d'une solide formation comptable (niveau expert), il est normal qu'à 30/35 ans vous songiez à prendre la Direction Comptable d'un grand groupe.

Rattaché au Secrétaire Général Groupe, vous assurerez, dès un premier temps, des missions de conseil, d'assistance et de contrôle - en matière comptable et fiscale - auprès des différentes filiales du groupe et vous mettrez en place un véritable reporting. Ces compétences, vous les maîtrisez bien puisque vous exercez, depuis environ 5 ans, en cabinet d'audit anglo-saxon, cabinet d'expertise ou au sein d'un groupe industriel des fonctions proches.

La stratégie du Groupe s'appuie sur une diversification industrielle, et sur le développement des prises de participations - politique efficace si l'on se réfère à la progression de nos résultats et à la régularité de notre cote boursière.

Carole de CHILLY traitera confidentiellement votre candidature, merci d'écrire, sous référence HI H à

ALGOE
9 bis route de Champagne,
69134 ECULLY Cédex.



Grande Banque Nord-Américaine recherche pour PARIS son

TRÉSORIER FRANCS/DEVICES CLASSE VIII

Le candidat devra avoir au minimum 7 ans d'expérience, un bon niveau d'anglais, connaître le marché monétaire français, le change Spot/Forward et les Swaps.

Une rémunération attractive est proposée ainsi que la possibilité d'évolution à moyen terme au sein du réseau international de la banque.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous n° 8.458 M

LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

UNIVERS DE
LA GESTION

ESPAGNE

Notre Société, appartenant à un grand groupe français, assure la fabrication et la distribution de produits textiles haut de gamme.

Notre filiale espagnole (C.A. 800 millions de Pesetas) à Barcelone, recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF
ET FINANCIER

Ce poste, très opérationnel, recouvre les missions suivantes :

- d'une part, l'élaboration, le suivi et le contrôle des budgets, la gestion de l'ensemble des activités administratives et financières ainsi que du système informatique,
- d'autre part, la gestion des approvisionnements France/Espagne et des achats, ainsi que la responsabilité du dépôt et de la logistique.

Ce poste s'adresse à un candidat de nationalité française ou espagnole, parfaitement bilingue, de formation HEC, ESSEC et ayant une expérience solide du contrôle de gestion et/ou de la gestion d'une PME.

La connaissance du catalan serait un plus.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. en précisant votre rémunération actuelle sous réf. 258/M à CURRICULUM "Atelier", 6, Passage Lathuille 75018 PARIS.

La trentaine : l'âge des challenges...
devenez notre jeune
Directeur Financier !

Notre société - 300 MF, 400 personnes - appartient à une multinationale américaine - spécialisée de haute technologie. Nos deux usines de production fabriquent une gamme très diversifiée d'articles de classement et de fournitures de bureau sous des marques réputées. Nous distribuons nos propres produits ainsi que ceux du groupe à travers un important réseau commercial. La société grandit fortement, notamment par rachats d'entreprises.

Une réorganisation d'ordre international conduit la filiale française à rechercher un nouveau directeur financier, basé à Paris.

Vous avez la responsabilité financière aussi bien de la production que de la distribution. Votre champ d'intervention, extrêmement riche et varié, recouvre l'ensemble des activités comptables, financières, juridiques, fiscales, contrôle de gestion, gestion du personnel et services généraux. Vous encadrez une vingtaine de personnes. Le contexte professionnel est largement mobilisateur.

Poste passionnant pour un homme ou une femme, ayant un fort potentiel, idéalement âgé de 30 à 35 ans, formé dans une grande école de commerce, ayant si possible un DECS.

Si vous avez au moins cinq ans d'expérience en cabinet d'audit et/ou en entreprise de préférence industrielle, et une bonne approche de la comptabilité anglo-saxonne, nous vous suggérons d'écrire rapidement à notre conseil sous la référence M 160.

Bnical

34, Bd Haussmann 75009 Paris

La Direction du Contrôle de Gestion et du Budget d'un important Groupe Industriel diversifié (26 000 personnes) souhaite intégrer (B/F)

CONTROLEUR DE GESTION DE HAUT NIVEAU

Ayant la responsabilité :

- de suivi d'un ensemble de filiales réalisant un chiffre d'affaires d'environ 3 milliards de Francs,
- de missions ponctuelles couvrant la totalité du Groupe (par exemple mise en place de nouvelles procédures de reporting).

Il sera, pour le Groupe, l'interlocuteur privilégié des Sociétés de son secteur dans le domaine de la Gestion et présentera à la Direction Générale la synthèse de ses analyses et de ses propositions.

Cette fonction intéresse un diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP...), ou un ingénieur ayant complété sa formation initiale par un cycle de gestion (INSEAD, MBA...).

Il souhaite valoriser au sein d'un grand Groupe une expérience professionnelle confirmée, acquise dans un cabinet d'audit anglo-saxon, ou dans un poste de Contrôleur de Gestion d'une filiale d'un Groupe américain.

Outre ses compétences techniques reconnues, le candidat âgé d'environ 35 ans, saura, grâce à sa personnalité, s'imposer rapidement à ses interlocuteurs.

Ce poste, basé en Région Parisienne (proche banlieue Ouest), nécessite des déplacements de courte durée.



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, rémunération souhaitée, photo en précisant sur l'enveloppe le N° 5745 à PARFRANCE ANNONCES 4 rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

BFCE

Une carrière internationale
pour un très bon germaniste

C'est ce que la BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR offre aujourd'hui à un jeune attaché de direction dans le cadre de l'extension de la Direction Internationale.

Vous serez chargé de développer les relations de la banque et les opérations de financement, principalement sur l'ALLEMAGNE.

Diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCP, Sciences Po), vous avez de préférence une première expérience bancaire de 2 à 3 ans dans le secteur des crédits et financements aux grandes entreprises, si possible à l'international.

La parfaite maîtrise de l'ALLEMAND est indispensable. Une seconde langue serait appréciée.

Nous nous attachons également à vos qualités d'initiative et à votre sens commercial.

Merci d'adresser votre dossier, sous la référence BG, à la BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR - Département du Personnel 21, boulevard Haussmann - 75009 PARIS.

BIOTECHNOLOGIE

Société de Recherche
Implantée à TOULOUSE
recherche un ou une :

responsable
administratif et financier

Rattaché au Président Directeur Général, il aura pour mission :

- d'assurer la gestion comptable et analytique de la société (bilans de bord et report mensuel),
- de contrôler l'application des procédures administratives,
- d'effectuer la gestion du personnel et des achats.

Profil : Formation supérieure + DECS.
Bonnes connaissances en micro-informatique.
Pratique de l'anglais.

La nature des tâches et le niveau de responsabilité peuvent être très évolués en fonction de l'expérience et des capacités d'adaptation dont notre candidat fera preuve.

Adresser dossier complet + photo, sous réf. 12/1/M, à :

nicole maury 1 place Wilson
dominique sperle 31000 Toulouse
conseil

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
BANLIEUE EST DE PARIS

recrute

UN RÉVISEUR
COMPTABLE

CHARGÉ DU CONTRÔLE
DES PROCÉDURES ET DES COMPTES
DE NOS UNITÉS DÉCENTRALISÉES
EN RÉGION PARISIENNE

LE CANDIDAT SOUHAITÉ :

ELF - 26/32 ans de préférence.

Foncible B.E.C.C.S.

et une compétence technique affirmée

(2 ans minimum de cabinet d'expertise comptable ou d'audit).

Statut cadre.

Motivation en fonction de la valeur et de l'expérience.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence

N° 4021 à :

PRAJAL - 47, rue des Tournelles,
75003 PARIS, qui transmettra.

(Ne pas téléphoner - Ne pas se déranger.)

Importante Société de
Travaux Publics
recherche

pour AFRIQUE FRANCOPHONE

JEUNE CHEF COMPTABLE

1 à 2 ans d'expérience.
Niveau DECS certifié comptable exigé.

Après une période de formation à Paris, sera chargé d'assurer l'intérim en Afrique avant affectation en poste stable.

Adresser CV, photo et prétentions sous
réf. 23609 à Confesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01
qui transmettra.

Gradée
Qualifiée

GROUPE BANCAIRE PARIS 8°

Groupe Bancaire Paris 8° recherche pour son Service des Personnels une gradée qualifiée. Pratique de la dactylographie et le traitement de texte.

Une expérience de quelques années dans la fonction personnel est indispensable. Ce poste requiert un bon esprit d'équipe ainsi que des qualités relationnelles, de rigueur et le sens de l'organisation.

Envoyer lettre manuscrite, CV + photo, sous réf. 2109 M à LTA Antenne St Lazare, 39, rue de l'Arcade 75009 Paris qui transmettra.

Société d'Horlogerie
Fabricant distributeur de grandes marques
recherche pour son siège social à
PARIS (République)

UN(E) JURISTE
D'ENTREPRISE

Le candidat, titulaire d'une maîtrise de droit, ayant au moins 5 ans d'expérience, devra avoir acquis une bonne pratique du droit des affaires, notamment en matière de : législation des sociétés commerciales ; conseils d'administration (ou de surveillance), assemblées, P.V. ; réglementation économique (prix, concurrence) ; droit commercial ; conseils d'assurances ; brevets, licences et marques ; assistance contractuelle.

Si compétence technique, son absence rédactionnelle et ses qualités de négociateur seront des atouts. L'anglais serait un plus apprécié.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en indiquant sur l'enveloppe le N° 5741 à PARFRANCE ANNONCES 4 rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

SOMMER ALLIBERT

Trésorier devises

SOMMER ALLIBERT, 8 500 personnes environ, 6 MMF de chiffre d'affaires, nous sommes un des premiers groupes industriels français, à forte vocation internationale (nous avons plus de 30 filiales étrangères, nous réalisons près de la moitié de notre chiffre d'affaires à l'étranger).

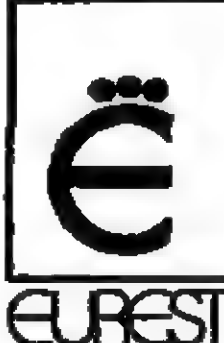
Nous développons aujourd'hui notre trésorerie-groupe et, pour compléter notre équipe « marchés », nous recherchons le responsable de notre trésorerie-devises.

La gestion du risque de change, l'utilisation et l'optimisation des nouveaux instruments du marché monétaire international, et la négociation avec les établissements financiers sont votre savoir-faire.

Homme ou femme, 28 ans minimum, diplômé d'une grande école commerciale, EP ou formé par l'Université (3^e cycle à orientation financière), vous exercerez ce métier depuis au moins trois ans dans une entreprise multinationale ou dans une banque. De bonnes connaissances en anglais (éventuellement dans d'autres langues européennes) et en micro-informatique vous seront utiles. Votre bureau sera à Neuilly.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 550, à Catherine de La Roche Saint-André - JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.

Auditeur Interne
Junior

Nous sommes la Direction Centrale de Restauration de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme (2,7 milliards CA en 1986, 15000 personnes).

Nous recherchons pour notre siège à PARIS un Auditeur Interne Junior débutant ou ayant une première expérience de l'AUDIT (1 à 2 ans).

Vous aurez à assurer des missions* de contrôle de l'application des procédures du groupe* d'évaluation de la fiabilité des Informations de la Direction Générale* d'Audits opérationnels.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur Bac + 4 ou 5 (Sup de Co, DESS Gestion, Droit + IAE...). Vous parlez couramment une, ou mieux, deux langues étrangères et vous êtes disponible pour de nombreux déplacements (1 à 3 semaines) en France et à l'étranger.

Après un passage de 3 ans à l'Audit Interne, vous serez susceptible d'évoluer vers un poste opérationnel au sein du Groupe.

Envoyez adresser CV, photo, au Service Recrutement

FUTUR CONTROLEUR
DE GESTION

HEC - ESSEC - SUP DE CO - EDHEC + DECS

Grand groupe de distribution (30 milliards de CA), nous offrons aujourd'hui une réelle opportunité à un jeune diplômé au sein de l'un de nos magasins.

Après une solide formation sur le terrain, vous serez membre à part entière de l'équipe de direction avec les responsabilités suivantes :

- direction d'une équipe comptable de 10 personnes,
- animation du contrôle interne,
- optimisation de la rentabilité,
- conseil et formation auprès des opérationnels.

Votre sens de l'autorité et de réelles capacités à travailler en équipe vous permettront de réussir dans cette fonction.

Rémunération motivante et intéressement aux résultats.

Lieu de travail : région parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, avec photo, à

M. DELAUNAY AUCHAN 6, rue Anatole-de-la-Forge 75017 PARIS.

Auchan

Jeunes HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent HF
ayant l'ambition d'une carrière évolutive, devenezCADRES
DE GESTION FINANCIERE

au sein d'une importante SOCIÉTÉ PETROLIERE FRANÇAISE de raffinage et distribution.

Vous êtes débutants ou possédez une première expérience en entreprise ou en cabinet d'audit/EC.

Titulaires du DECS, vous êtes aptes à concevoir des systèmes informatiques.

Plusieurs postes sont à pourvoir à notre siège parisien.

Votre première mission s'effectuera auprès de notre Direction comptable : après une période très formative dans les divers départements, des responsabilités importantes et croissantes vous seront confiées. Votre réussite vous ouvrira ensuite de larges possibilités d'évolution dans notre Groupe : nos autres Directions (Económico, Financière, Commerciale) vous permettront d'exprimer pleinement vos qualités humaines et votre savoir-faire professionnel.

Si ces perspectives répondent à vos aspirations, merci d'écrire avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous la référence SP/LM1, à

michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

ODA

CONTROLEUR
A FORT

Chef

M

RESPONSABLE
de son PERSON

D

Venez rejoindre
notre Direction

هذه الامتيازات

UNIVERS DE LA GESTION



ODA

1 700 collaborateurs + 2 milliards de CA
Régisseur de la Publicité dans les annuaires des PTT
Filiale du Groupe HAVAS, recherche

CONTROLEUR DE GESTION A FORT POTENTIEL HF

Il contrôle l'ensemble des directions du Marketing et de l'Informatique.
- Il s'intègre dans une équipe dynamique.
- Il utilise les techniques performantes d'une fonction reconnue dans l'entreprise.
- Il relève du Contrôleur de Gestion société.

SA MISSION :

- élabore les budgets en relation avec les directions,
- réalise les tableaux de bord mensuels,
- tient à jour les prévisions et propose des recommandations,
- effectue les études économiques appropriées,
- contrôle les engagements de dépenses et de personnel.

SON PROFIL :

- HEC, ESSEC, ESCP (DECS apprécié),
- expérience de 2 ans minimum en cabinet d'audit ou dans une direction financière,
- rigueur, dynamisme et sens des contacts sont des qualités indispensables.

Rémunération attractive et évolution dans le groupe possible pour candidat de valeur.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
ODA - Evelyne MALACH - 136, avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY SUR SEINE

Pierre Lichau

Jeunes DUT + DECS ! Une comptabilité évoluée... chez les financiers...

Nous sommes une importante Société (800 personnes) travaillant sur les Marchés Financiers et jouissons d'une très forte notoriété, tant nationale qu'internationale. L'évolution « explosive » des MARCHES FINANCIERS, mais aussi les développements à venir dans notre secteur d'activité nous conduisent à renforcer les structures de notre Direction Financière et à souhaiter accueillir un(e)

Chef comptable

qui assurera un rôle de responsable de la Comptabilité Générale (bilans, comptes de résultats, problèmes fiscaux, etc.) d'une part pour son propre compte, ainsi qu'une mission de centralisation et de consolidation des données comptables émanant des filiales de cette Société.

Jeune DUT + DECS, après deux à trois années d'expérience, si possible de la COMPTABILITE BANCAIRE, venez prendre la tête d'une équipe de cinq personnes.

A bientôt !

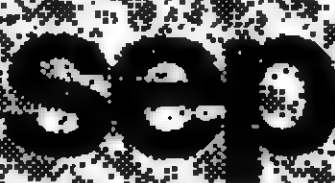
René DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/CH/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

4 MEDIA BA

LES NOUVEAUX ESPACES



Notre société est spécialisée dans la fourniture de matériel informatique et de matériel de bureau. Nous sommes actuellement à la recherche d'un chef comptable expérimenté pour notre siège social à Suresnes.

La Société Européenne de Propulsion recherche pour son Siège Social (Suresnes) un

CONTROLEUR DE GESTION H/F

Il conduira, avec l'aide d'une petite équipe qu'il encadrera, l'élaboration des synthèses mensuelles, des budgets annuels et la constitution des outils de gestion.

De plus, il se verra confier un rôle d'animation et de réflexion auprès des divisions sur les thèmes économiques liés à cette fonction.

De formation HEC, ESSEC, ESC, le candidat retenu aura déjà une première expérience minimum de 3 ans en entreprise industrielle.

Vous voudrez bien adresser CV et prét. s/réf. 55/87
à SNECMA - Département Encadrement
2, bl Victor - 75724 PARIS Cedex 15.

GROUPE SNECMA

CONTEXTE

4 MEDIA BA

d i p l ô m é

GRANDE ECOLE DE COMMERCE

EXPERT COMPTABLE

A 28-35 ans environ, avec une première expérience dans les domaines de la comptabilité et de la finance, aujourd'hui vous choisissez d'opter pour une ENTREPRISE D'ENVERGURE qui vous donnera à terme les opportunités et les moyens de concrétiser votre carrière.

Grand groupe industriel français avec plusieurs usines en France et à l'étranger, notre progression constante nous conduit à rechercher un jeune cadre financier de haut niveau capable de seconder notre Directeur Financier.

Après une période de formation à nos procédures internes, vous aurez acquis une bonne connaissance des structures du Groupe et nous vous confierons progressivement des responsabilités importantes.

Pour mener à bien votre mission, vous vous êtes familiarisé avec les milieux bancaires et possédez de bonnes facultés d'adaptation alliées à une forte personnalité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), sous la référence 4662/LM, à

71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

LM INFORMATIQUE, SSI de 80 personnes, recherche pour son Siège Social son

Chef Comptable

Vous mettez en place à l'aide d'un BM XT (PC) la comptabilité générale et analytique, et l'établissement des comptes d'exploitation mensuels.

Vous prenez également en charge :

- l'établissement de la paie du personnel,
- les déclarations sociales (DAS) et I),
- la centralisation des écritures et les courants administratifs,
- les attestations patronales,
- la vérification des notes de frais,
- la justification des comptes relatifs du personnel.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure, possédant obligatoirement le DECS et justifiant de sept années d'expérience professionnelle minimum.

A moyen terme, un aide-comptable vous secondera.

Outre de sérieuses références, dynamisme et sens de l'autonomie sont indispensables pour réussir dans notre société.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions (sous réf. CC/M) à notre Siège Social, 17 rue de Miroménil, 75008 PARIS. Tél. 42.65.19.76.



La Rivière pour ambition

DEVENEZ POUR L'UN DES « GRANDS » CABINETS FRANÇAIS D'AUDIT ET DE CONSEIL le RESPONSABLE DE LA GESTION de son PERSONNEL

Correspondant pour la France d'un des « BIG EIGHT » les plus performants dans le monde ce cabinet connaît une croissance très rapide.

Sous la responsabilité des associés directeurs de départements et du Président vous aurez à proposer et à suivre les actions permettant une gestion dynamique des carrières de 450 collaborateurs professionnels et administratifs.

Diplômé(e) d'études supérieures, après dix ans d'expérience de la fonction, de préférence dans le secteur tertiaire vous en maîtrisez tous les aspects.

Vous souhaitez évoluer dans un environnement jeune, performant, à ouverture internationale.

Bonnes maîtrise de l'anglais et connaissances en micro-informatique appréciées.

Poste à pourvoir à Paris.

Candidatures féminines ne pas s'abstenir.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions sous réf. 814 M à Denis JOUSSET 10, rue du Mail - 75002 PARIS.

plein emploi

Conseils en ressources humaines.

Conseils en ressources humaines.

Conseils en ressources humaines.

Conseils en ressources humaines.

Conseils en ressources humaines.

Conseils en ressources humaines.

Conseils en ressources humaines.

Conseils en ressources humaines.

Conseils en ressources humaines.

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE recherche pour Agences Parisiennes

FONDE DE POUVOIRS

Responsable de la Clientèle de Particuliers de l'Agence.

ATTACHES DE DIRECTION

Chargés de la recherche, du développement et de l'entretien d'une Clientèle de Particuliers de très bon niveau.

Les postes s'adressent à des candidats (H/F) ayant :
- nécessairement, une expérience bancaire d'un minimum 3 ans (problèmes patrimoniaux, Marchés financiers),
- une très bonne formation générale, universitaire et/ou technique (ITB...),
- de sérieuses dispositions commerciales.

La classification et la rémunération seront fonction de l'expérience précédemment acquise.

Ces postes permettent une évolution de carrière dans les Agences ou au Siège.

Nous remercions les candidats d'adresser leur CV + photo et prétentions sous réf. 23331 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris cedex 01 qui transmettra.

Contesse

PM - CA 25 millions de francs, 30 personnes - titulaires des appareils de technologie avancée à fort potentiel de croissance crée le poste de

DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

Région Sud-Est

Véritable n° 2 de l'entreprise, il se verra très largement délégué par le Président Directeur Général les tâches suivantes dans le cadre de la supervision du service comptable :

- La gestion de trésorerie.
- Les relations habituelles avec les banques.
- Les budgets prévisionnels, la préparation du bilan.
- La gestion du personnel.

Pour réussir pleinement à ce poste, il faut IMPÉRATIVEMENT une expérience d'au moins cinq ans dans un poste similaire et être diplômé de l'enseignement supérieur.

La pratique courante de l'anglais sera un plus important.

Adresser votre dossier de candidature à notre Conseil M.L.A. Monique Lagon, B.P. 287, 13263 Marseille Cedex 07.

capitales propositions commerciales

UN FOURNISSEUR DU ROYAUME-UNI recherche des

REPRÉSENTANTS

déjà implantés pour vendre du matériel de maintenance.

Soutien professionnel et taux de commissions élevés.

AID PALLET, Geddings Road, Huddersfield, EN11 0NT, ROYAUME-UNI. Tél. : 992.441.428.

Co-leaders de matériels informatiques de pointe reth. DIS-TRIBUTEURS rtes régions. Commercialisation sans stock. Apport personnel : 32.000 F. Mens. importante. Conseiller Marc REGNIER, PROSOFT : 43-66-02-78.

Total Investment Planning Corporation Zurich/Suisse. Conseiller financier. Teler 825 781 PACO CH. CH-8700 Kloten/Suisse.

Venez seconder notre Directeur Financier

200 KF +

Société française en forte expansion, commercialisant des logiciels informatiques, filiale d'un groupe américain, basé à Paris (La Défense) recherche un chef comptable.

Assisté d'un comptable, vous serez responsable des comptes généraux, clients, fournisseurs (selon journalier, reporting mensuel) et des déclarations fiscales et sociales. Vous participerez également à l'établissement et au suivi du budget, ainsi qu'à l'amélioration des procédures internes.

Agé d'environ 25 ans, vous avez une formation supérieure à dominante comptable, type ESC + DECS et une première expérience en cabinet d'audit anglo-saxon ou dans la filiale d'un groupe international.

Vous maîtrisez la comptabilité anglo-américaine, le reporting, la micro-informatique et possédez couramment l'anglais.

Enthousiaste et pragmatique, disposez à vous impliquer fortement dans les opérations quotidiennes de l'entreprise.

Envoyez nous le profil idéal pour accompagner le développement rapide de notre activité.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo sous réf. N 8733 à Chantal Malvenx MULTICONSULT RECRUTEMENT 94, avenue de Villiers - 75017 Paris

Multiconsult RECRUTEMENT

Multiconsult RECRUTEMENT

Multiconsult RECRUTEMENT

Multiconsult RECRUTEMENT

Multiconsult RECRUTEMENT

Multiconsult RECRUTEMENT

Multiconsult RECRUTEMENT

FORMATION PROFESSIONNELLE

ANGLAIS RAPIDE ET EFFICACE
COURS INTENSIFS toute l'année, (1 à 4 semaines) 9 h-13 h
SPECIAL VACANCES 1987, PAQUES, ÉTÉ
- ANGLAIS COURANT
- ANGLAIS - VIE DES AFFAIRES -
1, rue de la Pépinière, PARIS-8
Face Gare Saint-Lazare. Tél. : 45-22-51-18.

LES METIERS DE LA MICRO-INFORMATIQUE

CREAR propose 4 formations professionnelles gratuites et rémunérées pour les 18-25 ans primo-demandeurs d'emploi. Partir de avril-juin 87 en région parisienne. Durée 8/9 mois.

Devenez :
Avec des connaissances en électronique :
• TECHNICIEN DE MAINTENANCE en micro-informatique robotique.
Avec le niveau bac + 2 :
• ANALYSTE DE LA BUREAUTIQUE.
Avec le niveau bac + 3 :
• ANALYSTE PROGRAMMEUR DE GESTION (micro-systèmes)
• CONCEPTEUR-REDACTEUR en télématique.

Rens. et retrait des dossiers de candidatures du 30 mars au 30 avril 1987, de 10 h à 18 h au 30, r. Henri-Barbuse, Paris-12.
(M^{rs} RER-Luxembourg).

Présent au Salon de l'Étudiant du 27 mars au 1^{er} avril, stand F 21.

automobiles

ventes

de 12 à 16 C.V.

Vds MERCEDES 280 SEL 1986

48 000 km, option

Tél. : (11) 70-46-14-32.

divers

Concessionnaire

MERCEDES-BENZ

MEALUX 77

300 SEL neuve, milaine

87, boîte automatique,

chardon argenté, tissu noir,

lentes allées.

300 SL neuve, milaine

87, boîte automatique,

argent tissu, velours noir,

toit ouvrant électrique.

Contactez M. Chedior,

tel. : 64-33-05-62.

DEMANDES D'EMPLOIS

Vous cherchez un technicien électronique ?
Niveau BTS ou DUT débutant ayant des connaissances en micro-processeurs 8 ou 16 Bits ou automates programmables
NE CHERCHEZ PLUS !

Nous sommes disponibles fin avril après 20 mois de formation professionnelle (2600 h) sanctionnée par un diplôme d'Etat.
Adr. vous : Centre Louis-Gatignon, 18330 VOUEZON.
Tél. : 48-51-62-08, p. 409 - M^{rs} Guillard et Rochard.

AUDIOVISUEL
Cadre, responsable relations publiques et vidéo communication, 18 ans exp. info, promotion-conception et production, fluid, poste similaire. Ecr. n° 22.087, Contesse Pub., 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, qui transmettra.

RELATIONS PUBLIQUES
GESTION, bil. int., fin. 37 a., 15 a. exp. responsabilité, ch. par missions. Tél. bur. : 43-55-33-23.

H. 40 ans, publiciste, relations publiques, marketing, commercial, connaissances presse, tous supports, agences, ch. place stable.
Tél. : 48-75-55-53.

Jeune, énergique (L.F. 28 ans, trilingue anglais, russe, 2 ans expérience export) cherche poste assistant expert de région parisienne.
M^{rs} S. Simonin, 105, rue de Belleville, 75019 PARIS.

Ingénieur 20 a. exp., ch. trav. dom. étude réal. febr., promo. électrom., anal. log., micro-inform., automat., instrum. mesure phys.-math. appl. M. HENRY, B.P. 123, 75262 PARIS.

Homme cinquantaine, employé de diffusion, expérience presse écrite, cherche emploi. Étude toutes propositions.
Tél. : 60-16-04-22.

F. 38 a., comptable unique, 18 a. exp. comptabilité gte, jusqu'au bilan, ch. pl. stable à responsabilité. PARIS, RÉGION 92. Libre 2-4-87.
M^{rs} VASSEUR Annie, 68, résidence du Château, 92020 ACY-SUR-AUTEN.

Tél. h.b. : 42-47-99-78
42-50-54-10, 42-99-51-54
42-99-54-10, 42-99-51-54
Ecr. n° 22.087, Contesse Pub., 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, qui transmettra.

J.F. 24 ans, expérience, recherche tous emplois administratifs, opératoire de sales.
Tél. : 43-05-22-47.

ALGER, 47 a. ser. 8 a. exp. Diplôme (CNPP).
Sécurité-Incendie.

Ch. poste stable de jour PARIS ou ÉTRANGER. M^{rs} ser. 4 a. exp. Ecr. n° 22.087, Contesse Pub., 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, qui transmettra.

appartements ventes

5^e arrdt

CLOITRE ST-SEVERIN
VUE SUPERBE
Bel apt caract., 65 m². Livrd., cheminée, poutres, chaudière, sol, 1.650.000 F. Serge KAYBER (1) 43-28-00-60.

8^e arrdt

FRIEDLAND 180 m²
très réception, 3 chambres, 4^e étage service, parking. GARD 45-67-23-88.

M^{rs} MADELEINE
STUDIO TT CFT. 9^e arrdt. 400.000 F. 45-28-59-04.

14^e arrdt

OBSERVATOIRE
60 p. 200 m² environ, très belle vue, 16 h à 17 h. BEAU LIV. + 2 CHÈRES. 42-90-64-74, poste 233.

15^e arrdt

CAMBONNE
Apt occupé loi 48. Dans bel imm. pierre de t., de 350.000 F. 42-90-64-74, poste 233.

125, AVENUE FÉLIX-FAURE
Bâtiment 4, mar. 14 h à 17 h. BEAU LIV. + 2 CHÈRES. 42-90-64-74, poste 233.

appartements achats

Recherche 1 à 3 p. PARIS, préférence RIVE GAUCHE avec ou sans travaux.
PAR 271 chez nous.
48-73-20-87 même le soir.

locations non meublées offres

Paris

STUDIO neuf, 25 m² + jardin
privé, résidence de standing. 2.800 F + charges.
P.O.P. - 43-20-12-07.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
75008 PARIS, recherche en location ou à l'achat APPTS DE 600 CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomatique et cadres de sites multinationales.

Tél. : 45-62-78-99.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE
Pour cadres expatriés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par état de AMBASS. 45-25-18-65.

immobilier information

Pour vendre ou acheter Maison - Appartement Terrain - Commerce sur toute la France LAGRANGE S. r. Le Châtelier, 75017 Paris. Tél. : 16 (1) 40-84-08-08.

bureaux

Locations

Déménagement depuis 80 F/m² Av. des CH-ÉLYSÉES (Bois de Boulogne) 21 bis, rue de TOUL. PARIS-12^e. Constructions S.A.S. 2.000 F m². Inter Dam. Tél. : 43-40-68-50.

DOMICILIATIONS

Forum des Halles, bureaux, constitution de sociétés, télé. secrétaires. ACCESS 40-28-15-12.

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE

10^e CHAMPS-ÉLYSÉES AVENUE VICTOR-HUGO. Loc. bureaux, secrétaires, télé. secrétaires. 170 à 350 F/m². CIDES, 47-20-41-08.

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

Constitutions de sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques. 43-55-17-50.

DOMICILIATIONS

Locations BUREAUX et ATELIERS Permanences téléphoniques 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1491, 1492, 1493, 1494, 1495, 1496, 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526, 1527, 1528, 1529, 1530, 1531, 1532, 1533, 1534, 1535, 1536, 1537, 1538, 1539, 1540, 1541, 1542, 1543, 1544, 1545, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550, 1551, 1552, 1553, 1554, 1555, 1556, 1557, 1558, 1559, 1560, 1561, 1562, 1563, 1564, 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1570, 1571, 1572, 1573, 1574, 1575, 1576, 1577, 1578, 1579, 1580, 1581, 1582, 1583, 1584, 1585, 1586, 1587, 1588, 1589, 1590, 1591, 1592, 1593, 1594, 1595, 1596, 1597, 1598, 1599, 1600, 1601, 1602, 1603, 1604, 1605, 1606, 1607, 1608, 1609, 1610, 1611, 1612, 1613, 1614, 1615, 1616, 1617, 1618, 1619, 1620, 1621, 1622, 1623, 1624, 1625, 1626, 1627, 1628, 1629, 1630, 1631, 1632, 1633, 1634, 1635, 1636, 1637, 1638, 1639, 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1667, 1668, 1669, 1670, 1671, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676, 1677, 1678, 1679, 1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1685, 1686, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702, 1703, 1704, 1705, 1706, 1707, 1708, 1709, 1710, 1711, 1712, 1713, 1714, 1715, 1716, 1717, 1718, 1719, 1720, 1721, 1722, 1723, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1729, 1730, 1731, 1732, 1733, 1734, 1735, 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742, 1743, 1744, 1745, 1746, 1747, 1748, 1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754, 1755, 1756, 1757, 1758, 1759, 1760, 1761, 1762, 1763, 1764, 1765, 1766, 1767, 1768, 1769, 1770, 1771, 1772, 1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1778, 1779, 1780, 1781, 1782, 1783, 1784, 1785, 1786, 1787, 1788, 1789, 1790, 1791, 1792, 1793, 1794, 1795, 1796, 1797, 1798, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567,

LA RIVALITÉ AÉRIENNE AMÉRICANO-EUROPÉENNE

Airbus : 1 - Etats-Unis : 0

Montée en puissance du Vieux Continent ; tentation du protectionnisme outre-Atlantique

La guerre des technologies de pointe est déclarée. Les attaques de Boeing et de McDonnell-Douglas contre Airbus sont à mettre en parallèle avec les mesures que vient de prendre Washington contre les firmes japonaises de semi-conducteurs, les puces. D'un côté comme de l'autre, tout est bon : pressions diplomatiques, accusations de dumping, menaces de rétorsion...

Dans cette bataille mondiale, l'Europe dispose d'armées faibles, car désemparées : la Communauté est déficitaire de 20 milliards d'ECU dans l'ensemble de l'électronique. Seulement 17 % de ses exportations proviennent de produits de haute technologie, contre 21 % pour les Etats-Unis et 31 % pour le Japon.

Par le ciel et par l'espace

Les programmes Esprit, Race ou Eureka pourront peut-être déboucher sur des coopérations solides ; mais, en attendant, les seuls fronts où les Douze disposent de quelques munitions sont le ciel et l'espace. Exceptions à la dévotion, trop rares secteurs où l'effort conjoint commence à payer. C'est le cas dans le domaine civil avec Airbus et Ariane, cela commence à l'être pour le domaine militaire avec les hélicoptères ou les avions de combat.

Airbus a pu prendre 25 % du marché des avions et la société peut aujourd'hui élargir sa gamme vers les long-courriers quadrimoteurs. A l'aise, profitant des erreurs stratégiques de la NASA, a pu empêcher en 1986 pour 1 milliard de dollars de commandes, y compris aux Etats-Unis. Les Japonais portent — encore — leurs efforts ailleurs, une percée européenne dans la suprématie américaine est donc possible.

La violente contre-attaque américaine n'est pas pour surprendre. Guerre recevable — Washington subventionne ses industriels autant qu'il le peut — elle ne va pas pour autant s'arrêter. L'enjeu, celui des emplois de l'avenir et de l'indépendance des nations, est trop énorme. La concurrence armée ne peut que se durcir.

Aux Européens, qui ont jusqu'ici fait preuve d'intelligence technique et commerciale, à faire de même lorsque la bataille prend un tour politique et diplomatique. Désormais au cœur de sa sécurité et de son avenir industriel, le ciel et l'espace peuvent demain faire l'unité de l'Europe.

UN beau match, en vérité, que celui qui oppose depuis plusieurs mois Airbus et les Etats-Unis et qui a vu, le 20 mars à Genève, un round s'achever à l'avantage du consortium européen. L'enjeu ? Le renouvellement des flottes aériennes du monde entier qui représente, pour les six ans à venir, un marché colossal d'environ 200 milliards de dollars (1 200 milliards de francs). Un marché à peu près sûr.

Qui peut prétendre à une part de ce filon aussi vieux que l'avion ? Les constructeurs américains, bien sûr, qui étaient, en 1970, au nombre de trois : Boeing, Lockheed et McDonnell-Douglas. Dans une moindre mesure les Européens, car, en 1970, nait le consortium Airbus Industrie au sein duquel vont s'associer successivement les avionneurs de France, d'Allemagne, d'Espagne et de Grande-Bretagne. Les Etats-Unis ne croient guère à cette concurrence naissante. L'Europe aéronautique ne se relèvera pas, pensent-ils, de l'échec de Concorde qui a monopolisé ses énergies.

En 1974, l'Airbus A-3000 (260 places) nouveau-né entre dans la flotte d'Air France. En 1976, le consortium ne place qu'un seul avion. En 1978 — témoignage de la conjoncture — le nombre des A-300 vendus dépasse la centaine, la compagnie américaine Eastern commande vingt-trois Airbus et le consortium lance un deuxième modèle, l'A-310 (210 places).

Les Américains, qui ne se retrouvent plus que deux — Boeing et McDonnell-Douglas — se réveillent. Des Airbus sur les lignes des Etats-Unis représentent un défi qu'ils supportent mal. Eux qui avaient regardé sans sourciller les gouvernements allemand, britannique, espagnol et français verser des avances remboursables à leurs industriels commencent à trouver anormal ce mode de financement.

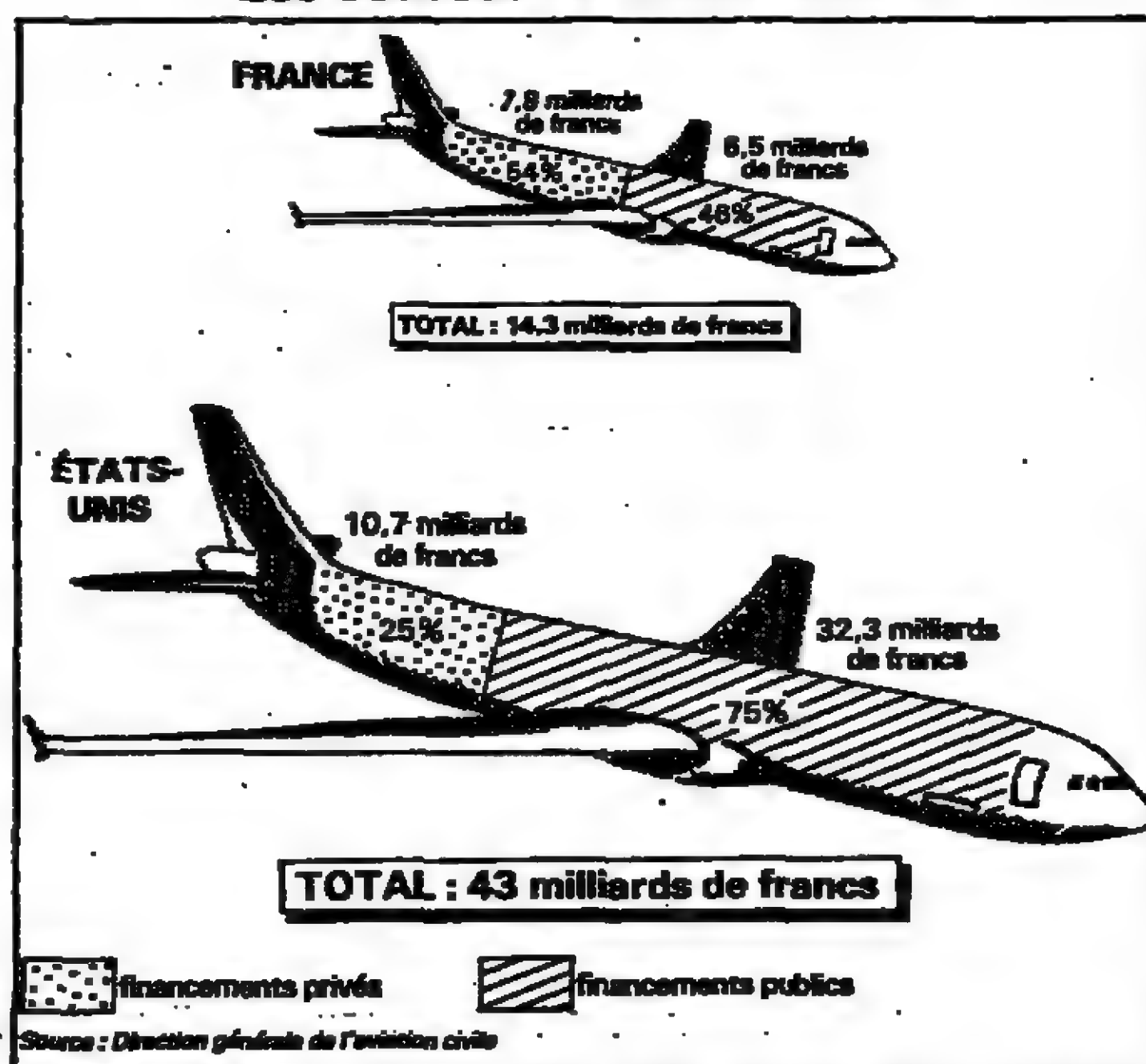
Les diplomates américains et européens se retrouvent, en 1979, autour d'une table pour mettre au point un « accord relatif au commerce des avions civils », qui fait partie de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, le fameux GATT. Toutes les parties applaudissent l'entrée en vigueur de ce protocole destiné à « assurer, dans le commerce des avions civils, le maximum de liberté ».

Les Européens rentrent chez eux en se frottant les mains : les droits de douane de 8 % qui frappaient les avions étrangers vendus aux Etats-Unis sont abolis. Les Américains ne sont pas moins

satisfait : ils ont obtenu des articles 4 et 6 qui leur font espérer la fin de ce qu'ils considèrent comme des pratiques commerciales déloyales.

Désormais, il est interdit de faire « chanter » un pays client en lui disant : « Si vous achetez mes avions, je vous céderai des droits de trafic aérien, des armes, une aide industrielle, etc. » L'article 4 stipule, en effet : « Les signataires sont convenus d'éviter de

Les sources de financement



Les industriels européens reçoivent bien une aide budgétaire sous forme d'avances remboursables... pas toujours remboursées. En revanche, les Etats-Unis supportent massivement, sur des crédits budgétaires, les recherches en matière d'aviation civile et le développement dans le domaine de l'aéronautique militaire et spatiale.

pratique quelque type d'incitation que ce soit à la vente ou à l'achat d'avions civils d'une origine déterminée qui introduit une discrimination à l'encontre des fournisseurs du ressort d'un signataire.

Un crime de lèse-majesté

Finies les manipulations financières qui permettent de vendre un avion en dessous de son prix de revient ! Même si les aides restent permises, l'article 6 précise que « les signataires sont convenus que la détermination du prix des avions civils devrait se fonder sur une perspective raisonnable de couvrir tous les coûts ».

Le début des années 80 ne permet guère de mettre à l'épreuve ce dispositif. Airbus a du mal à vendre ses avions. Boeing et McDonnell-Douglas continuent

sur leur lancée. Survient l'embellie. En 1983, Airbus lance son « petit » A-320 (150 places) ; en 1985, place une trentaine d'appareils chez Panam, et — crime de lèse-majesté — persuade Indian Airlines de renoncer à douze Boeing-757 et d'acheter dix-neuf Airbus A-320.

Rien ne va plus. A Seattle, siège social de Boeing, le nom d'Airbus donne des coups de sang au patron. On se met à rassembler des preuves éclatantes de la duplicité européenne dans un « livre noir » destiné au gouvernement américain. Selon les estimations, ce serait de 9 milliards à 10 milliards de dollars (45 à 60 milliards de francs) qu'Airbus aurait

C'est au tour de McDonnell-Douglas de prendre le chemin de Washington pour dénoncer le coût, soit 2,5 milliards de dollars (15 milliards de francs) des projets européens, évidemment subventionnés selon lui, alors que son avion (cent dix-neuf commandes) coûtera seulement 700 millions de dollars (4 milliards de francs) financés par des moyens orthodoxes.

Après une première fausse manœuvre, en février 1987, qui donnait l'impression qu'ils voulaient imposer aux avions européens le même traitement qu'à ceux de la CEE, les Etats-Unis déposent une plainte en bonne et due forme au GATT. Ils tentent, en vain, de la retirer. En effet, ils sont hors d'état de prouver, les 19 et 20 mars derniers à Genève, que les pratiques d'Airbus ont causé un préjudice à leur industrie aéronautique.

Boeing a, en effet, battu, en 1986, tous ses records de vente avec trois cent quarante et un avions pour 19,2 milliards de dollars (14,9 milliards de francs). McDonnell-Douglas a vendu deux cent vingt-huit avions pour 6,3 milliards de dollars. Neuf sur dix des avions civils volant dans le monde sont américains. Au 31 décembre 1986, les compagnies américaines ont commandé moins de cent appareils européens alors que plus de mille avions américains volent en Europe.

De plus, Airbus Industrie fait travailler environ cinq cents sous-traitants aux Etats-Unis. Chaque Airbus comprend, à la livraison, en valeur, 30 % de pièces américaines et près de 50 % avec les pièces de rechange fournies pendant son exploitation.

Les Américains n'avaient plus qu'à trouver une autre faille. Ils ont donc demandé à renégocier les fameux articles 4 et 6 dont une nouvelle rédaction leur permettrait peut-être de « torde le cou » aux modèles A-330 et A-340 pourtant commandés, à ce jour, à cent quatre exemplaires par Lufthansa (quatre exemplaires d'A-340), Air France (sept exemplaires d'A-340), Air Inter (vingt exemplaires d'A-330) et six autres compagnies. Il leur faut, contre, à tout prix, la montée en puissance de la gamme aérienne européenne.

A la Direction générale de l'aviation civile française (DGAC), on s'apprête à une résistance tout en souplesse. Les Américains veulent-ils durcir l'article 4 qui interdit de donner des droits de trafic en échange d'achats d'avions ? « Tout d'accord, ce sont eux qui font le plus de pression sur les compagnies. La compagnie scandinave SAS ne vient-elle pas de leur dire qu'elle n'achèterait douze MD-11 qu'en échange d'autorisations d'atterrir dans certaines villes des Etats-Unis ? Ils veulent protéger la liberté d'accès des équipementiers ? D'accord, les nôtres sont

devenus aussi compétitifs que les leurs ».

En ce qui concerne l'article 6, l'administration française ne bougera pas. « Nos collègues américains prétendent vérifier si nos avions sont rentables ou non. Pourquoi pas ? Mais lorsque nous leur demandons de contrôler qu'eux aussi ne subventionnent pas leurs appareils, ils refusent parce qu'ils disent qu'eux, n'aident ni Boeing ni McDonnell-Douglas. Autrement dit : tout ce qui est à eux est intouchable et tout ce qui est à nous est négociable ».

Et si McDonnell-Douglas trahissait ?

Tant il est vrai que la liste est longue des « turpitudes » américaines ! Airbus a recensé vingt-cinq formes de financement dont bénéficient leurs concurrents d'outre-Atlantique (voir graphique) : entre 1979 et 1984, Boeing n'a pas payé d'impôts malgré ses profits et même a reçu un remboursement d'impôt (net tax refund) de 285 millions de dollars (1,7 milliard de francs) ; le budget de la défense a supporté 80 % du développement du Boeing-707, et une notable partie du 747 qui a participé à l'appel d'offres destiné à fournir un cargo lourd, le C-5-A, à l'armée américaine ; en 1985, la NASA a versé 300 millions de dollars (1,8 milliard de francs) pour l'étude du moteur Propfan qui équipera le futur Boeing-117. Les systèmes d'aide à l'aéronautique ne sont décidément pas les mêmes sur les deux rives de l'océan Atlantique, mais ils existent bel et bien.

Reste que la partie n'est pas définitivement gagnée. L'administration française redoute que Washington — de plus en plus protectionniste — ne se tourne vers la section 301 du code du commerce américain, clause léonine qui autorise le président des Etats-Unis à prendre toute disposition pour défendre les intérêts nationaux. Il faudra donc s'efforcer de ne pas provoquer l'oncle Sam, mais le rassurer de discussion en table ronde d'ici à la fin du mois de juillet. En attendant, A-330 et A-340 devraient avoir été lancés officiellement.

Sans oublier que McDonnell-Douglas recherche avec obstination un accord avec Airbus Industrie. Pour construire quoi ? Mystère. Pour faire échec à Boeing qui, en 1986, s'est approprié 64 % du marché mondial, pendant que McDonnell-Douglas tombait de 18 % à 13 % ? En aviation civile aussi, les coups de théâtre et les trahisons existent. Il y a tellement d'argent à gagner. Ou à perdre !

ALAIN FAUJAS.

Lire pages 34 et 35 les articles de Jacques Isnard sur l'aéronautique militaire et de Jean-François Augau sur Ariane.

POINT DE VUE

L'inflation ou la lutte pour le partage de la valeur ajoutée

par Jean Matouk, professeur d'économie à l'université de Montpellier-1.

OU'il soit durable ou passager, l'inflation, en pleine liberté des prix, contraint les économistes à revenir à l'origine fondamentale de ce mal : la lutte pour le partage du surplus annuel de valeur ajoutée. Jusqu'à ces dernières années, l'inflation « rampante » et le contrôle des prix les détournaient de ce retour aux sources. L'une comme l'autre, masquant l'origine réelle des tensions inflationnistes et les vrais mécanismes de leur propagation, les poussaient, en effet, à analyser globales, celles qui restent à la surface des phénomènes.

La première de ces explications globales, aujourd'hui en voie de désuétude, c'est l'explication monétaire. Elle est fondée sur le modèle de l'équilibre général d'une économie faite de milliers de marchés

Un seul remède : la participation aux bénéfices de l'entreprise, à son capital et à sa gestion

interconnectés et fonctionnant « en concurrence pure et parfaite ». Sur cet ensemble de marchés s'établit un système de prix relatifs, rapportés à un numéraire commun.

C'est la dépréciation de ce numéraire, par excès de son offre, c'est-à-dire par la création de monnaie, qui est censée provoquer la hausse des prix qui lui sont relatifs. C'est à cette théorie que Jacques Rueff a donné le surnom d'« âge de l'inflation » et en rendant responsable au niveau international l'abandon de l'or et l'émission incontrôlée de dollars-papier.

C'est, sur cette base doctrinale, que tous les gouvernements ont fait

appel au freinage de la masse monétaire pour lutter contre la hausse des prix. Les chiffres témoignent de façon éloquentes de la faible efficacité de cette thérapeutique. N'a-t-on pas été, en France, en encadrement quasi permanent du crédit depuis 1973 ? Par ailleurs, les tests économétriques ont mis en évidence une grande efficacité du freinage monétaire sur le volume de l'activité économique, ce qui n'était pas le but recherché, mais une efficacité plus tardive, et en tout cas très relative, sur les prix.

La seconde explication traditionnelle de l'inflation, c'est l'excès de la demande par rapport à une offre insuffisamment élastique. De tels écarts peuvent se manifester occasionnellement sur tel ou tel marché

et s'y résoudre sans contagion aux autres. Cependant, s'ils sont fréquents et nombreux, ils génèrent, en se transmettant aux autres marchés par le jeu des coûts, l'inflation de « surchauffe ».

Nul doute que ce mécanisme n'ait eu sa part de responsabilité dans l'inflation rampante française en 1982 et en 1983, comme en 1985 en Allemagne et aux Etats-Unis. En 1985, la transmission fut même internationale ! Mais l'excès de demande ne suffit pas à expliquer la persécution de l'inflation pendant près de trente ans.

La troisième explication « canonique » de ce qui était, jusqu'aux années 80, le mal du vingtième siècle, c'est l'inflation par les coûts. Prise à la lettre, cette troisième théorie est tautologique, car tout prix de vente est lui-même un coût pour quelqu'un. Même les prix à la consommation qui constituent le « coût de la vie » pour les salariés !

(Lire la suite page 36.)

ESSEC

MASTÈRE SPÉCIALISÉ EN TECHNIQUES FINANCIÈRES

Programme d'un an offrant, en plus d'une solide formation théorique et pratique de base, les connaissances indispensables à l'exercice des nouveaux métiers de la finance.

Les principaux enseignements concernent la trésorerie internationale, la gestion des risques de change et de taux d'intérêt, l'utilisation des futures et des options, la micro-informatique appliquée à la finance, etc.

Les enseignants sont des professeurs du Groupe ESSEC et des experts travaillant dans plusieurs banques et entreprises associées au programme.

L'admission pour la session 1987-1988, ouverte jusqu'au 12 juin, a lieu sur titres de titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou de gestion, ou d'un DEA, ou d'un diplôme équivalent.

Informations et dossiers d'inscription :

M^{me} Elyane Rosello - ESSEC
BP 105, 95021 Cergy-Pontoise Cedex
Tél. : 30-38-38-00

ESSEC - Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé.

La défense divisée

Dans l'aéronautique militaire
les Européens se font concurrence
face à Washington omniprésent

L'aura fallu trois ans d'après discussions et plusieurs menaces de rupture avant que les Français et les Allemands de l'Ouest ne parviennent, enfin, à s'entendre, il y a une dizaine de jours : l'hélicoptère de combat commun à leurs deux armées de terre recevra des équipements électroniques (l'avionique) de navigation et de tir construits en Europe par les deux pays commanditaires, et non achetés aux États-Unis.

Dans le même temps, un consortium européen, autour de Ferranti, se bat contre la société américaine Hughes pour obtenir le contrat du radar — une pièce essentielle — qui doit être monté sur le nouvel avion de combat Eurofighter conçu en collaboration par la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, l'Italie et l'Espagne. L'Eurofighter est lui-même un rival de l'avion, dérivé du Rafale, que la France tente de produire pour ses propres besoins et qu'elle propose, notamment, aux Belges.

On pourrait multiplier les exemples. Ceux-ci ont le seul mérite d'être très actuels. Mais tous ont un point commun : de démontrer que, dans le domaine de l'aéronautique militaire, la concurrence divise les pays européens entre eux, malgré la nécessité d'une sécurité collective, et elle leur oppose toujours un fournisseur américain omniprésent et dynamique.

« Il est significatif, disait, la semaine dernière, au « Grand Jury RTL-le Monde », le ministre délégué, chargé des affaires européennes, M. Bernard Bosson, que 320 millions d'Européens aient besoin de l'aide de 220 millions d'Américains pour faire face aux 270 millions de Soviétiques. Cela démontre qu'il y a quelque chose qui ne va pas et que l'Europe n'existe pas suffisamment. » Et M. Bosson a conclu : « Le choix est simple : ou mettre en commun nos moyens pour avoir une défense digne de ce nom et crédible, ou garder une parfaite souveraineté nationale, mais tout seul. »

Dormir avec un éléphant

Les relations américano-européennes en la matière sont jalonnées d'embûches depuis des lustres, comme ces disputes de famille où s'accumulent les amertumes, les rancœurs et, parfois, les cicatrices. Comment en serait-il autrement quand on constate que les seules ventes militaires de l'industrie aéronautique américaine (avions, moteurs, hélicoptères, équipements et accessoires, pièces de rechange, etc.) ont représenté en 1986 une somme globale de 39,2 milliards de dollars (235 milliards de francs), soit l'équivalent de quatre fois le chiffre d'affaires total de l'indus-

trie française correspondante (civil et militaire confondus) ?

« Il est dur, dans ces conditions, de dormir à côté d'un éléphant, dans un même lit, car, s'il se retourne dans son sommeil, il vous écrase sans y prendre garde », souligne un industriel français, favorable à une entente transatlantique, en reprenant le mot célèbre d'un homme politique canadien.

Dans ce domaine des équipements militaires et, plus spécialement en matière d'aéronautique, les États-Unis et les pays européens sont condamnés à entretenir des rapports ambigus et, pourquoi pas, conflictuels. Ils appartiennent à la même alliance de défense et, à ce titre, il leur faut coordonner des stratégies et, donc, harmoniser leur arsenal. Mais chacun des partenaires sait que la sécurité relève probablement de l'acte le plus ultime de la souveraineté nationale : la protection des intérêts vitaux, à commencer par la sauvegarde des secteurs industriels « sensibles » qui fondent ces mêmes intérêts.

Il en résulte ces déchirements internes, dans des pays européens contraints de passer commande à des fournisseurs américains au

détriment, parfois, des exigences de leur propre industrie. Ce fut récemment le cas du Royaume-Uni, où le gouvernement de M. Thatcher a dû renoncer à construire un avion-radar de conception nationale au profit de l'achat d'appareils AWACS aux États-Unis. Les industriels britanniques ont eu le sentiment de perdre la face, même si les négociations avec Boeing ont abouti, après coup, à l'attribution de substantielles compensations à des sociétés d'outre-Manche.

Inonder le marché international

Le cas de la France est différent : il n'existait pas de produit national comparable. L'appel à la technologie américaine, dans ces circonstances, ne paraît pas irrationnel, compte tenu de la faible quantité nécessaire.

On touche là à deux raisons essentielles du « leadership » exercé par l'industrie militaire américaine. Primo : les budgets de recherche-développement alloués par le Pentagone sont sans commune mesure avec les budgets de la défense en Europe,

même si des entreprises européennes et, particulièrement, françaises comme L'Aérospatiale, y consacrent des crédits non négligeables pour ce qui les concerne individuellement. Secundo : l'effet d'entraînement, c'est-à-dire l'ampleur du marché intérieur américain en dernière analyse, est tel sur les coûts unitaires que les États-Unis peuvent ensuite se permettre d'offrir à l'étranger des matériels à des prix compétitifs.

Ce n'est un mystère pour personne, par exemple, que la décision de mettre au point l'architecture d'une défense spatiale antissile (ce qu'on a appelé l'initiative de défense stratégique ou IDS) a puissamment relancé la recherche en matière électronique, robotique ou informatique aux États-Unis. De même, la commande par l'armée de l'air américaine, à plusieurs centaines d'exemplaires, d'avions de combat, comme le C-130 Hercules, assure leurs arrières aux industriels responsables et les autorise à inonder le marché international à raison de quelques milliers d'exemplaires.

En Europe, il ne peut en être question. Du moins tant que l'union politique en matière de défense commune sera aussi évanescence. Les États-majors expriment des besoins largement différents. Les industriels, souvent appuyés par leur propre gouvernement, hésitent à vouloir partager un savoir-faire péniblement acquis avec des partenaires de niveau technologique disparate.

Toutes ces considérations sont à la base du malentendu qui sépare les deux rives de l'Atlantique. D'un côté, les firmes américaines redoutent un protectionnisme accru des sociétés européennes, derrière lequel celles-ci s'abriteraient pour sauver ce qui peut être encore d'un marché de la défense communautaire. De l'autre, les entreprises européennes se plaignent des clauses restrictives qui sont imposées par Washington à la pratique des transferts de technologies entre les États-Unis et l'Europe.

Cette méfiance réciproque, de l'aveu même de l'ambassadeur américain en Allemagne fédérale M. Richard Burt, dégrade la cohésion politique de l'alliance en entretenant les causes de frictions. Pour autant, on se doit d'observer que, depuis quelque temps maintenant, l'Europe et les États-Unis cherchent à mieux maîtriser les résultats de cette déréglementation de leurs rap-

ports dans le domaine des fabrications d'armements classiques.

L'idée qui prévaut à l'OTAN consisterait à organiser des « mariages » à la carte selon les programmes retenus. Le Pentagone, pour les États-Unis, et les pays européens qui en éprouveraient le besoin militaire constitueraient un « pool » financier qui alimenterait la réalisation de chacun des projets approuvés.

Participer à sept programmes

Sur la base d'un amendement du sénateur (démocrate) de Géorgie, M. Sam Nunn, le Pentagone pourrait investir, d'ici à 1992, plus de 2 milliards de dollars (12 milliards de francs) dans la construction de certains matériels de l'OTAN, sous réserve d'une participation financière des autres pays alliés qui devront prévoir une « enveloppe » à cette fin dans leurs projets de budget militaire. A défaut d'un effort comparable au sien et planifié sur sept ans à compter de 1986, le Pentagone se contenterait d'un engagement annuel de ses partenaires européens de l'alliance atlantique.

Sept programmes d'armement ont ainsi été identifiés, depuis la munition d'artillerie de 155 mm jusqu'à des systèmes de recueil et d'exploitation des renseignements du champ de bataille, en passant par des équipements d'identification ami/enemi à bord des avions de combat. La France a accepté de participer aux sept protocoles d'accord, aux côtés des États-Unis et de pays membres de l'OTAN. Mais tous les États de l'alliance atlantique ne sont pas signataires de telles conventions.

Ces participations croisées laissent intacte la possibilité pour chacun de cofinancer un même matériel et d'acheter au « pool » un autre matériel qu'il aurait choisi de ne pas produire.

Les États-Unis ont donné l'exemple en s'approvisionnant en avions d'entraînement destinés à la marine auprès de la Grande-Bretagne ou en commandant à la France le système RITA de transmissions du champ de bataille, des missiles antiaériens Durandal ou des hélicoptères Dauphin pour la surveillance des côtes.

De tels échanges peuvent paraître encore déséquilibrés. Ils ont le mérite de montrer la voie à suivre. Avec un esprit parfois difficile. Face à un pacte de Varsovie qui joue la standardisation.

JACQUES ISNARD.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Cet avis n'apparaît qu'à titre d'information seulement.

Nouvelle Emission

Mars 1987

CNT

Caisse Nationale des Télécommunications

£70,000,000

10 per cent. Bonds due 1997

Unconditionally guaranteed by

The Republic of France

County NatWest Capital Markets Limited

Goldman Sachs International Corp.

Algemene Bank Nederland N.V.

Bank of Tokyo International Limited

Banque Bruxelles Lambert S.A.

Banque Nationale de Paris

Baring Brothers & Co., Limited

Crédit Commercial de France

Crédit Lyonnais

Credit Suisse First Boston Limited

Deutsche Bank Capital Markets Limited

Fuji International Finance Limited

Kleinwort Benson Limited

Mitsubishi Trust International Limited

Samuel Montagu & Co. Limited

Nomura International Limited

Société Générale

Swiss Bank Corporation International Limited

Union Bank of Switzerland (Securities) Limited

S. G. Warburg Securities

Westdeutsche Landesbank Girozentrale

Une menace de retrait

PÉRIODIQUEMENT, des mouvements de gauche ou d'extrême gauche en Europe et des mouvements de droite aux États-Unis repartent, pour le souhaiter, de l'éventualité d'un retrait des forces américaines stationnées, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, sur le continent européen. Cette perspective est aussi, parfois, mise en avant par des responsables politiques ou militaires, de part et d'autre de l'Atlantique, qui s'inquiètent des conséquences d'un tel départ sur l'organisation d'une défense commune et sur le dialogue en matière d'armement entre les États-Unis et l'Europe, à un moment où les Soviétiques évoquent, eux, le désarmement.

A l'heure actuelle, l'armée de terre américaine entretient 217 100 hommes en Europe (dont 204 700 pour la seule Allemagne fédérale). L'armée de l'air américaine y maintient 92 700 hommes et la marine américaine, 53 200 (dont la moitié constituent les effectifs embarqués par la V^e flotte en Méditerranée). Malgré cette forte présence américaine en Europe, le gros de la défense européenne, en effectifs sous les drapeaux et en matériels classiques, est assuré par les armées des pays membres de l'OTAN.

Ainsi, les forces européennes de l'alliance représentent 90 % des forces terrestres, 75 % des forces navales et 50 % des forces aériennes. En 1985, selon des normes établies par l'OTAN, le budget américain de la défense était de 267 milliards de dollars (1 800 milliards de francs) au total, tandis que l'ensemble des crédits militaires, dans les treize pays européens membres de l'alliance

atlantique, se sont élevés à l'équivalent d'un peu plus de 95 milliards de dollars (670 milliards de francs). Cette comparaison reste sujette à caution, dans la mesure où les pouvoirs d'achat des différentes armées ne sont pas les mêmes, compte tenu des hausses de prix propres à chaque pays et de l'existence d'une inflation proprement militaire dans le coût d'acquisition et de fonctionnement des armes.

Dans le passé, le commandement de l'OTAN a demandé aux pays membres de l'Organisation militaire de prévoir des budgets de la défense qui marquent une augmentation, à valeur constante de la monnaie nationale, de 3 % par an. En réalité, moins de la moitié d'entre eux ont réussi à tenir cet objectif, surtout après 1980-1982, quand la stagnation des produits nationaux ne l'a plus permis.

À intervalles réguliers, pour des raisons qui touchent des aspects politiques ou économiques, la menace d'un retrait, partiel ou total, des troupes américaines en Europe est brandie sur les gouvernements européens. Les partisans d'une telle politique estiment que l'Europe devrait, dans ces conditions, prendre davantage à sa charge la défense collective du continent.

Les adversaires font valoir qu'un retrait américain du théâtre européen aurait l'effet contraire, puisqu'il renforcerait le camp des Européens favorables à des accords régionaux de désarmement avec l'Union soviétique et qu'il déstabiliserait les liens noués avec les États-Unis.

J. I.

هناك اعلان الاصل

AMÉRICANO-EUROPÉENNE

Ariane contre Goliath

« C'EST le combat de David contre Goliath. Celui d'un petit pays contre un poids lourd. » Un combat qu'on aurait pu croire perdu d'avance à l'annonce des efforts consentis par les États-Unis, champion toutes catégories de l'industrie spatiale. Qui, l'Union soviétique exceptée, peut encore rivaliser avec les sommes que les Américains sont capables d'investir dans leurs programmes spatiaux ? Qui, mieux qu'eux, peut se permettre de consacrer 0,5 % de son produit national brut à l'espace ?

Certainement pas l'Europe. Car, quand l'Amérique dépense 23,4 milliards de dollars (140 milliards de francs) pour ses dépenses spatiales en 1986 — dont 15,8 milliards de dollars (95 milliards de francs) pour ses activités à finalité militaire — l'Europe suit loin derrière, avec un budget de moins de 2 milliards de dollars (12 milliards de francs), dont la plus grande part est financée par la France.

Malgré ces disproportions, l'Europe tire son épingle du jeu, au point même que les États-Unis se sentent menacés. Non pas dans le domaine de la construction des satellites où Hughes (filiale de General Motors), RCA (rachetée par General Electric), Ford Aerospace et TRW font figure d'épouvantails aux yeux des constructeurs du reste du monde, mais dans celui des lanceurs de

satellites où le monopole américain a été fortement entamé.

Lorsqu'on a su relever le défi lancé par les Soviétiques avec le premier Spoutnik, conquérir la Lune sans coup férir, et construire un engin de transport aussi complexe que la navette spatiale, on suppose mal de voir l'Europe — une fois — mordre à belles dents dans un gâteau qu'elle n'avait guère été invitée à déguster.

Sur ce point, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Depuis la création, en avril 1980, de la société ArianeSpace, cinquante-neuf satellites « ont choisi de se faire lancer par Ariane ». Compte tenu des lancements déjà effectués, ce sont quarante-deux satellites, représentant un carnet de commandes de 13,3 milliards de francs, qui attendent d'être tirés. Mieux même, alors que « l'Aigle était à terre » (1) après l'explosion en vol de la navette Challenger, en janvier 1986 et les échecs, en avril et mai de la même année, de ses lanceurs conventionnels Delta et Titan, la fusée européenne continuait de faire des adeptes jusque chez les Japonais qui, finalement, ont retenu Ariane après lui avoir préféré les moyens de lancement américains.

Sous la pression de la France

Résultat : l'Europe accumule les commandes et signe les contrats — dix-huit en 1986, pour une valeur de 950 millions de dollars (6 milliards de francs) — alors même qu'Ariane est, depuis son dernier échec survenu en mai 1986, clouée au sol en raison de difficultés de fonctionnement de son troisième étage.

Comment les États-Unis ont-ils pu laisser échapper un marché qui leur paraissait acquis ? Pour trois raisons. D'abord, le lanceur européen a eu la chance d'offrir, dès le départ, des performances correspondant à peu de choses près aux besoins affichés par les propriétaires de satellites. Ensuite, l'Europe, sous la pression des Français, a eu l'idée de développer une famille de lanceurs, Ariane, adaptée aux nouveaux besoins du marché, et à sa créer une structure de commercialisation et de promotion, ArianeSpace, pour gérer ce marché des services de lancement.

Enfin, et c'est sans doute le plus important, l'Europe a bénéficié des ententes de la politique spatiale américaine. En misant tout sur une navette « chère et complexe », et en abandonnant trop vite le développement des lanceurs classiques comme le Thor Delta et l'Atlas Centaur, mieux adaptés que la navette à l'envoi de satellites en orbite géostationnaire (36 000 km d'altitude), les États-Unis ont pris un gros risque. Celui de se voir, comme les militaires américains l'avaient suggéré, privés de

Les États-Unis se sentent menacés dans le domaine des lanceurs de satellites

moyens de lancement si la navette venait à connaître un problème de développement grave. La suite leur a donné raison.

Si la situation profite aujourd'hui aux Européens (2), il ne leur faut pas pour autant dormir sur leurs lauriers. Leur lanceur Ariane, dont le système d'allumage du troisième étage vient de subir des modifications profondes, doit faire ses preuves lors de son prochain tir, prévu pour le mois de juin. En outre, il leur faut préparer l'avenir en met-

tions, ça ira pour nous », affirme un responsable du développement d'Ariane. Mais il n'écarter pas la possibilité d'élargir la gamme Ariane-4 en développant « un Ariane GT » équipé de fusées d'appoint plus nombreuses, voire plus performantes, et capable de mettre simultanément en orbite deux très gros satellites.

Si une guerre des prix doit avoir lieu, c'est donc à coup sûr dans le domaine des lanceurs qu'elle s'épanouira. Pas dans celui des satellites. Là, l'Amérique

peut-être n'a guère réussi de percée commerciale significative à l'exportation. Elle a dû limiter ses activités aux programmes nationaux, européens et à ceux passés par les organismes de télécommunications internationaux comme Intelsat ou Inmarsat.

Les vrais besoins

Cela tient à l'avance technologique et industrielle dont les constructeurs américains ont bénéficié dix ans avant leurs collègues européens par le biais de programmes expérimentaux, puis militaires, mais aussi à la dispersion des firmes européennes dans cette compétition. « Aujourd'hui », remarque un spécialiste, le problème de l'industrie européenne n'est plus d'ordre technologique, mais organisationnel. Cette situation est toutefois en train d'évoluer avec la mise en place de « deux groupes d'égal valeur », constitués autour du consortium franco-allemand formé par l'Aérospatiale et MBB pour l'un, et du consortium franco-britannique réalisé entre Matra et British Aerospace, pour l'autre.

Chacun d'eux a depuis longtemps prouvé ses capacités à réaliser des satellites commerciaux de bonne qualité, qui ont nom Intelsat en télécommunications, Spot en observation de la Terre, ou Meteosat en météorologie. L'un d'entre eux, l'Aérospatiale, a même réussi à placer — mais à quel prix ? — un satellite (Arabesat) à l'exportation.

Pragmatiques, les deux constructeurs français affirment : « Notre business, c'est la réalisation des satellites de l'Europe, de ceux commandés par des organismes internationaux pour lesquels nous pouvons aujourd'hui nous présenter en maître d'œuvre, et, de temps en temps, d'un satellite pour l'exportation. » Dans ces conditions « on peut vivre », mais de là à espérer gagner un contrat sur le plus gros marché mondial, celui des États-Unis, il y a un pas qu'il faut se garder de franchir.

An cours des prochaines années la concurrence va être d'autant plus rude que les prévisions des experts ont été sensiblement

revues à la baisse. Même s'il est vrai que le chiffre d'affaires de ce secteur d'activité est en progression — de l'ordre de 7 milliards de francs pour la période comprise entre 1985 et 1992, — force est de constater que « chacun a ramené ses choix à ses vrais besoins ».

Conséquences : la mise en sommeil, voire la suppression pure et simple, d'un certain nombre de programmes de la part de pays en situation économique difficile (Argentine, Colombie, Pakistan), ou d'autres en état de surcapacité ; le glissement d'au moins un an de programmes déjà décidés et le démarrage retardé des programmes de télévision directe ; un nombre réduit de satellites à lancer oscillant autour de cent dix ; une concurrence accrue des câbles en fibres optiques.

Dans ce contexte, la vie ne va pas être facile pour les industriels européens et les deux industriels français qui leur sont associés. D'autant que les clients aspirent désormais à de nouvelles formes de contrats aux termes desquels ils achèteront non plus un satellite, mais un service sur orbite.

L'Australie, qui doit présenter en juin un appel d'offres pour la fourniture d'un système de télécommunications spatiales, est sur le point de montrer la voie. Ce qui ne ravit guère les constructeurs de satellites, fussent-ils américains, dans la mesure où ils vont devoir changer de métier et assumer aussi, en plus de leurs risques industriels habituels, ceux inhérents à la mise sur orbite.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) L'Aigle était le nom du module habité (LEM) à bord duquel Armstrong et Aldrin s'étaient posés sur la Lune.

(2) C'est ainsi que la société suisse Contraves, fabriquant des capots de protection (coiffe) des fusées Ariane, vient de signer un contrat d'environ 125 millions de francs avec Martin Marietta pour la fourniture de six coiffes destinées aux lanceurs américains Titan-3.

(3) Sept lancements fermes sont programmés, avec option sur quatorze autres.

(4) L'US Air Force vient de passer commande de vingt-trois lanceurs de type Titan 4, le Titan-4. Une version moins performante, le Titan-3, sera proposée à la clientèle civile.

Un code de bonne conduite

JAMAIS les États-Unis n'ont attaqué officiellement les promoteurs de la fusée Ariane lorsque celle-ci a commencé à leur tailler des croupières. En revanche, la première compagnie privée américaine autorisée à commercialiser outre-Atlantique des lanceurs de satellites, Transpace Carriers Inc (TCI), n'a pas hésité à le faire.

A la fin du mois de mai 1984, quelques jours à peine après la mise sur orbite d'un satellite américain par la fusée européenne, Transpace Carriers portait plainte contre la société ArianeSpace. Elle l'accusait de pratiquer des tarifs à deux niveaux, l'un pour les Européens et l'autre, beaucoup plus faible, pour la clientèle américaine.

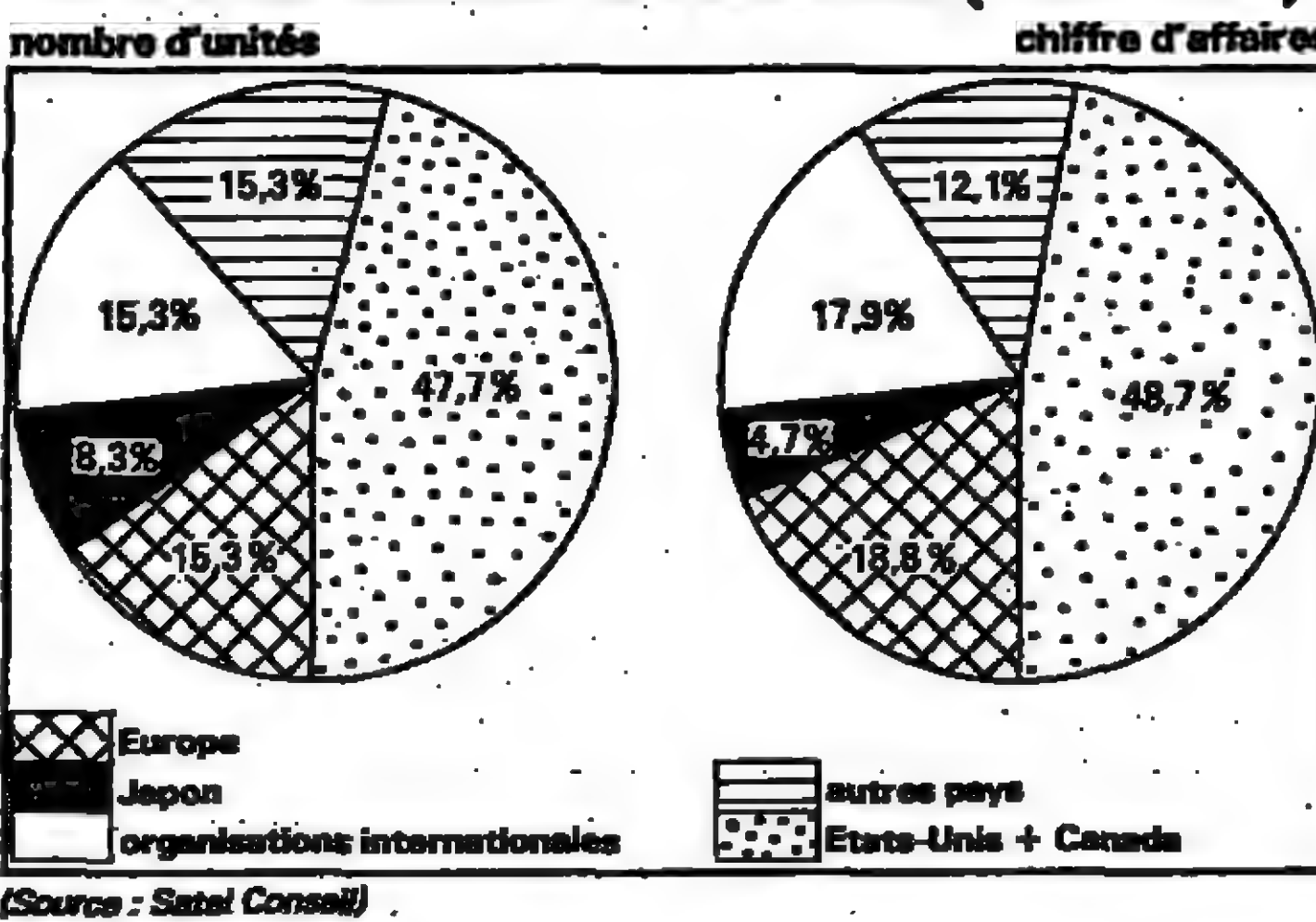
ArianeSpace répliquait trois jours plus tard, estimant que TCI était mal fondée dans ses accusations dans la mesure où elle vendait à des coûts marginaux des fusées Delta dont le développement avait été entièrement financé par la NASA. La plainte affichée en matière de lancement par les États-Unis, expliquait alors ArianeSpace, « ne tient compte que des coûts marginaux, l'essentiel des prix de revient étant supporté par la NASA, ce qui implique un niveau considérable de subventions ».

Un dossier fut déposé auprès du Bureau du commerce américain qui devait faire son rapport avant le 9 juillet 1985 au président des États-Unis, lequel avait ensuite une vingtaine de jours pour se prononcer. La décision ne se fit pas attendre et M. Ronald Reagan ne donna pas suite à la requête de TCI, estimant que les règles du jeu n'étaient pas très bien définies pour ce commerce nouveau qu'est le service de lancement spatial. La hache de guerre était donc enterrée, mais le problème réel du prix des lanceurs conventionnels et de celui — largement subventionné — de la navette était toujours en suspens.

Le drame de Challenger et les échecs des fusées américaines, mais aussi d'Ariane, ont calmé le feu de combat. Mais le problème reste entier avec en particulier l'arrivée sur le marché du lanceur européen Ariane-4. Aussi ne faut-il guère s'étonner si, dans les prochaines semaines ou les prochains mois, Européens et Américains se rencontrent pour faire un peu le ménage devant leur porte et dresser, avant que ne se manifeste vraiment la concurrence des lanceurs chinois, soviétiques et japonais, une sorte de code de bonne conduite sur ce dossier.

J.-F. A.

Le marché mondial des satellites (1985-1992)



tant rapidement en service une version améliorée de la fusée européenne, Ariane-4, capable de mettre sur orbite les satellites de demain, dont la masse sera comprise entre 1 900 et 4 200 kilos à des prix très compétitifs. Car les États-Unis ne resteront pas longtemps sans réagir. On en voudrait pour preuve la commande — un peu plus d'une vingtaine de satellites Navstar (3) à lancer — récemment passée par l'US Air Force au constructeur du Delta, la firme McDonnell Douglas, qui peut ainsi améliorer son lanceur à bon compte.

Ariane-4 sera-t-elle en mesure d'offrir, pour la mise en orbite simultanée de deux satellites, des conditions de prix inférieures à ce que coûterait leur lancement par deux fusées Delta ? De même, la société Martin Marietta avec son Titan, bien adapté pour récupérer les charges utiles (plus de quarante) que la navette devait mettre sur orbite, ne va-t-elle pas bénéficier d'effets de série favorables en raison des garanties d'achat que lui apportent ses clients militaires (4) ?

La lutte risque d'être chaude. « Personne ne fera de super-bénéfice, mais si le prix des services de lancement américains à quelque chose de voir avec le prix de revient réel de ce type d'opéra-

tion, les autres ne mangent que les miennes. Une preuve : les trois constructeurs de satellites que sont Hughes Aircraft, RCA et Ford ont fourni les trois quarts du marché mondial des satellites civils de télécommunications — les plus nombreux — de deuxième génération. On croit rêver, d'autant que le poids relatif de ces industriels est beaucoup plus important du fait de leur participation respective au marché militaire américain qu'ils partagent avec TRW.

Face à cette industrie américaine dominante, l'industrie euro-

ESSID - Groupe ESSEC

Diplômés de Grandes Écoles ou de l'Enseignement Supérieur
L'ESSID vous propose une formation complémentaire de troisième cycle à but professionnel de

CONCEPTEUR EN SYSTÈMES D'INFORMATION
Ce programme vous permet d'acquies la double compétence (informatique et gestion) nécessaire pour concevoir, développer et gérer les Systèmes d'Information dans l'entreprise. Les études sont sanctionnées par le Master Spécialisé en Conception et Gestion des Systèmes d'Information et de Décision délivré par l'ESSEC.

Durée des études : 4 trimestres à temps plein
Début des études : 1^{er} septembre 1987
Date limite de dépôt des candidatures : 15 mai 1987

Renseignements :
Anne-Marie SIMPLAT ESSID - groupe ESSEC
École Supérieure des Systèmes d'Information et de Décision
B.P. 105 - 95021 CERGY CEDEX
Tél. (1) 30-38-38-00

ESSID - Groupe ESSEC
Établissement d'Enseignement Supérieur Privé



Le Monde
sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

3615 TAPÉZ LEMONDE

M.S. HEC

MASTÈRES SPÉCIALISÉS UNE FORMATION D'EXCELLENCE

DES PROFESSEURS DE RENOMMÉE MONDIALE

M.S. HEC FINANCE INTERNATIONALE
LES NOUVEAUX MÉTIERS DE LA FINANCE
• les marchés financiers
• la gestion des risques internationaux

OBJECTIFS
• Acquies la maîtrise des nouveaux instruments financiers, les techniques opérationnelles assistées de modélisation informatique.
• Développer la rapidité de décision face à la volatilité croissante des marchés.
• Maîtriser l'environnement économique et financier international.

CARRIÈRES
• Trésorier international d'entreprise et de banque.
• Gérant de portefeuille.
• Opérateur sur les marchés : MATIF, options, change, obligations.
• Assurance et actuariat.

M.S. HEC INTELLIGENCE MARKETING
LE MARKETING SCIENTIFIQUE
• méthodes quantitatives et qualitatives d'analyse
• modélisation, simulation et aide à la décision

OBJECTIFS
• Maîtriser les techniques d'analyse du marché, méthodes quantitatives et qualitatives.
• Développer une capacité d'analyse.
• Donner les systèmes experts.
• Mettre le marketing au service de la décision stratégique.

CARRIÈRES
• Direction Marketing.
• Direction des études de la recherche.
• Market-research dans les agences de publicité, les sociétés d'étude et de conseil.

Clôture des inscriptions de la première session le 29 MAI 1987

Réunion d'information le jeudi 2 avril 1987 à 18 heures : Hôtel LUTETIA - 47 Bd Raspail - 75006 Paris



HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

Pour tout renseignement et inscription : Madame M. SASSIER - Tél. : (1) 39.56.74.16 - 78350 JOUY EN JOSAS
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS - CENTRE HEC-BA

5..4..3..2..1.. SICOB 87.

DU 6 AU 11 AVRIL 1987 CAP SUR PARIS-NORD
VILLEPINTE

5.. Bouclez vos ceintures! Destinations: L'Informatique, les Télécommunications, la Bureautique, la Reprographie et l'Espace-Bureau. Visibilité absolue... Pour tous les décideurs.

4.. Attention au départ! Pilotes de l'Entreprise, découvrez les toutes dernières nouveautés technologiques des exposants du monde entier.

3.. Contact! Professionnels du progrès et de l'efficacité, assistez à la Convention Informatique, la Convention Automatique Productique et la Convention Espace-Bureau et visitez l'exposition SSII.

2.. Mise à feu! Pour mieux voir et tout voir en 1987, le SICOB est à Paris-Nord Villepinte, le parc d'Exposition le plus moderne d'Europe.

1.. Décollage immédiat! Pour l'événement international de l'année.

GO.. Le SICOB 1987 s'envole!

Toute l'année, pour tout savoir sur le SICOB, consultez **SICOBTEL** 24 h/24. Tapez 3615 code d'accès SICOB.



CONVENTION INFORMATIQUE, EXPOSITION SSII ET CONVENTION AUTOMATIQUE PRODUCTIQUE SONT AU PALAIS DES CONGRÈS, PORTE MAILLOT.

Immigration

La situation illégale des conjoints étrangers

Mariés sans permis

La loi du 9 septembre 1986 prévoit que l'administration n'est pas tenue de délivrer une carte de séjour au conjoint étranger d'un ressortissant français pendant la première année de son mariage. Deux cents couples, rien que dans la capitale, seraient « touchés » par cette mesure, qui concerne également les étrangers « en séjour régulier à titre temporaire ».

En fait, ces conjoints étrangers sans papiers demandent de pouvoir travailler en attendant la régularisation de leur situation à l'issue de ces fameuses deux mois de vie courante.

Sans carte de séjour, pas d'autorisation de travail, pas de sécurité sociale. « Bref, je vis aux crochets de ma femme française. C'est elle qui fait bouillir la marmite. Et je ne peux rien faire. Ce n'est pas normal. Ni pour elle ni pour moi. Notre vie de couple en souffre », déclare Willy, un Cameronnais de vingt-sept ans, marié depuis le 12 avril 1986. Il espère, le mois prochain, posséder enfin cette carte de séjour. Lui, qui a débarqué en 1982 dans l'Hérault pour suivre des cours de formation professionnelle, a en poche une « autorisation de séjour provisoire ». Il peut donc circuler librement. Mais ce n'est pas le cas de Mohammed, un Égyptien de vingt-cinq ans, arrivé en France en 1983 et

marqué en décembre 1986 à une Française. « Quand je sors de chez moi, je ne suis jamais sûr de rentrer. Un contrôle de police suffit pour me reconduire à la frontière », déclare-t-il. Il confie : « Avec ma femme, nous n'osons plus mettre le nez dehors ». Il attend donc décembre 1987 avec impatience. « Mais, lance-t-il, rien n'est sûr pour l'obtention de la carte de séjour ».

Ces conjoints étrangers doivent-ils retourner seuls dans leur pays et y attendre la fin de l'année ? Ils ne pourraient plus alors justifier d'une communauté de vie effective avec leur conjoint, ainsi que l'exige la loi.

Ces dispositions ont été prises par le gouvernement pour lutter contre les « mariages blancs ». Peut-on souscrire le dispositif ? Plusieurs associations ont été reçues à ce propos par un conseiller technique du ministère de l'Intérieur. Selon ces associations ou envisagerait d'accorder une autorisation de travail aux conjoints étrangers pendant leur première année de mariage. Des négociations devraient donc être engagées avec le ministère des affaires sociales, qui, lui, délivre ces autorisations de travail. Depuis, on attend.

JEAN PERRIN.

Le Monde
sur minitel
JOUEZ

« Êtes-vous une bonne mère juive ? »

36.15 TAPEZ LEMONDE puis MER.

Education

Les états généraux étudiants

« L'unité ne se décrète pas... »

« Ça a été voté pour ou contre ?
— Contre, par 211 voix contre 205.
— Mais c'était contre quoi ?
— Je ne sais plus... Ah si ! C'était sur les unités de valeur de préprofessionnalisation. »

Il est 2 heures du matin, lundi 30 mars, sous le chapiteau qui, depuis trois jours, a accueilli à Saint-Denis les états généraux des étudiants. Sur les quelque mille délégués venus d'une soixantaine d'universités présents à l'ouverture, ils sont encore de cinq cents à six cents accrochés à l'ordre du jour, décidés à aller jusqu'au bout, prêts à braver le froid de plus en plus vif et humide qui envahit cette toile de cirque non chauffée.

Un menu
trop copieux

Les provinciaux se sont enfouis dans leur sac de couchage, d'autres ont récupéré des couvertures, certains dorment sur les tables installées en travers. Tous ont les traits tirés par une — ou deux — nuits blanches passées à jongler avec les motions, les amendements et les points d'ordre. Quelques-uns crèvent brutalement de fatigue et sont évanchés vers la tente de l'infirmerie. Ambiance surréaliste. Une déléguée est plongée dans un roman policier au titre évocateur : *les Ravages de la nuit* !

Dans les allées, quelques vieux routiers des AG étudiants observent stupéfaits cette nouvelle génération de militants, issus pour beaucoup du mouvement de novembre-décembre dernier et prêts

à aller jusqu'au bout de leurs forces pour rentrer dans leurs universités avec des propositions et des perspectives claires.

Après de longues heures de vérification des mandats des délégués, ces états généraux préparés depuis deux mois commencent enfin, au début de la soirée du 27 mars, par de longs débats de procédure. Fallait-il, au vu du faible niveau de mobilisation de ces dernières semaines, maintenir l'illusion que ce rassemblement représentait bien l'ensemble des étudiants opposés à la réforme ? Ou n'était-il pas préférable de couper court à ce faux débat, hors de propos et de saison ? Comment organiser les présidences de séance ou de commission ? La palabre étudiante a d'innombrables ressources, et ce n'est que samedi matin que s'engageait vraiment un long travail de réflexion dans les vingt et une commissions thématiques retenues.

Ménu impressionnant, trop copieux même. Car tous les aspects de la réalité universitaire et de la vie étudiante ont été passés en revue, analysés, critiqués et finalement votés en séance plénière : l'accès à l'université et les étudiants étrangers, la pédagogie ou la démocratie interne dans l'enseignement supérieur, les diplômes et le financement de l'université, le statut de l'étudiant et la recherche, sans oublier les problèmes des non-bacheliers ou des étudiants salariés. On retrouvait, dans toutes les commissions, les thèmes les plus mobilisateurs du mouvement contre le projet Devaquet : le libre accès pour tous à l'université, le refus de la sélection, la nécessité d'obtenir de l'État un véritable réajustement financier. Sans esquisser pour autant des débats plus épineux, comme la professionnalisation

des filières ou le financement des universités par les entreprises.

Ce bouillonnement d'idées a cependant suscité des réactions assez partagées. Pour les uns, cette mise en commun de nombreuses propositions et le travail de synthèse qui l'accompagnait ont constitué une école de formation accélérée et très riche. Bien des étudiants syndiqués, cependant, comprennent mal que l'on puisse consacrer autant de temps à dégrader des revendications inscrites depuis longtemps, selon eux, dans le programme de leur organisation.

« Jeux
d'appareil »

En effet, le clivage entre syndiqués et non-syndiqués, déjà sensible lors des réunions préparatoires, n'a pas disparu, bien au contraire, pendant les états généraux eux-mêmes. Au-delà des revendications pour une nouvelle université, il s'est cristallisé très vite sur la question des perspectives à tracer pour la suite du « mouvement ». Ce débat, auquel était consacrée la commission numéro 13 — un chiffre malheureux sans doute, — a dominé l'ensemble des travaux des états généraux. Dès le soir de la seconde journée, dans le cadre des interventions de nombreux syndicats, ouvriers, enseignants et étudiants, M. Philippe Derrin, président de l'UNEF-ID (proche des socialistes), faisait une offre spectaculaire aux deux autres organisations étudiantes, l'UNEF-SE (proche des communistes) et PSA (antagoniste). Pour préserver l'unité qui avait fait merveille il y a quatre mois, il a en effet appelé à « dépasser les clivages d'organisation » pour travailler ensemble à la

base et reconstruire une seule UNEF, un peu sur le modèle du syndicat étudiant des années 60.

La réponse de l'autre UNEF a été immédiate : « Poser la question de la réunification comme préalable, c'est la poser en termes d'appareil », et en rupture avec le sentiment de la grande majorité des étudiants. Et la réplique des étudiants indépendants de ces deux organisations a été encore plus sèche : « Nous ne sommes pas venus ici pour assister à des jeux d'appareil et pour que les uns et les autres se comptent sur notre dos. L'unité ne se décrète pas, elle se réalise patiemment et concrètement dans le quotidien », a ainsi déclaré M. Yann Cochin, l'un des leaders du mouvement à Paris-VIII, l'université qui organisait les états généraux.

Après des heures de débats, de discussions de couloir et de manœuvres, c'est une motion présentée par Paris-VIII qui a finalement été adoptée le 30 mars au matin, chacune des tendances ayant, au final, fait les concessions nécessaires. Deux objectifs sont fixés pour l'avenir à court terme : mener une campagne pour exiger du gouvernement un collectif budgétaire très rapidement et obtenir qu'aucune restriction ne soit mise à l'entrée à l'université des bacheliers 1987 lors des prochaines inscriptions. Et pour cela, se donner rendez-vous au mois de mai, afin de coordonner les actions possibles. La réunification syndicale a été repoussée. La création éventuelle d'une troisième force de représentation des étudiants ne s'est pas formellement structurée. Beaucoup de bruit pour rien, serait-on tenté de dire !

GÉRARD COURTOIS.

A La Villette

L'hypermarché de la formation

Les rassemblements se suivent et ne se ressemblent pas : le deuxième Salon de l'étudiant, qui se tient à la Grande Halle de La Villette jusqu'au 1^{er} avril, paraît à première vue des manifestations étudiantes et lycéennes de novembre et décembre dernier. Plus de cinq cents exposants. Universités, écoles ou entreprises vantent leurs « produits » respectifs dans une atmosphère où les seuls slogans sont publicitaires et les seules banderoles absolument commerciales.

Avant d'aborder le marché de l'emploi, des centaines de jeunes viennent faire un tour dans ce hypermarché de la formation où tout incite au lèche-vitrine. Les fabricants d'ordinateurs exposent des dizaines de machines à calculer ultraperfectionnées, les écoles d'arts graphiques se sont mises sur leur trente et un, le ministère de la justice lui-même déploie tous ses charmes pour présenter, sous leur meilleur jour, les carrières de l'éducation surveillée ou de l'administration pénitentiaire.

Entre deux conférences sur les débouchés d'une bac B ou les secrets d'un entretien d'embauche, des bataillons d'étudiants et de lycéens défilent parmi les stands, se laissant prendre un instant au boniment des

exposants puis poursuivent leur chemin, la mine affairée. D'autres suivent d'un pas distrait leurs parents qui font ardemment provision de déjeuners publicitaires et d'informations en tout genre.

Beaucoup paraissent un peu perdus dans cette forêt, où des marchands d'études leur proposent cycles longs et courts, séances de rattrapage, ou carrières assurées, à grand renfort de vidéo et de jeux promotionnels. « Si c'est ça la vie active, marmotte un lycéen visiblement déprimé, il y a de quoi se jeter par la fenêtre. »

La floraison des écoles privées provoque parfois quelques inquiétudes. « Leur développement signifie sans doute que l'université ne joue pas son rôle de miroir de la famille. Mais moi je n'ai pas les moyens de payer des études aussi chères à ma fille. » Bien calé derrière son comptoir, le représentant d'une institution parisienne vient de lui chanter les louanges d'une formation entièrement axée sur les stages en entreprise (trouvés par l'étudiant) pour le prix d'amis de... 19000 francs par an. A quand les soldes ?

RAPHAËLE RÉROLLE.

Les assises et le congrès du SNES

Le second degré, enjeu des luttes syndicales

Quatre-vingts pour cent de jeunes au niveau du bac en 2000 ? Bien sûr ; mais comment y parvenir ? Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES-FEN) a ses réponses : refonte des contenus d'enseignement, diversification des tâches de réussite, prise en compte des projets des élèves, mais aussi construction de lycées, création de postes et revalorisation de la formation et des carrières enseignantes. Le SNES organise, dimanche 29 mars, en présence de délégués lycéens et étudiants venus de leurs « états généraux », des Assises du second degré à Versailles, à la veille de l'ouverture de son congrès.

Le principal syndicat du secondaire souhaite « engager la bataille contre la ségrégation sociale au bac », se battre contre les classes surchargées, l'insécurité des personnels enseignants, et réclamer la création de trois mille postes dans les lycées à la rentrée, « sinon, prévient-il, les conditions d'accueil et d'enseignement vont empirer ».

Le congrès du SNES, qui va débattre de toutes ces questions, devrait aussi être l'occasion d'apporter des réponses aux deux principales tendances de la FEN, l'Unité et l'action (proche du PCF) qui dirige le SNES, et l'Unité, l'indépendance et la démocratie, proche du PS, minoritaire au SNES, mais qui contrôle la FEN et le SNI-FEGC. L'extinction progressive du corps des PEGC, décidée par M. Mounery, conduit en effet le SNI à rechercher des nouveaux adhérents dans le second degré, chassé graduellement du SNES jusqu'à présent.

Les affrontements sur les revendications en matière de statut et de formation des enseignants deviennent déterminants dans ce débat, qui renvoie à une recomposition politique (ou à une déstabilisation) de la FEN tout entière. Le SNI, qui réunissait 28 mars à Paris, veut « introduire une continuité de la maternelle à l'université », tandis que le SNES défend l'unité du second degré.

Manifestation
le 1^{er} avril

Plusieurs milliers d'enseignants (deux mille selon la police, quatre mille selon les organisateurs) ont défilé samedi à Louvain (Vienne), ville dont M. Mounery est le maire, à l'appel de la FEN. L'opposition aux décrets sur les maîtres-directeurs et aux suppressions de postes pour la rentrée prochaine rassemblait à nouveau les enseignants dans la rue à Paris, mercredi 1^{er} avril, mais cette fois à l'appel de seulement vingt-sept sections départementales du SNI, dirigées par les tendances minoritaires de la FEN, l'Unité et l'action et Ecole humanitaire.

La Coordination nationale des instituteurs en lutte a finalement renoncé à participer à ce défilé. Des inconnus ont dérobé, dans la nuit de vendredi à samedi, dans les locaux de l'inspection académique de Lyon (Ain), quatre cent cinquante dossiers de candidats maîtres-directeurs, destinés au rectorat d'Amiens. Cette action a été revendiquée par des « instituteurs en colère ».

FIBRÉS DU SICOB
VOICI UN
COURT-CIRCUIT!



PARC
DES EXPOSITIONS
PARIS-NORD

PARIS

C'EST POSSIBLE!
SNIEF

PARIS-SICOB EN 25 mn
BILLET FORMULE 1 LIGNE B DU R.R.

UNIVIA

Les Japonais
BP C
BULL
L'INE
QUI
1983 BULL
confé
1985 BULL
1987 BULL
déval

هناك ايام الاصل

Economie

... Le Monde • Mardi 31 mars 1987 39

Les menaces de guerre commerciale

Les Japonais réagissent avec modération aux menaces américaines sur les semi-conducteurs

TOKYO
de notre correspondant

Le Japon a réagi avec un flegme inhabituel, pour un pays traditionnellement hypersensible aux menaces américaines, aux menaces de représailles annoncées, le vendredi 27 mars, par le président Reagan à la suite de ce que Washington interprète comme une violation de l'accord sur les semi-conducteurs passé en juillet dernier. « C'est une mesure regrettable », s'est contenté de déclarer M. Nakasone.

Le vice-ministre de l'Industrie et du Commerce international (MITI), M. Makoto Kuroda, a pour sa part affirmé que le Japon n'avait en rien violé l'accord de juillet destiné à contrôler le marché des semi-conducteurs et à éviter notamment le « dumping » auquel se livrent les fabricants nippons en faisant transiter leurs produits sur des marchés tiers (en particulier par l'Asie du

Sud-Est). Le vice-ministre pense qu'un cours des deux prochaines semaines (délai de grâce précédant la mise en application par les Américains de tarifs de 100 % sur une quinzaine de produits nippons) un compromis devrait être trouvé. Les Américains ont agi avec précipitation, a estimé en substance M. Kuroda : ils s'inquiètent parce que des résultats n'ont pas été obtenus immédiatement : « Ce qui nous semble une attitude inadmissible ».

Les Japonais s'insurgent en outre contre ce qui est présenté comme un cas de « dumping » caractérisé auquel se serait livrée la filiale à Hongkong de l'entreprise Oki. Cette affaire a notamment été mentionnée en épigone par la presse américaine : il s'agirait là d'une opération piège organisée de toutes pièces par les Américains.

En réponse aux menaces américaines, les Japonais ont annoncé qu'ils étaient prêts à révoquer l'accord bilatéral de juillet et qu'ils

envisageaient de recourir au GATT pour faire valoir leur bon droit. Ils s'inquiètent assurément des conséquences que pourraient avoir ces nouvelles taxes sur leurs exportations de produits électroniques aux États-Unis (celles-ci se chiffrent à 13 milliards de dollars en 1986), mais ils notent que les Américains n'ont pas fermé leur marché aux semi-conducteurs nippons : les premiers gênés par une telle mesure seraient en effet les Américains, — à commencer par IBM, — qui ont impérieusement besoin des « puces » nippones.

Cette tension soudaine dans les relations commerciales nippon-américaines n'en intervient pas moins à un mauvais moment. Elle incite en particulier les Américains à une escalade dans leur dispute avec Tokyo : M. Thatcher a récemment annoncé que la Grande-Bretagne pourrait prendre des sanctions contre les Japonais, et notamment restreindre leurs implantations financières en Angleterre, si les firmes étran-

gères continuent à être pratiquement « barrées » des nouveaux consortiums de télécommunication. Surtout, cette crise avec les Américains se produit à un mois de la visite à Washington de M. Nakasone.

Des facteurs conjoncturels ont sans doute vivifié le ressentiment des Américains à l'égard des Japonais (dont l'excédent commercial avec les États-Unis s'est élevé en 1986 à quelque 60 milliards de dollars). La vigueur des tendances protectionnistes qui unissent les démocrates et les républicains et la nouvelle baisse du dollar tombé ce lundi 30 mars à son plus bas historique à 146,20 yens à Tokyo ont certes contribué à exacerber les irritations. La récente remarque de M. Kuroda devant une mission américaine a enfin mis le feu aux poudres : le vice-ministre du MITI aurait dit à ses interlocuteurs qu'il était inutile que les Américains perdent leur temps à vouloir vendre des semi-conducteurs sur le marché nippon. M. Kuroda affirme aujourd'hui que ses propos ont été déformés.

Plus profondément, un facteur a provoqué la crispation soudaine des relations commerciales nippon-américaines, au delà de tout ce qui est purement conjoncturel : les Américains se sentent menacés par une stratégie évidente des Japonais, qui vise à les rattraper dans un domaine où ils disposent encore d'une avance : l'informatique. Les États-Unis sont déjà de plus en plus dépendants des semi-conducteurs nippons, notamment pour la fabrication de leurs armements les plus sophistiqués. La bataille des « puces » n'a pas qu'une dimension économique : elle est aussi politique.

Perte de compétitivité

Les Japonais interprètent la réaction américaine comme la prise de conscience par les fabricants des États-Unis qu'ils sont en train de perdre sérieusement du terrain, soulignant lundi le quotidien économique *Nihon Keizai*. C'est en tout cas un sentiment de menace et les implications politiques du marché des semi-conducteurs qui expliquent les pressions exercées par les autorités américaines pour empêcher la prise

de contrôle par Fujitsu du fabricant américain Fairchild Semi-Conductor. Fujitsu comptait ainsi renforcer considérablement sa position sur le marché américain (en tournant notamment les restrictions imposées par l'accord de juillet dernier) et se trouver dans une situation comparable à celle de NEC (Nippon Electric), le mieux implanté des fabricants nippons.

Les fabricants américains de semi-conducteurs accusent non seulement les Japonais de dumping et de protectionnisme, mais encore la tentation de prendre le contrôle en sous-main de tout le secteur par l'acquisition d'entreprises en difficultés aux États-Unis. Dans une telle perspective, la « chute » de Fairchild pouvait être le prélude à une succession d'autres acquisitions par les Japonais.

Les sénateurs et les membres du Congrès semblent avoir épousé cette « théorie des dominos » et, quelques jours après le recul de Fujitsu, ils lançaient leur offensive. Celle-ci a d'autant plus d'écho qu'il existe d'autres sujets de litige entre les États-Unis et le Japon : par exemple les restrictions à la participation des firmes étrangères aux appels d'offres pour la construction du nouvel aéroport d'Osaka et celles frappant l'entrée au Japon des gros ordinateurs américains.

Les Japonais sont certes conscients de cette tension grandissante avec les Américains. Elle les préoccupe, mais ils estiment aussi que le problème a pour origine la situation économique des États-Unis (perte de compétitivité et endettement énorme de l'État). Sans doute feront-ils des concessions pour calmer les choses avant la visite de M. Nakasone. Ils y sont d'autant plus disposés qu'ils entendent obtenir en échange des Américains le « feu vert » pour la fabrication de manière indépendante de la nouvelle version des chasseurs F-18 et F-16, le FSX. Les industriels japonais estiment en effet que l'avenir de l'industrie nationale d'armements dépend du contrôle qu'ils pourront avoir sur la fabrication de ce nouveau chasseur. Un projet qui vaut bien quelques concessions sur les « puces » d'ordinateurs. End.

PHILIPPE PONS.

Le secrétaire d'Etat à la consommation s'attaque à la publicité Citroën

Le secrétaire d'Etat chargé de la consommation et de la concurrence, M. Jean Arthuis, s'attaque à la publicité intitulée « Zéro franc, une Citroën pendant dix mois ». Invité de l'émission « Les cahiers du Mégabest-le Matin » sur la radio locale parisienne 98.8 FM, M. Arthuis a estimé qu'il y avait « plus que des signes qui laissent à penser que ce type de publicité est une publicité mensongère ».

Dans ces propos rapportés par le *Matin*, le secrétaire d'Etat précise son accusation : « Contrairement à ce que veut faire croire cette publicité, il y a versement même s'il s'agit d'un versement en nature, en l'occurrence votre ancien véhicule : d'autre part, (...) l'acheteur n'est pas clairement informé qu'il s'agit d'une location avec promesse de vente, ce que l'on appelle un *crédit-bail*. » Le secrétaire d'Etat ajoute avoir fait dresser des procès-verbaux qui seront transmis aux juridictions compétentes. « Citroën va avoir à en rendre compte très rapidement », a assuré M. Arthuis, qui souligne avoir recueilli beaucoup de plaintes de consommateurs, mais aussi d'un constructeur concurrent, Renault.

Chez Citroën, on se borne à déclarer que « pour le moment, il n'y a pas eu de dépôt de plainte et que cette publicité avait été soumise, comme les autres, aux services juridiques de la firme ».

● Polémique sur la vente à l'Inde d'un super-ordinateur. — L'Union soviétique s'est déclarée prête à fournir à l'Inde « sans conditions » un ordinateur de très grande capacité, se substituant ainsi aux États-Unis, réticents en raison du caractère stratégique de cet appareil, a déclaré vendredi 27 mars l'ambassadeur d'URSS à New-Delhi. Selon des informations non officielles publiées par le *New York Times*, Washington aurait refusé de vendre à l'Inde un ordinateur Cray XMP 24, le plus puissant du monde, et aurait proposé à la place un matériel de moindre capacité. Un porte-parole du département d'Etat américain a assuré que les discussions sur cette vente se poursuivaient, sans préciser toutefois de quel type de matériel il s'agissait. — (AFP).

Grâce à la baisse du prix du brut

BP Chimie a amorti le choc saoudien

« Le choc saoudien a été amorti par la baisse des prix du brut, qui a rendu les produits chimiques du Golfe moins compétitifs, et par la reprise de la demande. » M. Lamort, directeur général de BP Chimie, a ainsi expliqué récemment que l'irruption sur le marché européen, l'an dernier, des produits (polyéthylène, glycol, etc.) issus des nouvelles usines installées en Arabie saoudite, n'ait pas provoqué le désastre attendu par les industriels.

Le « choc » a été amorti par la chute de plus de moitié des cours du brut et du naphta (matière de base de la chimie), qui a réduit l'avantage compétitif des produits saoudiens, fondé sur un accès facile à la matière première : « A 20 dollars le baril, nous sommes encore compétitifs, compte tenu des coûts de transport et de distribution élevés des

produits importés », a assuré M. Lamort.

Enfin, le contre-choc pétrolier a provoqué une reprise de la demande en Europe — + 6 % sur le polyéthylène — qui a permis d'absorber aisément les importations. Au total, 50 000 tonnes de glycol saoudien ont été importées en Europe en 1986, soit moins de 10 % de la consommation ; pour le polyéthylène, le royaume saoudien n'a expédié que 300 000 tonnes sur le Vieux Continent, soit un tiers de sa production, et 5 % du marché européen.

Grâce à la chute des prix du brut, BP Chimie a réalisé une très bonne année : ses ventes ont augmenté de 7,5 % en volume, et, bien que son chiffre d'affaires ait diminué de 24 %, passant de 4,6 à 3,5 milliards de francs en raison de la baisse des prix de vente, le résultat net a atteint 258 millions de francs, soit cinq fois plus que l'année précédente (51 millions de F).

Après un mois de janvier difficile, en raison des grèves et du froid, l'année 1987 ne paraît « pas trop mal engagée », a assuré M. Lamort.

Après avoir maintenu pendant plusieurs années un fort courant d'investissements (650 millions de francs en cinq ans), afin notamment de créer une nouvelle usine de polyéthylène et, en association avec Atochem, de moderniser la production des polypropylènes, BP Chimie entend marquer une pause dans son programme. La direction a toutefois annoncé la construction d'une nouvelle unité à Laverny destinée à produire des acétates de glycoléthers spéciaux, solvants utilisés notamment dans l'industrie des peintures, des encres et des colles. Cette nouvelle unité d'une capacité de 30 000 tonnes-an utilisera un procédé original. L'investissement restera modeste, de l'ordre de 20 millions de francs.

V. M.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BULL. L'INFORMATIQUE QUI GRANDIT.

EMPRUNT DE F.800 MILLIONS à bons de souscription d'actions Bull

Les obligations

Prix d'émission F. 1 000
Jouissance et date de règlement :
le 28 avril 1987
Durée : 8 ans
Intérêt annuel : 6,00 %
Amortissement : au pair, en totalité à la fin de la 8^e année.
Priorité des actionnaires et des porteurs d'obligations échangeables
Du 30 mars au 13 avril 1987 inclus
à raison d'1 obligation pour 200 actions
et d'1 obligation pour 5 obligations échangeables.
Ouverture au public : le 14 avril 1987.

Les bons de souscription

A chaque obligation sont attachées deux séries de 3 bons :
Série A : 3 bons donnant chacun le droit de souscrire du 1.07.87 au 30.11.88 à 5 actions Bull au prix de F. 46 par action.
Série B : 3 bons donnant chacun le droit de souscrire du 1.07.87 au 30.11.89 à 5 actions Bull au prix de F. 52 par action.

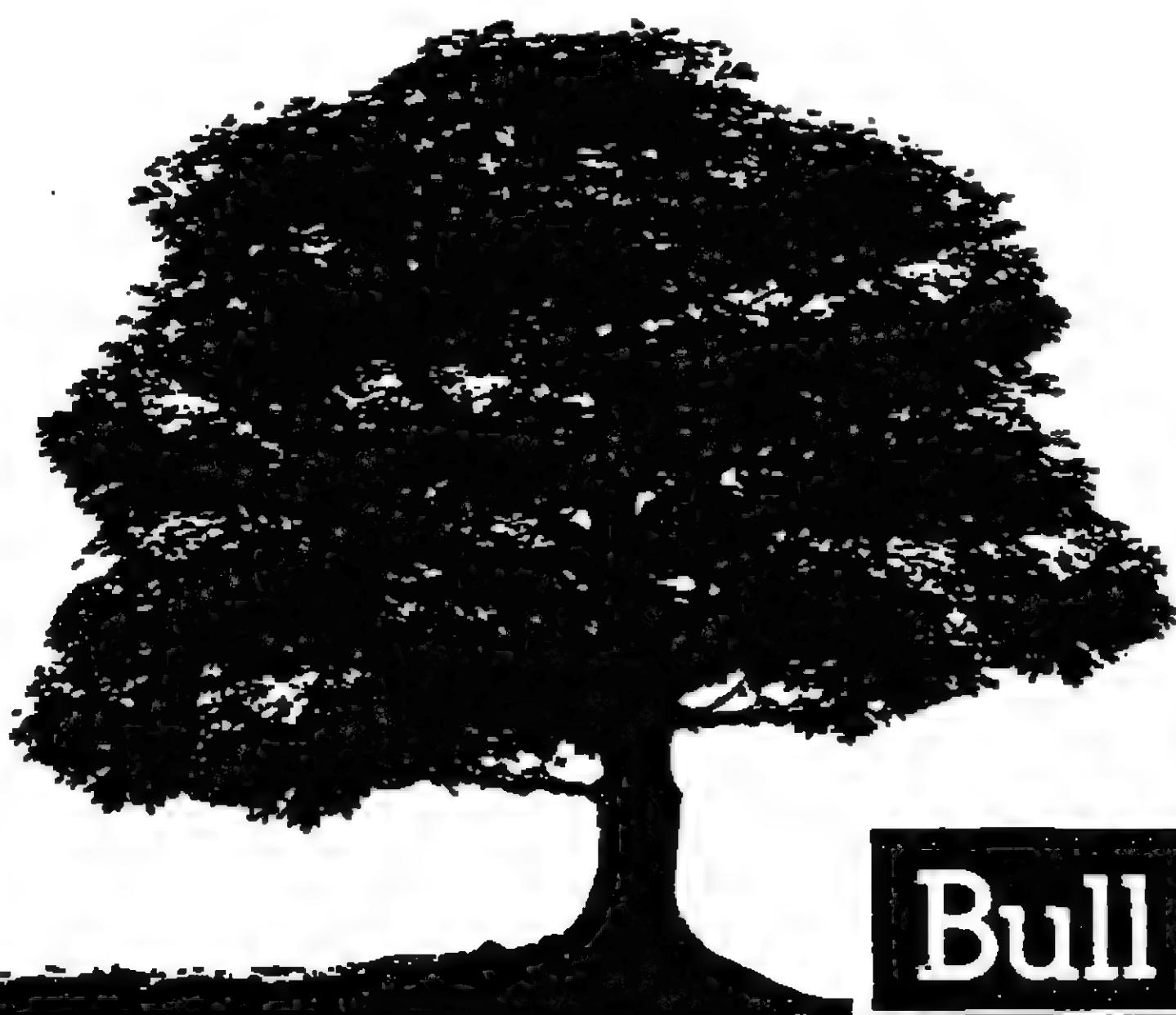
Une note d'information qui a reçu le visa COB 87-96 en date du 27.03.87 est venue à la disposition du public auprès des établissements chargés de la souscription et du Siège Social de la Société, Direction Financière, 121, avenue Molière 75116 PARIS. BALO du 30.03.87

(en millions de francs)	1986	Variation en %
Chiffre d'affaires Mondial	17.796	+ 10 %
Marge brute d'autofinancement	1.741	+ 32 %
Résultat Net	271	+ 146 %

1983 BULL définit une stratégie industrielle, aujourd'hui, confirmée par le marché.

1985 BULL renoue durablement avec la rentabilité.

1987 BULL franchit une étape décisive dans son développement international.



Bull

ÉTRANGER

Une étude de la commission des Nations unies pour l'Europe

La forte croissance des pays de l'Est s'est faite au détriment de leurs finances extérieures

L'accélération de la croissance des pays de l'Est en 1986 représente dans la plupart des cas un simple rattrapage après les années d'austérité, indique la commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU) dans son étude de 1986-1987. L'expansion de l'année passée comporte en outre une nette restriction: elle a été réalisée au détriment des équilibres financiers extérieurs et tend à prouver que les objectifs ambitieux fixés pour les plans quinquennaux 1986-1990 se heurtent à de sévères contraintes de balance des paiements si les sept pays (1) couverts par le rapport ne parviennent pas à améliorer sensiblement leur compétitivité, autrement dit à assurer un meilleur investissement.

La croissance des pays de l'Est a atteint en moyenne 4,3 % en 1986, le meilleur résultat depuis 1979, selon les dernières estimations. Ce vif redressement, après les 3,5 % de 1985, n'amène pourtant pas les auteurs de l'étude de la commission économique des Nations unies pour l'Europe à faire preuve d'un optimisme sans partage. Il recouvre en effet des réalités très contrastées entre les maigres 0,5 % enregistrés par la Hongrie ou les 7 % annoncés — même s'ils laissent sceptique la Roumanie. La progression de 5 % dont se prévaut la Pologne laisse son produit matériel net (2), 10 % en deçà de son niveau de 1978. Quant à l'URSS, elle fait à nouveau figure de cas à part en dépit d'une croissance de 4,1 % s'inscrivant dans la moyenne générale.

Comme les « pays frères », l'Union soviétique a profité de bonnes condi-

tions climatiques et a pu limiter ses achats de céréales: pour la première fois en dix ans, aucun pays de l'Est n'a enregistré l'an dernier une dégradation de sa production agricole. Mais, contrairement à leurs partenaires qui ont assuré le dynamisme de leur activité en accroissant de 6 % en volume leurs importations, les Soviétiques sont parvenus à maintenir une croissance soutenue en dépit d'une contraction de 8 % en volume de leurs achats à l'étranger, un phénomène inconnu dans les années 70 ou au début des années 80. Les autres pays de l'Est en ont, apparemment, fait les frais.

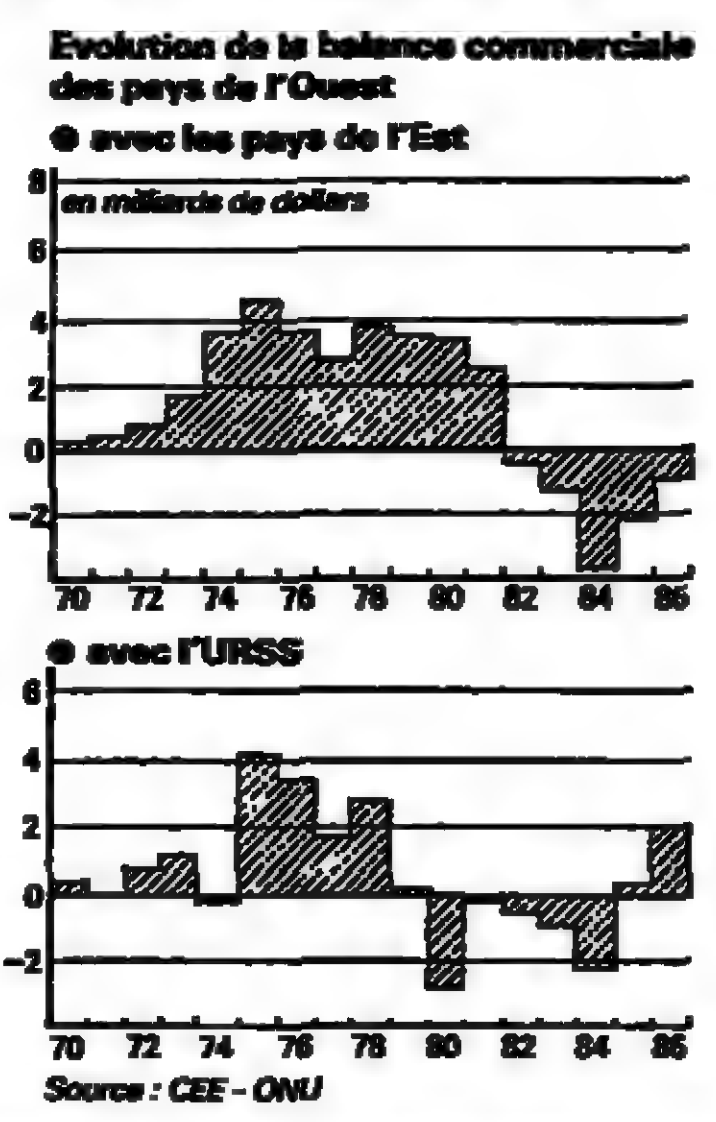
L'excédent commercial de quelque 7 milliards de dollars engrangé par l'URSS a en effet été relâché en dépit d'un déficit avec l'Ouest évalué à 4 milliards de dollars selon les données de Moscou, à quelque 2 milliards par les Occidentaux. Un tour de force réalisé grâce au doublement du solde positif des échanges avec le tiers-monde, qui a atteint environ 5 milliards, mais surtout grâce à un commerce excédentaire de quelque 7 milliards avec les pays de l'Est, contre 4 milliards en 1986.

L'évolution du commerce Est-Ouest reflète encore plus nettement la différence entre l'évolution de l'URSS et celle de ses partenaires. La chute des cours du pétrole et le très vif renchérissement des produits occidentaux libellés en dollars ont abouti à une détérioration des termes de l'échange de 8 % pour l'Europe de l'Est, mais de 33 % pour l'Union soviétique, selon les auteurs de l'étude. Ce facteur explique que, en dépit d'un ralentissement des exportations occidentales, en hausse de 1 % seulement vers les pays de l'Est et en chute libre de 17 % vers l'URSS, l'Ouest ait vu son déficit réduit de moitié (pour atteindre 1 milliard de dollars) avec les pre-

miers et ait enregistré un excédent inhabituel avec les Soviétiques.

Sur ce point, les auteurs du rapport soulignent, comme d'ailleurs une étude des services américains de renseignement publiée le 26 mars, que Moscou a su mieux répondre qu'on ne l'attendait au double défi de la chute des cours du pétrole et de la catastrophe de Tchernobyl. Les Américains estiment à 12,3 millions de barils-jour la production pétrolière en 1986, un volume comparable au niveau de 1983.

Mais, qu'il s'agisse de l'URSS ou de ses partenaires de l'Est, un fait demeure, commun à tous: les balances des paiements se sont détériorées, et l'endettement s'est alourdi. Après la sévère période d'austérité des années 1980-1984, destinée justement à réduire la dette envers l'Ouest, 1986 marque un tour-



nant. Détérioration du commerce extérieur avec les Occidentaux, recours plus systématique à l'emprunt, ont porté la dette nette — la dette brute moins les avoirs à l'Ouest — à environ 117 milliards de dollars, dont 38 milliards pour la seule Union soviétique, contre 89 milliards, dont 24 milliards à l'URSS à la fin de 1985.

Cette situation n'est pas jugée globalement inquiétante. Mis à part le cas spécial de la Pologne, les pays de l'Est continuent généralement d'être considérés comme de bons payeurs. Mais les experts de la CEE-ONU soulignent qu'il sera difficile de maintenir cette année un niveau d'importations comparable à celui de 1986 sans endettement supplémentaire ou, dans le cas de l'Union soviétique, sans une accélération des ventes d'or. On retrouve ainsi le vieux dilemme de la majorité des pays de l'Est: financer des investissements permettant de rattraper le retard technologique accumulé et de moderniser un appareil productif défectueux et dévorer d'énergie sans tomber dans le piège du surendettement. Dans un tel contexte, la volonté de réforme désormais prônée par l'équipe Gorbatchev prend toute sa signification, mais aussi ses limites. Les hausses de 3 % des investissements dans les pays de l'Est et de 8 % en URSS en 1986 interviennent après cinq ans de stagnation et ne donneront de résultats encourageants qu'à condition d'être « efficaces ». Plus qu'un pari, il s'agit d'une révolution dans les méthodes de gestion à tous les niveaux.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) Bulgarie, Tchécoslovaquie, RDA, Hongrie, Pologne, Roumanie, URSS.
(2) Le produit matériel net ne tient pas compte des services.

SOCIAL

Un livre de M. Edmond Maire

« Nouvelles frontières pour le syndicalisme »

La recherche de nouvelles frontières est décidément à la mode. Depuis que John Kennedy a lancé la formule, on l'a mise à toutes les sauces. M. Jacques Chirac l'avait reprise dans son discours d'investiture sur l'emploi. M. Edmond Maire l'utilise pour son nouveau livre *Nouvelles frontières pour le syndicalisme* (1). A la manière de M. Bergeron, qui, en septembre 1984, avait réuni ses éditeurs dans son livre *1 500 jours* (Flammarion), M. Maire reprend dix-huit textes d'interventions et d'articles déjà connus, mais... il y ajoute quarante-six pages inédites sur l'adaptation du syndicalisme.

« Les tabous sont brisés; les jeunes nous le montrent, écrit M. Maire. Le temps est venu de tracer librement les nouvelles frontières du syndicalisme du futur. » Un peu optimiste, il juge à propos de l'adaptation que « la CFDT tout entière » s'est « mise en mouvement ». Constant dans ses analyses sur le syndicalisme, il craint — incidemment — que celui-ci ne se réduise « à être que le groupe de pression des salariés les mieux placés », et constate, avec réalisme, que « les vastes idéologies prétendant changer le monde (...) ont perdu leur pouvoir de séduction ».

Moins lyrique et plus modeste que M. Krasucki sur les récents mouvements des étudiants et des cheminots, M. Maire regrette que de tels événements ne soient suivis que « d'une occasion d'en découdre ensuite... politiquement ». « La sous-syndicalisation, ajoute-t-il, n'arrange rien, car elle se paie toujours un jour ou l'autre en explosions sporadiques. » Moins provocateur ou moins iconoclaste qu'à l'accoutumée, le dirigeant syndical identifie la grève à un « cri social », mais n'en répute pas moins qu'elle n'est en définitive qu'un « moyen d'action parmi d'autres ».

Pour autant, M. Maire n'échappe pas à la règle de tout message cédésiste: l'autocritique. Il reconnaît notamment le retard d'analyse du syndicalisme sur la diversification du salariat ou la « capacité d'adaptation » du capitalisme. M. Maire manifeste toutefois beaucoup d'ambition pour la CFDT, mettant en relief les efforts de ce syndicat pour « casser le modèle soviétique dans les têtes de la classe ouvrière ». A la lire, Soljenitsyne, le Cambodge, l'Afghanistan et la Pologne y ont largement contribué, mais... « l'action de la CFDT a pesé lourd dans l'affaiblissement du mythe communiste... et du PCF ».

M. Maire ne modifie rien sur le fond à la nouvelle donne cédé-

tiste: « L'autogestion est essentiellement une finalité et une démarche complexe. » Les « nouvelles frontières, de la CFDT, ne peuvent plus être définies comme un contre-modèle ». Mais pour autant, il n'est pas question de se laisser porter par l'air du temps ou par un modernisme à tout crin, pour aboutir à « un syndicalisme pragmatique, épousant les modes conjoncturelles, par exemple celle du tout à l'entreprise, tout à l'individu ». En confrontant les valeurs obédissantes « aux réalités et à l'avancement du mouvement des idées dans la société », le débat en cours doit donc conduire à « un projet ouvert aux évolutions permanentes ». Il n'est pas sûr qu'une telle orientation soit suffisante pour apaiser toutes les craintes internes.

Le secrétaire général de la CFDT se montre très critique à l'égard du PS, comme s'il voulait expliquer à un parti qui ne l'a toujours pas compris pourquoi la CFDT a refusé de s'engager électoralement en mars 1986. Le PS, écrit-il, est « d'abord un parti pour l'Etat, pour le pouvoir, un parti qui s'efforce de faire élire ses candidats. (...) Il serait souhaitable d'ailleurs que le Parti socialiste se libère de l'embaras qui semblent lui causer ses rapports avec les syndicats ».

Voyant dans le « compagnonnage » PS-CFDT la raison du mauvais score cédésiste aux élections de 1983 à la Sécurité sociale, il enfonce le clou: « Il est temps de comprendre que le pluralisme syndical a des raisons de fond aussi fortes que celles qui séparent, par exemple, le PS du PC, que le champ d'action du syndicalisme dans les entreprises n'est pas contrôlable politiquement et que, en retour, il ne revient pas au syndicalisme de définir à la place du gouvernement les grands choix de l'Etat ».

En dépit de cette mise au point musclée, M. Maire estime que c'est la « modernisation des relations sociales » qui distingue une gestion de gauche d'une gestion de droite. Cela lui permet de donner, sur ce plan, un bon point à la gauche et un bonnet d'âne à la droite, et de réaffirmer, une nouvelle fois, que « la voie contractuelle doit être choisie prioritairement et ses résultats respectés par le pouvoir politique ». C'est dans cette voie que l'évolution des relations intersyndicales — jugée « inévitable » et « positive », mais « lente et limitée » — peut être à la fois la plus prometteuse et la plus délicate. Prudence oblige.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Editions Syros, 201 pages, 75 F.

La communication n'est pas une fin en soi.

C'est un outil de management. Les relations avec la presse, l'image, la communication interne, la communication externe, les colloques, les événements, sont des moyens au service des objectifs de votre entreprise.

Il y a tout de la rigueur dans la démarche, de l'imagination dans la conception, la fiabilité d'une grande organisation dans l'exécution. Nous savons accompagner les grands managers qui débutent dans la communication. Nous savons conduire à l'excellence ceux qui communiquent déjà.

BERNARD KRIEF COMMUNICATION

Quand des jeunes cherchent des emplois pour d'autres dans le Gard

L'opération menée par l'Ecole supérieure de commerce de Tour, amenant de jeunes étudiants à jouer les prospecteurs d'emplois en Indre-et-Loire, semble faire école. Pendant deux mois, de jeunes élèves de l'Ecole supérieure de management (ESM), à Rochefort-du-Gard, ont lancé dans le même esprit l'opération « Créons ensemble des emplois », afin d'inciter les entreprises à accueillir des jeunes de seize à vingt-cinq ans dans le cadre du plan gouvernemental.

Trois cents « missionnaires de l'emploi » se sont mobilisés pour cette prospection, appuyée par les pouvoirs publics locaux, départementaux, régionaux et gouvernementaux; qui s'achève le 31 mars. Aux 200 élèves de l'ESM, s'en sont ajoutés 50 d'un établissement de Nîmes et 50 de l'Ecole des mines à Alès. Par groupe de deux, ces « missionnaires », conseillés par une équipe de marketing et utilisant le matériel, sont allés prendre contact avec des entreprises de la région pour leur présenter les mesures d'exonération de charges du plan d'emploi pour les jeunes. L'entreprise intéressée remplissait une « fiche de prospection » transmise ensuite à un « organisme placeur » comme l'ANPE. Quinze jours après, l'entreprise était recontactée pour « vérifier la suite de l'affaire ».

A la fin du questionnaire, l'élève visiteur était amené à porter un jugement sur l'entreprise contactée, en cochant la bonne case: « dynam-

que », « normale », « ringarde ». S'il n'est pas encore possible de commettre le classement établi par les jeunes de l'ESM, ceux-ci jugent que l'accueil des entreprises a été globalement « formidable ». Mais, ajoutent-ils, « le plus étonnant c'est que les entreprises ne sont pas au courant des formules d'emploi pour les jeunes ». Au début de mars, les élèves avaient réuni 234 offres d'emplois (ou de stages) dans le Gard et 120 dans le Vaucluse, venant souvent « d'artisans qui veulent former ». Voulaient « éveiller des vocations », les jeunes de l'ESM entendent renouveler chaque année une opération de solidarité. Ils pensent déjà aux toxicomanes et à la réinsertion des prisonniers.

Un décret sur l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises. — Le Journal officiel du samedi 28 mars publie un décret qui apporte des modifications au régime d'aide aux chômeurs créateurs, ou reprise d'entreprises de plus de la moitié du capital, le bénéfice de l'aide publique sera subordonné à l'acquisition par chaque demandeur d'emploi du diplôme au moins de la fraction du capital détenue par la personne qui possède la fraction la plus forte de ce capital. Le commissaire de la République statue sur le bénéfice de l'aide après avis d'un comité départemental — qu'il préside — composé de quatre fonctionnaires et de quatre « personnes qualifiées » qu'il désigne.

Economie

FINANCES

Goupil, Jeanneau, Sidel... et les autres Quand les salariés rachètent leur entreprise

Cadres et salariés, reprennez votre entreprise ! Le conseil est, semble-t-il, de plus en plus fréquemment suivi. En l'espace de quelques jours, plusieurs sociétés importantes ont annoncé qu'elles feraient l'objet d'une reprise de l'entreprise par ses salariés (RES), un mécanisme inspiré du LMO anglo-saxon (*Leverage management buy out*).

La semaine dernière, M. Claude Poirillat, le PDG de SMT-Goupil (micro et mini-ordinateurs professionnels), annonçait qu'il avait obtenu l'agrément - encore nécessaire - du ministre de l'économie pour une RES. Trente-sept cadres et cent trente-deux salariés ont ainsi accepté de déboursier 19 millions de francs en s'endettant, pour certains très fortement, pour devenir, par un holding intermédiaire, les actionnaires majoritaires de leur société.

Le 26 mars, M. Philippe Weill, le PDG de la Compagnie française d'électrochimie (le deuxième fabricant français de batteries automobiles, avec mille cinquante salariés), présentait à son tour une opération de reprise par trois cent huit personnes de la société, en collaboration avec plusieurs partenaires financiers. La Rue de Rivoli a donné son accord. La société Jeanneau, l'un des principaux constructeurs mondiaux de bateaux de plaisance, pourrait à son tour être rachetée par ses treize cents salariés. Son propriétaire actuel, l'Américain Lear Siegler, lui-même en train de vivre outre-Atlantique un LMO, a besoin d'argent. Il souhaite donc vendre rapidement la société Jeanneau (un chiffre d'affaires de 515 millions de francs l'an dernier, un bénéfice de 12 millions). Il est proposé aux salariés de s'en porter acquéreurs. Seule la CGT, représentant 20 % du personnel, s'y oppose. M. Michel Richard, le directeur général de la société, va déposer une demande d'agrément au ministère de l'économie. Un holding, la société Entener, au capital de 60 millions de francs, a été constitué pour la circonstance.

Les grandes sociétés françaises à leur tour, souhaitant se recentrer, proposent aux cadres de leurs filiales de les reprendre. Pont-à-Mousson SA (du groupe Saint-Gobain) a ainsi annoncé son intention de céder Sidel, une

société spécialisée dans la fabrication de machines de transformation de matières plastiques employant environ trois cents personnes, à un groupe de cadres dirigeants de la société. Des partenaires financiers ont déjà été trouvés. Le groupe Rhône-Poulenc envisage pour sa part de vendre sa filiale Godde-Bodin (textile) à quatre de ses cadres dirigeants. Mais dans ce dernier cas, il ne devrait pas s'agir d'une RES avec ses avantages fiscaux.

Une certaine inquiétude

En fait, malgré ces quelques cas, les demandes d'agrément déposées au ministère de l'économie pour pouvoir bénéficier des avantages fiscaux liés aux RES et accordées en vertu d'une loi de juillet 1984 ont plutôt tendance à être moins nombreuses depuis quelques semaines. M. Edouard Balladur a annoncé, en novembre dernier, qu'il entendait opérer, dans le cadre du projet de loi sur l'épargne, des modifications importantes au dispositif existant. Il y a de ce fait, en cette période transitoire, une certaine inquiétude. Pour l'instant, tous les dossiers déposés sont restés sur la base de la loi de 1984 avec tous ses inconvénients.

Il en est ainsi du problème des délais de traitement des dossiers par l'administration. Pressés par leurs actionnaires américains qui souhaitent réaliser rapidement la vente, la société Marrel (près de 1 milliard de francs de chiffre d'affaires avec dix-huit cents salariés), les cadres candidats reprenneurs ont dû finalement renoncer à attendre l'agrément de la Rue de Rivoli. Ils ont réalisé un montage qui ne leur permet pas de bénéficier des avantages fiscaux prévus.

Le projet de loi actuellement discuté par la commission des finances de l'Assemblée nationale devrait permettre de surmonter les obstacles subsistants. D'ores et déjà, il semble acquis que non seulement l'agrément mais également l'accord préalable de l'administration seront supprimés. Une question subsiste en tout cas. Quel régime s'appliquera aux dossiers déposés actuellement ? Le projet de loi présenté en novembre dernier prévoyait que les dispositions nouvelles seraient applicables pour tous les dossiers après le 1^{er} novembre. Le futur texte devrait retenir une nouvelle date. Tous les dossiers déposés avant le 15 mars pourraient, semble-t-il, relever de la législation antérieure.

ERIK IZRAELECZ

Par décret du samedi 28 mars 1987, paru au *Journal officiel* du dimanche 29 mars, M. Jean Dromer, président du groupe du Crédit industriel et commercial depuis le 23 juillet 1986, a été nommé membre du conseil d'administration de la société centrale du groupe d'entreprises nationales Union des assurances de Paris (UAP), en remplacement de M^{me} Yvette Chassagne, présidente depuis le 18 février 1982 et qui a atteint la limite d'âge (soixante-cinq ans). Lundi 30 mars, le conseil d'administration de l'UAP a émis un avis favorable à la nomination de M. Dromer comme président du groupe, qui deviendra officielle au conseil des ministres du jeudi 2 avril.

Il aura donc fallu attendre la veille du départ de M^{me} Chassagne pour connaître son successeur, désigné *in extremis* à la vive surprise des milieux de la banque et de l'assurance, bien que la rumeur en ait couru dès le début du mois de mars. Huit mois (presque le temps d'un enfantement) après sa nomination à la tête du CIC, M. Dromer s'est attaché à restructurer et à réorienter, M. Dromer, banquier de profession, change de cheval et se voit installé à la présidence d'un groupe d'assurances qui est engagé, au surplus, comme toute la profession, dans une compétition accrue avec les banques pour distribuer les produits financiers (assurance-vie et assurance-retraite). On croit rêver et se trouver ramené aux beaux jours du gouvernement socialiste, lorsque le Crédit commercial de France changeait trois fois de président en trois ans.

Un meneur d'hommes

A vrai dire, cette nomination traduit à la fois la difficulté où se trouvait le gouvernement pour désigner un successeur à M^{me} Chassagne et le vice originel des processus de désignation des présidents de sociétés nationalisées. L'UAP, c'est le premier groupe d'assurances français, avec 37 milliards de francs de primes annuelles, plus de 2 milliards de francs de bénéfices et la capacité de « mettre sur la table » instantanément un ou plusieurs milliards de francs : « Le plus beau des postes parapublics », confiait récemment M. Balladur. L'Etat, son propriétaire depuis 1945, doit donc apporter toute son attention à la désignation de son président, et, ces derniers temps, l'embaras du gouvernement à l'approche du départ en retraite de M^{me} Chassagne était manifeste. Comme pour la régie Renault après la disparition de Georges Besse, les personnalités « présidantiables » et disponibles n'étaient pas nombreuses. M. Jean-Yves Haberer, ancien président de Paribas ? Il n'est pas en cour. M. Jacques Mayoux, président de la Société générale jusqu'à juillet 1987, et chargé, actuellement, d'un rapport sur la privatisation des compagnies d'assurances ? Il va avoir soixante-trois ans, à deux ans de la retraite. Restaient... tous les autres, déjà en place. Outre les amitiés politiques,

(M. Dromer est proche de Jacques Chirac et d'Edouard Balladur), c'est, très probablement, la personnalité et la qualification du président actuel du CIC qui a motivé sa désignation.

Inspecteur général des finances, ancien secrétaire général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne, ancien conseiller technique au secrétariat général de l'Elysée, directeur général adjoint de la BNP de 1967 à 1975, président de la Banque internationale pour l'Afrique occidentale de 1975 à 1986, membre de l'association européenne du New York Stock Exchange, président de l'Association française de banque de 1982 à 1986, M. Jean Dromer présentait le profil d'un homme capable de prendre la tête du troisième ou du deuxième groupe d'assurances d'Europe, à quatre ans de l'abaissement des frontières communautaires dans le domaine des services. Réputé meneur d'hommes, d'un caractère éminemment convivial, il

aura fort à faire à l'UAP, forteresse où les féodalités demeurent puissantes. M^{me} Yvette Chassagne, très forte personnalité, en savait quelque chose, qui, lors d'un comité d'entreprise, se voyant agresser verbalement par un des membres, lui avait jeté : « Retirez vos paroles, ou je vous casse la figure ! ». L'intéressé, prudent, s'exécuta...

Au-delà de ces considérations conjoncturelles, on constate que ce gouvernement, pas plus que le précédent, n'échappe aux contradictions des nationalisations : désignations tardives, qui traumatisent les entreprises, avant tout soucieuses de continuité dans le management, motivations souvent politiques. A l'étranger, où, généralement, le nouveau président est pris dans l'état-major des entreprises et connaît parfaitement la maison, on reste pantois. En France, un des rares exemples de continuité est fourni par Saint-Gobain, où M. Roger Martin, trois ans avant son départ en retraite, désigna comme dauphin M. Roger Fauroux, qui est l'habi-

leté, avant sa nomination comme directeur de l'ENA en mars 1986, de faire nommer à sa place M. Jean-Louis Boffa, le directeur général. Sans doute M. Dromer trouvera-t-il pour le secourir et guider ses premiers pas M. Didier Pfeiffer, entré à l'UAP en 1973 et directeur général depuis 1984, remarquable personnalité, mais il faudra au nouveau président deux à trois ans pour « entrer en assurance », métier difficile, surtout à l'heure actuelle. M. Dromer, qui n'était pas candidat, a, à cinquante-huit ans, du temps devant lui et une intelligence brillante. En attendant, il laisse le CIC en pleine réorganisation (une de plus) et en plein désarroi, sans qu'un nouveau président soit déjà désigné. Bien des noms circulent, parmi lesquels ceux de MM. Gilles Brac de la Perrière, ancien président de la BPOF et de banque, et Daniel Deguen, président de la Banque hypothécaire européenne.

FRANÇOIS RENARD.

Fertilisez vos échanges informatiques.



Un système départemental.

Comme l'homme enrichit perpétuellement sa terre, JISTRAL fertilise vos échanges informatiques avec le JISPAC 4000, système multipostes départemental. Les différents services de votre entreprise vont ainsi accroître leurs échanges, leur autonomie et leur productivité.

Au cœur de votre réseau informatique : le JISPAC 4000.

L'architecture mise en place par JISTRAL avec le JISPAC 4000 permet d'interconnecter terminaux et micros par réseau informatique ou téléphonique.

Une capacité d'évolution.

La configuration du JISPAC 4000 répond à toutes les évolutions jusqu'à 30 utilisateurs, et assure la liaison avec la plupart des centres informatiques.

Un vaste champ d'application pour votre bureautique.

JISTRAL répond à la demande de la bureautique moderne en donnant à vos micros, l'accès aux centres informatiques et aux réseaux de communications privés et publics.

Travailler mieux, communiquer vite, pour dynamiser le potentiel humain de vos services.



Jistral. L'informatique départementale.

125, rue Jules-Guesde 92200 Nanterre-Paris Tel. (1) 42 70 12 25 Telex Jistral 80406 F

JOURNAL MENSUEL enfant ACCROCHEZ-VOUS L'EMANCIPATION DES ENFANTS A COMMENCÉ

Le mensuel ENFANT D'ABORD publie dans son dernier numéro une enquête inédite sur les nouveaux droits des enfants.

Signé par Yvonne QUILES, Denise CABELLI, Catherine NSAK, et Jean TORNIKIAN, elle propose un mélange détonnant de paroles d'enfants, parfois durs à recevoir pour les adultes, de reportages, de commentaires, d'images.

On croit connaître les enfants ; ils ont encore tout à nous apprendre. En vente chez les marchands de journaux - 30 F 12, rue Vivienne, 75002 PARIS.

ASSURÉS AUTO. VOUS AVEZ UN PROBLÈME ? S.O.S. MALUS

45, avenue Montaigne, 75008 PARIS
Tél. 47-23-61-68

L'Extrême-Orient Business.

3^{ème} vol Paris-Hong Kong.

* affaires

A partir du 3 avril, Paris-Hong Kong 3 fois par semaine. Départs mercredi, vendredi et dimanche à 11 h d'Orly Sud. Une aubaine pour les hommes d'affaires.

Arrive in better shape

CATHAY PACIFIC
The Swire Group Ltd.

Economie

Marchés financiers

REPÈRES

Pétrole

Le déficit
des Etats du Golfe
va s'aggraver

Le déficit budgétaire des six Etats pétroliers membres du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Koweït, Émirats arabes unis, Qatar, Bahreïn et Oman) devrait s'accroître d'un tiers environ en 1987, en dépit du redressement des prix du brut, estime la Banque industrielle des Émirats arabes unis. Selon ses calculs, le déficit cumulé de ces six pays atteindra 23,3 milliards de dollars cette année, contre 17,9 milliards en 1986. Cette dégradation s'explique par le recours aux emprunts extérieurs et les difficultés

de ces pays à réduire leurs dépenses. Si l'OPEP parvient à stabiliser les prix du brut entre 18 et 20 dollars (leur niveau actuel), les revenus des pays du Golfe devraient néanmoins s'améliorer pour atteindre 39 milliards de dollars, contre 32,5 milliards l'an passé, sans retrouver toutefois leur niveau de 1985 (51,6 milliards de dollars).

Renault

1 300 suppressions
d'emplois
à Billancourt

Selon la CGT, la direction de Renault a convoqué un comité d'établissement extraordinaire, le 30 mars à Billancourt, pour annon-

cer la suppression de 1 300 emplois sur 6 900. En novembre dernier, la direction avait annoncé, pour 1987, son intention de réduire de nouveau les effectifs à Billancourt, notamment avec des mises en préretraite et des départs volontaires (le Monde du 25 novembre).

Prix

Baisse de 1 %
en mars au Japon

Les prix de détail au Japon sont restés stables en février par rapport à janvier. En un an (février 1987 comparé à février 1986), le coût de la vie a baissé de 1 %.

La hausse des prix de l'énergie a été compensée par la baisse des produits alimentaires et des textiles.

CONJONCTURE

L'activité devrait s'accroître
au cours des mois à venir

« L'activité est moins bien orientée que les mois précédents », écrit l'INSEE au vu de son enquête de mars auprès des chefs d'entreprise. « La production a diminué dans toutes les branches à l'exception de la construction automobile et du pétrole », secteur où la croissance s'est maintenue.

Les carnets et la demande globale se tassent un peu à cause du repli de la demande étrangère. Les stocks de biens de consommation sont supérieurs à la normale. Les industriels prévoient pour les mois à venir une hausse de leur activité dans toutes les branches à l'exception de celles des biens d'équipement professionnel et des produits pétroliers, où une baisse serait enregistrée.

Les perspectives générales d'activité ont cessé de se dégrader. Les hausses de prix ne devraient plus s'accroître au cours des prochains mois.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PENARROYA

Résultats provisoires

Lors de sa réunion du 26 mars, le conseil d'administration de la société de Penarroya a examiné les résultats provisoires de l'exercice 1986 et les perspectives de l'exercice 1987.

Les résultats ont définitivement été arrêtés par le conseil d'administration du 16 avril et soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires le 17 juin.

Compte tenu de profits exceptionnels de 131 millions de francs, le résultat de l'exercice ressortait en perte de 75 millions de francs. Cet élément exceptionnel représente la différence entre 455 millions de francs de profits, dont 435 millions d'abandon de créances d'Imetal, et 324 millions de francs de provisions exceptionnelles au titre des filiales italiennes et des frais de restructuration.

Sans la réalisation de ces éléments exceptionnels, l'exercice 1986 aurait enregistré une perte de 206 millions de francs, comprenant une perte de 48 millions de francs par variation de cours.

La capacité d'autofinancement, hors variation de cours des métaux, hors cession d'actifs mais abandon de créances inclus, s'élevait à 292 millions de francs ; les fonds propres ont été ramené de 246 à 149 millions de francs.

La société poursuivra, en 1987, les efforts engagés depuis plusieurs années et amplifiés en 1986, qui auront pour effet de réduire ses coûts d'environ 100 millions de francs en 1987, conformément aux prévisions du plan de restructuration mis en point au cours de l'année écoulée.

L'objectif d'un retour à l'équilibre de la société, au terme de ce plan, d'une durée de trois ans, va ainsi dépendre de l'évolution des taux de change et des cours des métaux par rapport à la base retenue, qui est celle de leur valeur moyenne pour l'année 1986.

Toutefois, les prix en francs des principaux métaux produits par la société se sont encore profondément dégradés depuis la fin de 1986. S'ils devaient se maintenir durant toute l'année à leurs niveaux actuels, l'exercice 1987 serait encore fortement déficitaire.

BHE

BANQUE
HYPOTHÉCAIRE
EUROPÉENNE

Réuni le 25 mars 1987 sous la présidence de M. Daniel Deguen, le conseil d'administration de la Banque hypothécaire européenne a pris connaissance de l'évolution récente de l'activité de l'exercice 1986.

Après un coup d'arrêt en 1985, la production de la banque a enregistré une forte reprise à partir de l'été 1986 ; cette tendance s'est prolongée au cours du premier trimestre 1987, le volume des crédits mis en place ayant augmenté d'environ 40 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Le conseil a constaté que le redressement des résultats amorcé en 1985 avait trouvé sa confirmation en 1986.

Le bénéfice brut d'exploitation, avant amortissements et provisions, s'élève à 268,8 millions de francs en 1986, contre 187,8 millions de francs en 1985 ; la baisse des coûts de refinancement et la faible croissance des frais généraux ont fortement contribué à cette progression.

Après impôts, amortissements et provisions mais avant dotations aux comptes de provisions à caractère de réserves, l'exercice dégage un résultat de 56,7 millions de francs.

Le conseil ayant décidé de doter les provisions hors exploitation à caractère de réserves de 20 millions de francs, le résultat net de l'exercice ressort, en définitive, à 36,7 millions de francs (dont 23 millions de plus-values à long terme), contre 5,7 millions de francs en 1985 (dont 20,3 millions de plus-values à long terme).

Il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, qui se réunira le 27 mai prochain, d'affecter ce bénéfice aux comptes de réserves et de report à nouveau.

Au cours de la même séance, le conseil a élu M. Yves Thiret, directeur général de la Mutuelle assurance artisanale de France, en qualité de vice-président et nommé administrateur directeur général M. Jean Boudy, directeur général adjoint de la MAAF. Ces deux nominations marquent la volonté de renforcer, dans le cadre d'une politique de groupe, la coopération entre la BHE et son actionnaire principal.

sep

les nouveaux espaces

Le conseil d'administration de la Société européenne de propulsion s'est réuni le 24 mars 1987 et a arrêté les comptes de l'exercice 1986 qui seront soumis le 23 juin 1987 à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires.

Il ressort de ces comptes :

- Un chiffre d'affaires de 2630 millions de francs en progression de 16 % sur celui de 1985 et réparti comme suit entre les trois divisions :
- division propulsion à liquides et espace : 58 % ;
- division propulsion à poudre et composites : 38 % ;
- division traitement d'images : 4 %.

Une valeur ajoutée de 1159 millions de francs en progression de 13 % par rapport à celle de 1985.

Un résultat d'exploitation de 131 millions de francs pour 82 millions de francs en 1985, après 131 millions de francs de dotations aux amortissements et réserves (101 millions de francs en 1985).

Un résultat courant de 106 millions de francs pour 54 millions de francs en 1985.

Un bénéfice net social de 37 millions de francs pour 26 millions de francs en 1985.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale un dividende de 20 francs par action (16 francs en 1985) qui, augmenté de l'avoir fiscal de 10 francs, représentera un revenu de 30 francs par action et une distribution de 12,8 millions de francs.

COMPAGNIE METALLURGIQUE
ET MINIERE

Le conseil d'administration, réuni le 25 mars sous la présidence de M. Roland Haas, a examiné les comptes de l'exercice 1986 et mis au point le rapport qui sera présenté à la prochaine assemblée générale ordinaire.

Le chiffre d'affaires de la société mère (CMM) s'élève à 118 millions de francs, contre 84 millions de francs l'année précédente, cette augmentation tenant compte de la fusion par voie d'absorption de la filiale ATG réalisée avec effet au 1^{er} janvier 1986. Le chiffre d'affaires consolidé est de 139 millions de francs, contre 168 millions de francs en 1985.

Le résultat courant de CMM avant impôt (mais après 3 millions de francs d'amortissements) atteint 3,9 millions de francs, contre 2,4 millions de francs (après 0,5 million de francs d'amortissements) l'année précédente.

Après produits et charges exceptionnelles, et notamment une provision pour dépréciation de 7,2 millions de francs, représentant 100 % de la valeur des titres de la Société minière d'Anglade (SMA), le résultat net ressort en perte de 4,5 millions de francs, contre un bénéfice de 2,6 millions en 1985. Cette perte sera imputée sur les primes de fusion, d'apport et d'émission. Le résultat net consolidé sera une perte de 4,7 millions de francs.

Tenant compte du fait que le résultat courant est bénéficiaire, le conseil proposera à l'assemblée générale la mise en distribution, par prélèvement sur le report nouveau, d'un dividende de 5 francs par action donnant droit à un avoir fiscal de 2,50 francs, soit un revenu global de 7,50 francs, contre, respectivement, 10 francs et 15 francs pour l'exercice précédent, dividende s'ajoutant à un capital augmenté en cours d'exercice de 7,5 %.

Le président a fait part au conseil de la décision prise par la SMA, filiale à 30 %, d'arrêter son exploitation en raison de la persistance de bas cours pour les minerais de tungstène. Il a rendu compte des conditions dans lesquelles s'est réalisé cet arrêt après qu'eurent été engagés, avec le personnel et les pouvoirs publics, des négociations ayant abouti à la signature, le 1^{er} décembre, d'un protocole d'accord. Une provision pour dépréciation du portefeuille d'investissement a été constituée relative à cette participation à été constituée à hauteur de 100 % comme indiqué ci-dessus.

Enfin, le président a informé le conseil des conditions très favorables dans lesquelles a été effectué le désengagement de la nouvelle usine de tôle fine pour l'électronique de la division ATG-TOLKIT à Glos (Calvados), dont l'insinuation officielle doit intervenir prochainement.

SLIGOS

RÉSULTAT CONSOLIDÉ
EN PROGRESSION DE 45 %

Le Conseil d'administration de SLIGOS, réuni le 25 mars 1987 sous la présidence de M. Gérard BAUVIN, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1986.

Le chiffre d'affaires consolidé atteint 1 120 764 248 F (949 527 616 F en 1985). La progression à périmètre de consolidation identique ressort à 19,6 % par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat consolidé avant impôt et participation du personnel s'élève à 80 967 439 F contre 37 160 050 F l'année précédente.

Le bénéfice net (part du Groupe) s'élève à 32 305 530 F, soit une progression de 45 % par rapport à 1985. Ce résultat est obtenu après une charge exceptionnelle de 10 361 688 F correspondant à une provision constituée pour faire face à l'impôt de l'exercice précédent.

Pour la société SLIGOS S.A., le chiffre d'affaires atteint 976 290 419 F en progression de 20,6 % par rapport à celui de l'exercice précédent (809 222 112 F) et le résultat net est de 24 197 868 F contre 10 428 295 F en 1985.

Le Conseil proposera à l'Assemblée générale de verser un dividende net par action de 6 F hors avoir fiscal.

Pour 1987, le Conseil estime que les perspectives de développement en croissance du chiffre d'affaires consolidé comparable à celui de 1986 et une nouvelle progression significative du taux de bénéfice net.

Le Conseil proposera à l'Assemblée générale de verser un dividende net par action de 6 F hors avoir fiscal.

Pour 1987, le Conseil estime que les perspectives de développement en croissance du chiffre d'affaires consolidé comparable à celui de 1986 et une nouvelle progression significative du taux de bénéfice net.

Le Conseil proposera à l'Assemblée générale de verser un dividende net par action de 6 F hors avoir fiscal.

Pour 1987, le Conseil estime que les perspectives de développement en croissance du chiffre d'affaires consolidé comparable à celui de 1986 et une nouvelle progression significative du taux de bénéfice net.

Le Conseil proposera à l'Assemblée générale de verser un dividende net par action de 6 F hors avoir fiscal.

Pour 1987, le Conseil estime que les perspectives de développement en croissance du chiffre d'affaires consolidé comparable à celui de 1986 et une nouvelle progression significative du taux de bénéfice net.

Le Conseil proposera à l'Assemblée générale de verser un dividende net par action de 6 F hors avoir fiscal.

Pour 1987, le Conseil estime que les perspectives de développement en croissance du chiffre d'affaires consolidé comparable à celui de 1986 et une nouvelle progression significative du taux de bénéfice net.

Le Conseil proposera à l'Assemblée générale de verser un dividende net par action de 6 F hors avoir fiscal.

Pour 1987, le Conseil estime que les perspectives de développement en croissance du chiffre d'affaires consolidé comparable à celui de 1986 et une nouvelle progression significative du taux de bénéfice net.

Le Conseil proposera à l'Assemblée générale de verser un dividende net par action de 6 F hors avoir fiscal.

Pour 1987, le Conseil estime que les perspectives de développement en croissance du chiffre d'affaires consolidé comparable à celui de 1986 et une nouvelle progression significative du taux de bénéfice net.

Le Conseil proposera à l'Assemblée générale de verser un dividende net par action de 6 F hors avoir fiscal.

Pour 1987, le Conseil estime que les perspectives de développement en croissance du chiffre d'affaires consolidé comparable à celui de 1986 et une nouvelle progression significative du taux de bénéfice net.

Le Conseil proposera à l'Assemblée générale de verser un dividende net par action de 6 F hors avoir fiscal.

Pour 1987, le Conseil estime que les perspectives de développement en croissance du chiffre d'affaires consolidé comparable à celui de 1986 et une nouvelle progression significative du taux de bénéfice net.

Le Conseil proposera à l'Assemblée générale de verser un dividende net par action de 6 F hors avoir fiscal.

Pour 1987, le Conseil estime que les perspectives de développement en croissance du chiffre d'affaires consolidé comparable à celui de 1986 et une nouvelle progression significative du taux de bénéfice net.

Le Conseil proposera à l'Assemblée générale de verser un dividende net par action de 6 F hors avoir fiscal.

Pour 1987, le Conseil estime que les perspectives de développement en croissance du chiffre d'affaires consolidé comparable à celui de 1986 et une nouvelle progression significative du taux de bénéfice net.

BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCEPrincipaux postes sujets à variation
(en millions de francs)

ACTIF	An 19 mars
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	413 047
Or	218 318
Disponibilités à vue à l'étranger	114 691
ECU	82 020
Autres monnaies	18 020
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	40 318
Crédits sur Trésor public	31 830
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	161 187
dont :	
Effets escomptés	73 848
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECON	72 216
5) DIVERS	11 740
Total	688 478

PASSIF	An 19 mars
1) BILLETTS EN CIRCULATION	208 830
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 877
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	23 140
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	107 048
dont :	
Comptes courants des établissements autorisés à la constitution de réserves	46 838
5) ECU A LIVRER AU FECON	68 788
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	283 067
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	3 206
8) DIVERS	12 721
Total	688 478

CHANGES

Dollar : 6,0150 F ±

La poursuite de la baisse du dollar à Tokyo, où il a touché 144,70 yens, nouveau record historique, avant de remonter à 146,50 yens, a pesé sur ses cours en Europe, où il est resté à 6,0150 F, tandis que le cours du deutschemark s'élevait à près de 3,33 F.

FRANCFORT 27 mars 30 mars
Dollar (DM) .. 1,239 1,289
Tokyo 27 mars 30 mars
Dollar (yen) .. 146,40 146,50

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)
Paris (30 mars) .. 75/73-74/74
New-York (27 mars) .. 61/4%

MATIF
Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 27 mars
Nombre de contrats : 13 374

COURS	Jan 87	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88
Dernier	107,68	107,65	107,55	107,45
Précédent	107,85	107,95	107,90	107,80

AUTOUR DE LA CORBEILLE

YERKOUZ VA INTRODUIRE EN BOURSE SA FILIALE EUROPEAN SUGAR. - En vue de se procurer une partie des capitaux nécessaires au rachat des activités européennes de transformation du sucre du géant américain Cargill, le groupe français de sucre Yerkouz a décidé de créer une nouvelle société à capital français, la Yerkouz Sugar, qui sera introduite en Bourse de Paris 49 % des actions de European Sugar, sa filiale à 100 %, European Sugar contrôle, rapatriée à 51 % et va se voir confier tous les actifs de CFC.

Cette opération financière procurera 400 millions de dollars (2,44 milliards de francs) à Yerkouz, une somme destinée à financer pour partie le rachat de la filiale européenne (800 millions de dollars, soit 3,94 milliards de francs). Deux autres milliards de francs seront versés à CFC holding, une nouvelle société à capital français, qui sera créée, à la suite de la fusion de Yerkouz et de CFC.

Des conventions en vue de la vente de cette société ont été conclues avec Stüdemer (RFA), Mitsubishi (Japon) et quelques autres compagnies.

Des conventions en vue de la vente de cette société ont été conclues avec Stüdemer (RFA), Mitsubishi (Japon) et quelques autres compagnies.

Des conventions en vue de la vente de cette société ont été conclues avec Stüdemer (RFA), Mitsubishi (Japon) et quelques autres compagnies.

Des conventions en vue de la vente de cette société ont été conclues avec Stüdemer (RFA), Mitsubishi (Japon) et quelques autres compagnies.

Des conventions en vue de la vente de cette société ont été conclues avec Stüdemer (RFA), Mitsubishi (Japon) et quelques autres compagnies.

Des conventions en vue de la vente de cette société ont été conclues avec Stüdemer (RFA), Mitsubishi (Japon) et quelques autres compagnies.

Des conventions en vue de la vente de cette société ont été conclues avec Stüdemer (RFA), Mitsubishi (Japon) et quelques autres compagnies.

Des conventions en vue de la vente de cette société ont été conclues avec Stüdemer (RFA), Mitsubishi (Japon) et quelques autres compagnies.

Des conventions en vue de la vente de cette société ont été conclues avec Stüdemer (RFA), Mitsubishi (Japon) et quelques autres compagnies.

Des conventions en vue de la vente de cette société ont été conclues avec Stüdemer (RFA), Mitsubishi (Japon) et quelques autres compagnies.

LES INDICES HEBDOMADAIRES
DE LA BOURSE DE PARISINSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indices globaux, de base 100 : 31 décembre 1986

20 mars 27 mars

Valeur d'imp. à recouvrer	110,9	114,2
Valeur industrielle	113,4	117,8
Valeur étrangère	108,5	112,3
Valeur énergie	112,4	117
Chimie	113,4	118
Métallurgie, mécanique	114,7	117
Électronique, électrique	113	116,3
Ind. de l'équipement, auto, etc.	116,1	120,8
Agro-alimentaire	114,7	116,1
Distribution	108,5	113,2
Transport, télécom, services	113,3	118,4
Crédit banque	101,7	114,2
Assurances	103,6	108
Crédit imp. et financ.	101,7	108,7
Crédit imp. et financ.	101,7	108,7
Indice global	101,7	114,2

Valeur d'imp. à recouvrer ... 3714 3822
Valeur étrangère ... 3822 4065

Valeur d'imp. à recouvrer ... 3822 4065
Valeur étrangère ... 4065 4281

Valeur d'imp. à recouvrer ... 4065 4281
Valeur étrangère ... 4281 4496

Valeur d'imp. à recouvrer ... 4281 4496
Valeur étrangère ... 4496 4711

Valeur d'imp. à recouvrer ... 4496 4711
Valeur étrangère ... 4711 4926

Valeur d'imp. à recouvrer ... 4711 4926
Valeur étrangère ... 4926 5141

Valeur d'imp. à recouvrer ... 4926 5141
Valeur étrangère ... 5141 5356

Valeur d'imp. à recouvrer ... 5141 5356
Valeur étrangère ... 5356 5571

Valeur d'imp. à recouvrer ... 5356 5571
Valeur étrangère ... 5571 5786

Valeur d'imp. à recouvrer ... 5571 5786
Valeur étrangère ... 5786 6001

Valeur d'imp. à recouvrer ... 5786 6001
Valeur étrangère ... 6001 6216

Valeur d'imp. à recouvrer ... 6001 6216
Valeur étrangère ... 6216 6431

Valeur d'imp. à recouvrer ... 6216 6431
Valeur étrangère ... 6431 6646

Valeur d'imp. à recouvrer ... 6431 6646
Valeur étrangère ... 6646 6861

Valeur d'imp. à recouvrer ... 6646 6861
Valeur étrangère ... 6861 7076

Valeur d'imp. à recouvrer ... 7076 7291
Valeur étrangère ... 7291 7506

Valeur d'imp. à recouvrer ... 7291 7506
Valeur étrangère ... 7506 7721

Valeur d'imp. à recouvrer ... 7506 7721
Valeur étrangère ... 7721 7936

Valeur d'imp. à recouvrer ... 7721 7936
Valeur étrangère ... 7936 8151

Valeur d'imp. à recouvrer ... 8151 8366
Valeur étrangère ... 8366 8581

Valeur d'imp. à recouvrer ... 8366 8581
Valeur étrangère ... 8581 8796

Valeur d'imp. à recouvrer ... 8581 8796
Valeur étrangère ... 8796 9011

Valeur d'imp. à recouvrer ... 9011 9226
Valeur étrangère ... 9226 9441

Valeur d'imp. à recouvrer ... 9441 9656
Valeur étrangère ... 9656 9871

Valeur d'imp. à recouvrer ... 9871 10086
Valeur étrangère ... 10086 10301

Valeur d'imp. à recouvrer ... 10301 10516
Valeur étrang

هكذا من الأصل

Le Monde • Mardi 31 mars 1987 43

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

27 MARS

Cours relevés à 17 h 58

Règlement mensuel									
Comptant	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précédent
121	AS 1973	1210	1210	1210	+ 0,00	121	AS 1973	1210	1210
122	AS 1974	1220	1220	1220	+ 0,00	122	AS 1974	1220	1220
123	AS 1975	1230	1230	1230	+ 0,00	123	AS 1975	1230	1230
124	AS 1976	1240	1240	1240	+ 0,00	124	AS 1976	1240	1240
125	AS 1977	1250	1250	1250	+ 0,00	125	AS 1977	1250	1250
126	AS 1978	1260	1260	1260	+ 0,00	126	AS 1978	1260	1260
127	AS 1979	1270	1270	1270	+ 0,00	127	AS 1979	1270	1270
128	AS 1980	1280	1280	1280	+ 0,00	128	AS 1980	1280	1280
129	AS 1981	1290	1290	1290	+ 0,00	129	AS 1981	1290	1290
130	AS 1982	1300	1300	1300	+ 0,00	130	AS 1982	1300	1300
131	AS 1983	1310	1310	1310	+ 0,00	131	AS 1983	1310	1310
132	AS 1984	1320	1320	1320	+ 0,00	132	AS 1984	1320	1320
133	AS 1985	1330	1330	1330	+ 0,00	133	AS 1985	1330	1330
134	AS 1986	1340	1340	1340	+ 0,00	134	AS 1986	1340	1340
135	AS 1987	1350	1350	1350	+ 0,00	135	AS 1987	1350	1350
136	AS 1988	1360	1360	1360	+ 0,00	136	AS 1988	1360	1360
137	AS 1989	1370	1370	1370	+ 0,00	137	AS 1989	1370	1370
138	AS 1990	1380	1380	1380	+ 0,00	138	AS 1990	1380	1380
139	AS 1991	1390	1390	1390	+ 0,00	139	AS 1991	1390	1390
140	AS 1992	1400	1400	1400	+ 0,00	140	AS 1992	1400	1400
141	AS 1993	1410	1410	1410	+ 0,00	141	AS 1993	1410	1410
142	AS 1994	1420	1420	1420	+ 0,00	142	AS 1994	1420	1420
143	AS 1995	1430	1430	1430	+ 0,00	143	AS 1995	1430	1430
144	AS 1996	1440	1440	1440	+ 0,00	144	AS 1996	1440	1440
145	AS 1997	1450	1450	1450	+ 0,00	145	AS 1997	1450	1450
146	AS 1998	1460	1460	1460	+ 0,00	146	AS 1998	1460	1460
147	AS 1999	1470	1470	1470	+ 0,00	147	AS 1999	1470	1470
148	AS 2000	1480	1480	1480	+ 0,00	148	AS 2000	1480	1480
149	AS 2001	1490	1490	1490	+ 0,00	149	AS 2001	1490	1490
150	AS 2002	1500	1500	1500	+ 0,00	150	AS 2002	1500	1500
151	AS 2003	1510	1510	1510	+ 0,00	151	AS 2003	1510	1510
152	AS 2004	1520	1520	1520	+ 0,00	152	AS 2004	1520	1520
153	AS 2005	1530	1530	1530	+ 0,00	153	AS 2005	1530	1530
154	AS 2006	1540	1540	1540	+ 0,00	154	AS 2006	1540	1540
155	AS 2007	1550	1550	1550	+ 0,00	155	AS 2007	1550	1550
156	AS 2008	1560	1560	1560	+ 0,00	156	AS 2008	1560	1560
157	AS 2009	1570	1570	1570	+ 0,00	157	AS 2009	1570	1570
158	AS 2010	1580	1580	1580	+ 0,00	158	AS 2010	1580	1580
159	AS 2011	1590	1590	1590	+ 0,00	159	AS 2011	1590	1590
160	AS 2012	1600	1600	1600	+ 0,00	160	AS 2012	1600	1600
161	AS 2013	1610	1610	1610	+ 0,00	161	AS 2013	1610	1610
162	AS 2014	1620	1620	1620	+ 0,00	162	AS 2014	1620	1620
163	AS 2015	1630	1630	1630	+ 0,00	163	AS 2015	1630	1630
164	AS 2016	1640	1640	1640	+ 0,00	164	AS 2016	1640	1640
165	AS 2017	1650	1650	1650	+ 0,00	165	AS 2017	1650	1650
166	AS 2018	1660	1660	1660	+ 0,00	166	AS 2018	1660	1660
167	AS 2019	1670	1670	1670	+ 0,00	167	AS 2019	1670	1670
168	AS 2020	1680	1680	1680	+ 0,00	168	AS 2020	1680	1680
169	AS 2021	1690	1690	1690	+ 0,00	169	AS 2021	1690	1690
170	AS 2022	1700	1700	1700	+ 0,00	170	AS 2022	1700	1700
171	AS 2023	1710	1710	1710	+ 0,00	171	AS 2023	1710	1710
172	AS 2024	1720	1720	1720	+ 0,00	172	AS 2024	1720	1720
173	AS 2025	1730	1730	1730	+ 0,00	173	AS 2025	1730	1730
174	AS 2026	1740	1740	1740	+ 0,00	174	AS 2026	1740	1740
175	AS 2027	1750	1750	1750	+ 0,00	175	AS 2027	1750	1750
176	AS 2028	1760	1760	1760	+ 0,00	176	AS 2028	1760	1760
177	AS 2029	1770	1770	1770	+ 0,00	177	AS 2029	1770	1770
178	AS 2030	1780	1780	1780	+ 0,00	178	AS 2030	1780	1780
179	AS 2031	1790	1790	1790	+ 0,00	179	AS 2031	1790	1790
180	AS 2032	1800	1800	1800	+ 0,00	180	AS 2032	1800	1800
181	AS 2033	1810	1810	1810	+ 0,00	181	AS 2033	1810	1810
182	AS 2034	1820	1820	1820	+ 0,00	182	AS 2034	1820	1820
183	AS 2035	1830	1830	1830	+ 0,00	183	AS 2035	1830	1830
184	AS 2036	1840	1840	1840	+ 0,00	184	AS 2036	1840	1840
185	AS 2037	1850	1850	1850	+ 0,00	185	AS 2037	1850	1850
186	AS 2038	1860	1860	1860	+ 0,00	186	AS 2038	1860	1860
187	AS 2039	1870	1870	1870	+ 0,00	187	AS 2039	1870	1870
188	AS 2040	1880	1880	1880	+ 0,00	188	AS 2040	1880	1880
189	AS 2041	1890	1890	1890	+ 0,00	189	AS 2041	1890	1890
190	AS 2042	1900	1900	1900	+ 0,00	190	AS 2042	1900	1900
191	AS 2043	1910	1910	1910	+ 0,00	191	AS 2043	1910	1910
192	AS 2044	1920	1920	1920	+ 0,00	192	AS 2044	1920	1920
193	AS 2045	1930	1930	1930	+ 0,00	193	AS 2045	1930	1930
194	AS 2046	1940	1940	1940	+ 0,00	194	AS 2046	1940	1940
195	AS 2047	1950	1950	1950	+ 0,00	195	AS 2047	1950	1950
196	AS 2048	1960	1960	1960	+ 0,00	196	AS 2048	1960	1960
197	AS 2049	1970	1970	1970	+ 0,00	197	AS 2049	1970	1970
198	AS 2050	1980	1980	1980	+ 0,00	198	AS 2050	1980	1980
199	AS 2051	1990	1990	1990	+ 0,00	199	AS 2051	1990	1990
200	AS 2052	2000	2000	2000	+ 0,00	200	AS 2052	2000	2000
201	AS 2053	2010	2010	2010	+ 0,00	201	AS 2053	2010	2010
202	AS 2054	2020	2020	2020	+ 0,00	202	AS 2054	2020	2020
203	AS 2055	2030	2030	2030	+ 0,00	203	AS 2055	2030	2030
204	AS 2056	2040	2040	2040	+ 0,00	204	AS 2056	2040	2040
205	AS 2057	2050	2050	2050	+ 0,00	205	AS 2057	2050	2050
206	AS 2058	2060	2060	2060	+ 0,00	206	AS 2058	2060	2060
207	AS 2059	2070	2070	2070	+ 0,00	207	AS 2059	2070	2070
208	AS 2060	2080	2080	2080	+ 0,00	208	AS 2060	2080	2080
209	AS 2061	2090	2090	2090	+ 0,00	209	AS 2061	2090	2090
210	AS 2062	2100	2100	2100	+ 0,00	210	AS 2062	2100	2100
211	AS 2063	2110	2110	2110	+ 0,00	211	AS 2063	2110	2110
212	AS 2064	2120	2120	2120	+ 0,00	212	AS 2064	2120	2120
213	AS 2065	2130	2130	2130	+ 0,00	213	AS 2065	2130	2130
214	AS 2066	2140	2140	2140	+ 0,00	214	AS 2066	2140	2140
215	AS 2067	2150	2150	2150	+ 0,00	215	AS 2067	2150	2150
216	AS 2068	2160	2160	2160	+ 0,00	216	AS 2068	2160	2160
217	AS 2069	2170	2170	2170	+ 0,00	217	AS 2069	2170	2170
218	AS 2070	2180	2180	2180	+ 0,00	218	AS 2070	2180	2180
219	AS 2071	2190	2190	2190	+ 0,00	219	AS 2071	2190	2190
220	AS 2072	2200	2200	2200	+ 0,00	220	AS 2072	2200	2200
221	AS 2073	2210	2210	2210	+ 0,00	221	AS 2073	2210	2210
222	AS 2074	2220	2220	2220	+ 0,00	222	AS 2074	2220	2220
223	AS 2075	2230	2230	2230	+ 0,00	223	AS 2075	2230	2230
224	AS 2076	2240	2240	2240	+ 0,00	224	AS 2076	2240	2240
225	AS 2077	2250	2250	2250	+ 0,00	225	AS 2077	2250	2250
226	AS 2078	2260	2260	2260	+ 0,00	226	AS 2078	2260	2260
227	AS 2079	2270	2270	2270	+ 0,00	227	AS 2079	2270	2270
228	AS 2080	2280	2280	2280	+ 0,00	228	AS 2080	2280	2280
229	AS 2081	2290	2290	2290	+ 0,00	229	AS 2081	2290	2290
230	AS 2082	2300	2300	2300	+ 0,00	230	AS 2082	2300	2300
231	AS 2083	2310	2310	2310	+ 0,00	231	AS 2083	2310	2310
232	AS 2084	2320	2320	2320	+ 0,00	232	AS 2084	2320	2320
233	AS 2085	2330	2330	2330	+ 0,00	233	AS 2085	2330	2330
234	AS 2086	2340	2340	2340	+ 0,00	234	AS 2086	2340	2340
235	AS 2087	2350	2350	2350	+ 0,00	235	AS 2087	2350	2350
236	AS 2088	2360	2360	2360	+ 0,00	236	AS 2088	2360	2360
237	AS 2089	2370	2370	2370	+ 0,00	237	AS 2089	2370	2370
238	AS 2090	2380	2380	2380	+ 0,00	238	AS 2090	2380	2380
239	AS 2091	2390	2390	2390	+ 0,00	239	AS 2091	2390	2390
240	AS 2092	2400	2400	2400	+ 0,00	240	AS 2092	2400	2400
241	AS 2093	2410	2410	2410	+ 0,00	241	AS 2093	2410	2410
242	AS 2094	2420	2420	2420	+ 0,00	242	AS 2094	2420	2420
243	AS 2095	2430	2430	2430	+ 0,00	243	AS 2095	2430	2430

ÉTRANGER	DÉBATS	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINTEL
3 Tchad : la reconquête du Nord. 4 Le différend gréco-turc en mer Égée. 5 M. Chirac aux États-Unis. 6 M. Arafat annonce la prochaine libération de quatre otages.	2 Le voyage du pape au Chili et en Argentine. POLITIQUE 7 et 10 Les déclarations de M. Mitterrand à TF 1. 10 Avant le congrès du PS. 11 Six élections cantonales.	12 Deux projets de loi sur les polices municipales. 38 Les états généraux des étudiants à Saint-Denis. SPORT 14 Judo ; ski artistique.	15 Musique : deux créations de Michel Decoust. - La biographie de Tchekovsk. 16 Maurice Béjart au Théâtre national du Châtelet. COMMUNICATION 18 La Société des journalistes de TF 1.	39 Les menaces américaines sur les semi-conducteurs japonais. 40 La croissance des pays de l'Est s'est faite au détriment de leurs finances extérieures. 41 M. Jean Dronier administrateur de l'UAP. 42-43 Marchés financiers.	Radio-télévision 18 Annonces classées 20 à 32 Carnet 19 Météorologie 18 Mots croisés 19 Loto 19 Spectacles 17	• Souhaitez-vous que M. Mitterrand se représente ? • Ariane dans les fils du Kremlin. • Lisez-vous le Monde ? Actualité, Immobilier, Bourse, Média, Télévision, Loto. 36-15 Tapez LEMONDE

Le voyage du président de la République en Franche-Comté « Le chômage n'est pas une fatalité »

DOLE
de notre envoyé spécial

M. Mitterrand a commencé, le lundi 30 mars, dans le Jura, à Tavaux et à Dole, son voyage de deux jours en Franche-Comté. Accompagné par MM. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, et Edgar Faure, président du conseil régional, le chef de l'État a insisté au cours des deux premières étapes de cette visite sur le chômage, « ce mal dont souffrent tant et tant de familles et contre lequel il faut mobiliser toutes les énergies ». « Il ne faut pas se soumettre à la fatalité, ce

n'est pas une fatalité », a-t-il dit à Tavaux.

A Dole, il a souligné que, « depuis de longues années, ce mal a gagné en ampleur. Cela veut dire que les remèdes n'ont pas été suffisants. On a vu des campagnes politiques opposer des formations qui estimaient chacune disposer de l'arsenal nécessaire pour y remédier. On peut en mesurer aujourd'hui la vanité ».

Le chef de l'État a ensuite évoqué quelques-uns des moyens de lutte : la modernisation de l'économie engagée, a-t-il souligné, depuis plu-

sieurs années, la croissance, la formation des jeunes, l'acclémentation de la transformation de la société industrielle (« il faut sortir d'une certaine société industrielle dans laquelle on ne trouve pas de réponse à la question posée »), le développement de la décentralisation qu'il a, dit-il, « amorcé », les mesures sociales « qui commandent à la nation une solidarité absolue à l'égard des travailleurs ». « On ne peut pas laisser aller la lutte contre le chômage à la simple disposition d'une catégorie particulière de citoyens qui tiennent dans leurs mains l'industrie. C'est une tâche nationale — a-t-il dit — l'Europe peut y contribuer ».

Ces actions volontaristes n'entraînent pas pour autant une inflation budgétaire. Le budget 1987 (411 milliards de francs) n'augmente que de 1,1 % par rapport à 1986 (la moyenne nationale s'établissant à + 15,8 %). En revanche, M. Edgar Faure a demandé à ses contribuables un effort significatif : + 34 % pour l'ensemble des recettes fiscales, et même + 55 % pour les seuls impôts directs.

FRANÇOIS GROSCHARD.
(1) Peugeot occupait dans la région 40 000 salariés en 1979 et 27 000 en 1985. Pour 1990, les prévisions sont de 22 000 et 23 000.

Une citadelle vulnérable

Aussi surprenant que cela puisse paraître, la Franche-Comté est d'une certaine manière la première région industrielle de France.

C'est là, en effet, qu'on trouve le plus fort pourcentage de main-d'œuvre employée dans l'industrie : 43 %, alors que la moyenne nationale n'est que de 30 %. Cette force industrielle est répartie en plusieurs pôles dont les deux principaux sont Besançon pour les activités micro-mécaniques, et le bassin de Belfort-Montbéliard pour l'automobile (Peugeot), la construction électrique (Alsthom), l'informatique (Bull). Mais une industrie plus éparpillée et performante (jouets, lunetterie, plastique, chimie, agro-alimentaire, bois) tient dans l'ensemble de la région, y compris dans le Haut-Doubs et le Haut-Jura, un réseau diversifié et assez bien réparti géographiquement.

Deuxième record, dont s'enorgueillit la Franche-Comté : il s'agit de la région la plus exportatrice de France. Là aussi le poids de l'industrie automobile, autour de Sochaux-Montbéliard, apporte une explication déterminante. Le taux de couverture des importations de la région par ses exportations atteint 250 % ! Quatre entreprises sur dix exportent, y compris des PME. En 1985, les ventes de l'industrie (fabriques dans la région de Mors, certes, mais aussi à l'étranger) aux États-Unis ont dépassé 75 milliards de francs.

Mais ces atouts et cette robustesse — qui ont longtemps conduit les gouvernements successifs et les responsables de l'aménagement du territoire à considérer la Franche-Comté comme une citadelle à l'abri de la crise, d'autant plus que son agriculture ne donnait pas de signes de faiblesse — sont aujourd'hui bousculés par les inevitables restructurations industrielles.

Le poids du secteur tertiaire de haut niveau est très insuffisant et à ce titre Besançon — tiraillé entre Nancy, Lyon et Paris, sans parler de Genève — ne parvient pas à jouer un rôle de véritable métropole technologique scientifique, universitaire. Les

infrastructures de transport sont elles aussi insuffisantes.

Depuis quelques années, la crise industrielle frappe la Franche-Comté durement. M. Jean-Pierre Chevènement, député PS du Territoire de Belfort, tire la sonnette d'alarme auprès de la DATAR et de Bruxelles depuis trois ans mais sans grand succès. Le taux de croissance de la production industrielle y est inférieur à la moyenne française. Depuis 1978, la Franche-Comté décline le record — négatif cette fois — de la diminution de l'emploi salarié (- 7 000 par an) en 1983, 1984 et 1985. L'importance de la main-d'œuvre non qualifiée, chez Peugeot notamment (1), la suppression de deux ans (sous la pression des autorités de Bruxelles) des aides à l'aménagement du territoire, l'insuffisance de l'appareil de recherche et de formation (en dépit de la création récente du centre universitaire technologique de Savenay), « l'exode » des cerveaux et des jeunes diplômés vers des régions plus attractives (3 000 personnes de 13 à 37 ans quittent la région chaque année) sont autant de « clignotants ».

Préside depuis cinq ans par M. Edgar Faure, la région, malgré la modestie de sa superficie et de sa population (1 090 000 habitants), a décidé d'utiliser toutes les sources des lois de décentralisation et des libertés qu'elles attribuent désormais aux élus.

« Le cadre régional est idéal pour lancer et multiplier les expériences pilotes », aime à répéter le président académicien. De fait, dans trois secteurs au moins la Franche-Comté se situe en pointe :

« L'emploi vocational » des jeunes est une procédure par laquelle un jeune homme ou une jeune fille peut être placé dans une entreprise, et rémunéré par la région (3 200 F par mois), l'entreprise remboursant ultérieurement le conseil régional sur la base de 3 600 F ;

« La coopération technique et économique avec des régions étrangères est largement développée. M. Edgar Faure a, notamment, lancé un programme régional d'aide alimentaire avec le Mali.

« Dans le secteur de l'éducation, la région vient de décider un ambitieux programme pour moderniser les lycées, à raison de 50 millions de francs de crédits régionaux chaque année pendant quinze ans.

Selon « Libération »

Un diplomate soviétique serait le chef du réseau d'espionnage démantelé la semaine dernière

Le chef du réseau d'espionnage aux activités duquel le DST a mis fin la semaine dernière (le Monde du 21 mars) serait l'attaché militaire de l'air adjoint de l'ambassade soviétique, le diplomate Valeri Konorev, affirme Libération, dans son édition du lundi 30 mars.

Officier du GRU, le service de renseignements militaires de l'URSS, Valeri Konorev... ait été l'attaché d'ambassade à Paris, originaire de Roumanie, inculpé avec six autres personnes dans cette affaire d'espionnage. La constitution du réseau se serait faite de façon classique : un ingénieur de l'INSEE, Pierre Verdier, se rendant fréquemment en URSS pour raisons professionnelles, y aurait fait la connaissance de sa future femme, Ludmila Varyguine. Les autorités soviétiques n'auraient autorisé son mariage et la sortie d'URSS de la jeune épouse qu'à condition que Pierre Verdier collabore avec leurs services de renseignements. La chute du réseau serait tout aussi classique : c'est Antonetta Manole, ancienne maîtresse de Pierre Verdier, qui, par jalousie, l'aurait dénoncé.

Selon les renseignements fournis par Libération, le réseau s'inscrivait à tout ce que la région normande contient d'entreprises de

pointe. « Les cibles déterminées par les Soviétiques sont typiques, écrit le quotidien, et correspondent à leurs besoins immenses de connaissances technologiques, mais aussi économiques, dans tous les domaines de pointe, particulièrement bien représentés en haute Normandie, la zone de compétence de Pierre Verdier ».

Les espions se seraient ainsi intéressés à l'usine Matra du Vaudreuil, aux usines industrielles de l'entreprise Téliamérique de l'Eure, à l'usine Renault de Sandouville, à plusieurs implantations industrielles de Thomson spécialisées dans la téléphonie et les technologies du câblage. Hispano-Suiza qui, dans son usine d'Harfleur, travaille pour le fabricant de réacteurs SNECMA, était également dans le collimateur des espions, ainsi que la Société française de propulsion, qui produit les moteurs de la fusée Ariane. « Selon nos informations, poursuit Libération, ce sont deux dossiers secrets concernant les propulseurs d'Ariane 4 qui ont pris le chemin des bureaux d'étude de Moscou ».

Le ministre des affaires étrangères s'est borné à indiquer, ce lundi matin, qu'il n'avait « aucun commentaire à faire pour le moment » sur les révélations de Libération. Le ministre, M. Jean-Bernard Raimond, se trouve actuellement aux États-Unis, où il accompagne M. Chirac jusqu'à mercredi soir, et l'on ne semble pas, au Quai d'Orsay, s'attendre à une mesure d'expulsion immédiate de M. Konorev.

Mais beaucoup de choses dépendent, à cet égard, de l'attitude personnelle du premier ministre. Ce dernier peut être tenté, en particulier durant son séjour à Washington, par un geste de fermeté ; mais il a prévu, d'un autre côté, de se rendre en visite officielle à Moscou en mai. Un rappel « en douceur » de l'attaché de l'air adjoint soviétique par ses propres ministres n'est donc pas exclu par les milieux diplomatiques.

Le numéro du « Monde » daté 29-30 mars 1987 a été tiré à 451 581 exemplaires

TAPIS PERSANS FAITS MAIN

50% de réduction

MAISON DE L'IRAN

Sur le vif Père suprême

Vous avez vu mon Mimi, hier, sur TF 1 ? Sublime, hein ? La classe ! Moi, j'étais écarlée devant la poste, la bouche ouverte, les yeux écarquillés. Dire qu'il y a encore des créés pour s'interroger, dans les médias, sur les résultats de la prochaine présidentielle ! Et je te calcule, à coups de sondages, les chances de Ricard. Et je te salue, Jacques sur Raymond-le-Grand ! Ça rime à quoi ? A vendre du papier.

Moi, je peux vous le dire pour pas un rond, sauf les 4,50 F que coûte ce canard, qui c'est qui fera président en 1988. Mon Mimi. Président à vie. Et pour une bonne raison. C'est pas seulement le père de la nation, c'est notre Père éternel. Il guide, souverain, le sceptre à la main, depuis 1981, son bon pape sur le chemin du progrès et de la justice sociale.

Pas à pied, bien sûr ! Lui ne foule pas le plancher des vaches. Il trône, à-haut, sur son nuage, d'où il laisse tomber, dans son immense bonté, sa bénédiction sur certains ministres du culte.

Panchaud et Pasqua y ont eu droit : Allez en paix, mes fils !

Moi, ce qui m'a bouleversée, c'est de voir cet Etre suprême, infatigable, s'abaisser, dans son immense humanité, jusqu'à reconnaître une erreur. Une seule ! Lui, c'est pas Jacques-le-Gaffre, attention ! Il aurait pas dû, c'est vrai, chicaner Giscard sur le nombre de ses chômeurs, vu que, sous son propre règne, ils n'ont fait que croître et multiplier. Il a eu tort, c'était pas chic, d'accord. Mais, bon, le pape, son cousin, a fait preuve, lui aussi, de légèreté en confondant précepte et conseil, rapport à la fécondation artificielle.

Maintenant, pour dessiller les yeux des incroyants, il ne reste plus à saint François qu'à accomplir un miracle : la multiplication des voix. Des voix de droite exclusivement, une droite subjugée, conquise. Ainsi celles de Berry et de Chirac répondront-elles, dans un grand élan de solidarité nationale, à l'appel du président de tous les Français. Candidats ne pas s'abstenir.

CLAUDE SARRAUTE.

ISRAËL : nouveau rebondissement dans l'affaire Pollard

Le colonel Sella démissionne de son poste de commandant de la base aérienne de Tel-Nof

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Nouvel épisode de l'affaire Pollard : le colonel Aviem Sella, qui fut le recruteur et le premier « agent traitant » de l'espion américain, a démissionné dimanche 29 mars du commandement de la base aérienne de Tel-Nof. Sa promotion à ce poste il y a quelques semaines, coïncidant avec la condamnation à la prison à vie de Jonathan Pollard, avait suscité aux États-Unis une vive irritation. La justice américaine avait réagi en inculquant d'espionnage le colonel Sella. Elle n'avait cependant pas les moyens juridiques d'obtenir sa destitution. Le Pentagone avait, quant à lui, immédiatement décidé de boycotter le colonel et la base qu'il commandait.

Dans sa lettre de démission, Aviem Sella invoque son souci de vouloir « éviter une dégradation des relations entre Israël et une part, les États-Unis et la communauté juive américaine de l'étranger ». Il rappelle avoir « proposé à plusieurs reprises de renoncer à ses fonctions si celles-ci devaient constituer un handicap pour l'armée israélienne ». Le colonel avait en effet, il y a plusieurs semaines, offert sa démission au ministre de la défense, M. Rabin. Ce

dernier l'avait refusée à la suite d'une démarche d'un groupe d'officiers supérieurs qui estimaient « injuste » le châtiment infligé à leur collègue.

Le colonel continuera à servir dans l'armée de l'air. Agé de quarante ans, il passe pour l'un des pilotes les plus doués de sa génération. Il est aussi un brillant technicien en informatique. Sa démission a été bien accueillie à Jérusalem dans la mesure où elle contribuait largement à apaiser le ressentiment américain envers Israël né de l'affaire Pollard. « Le colonel a fait ce qu'il devait faire », a simplement commenté le premier ministre, M. Shamir.

Comme on pouvait s'y attendre, les premières réactions enregistrées à Washington sont également favorables. L'armée américaine devrait rapidement mettre fin au boycottage de la base de Tel-Nof, lequel constituait un obstacle de taille à la coopération stratégique entre les deux pays. Mais l'administration Reagan ne sera pleinement satisfaite que le jour où le gouvernement israélien se conformera aux conclusions des deux commissions d'enquête actuellement chargées d'éclaircir les dessous de l'affaire Pollard.

J.-P. L.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 30 mars

Baisse

Sur une vague de ventes bénéficiaires, la Bourse de Paris fortement baissée lundi matin. Le mouvement est allé en s'accroissant. En repli de 1,29 % à l'ouverture de la séance préliminaire, l'indice instantané s'établissait, en clôture, à 1,45 % au-dessous de son niveau précédent. SEB, OFFI, SGE, Dumez, Lyonnais des eaux et du Midi ont particulièrement souffert avec des pertes égales ou supérieures à 3 %.

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	588	588	588
Agropar	2205	2170	2185
Air Liquide (L)	756	746	748
Banque Paribas	1024	1020	1015
Banque de France	2830	2830	2830
Bouygues	1370	1345	1346
B.S.M.	8270	8230	8170
Canal+ (L)	3840	3800	3790
Chemin de fer	1885	1850	1850
Châti-Méditerranée	720	705	708
Elf-Aquitaine	1543	1520	1508
Elf-Auvergne	356	353	350
Elf-Paris	1600	1580	1570
Elf-Provence	1889	1823	1845
Michelin	3348	3270	3330
Mich-Cat	1615	1670	1570
Mich-Vosges	2405	2470	2480
Mich-Midi	1200	1180	1190
Oréal (L)	4339	4380	4320
Paribas	1145	1120	1120
Paribas S.A.	1480	1461	1465
Sanofi-Synthelabo	480	480	480
Sanofi	895	870	872
Sauv. Paris	525	516	518
Télécom	3580	3520	3520
Thomson-CSF	1725	1705	1698
Totat-C.F.P.	495	495	490
T.A.T.	2810	2830	2835
Veolia	590	575	579

A B C D E F G

STAGE LECTURE RAPIDE

7-8-9 avril 1987

possibilités de stages en entreprises

GEICA-FORMATION/42-96-41-12

56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

la Règle à Calcul

SICOB

STAND 5B 5027
"LA REGLE A CALCUL"
AVEC
HEWLETT-PACKARD

DEMONSTRATIONS :
STATIONS DAO/CAO,
PAO et de RESEAU
sur HP VECTRA

Parc d'exposition
de Paris Nord II,
93570 ROISSY
CHARLES DE GAULLE
□ Invitation du Sicob sur demande

LA REGLE A CALCUL 67, bd St-Germain -
BP 300-75228 PARIS cedex 05 - Tél. (1) 43.25.68.88 - Tr. RAC 201 324.

Sur le fil ALLO LOLOTTE, C'EST COCO.

« Enfin, qu'est-ce que tu as, mon petit chat ? Ned, réponds-moi... ! Qu'est-ce que tu me racontes ? Tu ne manges rien. Tu me laisses tout dans ton assiette. Tu as maigri... »
« Non, non, j'ai perdu un peu de ventre, c'est tout. »
« Ça, de ventre, t'en as tellement qu'un peu plus un peu moins ! Non, c'est pas ça, c'est à la figure, au cou, l'as des valises sous les yeux, des bajonnes, tu penses de partout, c'est affreux. »
« Bon, ça va comme ça. Je ne sais pas venir ici pour me faire insulter. Si c'est comme ça, t'chop, je m'en vais. »

Si Ned ne vous plaît pas, on va vous présenter J.J. :

Il n'est pas mal J.J. — J.J. c'est l'ex de Coco. Lolotte l'a ramassé et se l'est gardé — Pas mal de sa personne, il se soigne, il se muscèle, il se bronze, il se nettoie, il se surveille. Il est un peu maniaque sur les bords. Maniaque de la propreté. C'est pas le genre à tremper son biscuit dans une tasse qu'on n'a pas soigneusement rincée devant lui d'abord.
Un jour, il appelle Coco au bureau. Il avait une drôle de voix. Elle lui dit :
« Qu'est-ce que tu as ? Tu as chopé une amibe phagocytée dans un quart Vitel ».

CLAUDE SARRAUTE.

Retrouvez Lolotte dans le roman de Claude Sarraute « Allo Lolotte, c'est Coco » 69F. Chez Flammarion.

الكتاب العربي